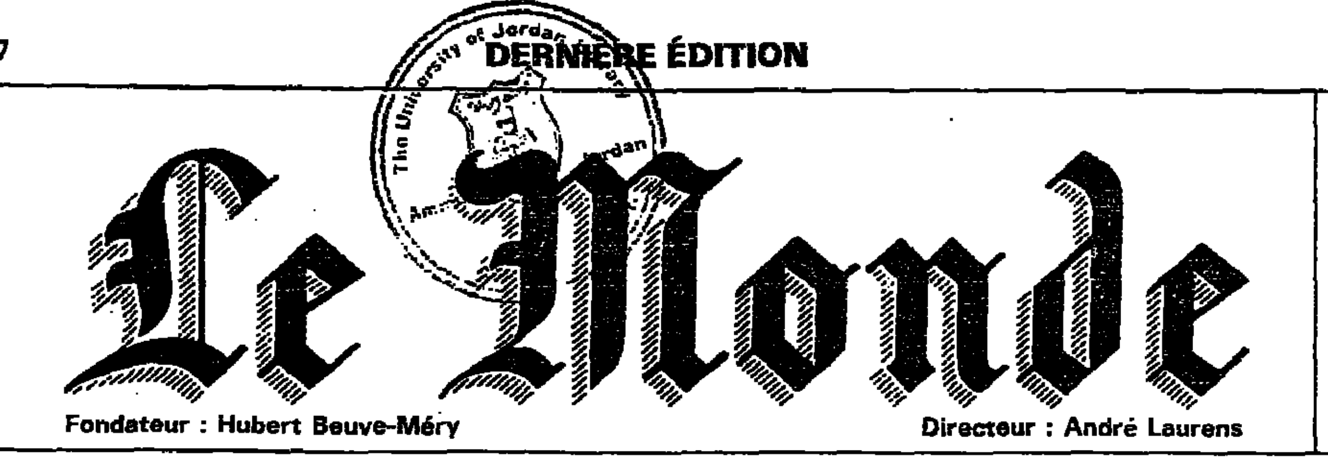
QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12087 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 7 DÉCEMBRE 1983

Les pourparlers de Genève sur les armements intercontinentaux sont à leur tour menacés

LIRE PAGE 5 L'ARTICLE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL A MOSCOU DOMINIQUE DHOMBRES



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Echec des Dix au sommet d'Athènes

Les difficultés budgétaires de la Communauté feront l'objet dans les prochains mois de nouvelles négociations sous la présidence française

De nos envoyés spéciaux

Athènes. – C'est l'échec, mais on va persévérer dans l'effort... Telle est la conclusion qu'on pouvait tirer du sommet d'Athènes, mardi 6 décembre en fin de matinée, après la dernière séance de travail des Dix. Sortant de cette ultime rencontre, M. Papandréou, qui assure la présidence jusqu'au 31 décembre, a annoncé que *« cette dernière tentative pour trouver un compromis »* avait échoué. Il a ajouté que les Dix *« poursuivraient dans les mois à venir, sous la présidence française, la procédure spéciale mise au point à Stuttgart »* en juin dernier pour régler les problèmes budgétaires sur lesquels achoppe la C.E.E.

Le chancelier Kohl a annoncé, de son côté, que les pays de la C.E.E. étaient d'accord pour terminer, d'ici à l'été 1984 au plus tard, les négociations sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

L'Europe, a dit M. Mitterrand, *« sait, en toute clarté, qu'elle est en crise ; il faut maintenant tirer le meilleur de la crise »*. Il a souligné, à cet égard, *« l'ampleur de la tâche qui incombe à la France pour les six prochains mois »*, Paris devant prendre, le 1er janvier, la présidence semestrielle de la Communauté.

La volonté de dédramatiser la crise dans laquelle s'enfonce la C.E.E. avait été sensible quelques heures plus tôt, après le petit déjeuner que M. Mitterrand et Mme Thatcher avaient pris en commun. C'est ainsi que, d'un côté comme de l'autre, on affirmait alors que l'amitié et l'alliance franco-britanniques ont une solidité et une pérennité que des problèmes budgétaires ne peuvent pas affecter en profondeur.

Ce rappel était d'autant plus nécessaire que lundi soir, après le dîner qui réunissait les chefs d'Etat et de gouvernement et les ministres des affaires étrangères des Dix, tout le monde ou presque prédisait l'échec et en supputait les conséquences. Apparemment, le seul problème qui se posait encore était de savoir comment on allait se séparer : en tentant de camoufler la catastrophe ou en l'avouant ? Les avis étaient partagés. *« Il n'y a même pas chez les participants la volonté de s'affronter sérieusement. Il y a manifestement une grande résignation ce qui est beaucoup plus grave »*, commentait M. Thorn, le président de la Commission. *« C'est le premier conseil européen de la dislocation de la Communauté »*, estimait un haut fonctionnaire.

La négociation avait capoté sur le problème lancinant de la contribution budgétaire à accorder au Royaume-Uni au cours des années à venir. Les partenaires de Londres refusaient d'aller aussi loin que le demandait Mme Thatcher. Celle-ci apparaissait, par son intransigeance, comme la principale responsable de l'impasse où avaient abouti les pourparlers.

Trois grands dossiers ont été discutés au cours de la journée de lundi : la réforme de la politique agricole commune (PAC), l'encadrement des dépenses de la Communauté, y compris des dépenses agricoles, la contribution budgétaire britannique. Les positions s'étaient effectivement rapprochées mais toujours de la même manière : les projets de compromis présentés par la présidence grecque allaient chaque fois davantage dans le sens souhaité par les Britanniques. Ceux-ci engrangeaient les concessions ainsi faites, s'en félicitaient, mais estimaient qu'elles n'étaient pas suffisantes. *« On en est arrivé à un niveau où il n'y a aucune base de compromis politique possible. Il est difficile de faire des sacrifices à partir de bases aussi modestes pour l'Europe. Nous sommes prêts à nous séparer en constatant qu'il n'y a d'accord sur rien »*, résumait dès avant le dîner le porte-parole italien.

Même sans exclure tout à fait un sursaut mardi matin, la façon dont s'était déroulé le conseil européen au cours des deux premiers jours donnait une bien mauvaise impression : celle d'un étonnant manque de maturité, voire d'une indifférence à l'égard de l'enjeu.

Mme Thatcher avait donné le ton : elle avait présenté les positions britanniques en expliquant qu'elle n'était disposée à bouger sur rien ou presque, mais que, bien entendu, elle entendait obtenir, et de manière désormais permanente, une compensation d'un montant élevé. Les Français ont été ulcérés de son refus catégorique d'envisager, en contrepartie des sacrifices demandés aux agriculteurs, un renforcement de la préférence communautaire et de la politique commerciale extérieure de la C.E.E. On peut se demander cependant si ses interlocuteurs se sont suffisamment mobilisés pour l'amener à plus de souplesse.

BERNARD BRIGOULEIX et PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 5.)

Les idées de l'opposition

Lire page 2 le début de notre enquête avec les articles de JEAN-MARIE COLOMBANI CHRISTINE FAUVET-MYCIA, MICHEL KAJMAN et ALAIN ROLLAT

Les nouvelles menaces du général Jaruzelski

Le général Jaruzelski a étrenné son nouveau titre de président du « comité de défense du pays » par une décision spectaculaire. Des « groupes opérationnels de l'armée » ont été déployés dans tout le pays : les mêmes qui avaient été mis en place, à l'automne 1981, peu avant la proclamation de l'état de guerre.

L'explication officielle de ce déploiement, « la dangereuse tension internationale », n'abuse personne. Il s'agit d'impressionner la population, à la veille d'une période très sensible : les divers « anniversaires » du mois de décembre, les prochaines hausses des prix. Accessoirement, à en juger par les tâches assignées à ces groupes, la décision illustre une autre constante de la politique du général : dès que les choses vont trop mal, on invite les militaires à porter un diagnostic sur l'état du pays en attendant d'y remettre de « l'ordre ». Il faut croire que seize mois d'état de guerre, et un afflux sans précédent de généraux aux postes de commande, n'ont pas suffi.

Cet étrange « état de guerre », utilisé pour liquider Solidarité, les dirigeants n'en auront sans doute plus besoin à présent : la Diète vient d'approuver une loi qui permet d'instituer un « état d'exception » en cas de « calamité naturelle » ou de « menaces contre l'ordre social ». Il donnera au pouvoir une panoplie complète d'armes de répression, y compris le droit pour la police d'interroger les enfants de moins de dix-huit ans, en présence de leurs parents.

Le texte est si impressionnant qu'un député a estimé que certaines de ses dispositions étaient « encore plus répressives à l'égard des citoyens polonais que ne le sont celles prévues par la convention de Genève à l'encontre des citoyens d'un pays ennemi en temps de guerre ». Dès maintenant, le pouvoir s'est doté d'un « comité pour le respect de la loi, de l'ordre public et de la discipline sociale ». Le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, a annoncé qu'il avait donné l'ordre à la milice et à la police politique de redoubler d'efforts pour combattre l'opposition « antisocialiste ».

Comment, dans ces conditions, les dirigeants de la clandestinité, assimilés par le pouvoir, dans un langage digne des années 50, à des « agents » de l'étranger, ont-ils osé appeler à manifester « pacifiquement » le 16 décembre prochain ? Leur appel a, certes, été lancé avant que soient connues les nouvelles mises en garde officielles, mais il aurait, de toute manière, été difficile pour ce qui reste de Solidarité de renoncer tout à fait à des manifestations conçues avant tout comme l'expression symbolique, et partielle, d'un mécontentement profond et d'une obstination dans la lutte. Avec pour prix de ce symbole, les coups de matraque et parfois la prison.

M. Walesa n'a pas tort de s'inquiéter de l'atmosphère de « fébrilité » et de « tension » qu'il perçoit dans son pays. Pour l'heure, la seule note réconfortante est, sans doute, le timide sourire de sa femme, Danuta, qui s'apprête à aller recevoir en son nom le prix Nobel de la paix, et à affronter des questions sans réponse sur l'avenir de son pays.

(Lire nos informations page 4.)

Le dollar au-dessus de 8,30 F

Une conséquence de la tension internationale

Une nouvelle poussée a porté, mardi 6 décembre, le cours du dollar sur la place de Paris un peu au-dessus de 8,30 F (8,3170 F), nouveau record historique : la poussée précédente remontait au 11 août dernier, lorsque avait été atteint le cours de 8,24 F. Elle avait été suivie d'un repli aux alentours de 7,85 F. A Francfort, le « billet vert » a inscrit son plus haut cours depuis dix ans à 2,74 DM environ. Seul le yen résiste à la poussée, le dollar se maintenant aux alentours de 234 yens, ce qui a entraîné une nouvelle hausse de la monnaie japonaise à Paris, avec un cours record de près de 3,55 centimes.

Les milieux financiers internationaux sont à court d'explications pour justifier cette nouvelle avance de la monnaie américaine, que l'annonce d'un déficit record de la balance commerciale des Etats-Unis en octobre n'a ralentie que deux jours. Sans doute, le redoublement de tension au Liban a-t-il joué en faveur du dollar, considéré, depuis de nombreux mois, comme une monnaie refuge. Sans doute, les craintes d'une élévation des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont-elles également favorisé la monnaie américaine. A cet égard, les divergences de vues entre la Maison Blanche et son conseiller économique, M. Martin Feldstein, étalées publiquement la semaine dernière, ont pu entrer en ligne de compte : M. Feldstein, soucieux de réduire le déficit budgétaire américain, est partisan d'augmenter les impôts, ce que refuse le président Reagan au seuil de la campagne électorale.

Enfin, la tenue du mark, principale victime de la poussée du dollar, est ébranlée par toute une série d'événements : manifestations contre l'installation des euromissiles ; difficultés de l'industrie allemande avec la faillite du groupe I.B.H., troisième constructeur mondial de matériel de travaux publics, qui a failli entraîner avec lui sa banque, la S.M.H., sauvée de justesse ; scandales enfin, avec l'inculpation prochaine du comte Lambsdorf, ministre de l'économie, qui serait impliqué dans l'affaire dite du groupe Flick.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 44.)

AU JOUR LE JOUR

Contribution

L'Europe est terre de rancunes. Chaque crise réveille les souvenirs, et l'on s'assène, d'Etat à Etat, des noms de batailles ou de guerres perdues par l'autre. « Souvenez-vous de Waterloo », *dit l'Anglais, perfidement.* « La guerre de Cent Ans, c'est nous qui l'avons gagnée », *réplique le Français à la longue mémoire.*

Et de chipoter, de sommet en sommet, sur la « contribution » de chacun au budget communautaire. Il est une autre contribution, qui traverse les siècles, c'est celle de chaque pays à l'abaissement du Vieux Continent. Pour cette contribution-là, c'est toujours à qui donnera le plus.

BRUNO FRAPPAT.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU LOUVRE ET DU MUSÉE D'ORSAY

La chasse au trésor

Près de trois cents peintures, pastels, dessins, sculptures, plans et élévations d'architecture, meubles, objets d'art et photographies, acquis entre 1980 et 1983, sont exposés au Palais de Tokyo (l'ancien musée d'art moderne). Au musée du Louvre, ce sont les récentes acquisitions du département des peintures (1980-1982) qui sont présentées dans le pavillon de Flore.

par ANDRÉ FERMIGIER

Décidé en 1972, précisé dans son programme de 1978, le musée d'Orsay a eu pour objet initial de regrouper les œuvres de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et du début du vingtième appartenant à l'Etat : en gros, il s'agissait de faire traverser la Seine aux collections du Jeu de Paume. Collections admirables et judicieusement enrichies depuis la guerre mais qui portaient exclusivement sur l'impressionnisme et le néo-impressionnisme aux dépens de la peinture « académique » et des écoles étrangères. Collections où la sculpture était réduite à la portion congrue et où nulle place n'était pratiquement faite à l'architecture, à la photographie, à l'art graphique et à l'ensemble des arts décoratifs.

Orsay devant présenter tous les aspects de la production de l'époque considérée, il fallut donc se mettre en chasse, combler d'immenses lacunes, provoquer donations et dations, traquer l'objet significatif au hasard des reptations et des embûches du musée de l'art. Le premier tableau de cette chasse au trésor a été publié en 1980 à l'occasion de l'exposition du patrimoine qu'inaugura M. Valéry Giscard d'Estaing. Et voici le second, qui est exposé au Palais de Tokyo et porte sur les années 1980-1983, la sagesse et la décence ayant commandé d'ignorer la date de mai 1981 qui ne paraît pas dans ce domaine d'une particulière importance (1).

Commençons par les arts décoratifs, à peu près absents des collections publiques jusqu'à l'entreprise d'Orsay. Et l'absence était d'autant plus regrettable que la seconde moitié du siècle a été, bien avant le modern style, l'époque par excellence de l'art décoratif et industriel, en particulier à travers le relais des expositions universelles. L'affaire était délicate : tout cela qui fut, naguère, si méprisé connaît aujourd'hui le comble de la faveur et atteint parfois des prix ahurissants : 321 000 F à Drouot en janvier dernier pour une simple reliure exécutée à partir d'un carton de Van de Velde !

La collecte n'en a pas moins été menée avec bonheur et conviction. Et si l'on hésite un peu devant la frénésie éclectique et décorative de ce qui appartient au Second Empire, on ne peut que saluer l'entrée à Orsay de chaises de Victor Horta, Adolf Loos, Ruprich-Robert, Franck Lloyd Wright, de meubles de Ruper-Carabin et Eugène Vallin, du superbe bureau « Orchidées » de Majorelle ou de ce charmant service de verres dû au Viennois Koloman Moser.

Et comme rien n'est plus fastidieux que l'énumération, fût-ce de pièces de premier ordre, on se limitera à signaler deux ensembles particulièrement impressionnants. Celui des faïences de Gallé et celui des fontes de Guimard, ces dernières acquises grâce à la Menil Foundation de Houston.

Belle récolte aussi dans la section de photographie, où l'on ira du rêve le plus tendre à la réalité la plus brutale en passant d'un superbe portrait de Julia Cameron à une série de vues du siège de Sébastopol. Quant aux dessins d'architecture, on sait qu'ils ne courent pas les rues et que le fonds Viollet-le-Duc doit en principe aller à l'Ecole des beaux-arts.

(Lire la suite page 15.)

(1) Jusqu'à fin mai 1984.

LA MORT DU CINÉASTE ROBERT ALDRICH

Le dernier héritier de Griffith

Le cinéaste américain Robert Aldrich est mort le 5 décembre à Los Angeles à l'âge de soixante-cinq ans. Il souffrait d'une maladie des reins.

Avec Robert Aldrich disparaît un des cinéastes américains qui ont le plus profondément marqué une génération de cinéphiles venus au cinéma dans les années 50, en particulier l'équipe des jeunes *Cahiers du cinéma*. Un film résume cet engouement, *Kiss Me Deadly (En quatrième vitesse,* 1955), que François Truffaut, à l'époque, n'hésita pas à comparer au *Sang d'un poète*, de Jean Cocteau, pour sa richesse d'invention. Avant même de le rencontrer, François Truffaut traçait de Robert Aldrich un portrait saisissant qui fait de lui le précurseur de notre nouvelle vague et garde encore toute sa valeur : *« On devine facilement l'auteur, un homme débordant de vitalité, qui se trouve aussi à l'aise derrière une caméra qu'Henry Miller devant sa page blanche,... un jeune cinéaste doué qui ne songe pas à s'encombrer de contraintes, qui œuvre avec une liberté, une gaieté, qui devaient être celles de Jean Renoir lorsque, ayant le même âge qu'Aldrich, il tournait dans la forêt de Fontainebleau un* Tire au flanc *échevelé. »*

Le « gros Bob », comme l'appelaient ses intimes, colosse tendre, apportait au cinéma, sans tambour ni trompettes, une exigence éthique jamais prise en défaut. Sans illusion sur ses semblables et la société où nous vivons, il fut, avec Nicholas Ray, découvert à la même époque, l'incarnation d'un cinéma américain délirant et jetant ses ultimes feux avant l'entrée en lice des ordinateurs. Robert Aldrich était le dernier héritier de Griffith par son sens aigu des mouvements romanesques.

L. M.

(Lire page 15 l'article de LOUIS MARCORELLES.)

Le Monde

dossier

LES IDÉES DE L'OPPOSITION

L'opposition a-t-elle des idées? Est-elle, comme le dit M. Charles Pasqua, « prête à prendre la relève dès demain matin » ?

Avant de passer en revue les thèmes que les principales composantes politiques de cette opposition mettent en avant, pour tenter de déceler si celle-ci évolue, et ce qui la rassemble ou la divise, il n'est pas inutile de faire l'inventaire des questions auxquelles il lui faut répondre. Au premier rang desquelles figure celle-ci : veut-elle, et peut-elle, se contenter de se laisser porter par une vague de rejet de la gauche? Auquel cas, elle risquerait fort de retrouver, à son tour, l'impopularité. Cherche-t-elle, au contraire, à se donner les moyens de susciter l'adhésion? Il lui faudrait alors écarter le simplisme qui consiste à dire : nous ferons le contraire de ce qu'ont fait les « socialo-communistes »; *il lui faut aussi* défricher le terrain des idées; il lui faudra peut-être se doter d'un projet commun, fût-il un programme minimum.

Sous la Vᵉ République, le fait présidentiel et le fait majoritaire conduisent, entre autres conséquences, à celle-ci : *appartenir à l'opposition signifie* être totalement exclu du pouvoir central. Il reste alors, comme seule ressource, l'« idéologisation », *version optimiste; ou la démagogie, version pessimiste.* On l'a vu pour le P.S. de 1971 à 1981. On le voit aujourd'hui avec le R.P.R. et l'U.D.F.

Or, que l'on sache, la crise est bien là. Et il faut la gérer. *Se contenter d'additionner des revendications* que l'on attise aujourd'hui, sans pouvoir les satisfaire demain, c'est créer les conditions d'une impo*pularité d'autant plus difficile à gérer que, selon les* scénarios les plus répandus dans l'opposition, un président de gauche resterait en place (1). Pour réussir, il faut agréger des demandes, et non les additionner.

Autre question : le passé; pas si lointain. Quelle *est la part d'autocritique véritable, dans le discours* actuel de l'opposition? Ce n'est certes pas un problème pour le R.P.R., qui avait pris ses distances avec la politique de MM. Giscard d'Estaing et Barre pendant le septennat précédent. On aimerait savoir précisément jusqu'où vont MM. Giscard d'Estaing et Barre dans leur refus affirmé d'un retour au passé.

Poser cette question, c'est demander à l'opposi*tion de faire le tri des réalisations de la gauche*, de ces « acquis » dont on dit aujourd'hui qu'il faut les préserver après les avoir mis au compte de l'incom*pétence; c'est aussi* lui demander de mettre ses composantes d'accord, et de se mettre elle-même en accord avec son électorat.

Pour juger des divergences qui peuvent exister, il suffit de se souvenir que le R.P.R. s'est refait une santé en commençant par dénoncer le « socialisme rampant » de l'Etat-Giscard, au nom du libéralisme; ou bien que, au sein de l'U.D.F., deux des trois principales composantes (le C.D.S. et les radicaux) se sont définies par la critique du libéralisme, qui est le maître mot du P.R.

Quant au gaullisme, peut-il survivre grâce à des propositions qui *« s'apparentent »*, comme le dit suavement M. Alain Juppé, conseiller économique *de M. Chirac, « à ce que fait Mᵐᵉ Thatcher ». Le ré*cent retour à l'avant-scène de M. Jacques Chaban-Delmas, qui souhaite « actualiser » son projet de *« nouvelle société », est là pour rappeler, s'il en était* besoin, qu'il existe à droite des hommes convaincus que ni le républicanisme ni le gaullisme ne peuvent être réduits au libéralisme.

Après tout, ce sont eux qui, parmi les premiers, ont géré un Etat-providence à la française.

Ce débat *est d'autant* plus nécessaire que l'électorat d'opposition se montre politiquement plus dur à l'égard de la gauche — il est pressé d'en découdre avec elle (2) — et idéologiquement plus mou, puisqu'il est attaché à certaines réformes de la gauche. Les dirigeants à l'inverse sont politiquement plus prudents — légalisme oblige — et idéologiquement plus radicaux.

Nous nous efforcerons, au cours des prochains jours, de rendre compte aussi complètement que possible des positions des uns et des autres (3). En sachant que beaucoup de ces questions ne sont pas tranchées parce que l'opposition n'en est qu'au *début* de sa réflexion. De plus elle n'est pas convaincue que tout se jouera sur *les idées, qui se ressemblent* en période de crise. Elle mise alors plutôt sur les comportements.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

---

(1) L'hypothèse est celle d'une victoire de la droite au scrutin législatif de 1986 et l'accomplissement, par M. Mitterrand, de son mandat jusqu'en 1988.

(2) Voir l'article de Nadine Avelange dans *le Monde daté 2-3 octobre 1983 : « L'Électorat de l'opposition se* montre plus pressé que ses chefs d'en découdre avec la gauche. »

(3) Après avoir passé en revue le libéralisme, le radicalisme, le centrisme et le néo-gaullisme, nous publierons un tableau comparatif des positions des partis sur les grandes questions en débat dans le pays.

A la recherche des « habits neufs » du libéralisme

AVEC M. Giscard d'Estaing, en 1974, le libéralisme est revenu *au pouvoir. Un libéralisme* qualifié d'*« avancé »*, de *« pluraliste »*, par l'ancien président de la République, qui tenait à le différencier du *« libéralisme classique »* du XIXᵉ siècle chargé, à ses yeux, d'un *« mauvais sens »* et tout aussi périmé, aujourd'hui, que le *« collectivisme marxiste »*.

Dans *Démocratie française*, il s'est efforcé de décrire le projet qu'il sous-tend : *« Une société démocratique, moderne, libérale par la structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par un haut degré de performance économique, d'unification sociale et de développement culturel. »*

En 1981, M. Giscard d'Estaing échoue, lui et son projet. Avait-il, pendant sept ans, été « libéral » ? Les critiques n'ont pas manqué dans les rangs mêmes de ce qui fut sa majorité. Les uns lui reprochant d'avoir proposé trop de réformes, les autres de n'en avoir pas assez imposé. M. Charles Millon, député (U.D.F.-P.R.) de l'Ain, juge aujourd'hui qu'il ne s'agissait ni de libéralisme, ni de conservatisme, mais en fait très souvent d'un *« étatisme doux »*. D'autres parlèrent de *« socialisme rampant »*. Quant à l'actuel secrétaire général du parti républicain, M. François Léotard, il remarquait que *« l'establishment élyséen marqué par de Gaulle était malheureusement colbertiste et Giscard lui-même... » « Tout État, même giscardien, est dangereux (...) »* ajoutait-il.

Après l'« échec » du 10 mai ont donc commencé les interrogations, *les remises en cause*. Il fallait proposer un nouveau projet d'alternance. Au sein du parti républicain, la tâche n'est pas simple. Les plus audacieux se heurtent aux plus conservateurs, qui supportent difficilement la critique d'une action gouvernementale à laquelle ils ont participé. Les nationalisations leur ont permis de se lancer dans la bataille en se présentant comme les ardents défenseurs de la liberté d'entreprendre d'abord, puis de toutes les libertés. Des libertés qu'ils veulent voir menacées partout, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la santé, de la presse... La France, la cause était entendue, devait bientôt rejoindre les rangs des pays totalitaires. Il y eut même quelque dérapage, notamment avec M. Alain Griotteray, maire (P.R.) de Charenton, réclamant *à cor et à cri la dissolution* de l'Assemblée nationale. La dénonciation du système socialiste et de ses contraintes devait à elle seule suffire à réhabiliter le libéralisme.

Encore faut-il pouvoir le parer d'habits neufs. Encore faut-il pou*voir incarner, comme* dit M. Giscard d'Estaing, les aspirations qui ont conduit une majorité de Français à voter pour la gauche. Du *« libéralisme avancé »* on est donc passé au *« libéralisme du futur »* (qui, selon M. Giscard d'Estaing, devra *« mieux définir le rôle de l'Etat et préparer* (son) *repli stratégique »*), puis au *« libéralisme social »*.

Si les libéraux ont toujours manifesté une certaine méfiance à l'égard de l'Etat, ils disent avoir pris conscience depuis 1981 de la nécessité de réviser complètement son rôle parce qu'ils se sont aperçus que l'*« État-providence »* pouvait se transformer en Etat *« idéologue »*.

« Il faut séparer plus rigoureusement, dit M. Hervé de Charette, délégué national du P.R., *les pouvoirs politiques, économiques, sociaux et de l'information. »* Dans *Démocratie française*, M. Giscard d'Estaing, en parlant du pluralisme, ne disait pas autre chose. Il s'agit en fait de chercher les solutions qui permettent de faire circuler l'argent public vers ces différents pouvoirs sans créer *« des liens de dépendance »* et sans pour autant dénier à l'État tout rôle. *« Ce serait absurde »*, note M. François d'Aubert, député (P.R.) de la Mayenne, qui reconnaît qu'il n'existe pas de recettes toutes faites pour répartir *« avec plus d'efficacité »* l'argent public.

Le dossier le plus difficile

Le libéralisme, dit-il, est fait de *« pragmatisme »*, d'autant que *« les prévisions économiques sont de plus en plus difficiles à établir et peuvent être remises en cause par la réalité »*. Tout au plus le libéralisme peut-il proposer une *« grille d'analyse »*. Elle consiste à déterminer pour chaque institution, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'audiovisuel, de la presse, de la Sécurité sociale ou des entreprises, s'il existe ou non une concurrence avec le secteur privé, si le secteur public, mis en concurrence, ne pourrait mieux remplir son rôle ou s'il ne serait pas préférable, parfois, de transférer au secteur privé certaines activités du secteur public.

« Le dossier le plus difficile pour nous, remarque M. Alain Madelin, député de l'Ille-et-Vilaine, *est celui de la protection sociale. Nous devons imaginer une protection sociale alternative à l'État-providence qui ne soit pas une régression sociale mais un progrès dans la liberté et l'autonomie du citoyen. »* Le P.R. ne se hasarde pas (ou plus) à dire qu'il faudra limiter le taux des prélèvements obligatoires à 40 %, tant cette proposition semble irréaliste. Il veut retrouver une *« philosophie de la mutualité »* en distinguant ce qui relève de l'assurance, et donc des mécanismes de concurrence entre prestataires de service. Le libéralisme aujourd'hui se veut *« social »*. Mais il n'est pas évident de faire admettre à l'opinion que « social » rime avec une moindre protection, ou une protection à la carte, selon le statut social et le niveau de vie.

C'est pourquoi il faut chercher ailleurs.

Cet « ailleurs » pour les libéraux a des limites. Pour élaborer une *« nouvelle doctrine de la solidarité »*, ils veulent « récupérer » les thèmes qui, disent-ils, appartiennent à leur *« patrimoine »* et que les socialistes leur auraient *« empruntés »*, tout en dénonçant le piège qui consisterait à vouloir marier socialisme et libéralisme dans un quelconque *« avatar de social-démocratie »*. Ils doivent toutefois reconnaître que la gauche a su traduire les aspirations d'une majorité de Français. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, en convient quand il déclare : *« Les thèmes de la liberté et de la responsabilité, même s'ils sont essentiels dans notre conception politique, ne semblent pas suffisamment mobilisateurs ; ils doivent être complétés par d'autres thèmes correspondant plus directement aux attentes sociales de l'opinion. »* Jusqu'à faire apparaître le libéralisme comme une idée neuve? Il est vrai qu'il est plus facile, dans l'opposition, de briser certains tabous et de manifester une certaine audace *« réformatrice »*.

Cette audace a semblé moins bien s'accommoder du pouvoir, peut-être parce que le libéralisme, quand il inspire les gouvernants, glisse inévitablement vers l'immobilisme.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Le GRECE propose des « munitions » à la droite

APRÈS l'arrivée de la gauche au pouvoir, le GRECE, qui se situe depuis quinze ans à l'avant-garde du combat intellectuel de la droite contre les valeurs défen*dues par la gauche, avait dressé* un implacable constat de carence idéologique à l'encontre de l'ancienne *majorité*. Ce vecteur du courant de pensée de la nouvelle droite espérait alors que l'opposition, tirant des enseignements de sa défaite, puiserait dans ses travaux pour renouveler son arsenal idéologique. Il s'était accordé deux ans de réflexion, laissant la possibilité à ceux de ses membres qui le souhaitaient de *tâter de l'action politique directe*. Ces expériences n'ont pas été concluantes. Deux ans après, le GRECE établit un constat tout aussi négatif : *« Le vide intellectuel frappe l'ensemble de l'éventail politique : avoué, à gauche, par le débat lancé cet été dans* le Monde, *il est mis en évidence, à droite, par l'incapacité manifeste des états-majors politiques de s'évader des préoccupations immédiatement électorales. »*

Il brocarde M. Giscard d'Estaing tout autant que M. Chirac. Mais c'est surtout d'un grand dessein que le GRECE se veut porteur.

Son dix-septième colloque, réuni le 27 novembre à Versailles, a été consacré à la définition d'une *« troisième voie pour l'Europe »*. En présence de près d'un millier de personnes, les travaux ont été animés successivement par Mᵐᵉ Anne Jobert, docteur en sciences physiques, MM. Guillaume Faye, chargé de cours à l'université de Besançon, Armin Mohler, chargé de cours à l'université d'Innsbruck, Alain de Benoist, directeur de la revue *Nouvelle Ecole*, et Pierre Vial, maître-assistant à l'université de Saint-Etienne, secrétaire général du groupement.

« La troisième voie, a expliqué M. Faye, *c'est le refus de l'Etat-pieuvre du socialisme comme de l'Etat-veilleur de nuit des libéraux. »*

Le salut de l'Europe dépend d'abord, selon les dirigeants du GRECE, *de l'instauration d'une* nouvelle organisation économique dans les pays qui la composent. Le GRECE préconise *« une très puissante concurrence intérieure, une économie formée d'entreprises privées, défiscalisées et désocialisées, mais en même temps une économie nationale subordonnée au politique et dirigée par un Etat léger mais fort, planificateur, qui n'intervient pas dans l'économie mais qui la dirige. »*

Il en résulte dans le domaine géopolitique, une politique de non-alignement et d'indépendance armée à l'égard des deux blocs impérialistes : *« Le meilleur moyen d'assurer la défense de l'Europe est de constituer une défense conventionnelle et nucléaire autonome, hors du cadre de l'OTAN. La France a les moyens et le devoir d'en être le pilier. Nous savons surtout que la manière la plus intelligente de ne pas être soviétisés demain est d'échapper aujourd'hui à l'américanisation de notre culture, de notre économie et de nos armées. (...) La troisième voie pour l'Europe, c'est de rompre avec la solidarité atlantiste comme avec la tentation de la soumission aux Soviétiques. (...) Ne laissons pas les Soviétiques s'assurer le monopole du soutien aux neutralistes allemands. Mais ne refusons les euromissiles américains ou soviétiques que parce que nous voulons des euromissiles européens et non parce que nous sommes pacifistes. C'est cette dernière position qu'a prise le seul chef de gouvernement européen qui ose clairement défendre la troisième voie de l'indépendance de l'Europe, Andréas Papandréou. »*

M. Alain de Benoist se réfère, pour sa part, au général de Gaulle, en affirmant la nécessité de *« faire renaître à l'histoire une Europe puissante, indépendante et enfin réunifiée »*.

La conclusion logique de cette démarche aboutirait à instituer l'Europe en tant que bloc de puissance vis-à-vis des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., c'est-*à-dire, selon M. Vial, secrétaire* général du GRECE, à constituer un *« empire européen »*, une *« Europe impériale »*.

Certaines de ces propositions rejoignent les orientations de M. Jean-Pierre Chevènement pour lequel les animateurs du GRECE semblent parfois avoir un faible.

Il est clair, toutefois, que la « troisième voie » empruntée par le GRECE ne s'est pas infléchie au point d'être équidistante de la majorité et de l'opposition. La nouvelle droite se « recentre »... *à droite, car c'est là que se situe* son public.

ALAIN ROLLAT.

Un marché particulier

LA saison politique y est propice : plus de deux ans et demi après l'alternance, l'opposition, passé le temps de l'état de choc, des prophéties trop courtes et des banderilles infligées en désordre, s'organise en vue de la reconquête. Au marché des idées et des projets où elle est en train de faire provision, elle est mieux servie que la majorité en place, soucieuse, elle aussi, de reconstituer ses stocks, mais pour *durer*. Il *en est généralement* ainsi.

Qui sont les « fournisseurs » ? Au nom d'une division des tâches dont l'efficacité paraît avoir fait ses preuves après l'expérience concluante de la gauche socialiste, l'élaboration des éléments de programmes en gestation semble plus largement dévolue aux marges des partis, clubs, groupements divers d'« experts », multiples instances de *réflexion, qu'aux partis proprement* dits. Les Clubs Perspectives et Réalités, le Club 89, les Comités d'action républicaine, entre autres, font pièce aujourd'hui, dans l'opposition, aux Clubs des jacobins, à Citoyens 60, au Club Jean-Moulin, à Socialisme et démocratie... des années 60.

On s'en défend à gauche (par exemple dans le numéro de juillet de *la Nouvelle Revue socialiste*, tout entière consacrée à la droite) en faisant valoir que les clubs et instances de la mouvance socialiste comblaient un vide des partis de gauche affaiblis, alors que les clubs de la droite ne feraient que prolonger sournoisement les partis auxquels ils sont liés de manière plus ou moins organique. Vérité partielle qui dissimule mal — même en tenant compte de l'autonomie très relative de beaucoup de clubs — la faiblesse d'effectifs d'où découle souvent la faiblesse théorique tout court des partis dans le système politique français.

Exception faite du P.C., dont l'efficacité sur ce plan n'est plus à démontrer mais qui servirait plutôt de repoussoir à tous les autres, les militants (d'autres préféreront les appeler « professionnels » ou « aspirants professionnels de la politique ») sont donc tenus à un rôle d'écoute et d'appropriation sélective des thèmes conformes aux aspirations supposées de leurs électorats respectifs et à l'air du temps.

La particularité de la saison qui s'ouvre tient à ceci : le principal thème — le produit disponible en plus grande quantité et sous les conditionnements les plus divers sur le marché des idées — est et restera probablement, sauf évolution grave *et durable de tel ou tel aspect de la* situation internationale, « trop d'Etat ». L'Etat envahit tous les domaines, s'arroge de plus en plus de prérogatives et de responsabilités, devient sans cesse plus « obèse », artificiellement paternel ou inutilement directif à l'égard de catégories de citoyens ou d'activités de plus en plus nombreuses ; il dépouille trop d'individus d'une part trop grande du fruit de leur travail : tels sont les traits principaux de cette critique protéiforme.

Avant même de voir l'usage détaillé et précis que souhaitent en faire les divers groupes de l'opposition, on peut faire les remarques suivantes. Ce thème n'est pas neuf. Il a *repris vigueur depuis quelques* années avec l'attribution inattendue du prix Nobel des sciences économiques, en 1974, à un auteur britannique d'origine autrichienne, Friedrich von Hayek. Cet économiste a dénoncé avec une vigueur parfois pamphlétaire, depuis près d'un demi-siècle, cette tendance liée, selon lui, à toute gestion ou « pente » de type socialiste, et s'est fait le chantre de la société libérale.

A l'étranger, ses thèses ont partiellement inspiré certaines des vues de M. Reagan aux Etats-Unis et de Mᵐᵉ Thatcher en Grande-Bretagne. En France, elles ont cheminé, plus rapidement repérées et valorisées par les groupes de réflexion les plus radicaux de la droite (le Club de l'Horloge, par exemple) que par des instances moins engagées de l'ensemble du personnel politique de l'opposition.

La critique contre le « trop d'Etat » et ses conséquences, restée longtemps diffuse et parcellaire, s'est trouvée légitimée (du point de vue de l'opposition surtout) par l'arrivée de la gauche au pouvoir et par ses premières mesures, essentiellement les nationalisations. Au milieu de beaucoup d'autres écrits, la parution au début de cette année du livre d'Yves Cannac (conseiller d'Etat, secrétaire général adjoint de l'Elysée à l'époque de M. Giscard d'Estaing), *le Juste Pouvoir*, a achevé de donner à ce constat rang d'évidence.

Moins de prélèvements obligatoires dans l'avenir? Plus de décentralisation, de libéralisations? Une ou des dénationalisations? Dans quelles proportions? Les différents partis de l'opposition puiseront dans la gamme infinie des réponses (réalistes ou non, vagues ou précises) de quoi délimiter aussi bien leurs positions relatives à l'intérieur de l'opposition que les traits *distinctifs* par rapport à la majorité. Les traits *véritablement* distinctifs. Car on ne peut négliger le crédit que commencent à accorder une fraction des socialistes au « trop d'Etat ».

Y a-t-il place dans l'espace politique français pour un rapprochement entre ceux qui incarneront de la manière la plus recevable les courants néo-libéraux et cette deuxième gauche qui n'aspire pas, pour reprendre le terme-clé du livre d'Yves Cannac, à « l'hégémonisme » ? C'est sans doute l'une des rares interrogations de poids que réserve l'utilisation prochaine du marché aux idées politiques.

De certaines boutiques, enfin, on peut se demander si l'on ne risque pas de les voir de plus en plus faiblement approvisionnées. Ainsi, en matière de défense, on sait maintenant d'expérience que, si les *inflexions de détail sont* toujours possibles, la plus contraignante continuité est pour l'essentiel la règle. *Qui peut, dès lors, se distinguer* véritablement de qui ?

Autre question : le produit « gaullisme », que l'on s'arrache par tradition dans plusieurs groupes de l'opposition, n'est-il pas en train de *perdre sa force de mythe unificateur* et de se dissoudre? De moins en moins nombreux sont et seront les hommes politiques à pouvoir prétendre l'incarner. Mais, surtout, innombrables seront en 1986, et après, les jeunes électeurs à ne plus rien percevoir au travers du mot « gaullisme ». Jadis historiquement dense, collectivement gratifiant et électoralement fructueux, ce produit-là n'est-il pas en train de devenir obsolète ?

Fournisseurs, produits... il faut aussi des « clients ». Ce sont bien sûr les électeurs auxquels les partis « revendent » ce qu'ils ont ou croient avoir d'abord acquis. On n'a pas toujours affaire aux mêmes clients, mais les partis — qui, en dépit de leur œcuménisme affiché, « visent » en fait, en priorité, un certain nombre de « groupes-cibles » — enregistrent parfois avec retard des évolutions, des changements de découpage du corps social.

Aujourd'hui, l'étiolement de la *classe ouvrière*, les mutations des différentes catégories de cadres, la pérennisation du chômage, la force de certaines corporations (car il faut bien qu'il y ait des êtres concrets derrière les corporatismes), sont autant d'éléments qui, à des rythmes divers, suggéreront ou imposeront — et pas seulement à l'opposition — l'apparition de nouveaux produits adaptés sur le marché des idées politiques.

MICHEL KAJMAN.

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN

Le Pentagone a qualifié de « succès » le raid du dimanche 4 décembre contre les positions syriennes au Liban, prenant ainsi le contre-pied des déclarations des experts israéliens de la défense, qui ont affirmé, lundi, que l'opération américaine avait été *« mal préparée et mal exécutée »*.

Selon un communiqué du Pentagone, les bombardiers américains, qui ont utilisé des bombes à fragmentation et des bombes explosives de 500 kilos, ont atteint sept des onze objectifs qu'ils s'étaient assignés à Hammana, c'est-à-dire des emplacements de missiles sol-air et de batteries antiaériennes. Quatre points ont été touchés près de Deir-El-Harb. Sur un troisième emplacement, près de Falougha, les pilotes auraient touché une antenne radar et sa couverture de missiles Sam-9. Le département de la défense ajoute qu'au moins quarante missiles Sam-9 et Sam-7 ont été tirés contre les avions américains.

D'autre part, les autorités américaines ont demandé, lundi, l'intervention des Nations unies pour obtenir la libération des deux pilotes tombés aux mains des Syriens lors du raid de dimanche. A Damas, un porte-parole militaire syrien a cependant fait savoir que l'un des hommes avait été tué et que son corps pourrait être remis mardi à l'ambassade des Etats-Unis, qui prendrait en charge son rapatriement. Il a ajouté que le deuxième aviateur, fait prisonnier après s'être éjecté de son appareil, *« ne sera rendu aux Etats-Unis que lorsque la guerre au Liban sera terminée et après le départ du contingent américain »* de la force multinationale.

● AUX NATIONS UNIES, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé un appel à l'arrêt général des hostilités au Liban en estimant qu'elles risquaient de conduire à un *« conflit majeur »*.

● A MOSCOU, l'U.R.S.S. a officiellement condamné le raid par l'intermédiaire d'une *« déclaration »* de l'agence Tass qui le qualifie de *« nouvel acte barbare »*. De son côté, M. Leonid Zamiatine, chef du département de l'information internationale du P.C. soviétique, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse que l'U.R.S.S. continuera à apporter *« aide et assistance »* aux peuples arabes qui luttent contre des *« agresseurs »*. Il a ajouté que les pays arabes se devaient de *« prendre toutes les mesures »* pour faire pièce à l'*« alliance stratégique et militaire israélo-américaine »*.

● A RYAD (Arabie Saoudite), un porte-parole officiel a affirmé que la raid américain *« augmente la tension dans la région et nuit aux efforts déployés pour trouver une solution au problème libanais »*. *« Ryad, ajoute-t-il, est hostile à toute agression contre tout pays arabe. »*

● A AMMAN, M. Marwan Kassem, ministre des affaires étrangères, a déclaré que l'aggravation de la situation au Liban est *« la conséquence de la présence illégitime des forces israéliennes dans ce pays »*.

● A BAGDAD, l'agence officiel irakienne ne fait pas état du raid, réservant ses commentaires au *« silence arabe face aux menées syro-libyennes contre la nation arabe »*. — *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

Washington assure s'en tenir à des opérations défensives

De notre correspondant

Washington. — Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, s'est appliqué, lundi 5 décembre, a dédramatiser la situation créée par le raid américain de la veille contre les positions syriennes au Liban. Nous n'attaquons pas la Syrie, a-t-il en substance expliqué au cours d'une conférence de presse, mais nous nous défendons et montrons notre volonté de remplir notre mission de force de paix.

Ce propos visait à démentir l'idée que le raid de dimanche ne serait que la première étape d'une offensive en règle décidée lors de la visite à Washington, la semaine dernière, de M. Shamir, et tendant à mettre fin par la force militaire à la présence syrienne au Liban. De nombreux porte-parole de l'administration ont abondé, tout au long de la journée, dans le même sens que le secrétaire d'Etat en expliquant plus clairement qu'il ne pouvait le faire qu'il ne s'agissait que de *« montrer ses muscles »* pour amener Damas à plus de souplesse.

Le secrétaire d'Etat est ainsi allé jusqu'à dire qu'il n'était pas prouvé que les bombardements, dimanche après-midi, de l'aéroport de Beyrouth dans lesquels huit «marines» ont trouvé la mort, aient constitué des représailles syriennes. Se gardant donc de s'en prendre nommément à Damas, M. Shultz a déclaré :

« Nous avons retourné le feu contre ceux qui nous ont tiré dessus. Nous ne disons pas que nous tirons contre tel ou tel pays ou faction du Proche-Orient. Nous retournons le feu contre la source du feu. » Insistant encore sur ce clair refus de couper les ponts à un dialogue avec Damas, le secrétaire d'Etat a souligné la volonté des Etats-Unis de contribuer à un règlement pacifique du conflit en insistant sur le rôle de force de maintien de la paix joué par les «marines», et en annonçant le retour dans la région, ce mardi, de l'envoyé spécial du président Reagan pour le Proche-Orient.

La logique de l'engrenage

Ce ton apaisant ne l'a pas pour autant empêché d'affirmer la détermination nouvelle des Etats-Unis de faire comprendre à la Syrie qu'elle doit conclure au Liban avec les Etats-Unis et Israël et manifester en conséquence une disponibilité à négocier le retrait de ses troupes. Dans cet esprit, M. Shultz a rappelé que les vols de reconnaissance américains au Liban étaient organisés depuis début septembre avec l'accord du gouvernement de Beyrouth et dans le cadre de la mission de la force multinationale de maintien de la paix. C'était une manière de dire que les vols des F-14 pris pour cibles samedi, ce qui a provoqué le raid du lendemain, se poursuivraient afin d'affirmer la présence américaine au Liban. Liant par ailleurs les *« agressions syriennes »* au Liban à l'aide militaire soviétique massive dont bénéficie Damas, M. Shultz a ajouté : *« Ce que* (l'U.R.S.S.) *conseille à la Syrie, nous ne le savons évidemment pas, mais nous demandons instamment à l'Union soviétique de presser la Syrie d'aborder le problème libanais de façon raisonnable. »*

Malgré les pertes subies au cours du raid, et les huit tués qu'ont eus les « marines » dans les représailles qui l'ont suivi, les Etats-Unis s'en tiennent à leur nouvelle stratégie : faire pression sur Damas après avoir réactivé leur alliance avec Israël pour aboutir à un règlement politique que M. Reagan ne croit plus possible par la seule diplomatie.

Le seul élément rassurant pour l'instant est que l'administration américaine, en ne semblant pas envisager de représailles aux représailles syriennes contre les « marines », paraît décidée à garder son sang-froid dans l'épreuve de force qui s'engage. Il n'est pas dit pour autant que la logique de l'engrenage pourra être longtemps écartée. Tandis que l'ambassadeur de Syrie à Washington avertissait, lundi, que tout nouveau vol de reconnaissance américain risquerait d'essuyer le feu syrien, le Pentagone envisageait de faire désormais escorter les F-14 par des bombardiers.

BERNARD GUETTA.

● *Pour le rapatriement des « marines ».* — Tandis que les dirigeants américains justifient le raid de dimanche au Liban, de plus en plus voix s'élèvent à Washington pour demander le rapatriement des « marines ». Ainsi, le sénateur républicain de l'Arizona, M. Barry Goldwater, assure *« préférer avoir l'air d'un lâche plutôt que de perdre cent mille ou deux cent mille hommes jeunes »*.

Le sénateur démocrate George McGovern, l'un des huit aspirants démocrates à la candidature pour la présidence, estime que les « marines » devraient rentrer *« avant qu'ils ne tombent, victimes des erreurs de la politique du président Reagan dans cette région »*. Le sénateur John Glenn, candidat démocrate à la Maison Blanche, n'est pour sa part pas partisan d'un retrait, mais il a appelé le gouvernement à faire preuve *« de la plus grande prudence »*.

La majorité des parlementaires britanniques souhaitent le retrait du contingent du Royaume-Uni

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement de Mme Thatcher n'a pas l'intention — pour le moment — de retirer le petit contingent britannique (cent hommes) de la force multinationale. Mais, à plus ou moins brève échéance, ce retrait n'est pas exclu ; il semble même avoir déjà été envisagé par l'état-major et il est en tout cas souhaité par la majorité des membres de la Chambre des communes, ainsi que l'a montré un débat fort critique lundi soir.

Les bonnes relations maintenues par Mme Thatcher entre Londres et Washington avaient récemment été remises en cause après l'affaire de la Grenade, elles l'ont été de nouveau, et, cette fois, de manière quasi unanime de la part des parlementaires britanniques, puisque les députés conservateurs ont dénoncé la situation au Liban avec presque autant de virulence que leurs collègues travaillistes, l'un d'entre eux ayant notamment déclaré qu'il n'appartenait pas à l'armée britannique de donner un *« semblant de respectabilité »* à la politique américaine.

Chargé de présenter la position du gouvernement, l'un des adjoints du secrétaire au Foreign Office, M. Malcom Rifkind, a précisé qu'il n'y avait pas lieu maintenant de reconsidérer l'engagement britannique au Liban, mais ses propos n'en ont pas moins traduit une critique à peine voilée de l'attitude américaine. *« Nous déplorerons une escalade de la tension au Liban,* a-t-il dit. *Nous sommes en contact permanent avec les autres gouvernements de la force multinationale. S'il apparaissait que le contingent britannique ne puisse plus remplir son rôle, un retrait serait alors le premier objectif de la politique du gouvernement. »*

Pressé de questions par les députés de la majorité et de l'opposition, M. Rifkind a dû admettre que la coordination entre les Américains et les autres membres de la force multinationale laissait à désirer, en reconnaissant que le gouvernement britannique n'avait été prévenu des bombardements décidés dimanche qu'au tout dernier moment. Cela n'a fait que renforcer la contestation sur les bancs de l'Assemblée et, plus particulièrement, les attaques de M. Denis Healey, porte-parole de l'opposition, qui a déclaré que le contingent britannique devait être rappelé *« immédiatement »* et que la Grande-Bretagne ne pouvait davantage *« cautionner »* la politique de l'*« axe américano-israélien »*.

FRANCIS CORNU.

L'opposition travailliste israélienne redoute les conséquences de l'accord conclu avec Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — Ni accord secret ni engagement militaire : M. Itzhak Shamir a catégoriquement démenti devant la Knesset, lundi 5 décembre, toutes les rumeurs et spéculations faisant état de la conclusion entre Jérusalem et Washington d'un pacte occulte instituant une stratégie commune israélo-américaine pour faire pièce à la Syrie et à ses alliés au Liban.

Rendant compte aux députés de ses conversations avec l'administration Reagan, le premier ministre a souligné : *« Tout ce dont nous sommes convenus à Washington a été rendu public. Notre entente avec les Etats-Unis repose sur une identité d'objectifs et d'intérêts qui se résume en deux mots : paix et stabilité. Certains soulignent les risques d'une coopération trop étroite. Ces craintes sont injustifiées. L'alliance non écrite qui nous lie à propos du Liban vise un triple but : le soutien à la souveraineté du Liban, le retrait de toutes les forces étrangères, la sécurité de notre frontière nord. »*

M. Shamir n'a fait aucune révélation. Il a confirmé la réunion en janvier d'un groupe de travail qui examinera les différentes formes de coopération militaire à l'étude : « prépositionnement » de matériel américain en Israël, manœuvres conjointes, etc. Il s'est félicité de la transformation en don, à partir de 1985, de la totalité de l'aide militaire accordée par Washington (1,4 milliard de dollars) et des promesses d'achat à l'industrie israélienne d'équipements destinés à l'armée américaine. Les négociations en vue de la création d'une zone de libre échange entre Israël et les Etats-Unis débuteront également en janvier à Washington. Elles pourraient durer plusieurs mois.

Le premier ministre n'a ni convaincu ni rassuré l'opposition parlementaire. Au nom du parti travailliste, M. Abba Eban a exprimé la crainte que l'accord conclu avec Washington *« n'entraîne Israël dans un conflit qui ne servirait pas ses intérêts »*. Il a, en outre, regretté que M. Shamir n'ait pas soufflé mot de l'escalade en cours au Liban. *« Ne nous distillez pas des demi-vérités comme vous l'aviez fait pendant la guerre »*, a lancé un autre député, M. Yaakov Tsur. La presse juge que M. Shamir s'est conduit de façon *« cavalière »* en ne daignant pas s'expliquer sur les récents événements libanais. Ce mardi, le *Jérusalem Post* s'étonne : *« D'un côté, le gouvernement proclame fièrement qu'il renforce sa coopération stratégique avec Washington, mais de l'autre il insiste sur l'absence de collusion, d'opérations communes et même de consultations entre les deux pays. »*

Lors d'une réunion du groupe travailliste tenue avant la séance plénière, M. Eban avait déclaré que, *« même dans ses pires cauchemars, il n'avait jamais songé à une opération américaine »* semblable à celle menée dimanche. M. Yossi Sarid, député, a souligné pour sa part le caractère *« paradoxal »* de la situation actuelle où, après un renversement des rôles, il revient maintenant à Israël de *« freiner l'aventurisme américain »*. Les débats reprendront mercredi à la Knesset et devraient être suivis par un vote sur une motion de défiance déposée par le parti communiste.

Le ministre israélien des affaires étrangères a fourni lundi certaines précisions sur le renforcement de l'armée syrienne. Celui-ci, souligne-t-on à Jérusalem, concerne l'augmentation des effectifs et l'amélioration des systèmes d'armements. Le commandement militaire a été réorganisé en tirant les leçons de la défaite de juin 1982, tandis qu'ont été mises sur pied deux divisions supplémentaires avec l'aide de conseillers soviétiques au nombre de sept mille. Les chars modernes T-72 sont devenus le fer de lance des unités blindées.

Toujours selon Jérusalem, Damas a reçu en grandes quantités des missiles sol-sol SS-21 — pas encore livrés aux pays du pacte de Varsovie, à l'exception de la R.D.A. — et des missiles sol-air SA-5 servis par des techniciens soviétiques. L'armée syrienne possède désormais trois mille six cents chars, deux mille sept cents blindés, six cents avions, deux mille trois cents pièces d'artillerie, deux mille missiles anti-chars et soixante-quinze batteries de missiles sol-air. La défense engloutit 54 % du budget de l'Etat.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● *Libération d'un prêtre melkite.* — Le Père Faouzi Khoury, curé du village de Fassouta, en Galilée, a été libéré vendredi 2 décembre sur décision du tribunal de simple police de Saint-Jean-d'Acre. Le Père Khoury, trente-six ans, arabe israélien melkite (catholique de rite byzantin), avait été arrêté le 4 novembre (*le Monde* du 24 novembre) à l'aéroport de Tel-Aviv, étant soupçonné de *« contacts avec des organisations hostiles à Israël »*. — *(A.F.P.)*

Les conflits du monde musulman divisent la Conférence islamique réunie à Dakha

De notre envoyé spécial

Dakha. — La circulation est redevenue anarchique dans les rues de Dakha. La capitale du Bangladesh, qui reçoit les délégués de la quatorzième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), a retrouvé un visage normal. Il était temps. Le régime de la loi martiale du lieutenant-général Ershad vient de vivre des journées particulièrement agitées après la semaine de manifestations et de grèves organisées par l'opposition, qui auraient fait, selon, des sources officieuses, plus d'une vingtaine de victimes.

Mais si le calme est revenu dans la capitale et s'il paraît acquis que la conférence pourra se dérouler « en douceur » — l'opposition a indiqué qu'elle respectera une trêve implicite, — ce sont toutes les discordes du monde islamique qu'accueille l'imposant complexe administratif de Sher-e-Bangla. Jamais les pays belligérants n'ont été aussi nombreux au sein de l'OCI. L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté par la commission préparatoire, révèle un subtil dosage de sujets délicats, et d'autres où l'unanimité au contraire est d'ores et déjà acquise.

Une délégation de la « République turque de Chypre »

Ainsi, les résolutions attendues sur l'Afghanistan, la Namibie — inscrite à la demande des pays africains — et même sur Mayotte, cette ancienne colonie française restée « accrochée » à la France et que les Comores réclament avec insistance, ne devraient pas provoquer de surprises... Mais les débats seront tout autres lorsque les délégués des trente-neuf pays toucheront aux malaises profonds du monde islamique, tel le conflit entre l'Iran et l'Irak, une guerre qui n'en finit pas de s'enliser au plus grand désespoir de la communauté islamique. Il est pourtant peu probable que les délégués puissent faire autre chose que constater l'échec de leurs efforts de conciliation.

Au lendemain des raids de représailles de l'aviation américaine contre des positions syriennes au Liban et au moment où l'affrontement fratricide entre factions rivales de la résistance palestinienne n'est suspendu que par un cessez-le-feu fragile, la crise du Proche-Orient a naturellement surgi au premier plan. Quelques heures seulement avant la séance inaugurale, on ignorait encore à Dakha si la délégation syrienne était arrivée, si les Palestiniens viendraient et ce que dirait l'ambassadeur du Liban en Arabie Saoudite, M. Zafar Al Hassan, représentant officiel de son pays. Les observateurs politiques au Bangladesh ne manquent pas de souligner à ce propos la « modestie » de la délégation libanaise.

Le rêve d'une unité islamique est déjà ancien, mais il fallut attendre 1969, l'incendie de la grande mosquée de Jérusalem et le sursaut d'indignation qui s'en suivit pour que l'OCI puisse devenir une réalité. Depuis, et en dépit du rôle d'entraide de certaines institutions de l'organisation, comme la Banque islamique, les clivages n'ont cessé de s'approfondir. Les ministres de l'OCI avaient déjà eu l'occasion de déplorer ces rivalités lors de la conférence de Niamey, en août 1982. Seize mois plus tard, les dissensions apparaissent tout aussi insurmontables.

Dès son arrivée à l'aéroport de Dakha, M. Kenan Atakol, ministre des affaires étrangères de la toute nouvelle « République turque de Chypre », a ajouté un nouveau sujet de discorde en déclarant qu'il venait à Dakha pour *« mobiliser le soutien des pays musulmans »*. Bien qu'il ait été reçu protocolairement par le ministre des affaires étrangères du Bangladesh, les tentatives de M. Atakol risquent fort d'être mal reçues par une partie de la conférence. Certains pays de l'OCI, comme l'Ouganda ou la Gambie, se sont déjà associés à la condamnation de l'initiative de M. Rauf Denktash, président de la République turque chypriote, depuis le 15 novembre.

Ainsi, avant même le lever de rideau, il apparaît que l'« unité de la foi islamique », telle qu'elle est proclamée en grandes lettres peintes sur les murs de Dakha, sera mise à rude épreuve dans les prochains jours...

KIM GORDON-BATES.

Dans « Politique étrangère »

« L'ANNÉE DE LA SYRIE »

Après l'abondant numéro spécial d'*Esprit* consacré, l'été passé, à la question du Proche-Orient, *Politique étrangère* publie cet automne un numéro moins riche mais d'égal intérêt, essentiellement consacré à l'action syrienne au Levant. Dans la revue de l'Institut français des relations internationales, des spécialistes libanais, syrien, français, israélien (G. Salamé, B. Kodmani, A. Laurent, E. Rouleau, M. Rosenne, etc.) précisent les contours des ambitions hégémoniques d'une nation qui, on l'oublie trop souvent, n'a que sept millions d'habitants (le double du Liban) et des ressources très limitées. 1983 n'en a pas moins été *« l'année de la Syrie »*. Pourquoi ? Le dernier numéro de la publication animée par M. Thierry de Montbrial, essaie de répondre à cette interrogation.

★ *Politique étrangère*, 3-1983, 6, rue Ferrus, Paris (14e). Téléphone : (1) 580-91-08 ; un numéro, 65 F.

EUROPE

Espagne

Deux factions irréductibles s'affrontent à la veille du onzième congrès du P.C.E.

Madrid. – Le combat sans merci que l'ancien secrétaire général du parti communiste espagnol (P.C.E.), M. Santiago Carrillo, livre depuis plusieurs mois contre *son successeur, M. Gerardo Iglesias (le Monde* du 20 octobre), fait redouter une rupture du parti lors de son onzième congrès, qui doit avoir lieu du 14 au 18 décembre à Madrid.

Les conférences organisées la semaine dernière dans onze fédérations *régionales* du *P.C.E. afin* d'en renouveler les organes dirigeants et de désigner leurs délégués au congrès se sont, en effet, déroulées dans un climat d'affrontement et de violence verbale – proche parfois de la haine – qui a presque éclipsé le débat proprement dit sur la *motion présentée* par l'actuelle direction. Dans certains cas, notamment à Madrid, les insultes ont purement et simplement remplacé les arguments, et plus d'un vieux militant assurait

De notre correspondant

n'avoir jamais assisté à un tel spectacle.

Plus que les désaccords idéologiques, certes importants, c'est le relatif équilibre des forces entre la majorité, regroupée derrière M. Iglesias, et l'opposition, dont M. Carrillo fait figure de porte-drapeau, qui est à l'origine de la tension.

Les onze conférences régionales se sont soldées par un net succès des « carrillistes », qui l'ont emporté dans sept des onze régions concernées. Si une telle issue était prévisible au Pays basque, aux Canaries, aux *Baléares*, voire au Pays valencien, ceux que l'on baptise les « gérardistes » considéraient, en revanche, acquises les deux Castilles et, surtout, avaient bon espoir de l'emporter à Madrid, où M. Alfonso Pinedo, fidèle de M. Carrillo, est parvenu à imposer ses *vues et à se faire réélire secrétaire* régional.

La défaite subie dans la capitale est d'autant plus lourde de conséquences pour M. Iglesias que la *fédération* de Madrid est *la* seconde en importance par le nombre des délégués au congrès du parti (103 sur un total de 810 délégués), après l'Andalousie (173) et avant le Pays valencien (83) et la Catalogne (64). Grâce à ses victoires à Madrid et à Valence, M. Carrillo *annule ainsi l'avantage* donné le dimanche précédent à son rival par les militants andalous et catalans.

A la suite de ces revers, le secteur « officiel » ne semble pouvoir compter que sur une majorité de l'ordre de 53 % des délégués, contre 47 % à l'opposition. Comme ces délégués ne seront pas liés par un mandat contraignant, la réélection de M. Gerardo Iglesias au poste de secrétaire général n'est *pas à l'abri d'un revirement* de dernière minute de la part d'une poignée de congressistes.

Les conférences régionales ont, en outre, clairement illustré un point essentiel : plus encore que le degré de soutien du P.C.E. à la politique étrangère de Moscou et, sur le plan intérieur, le degré d'opposition au gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, l'enjeu fondamental du onzième congrès sera le choix entre deux conceptions bien différentes de ce que doit être un parti communiste.

M. Iglesias, qui qualifie son projet d'*« intégrateur et rénovateur »*, a réaffirmé qu'il voulait un parti *« où l'on peut être en désaccord »* sans être pour autant écarté des postes de responsabilité, voire purement et simplement exclu, comme le furent des milliers de militants dits « rénovateurs » entre 1979 et 1982. Aussi offre-t-il à ses adversaires une entente et un partage des responsabilités en fonction du poids électoral respectif des uns et des autres.

A l'opposé, une victoire des « carrillistes » entraînerait, selon *lui, l'exclusion de fait, ou* du moins la marginalisation, de près de la moitié du parti, à l'image de ce qui s'est produit dimanche dans la fédération de Madrid : bien que leur motion ait recueilli 40 % des voix, les « gérardistes » se sont vu attribuer un seul des cent trois délégués au congrès et cinq postes seulement sur soixante-cinq au sein du nouveau comité régional.

De son côté, M. Alfonso Pinedo a répété, lundi, que l'actuelle direction s'attachait à *« diluer »* la nature communiste du P.C.E., alors qu'il faudrait au contraire l'*« accentuer »*. En fait, il est clair que M. Carrillo et ses proches rejettent catégoriquement la possibilité d'un retour des « rénovateurs » et l'éventuelle existence de ten*dances au sein du P.C.E., ce qui* mettrait fin *de facto* au principe du « centralisme démocratique », qu'ils considèrent consubstantiel à l'idéologie communiste.

La très vilaine tournure prise par les débats en conférences préparatoires et le caractère apparemment irréconciliable des deux conceptions qui s'affrontent amè*nent, toutefois,* à se demander si la rupture du parti entre deux blocs de taille sensiblement égale n'est pas déjà une réalité, avant même l'ouverture du congrès. – *(Intérim.)*

Pologne

Le général Jaruzelski annonce le déploiement dans le pays de « groupes opérationnels de l'armée »

Le général Jaruzelski, agissant en *tant que président du « comité de* défense du pays », a décidé de déployer à partir de ce mardi 6 décembre des *« groupes opérationnels de l'armée »* sur *« presque tout le territoire du pays »*. Ces groupes qui coopéreront avec des spécialistes civils, notamment du ministère de l'intérieur, devront *« analyser l'état de préparation à la défense, le fonctionnement de l'économie communale et des services publics, surtout des transports et communications, des postes et télécommunications, des services et de l'approvisionnement de la population »*.

Selon le communiqué de l'agence officielle PAP, ce déploiement est justifié par *« la dangereuse tension internationale »* – mais il ne fait aucun doute que l'opération constitue, après beaucoup d'autres, un avertissement de poids à l'égard de tous ceux qui tenteraient de mani*fester leur mécontentement*. Dans le même esprit, le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, a brandi, lundi, devant le Parlement de nouvelles menaces contre l'opposition « antisocialiste », en présentant un rapport sur *« la sécurité et l'ordre public »*. Il a regretté que les verdicts prononcés par les tribunaux soient souvent *« trop cléments »*, ajoutant qu'il fallait étudier *« la possiblité de rendre les sentences plus sévères »*. Il a indiqué que 217 personnes étaient actuellement détenues en Pologne pour des motifs politiques – (quinze jours plus tôt le rapporteur de la loi sur l'amnistie *avait affirmé devant ce même* Parlement qu'ils n'étaient que 77).

Tout en cherchant à minimiser l'importance de l'opposition, le général Kiszczak a concédé qu'elle gardait un impact sur la population : *« L'opposition*, a-t-il affirmé, *crée de façon cynique et préméditée un climat d'occupation où chaque activité dirigée contre le pouvoir, et même au mépris de la loi, est considérée comme héroïque, surtout parmi les jeunes. »* Quant aux clandestins, il les a accusés *« d'accomplir en fait des fonctions d'agents des forces extérieures hostiles »*.

Par la même occasion, le ministre a annoncé l'arrestation pour *« activités d'espionnage »* d'un citoyen polonais, M. Jacek Jurzak, maître de conférence à l'école polytechnique de Lodz, et d'un ressortissant ouest-allemand, M. Norbert Adamaschek. Selon le ministre, les deux « agents » agissaient pour le compte des Etats-Unis. Cette affaire semble venir bien à propos pour dissuader les Polonais d'entretenir des relations trop étroites avec les étrangers.

Un appel à manifester

Le ministre de l'intérieur a aussi évoqué les rapports entre l'Etat et l'Eglise, des rapports *« corrects, bien que l'on constate certaines fissures (...). Nous ne voulons pas identifier les propos aventuristes, semant la discorde et incompatibles avec la religion, proférés en public par certains prêtres, avec la position de la majorité du clergé et de l'Eglise tout entière »*, a-t-il ajouté, faisant allusion aux prêtres les plus engagés politiquement.

La commission provisoire de coordination de Solidarité (T.K.K.) a appelé la population à manifester massivement, mais de manière pacifique, à l'occasion de l'anniversaire, le 16 décembre, de la répression des émeutes ouvrières de 1970 et de la mort des mineurs de la mine Wujek en 1981. Cet appel, en date du 1er décembre, figure dans le dernier numéro du bulletin clandestin *Tygodnik Mazowsze*. Selon les dirigeants de la clandestinité, le souvenir de ceux qui ont *« payé le prix le plus réservé, celui de leur vie (...) oblige à poursuivre la lutte »*.

A Gdansk, M. Lech Walesa a estimé que la situation en Pologne était *« fébrile et tendue »*, notamment en raison de la détérioration du niveau de vie. Sans prendre position de manière explicite sur les consignes de la T.K.K. (dont il a rencontré récemment les quatre membres), il a recommandé de *« ne pas affronter les forces de l'ordre dans la rue »*, tout en ajoutant : *« Je me conformerai aux décisions des ouvriers. »*

Sans doute en réponse à une attaque lancée contre lui par un quotidien, *Rzeczpospolite*, l'accusant d'avoir soutenu les sanctions économiques occidentales, M. Walesa a déclaré que l'effet de ces sanctions avait été peu important, mais qu'il était temps maintenant de les lever : *« Les Polonais ont vraiment besoin d'aide, d'une aide massive ; la vie est dure pour beaucoup d'entre eux »*, a-t-il déclaré. Il s'est montré plus sévère en ce qui concerne l'octroi de nouveaux crédits occidentaux à la Pologne, laissant entendre qu'il conviendrait de s'assurer qu'ils sont utilisés *« pour le bien de la population »*. – *(A.F.P., U.P.I., A.P.)*

U.R.S.S.

• SIX ANS DE PRISON POUR UN PRÊTRE LITUANIEN. – Selon le journal lituanien *Sovetskaya Litva*, le prêtre catholique Tamkevicius a été condamné le vendredi 2 décembre à six ans de prison et quatre ans de relégation pour *« activités antisoviétiques »*. L'agence Tass avait annoncé la condamnation sans préciser la durée de la peine *(le Monde*, daté du 6 décembre). Le père Tamkevicius est l'un des fondateurs du comité pour la défense des croyants. – *(U.P.I.)*

Moscou accuse W…
les pourparlers START …

L'U.R.S.S. est disposée à ré…
aux éventuelles avanc…

DIPLOMATIE

APRÈS AVOIR QUITTÉ LES NÉGOCIATIONS SUR LES EUROMISSILES

Moscou accuse Washington de « mettre en péril » les pourparlers START sur les armements intercontinentaux

De notre envoyé spécial

Moscou. – On n'a pas tous les jours à Moscou un maréchal, chef d'état-major des forces armées soviétiques de surcroît, à se mettre sous la dent. La plupart des questions pour cet événement très insolite que constitue en U.R.S.S. une conférence de presse ont donc été posées, lundi 5 décembre, au maréchal Ogarkov, de préférence à MM. Zamiatine, chef du département d'information internationale du comité central du parti, ou Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, qui coprésidaient à la tribune.

Le maréchal Ogarkov, énergique et précis, a réaffirmé que son pays n'entendait pas retourner à la table des négociations de Genève sur les armes à moyenne portée en Europe, interrompues le 23 novembre, tant que les États-Unis ne renonceraient pas au déploiement des missiles de croisière et des Pershing-2. Cela n'était guère nouveau, mais le maréchal a aussitôt enchaîné en déclarant que l'« *intransigeance américaine* », déjà responsable du « *torpillage* » de cette conférence, risquait de « *mettre en péril* » l'autre négociation qui se poursuit également à Genève sur les armes stratégiques (START). « *On peut dire aujourd'hui avec de bonnes raisons que, depuis le début des négociations, l'administration américaine ne souhaitait pas atteindre un accord mutuellement acceptable (...). C'est apparemment la même direction qu'elle prend avec les START* », a-t-il affirmé.

La menace d'un abandon par les Soviétiques des négociations START, qui portent sur les « *systèmes centraux* » des deux superpuissances (missiles intercontinentaux, bombardiers stratégiques, missiles lancés à partir de sous-marins), n'est guère prise au sérieux par les milieux occidentaux. C'est bien pourtant à quoi s'est employé le maréchal Ogarkov, épaulé par M. Kornienko. Ce dernier a indiqué en particulier qu'« *on ne savait pas ce qui sortirait* » de la prochaine réunion prévue dans le cadre des START, jeudi 8 décembre.

A l'évidence, on est surpris, voire irrité, ici, par l'équanimité dont font preuve les Occidentaux depuis le départ des Soviétiques de la conférence de Genève sur les armes à moyenne portée. La menace, même voilée, concernant la poursuite des START est destinée à secouer un peu cette conviction tranquille répandue à l'Ouest selon laquelle, après un « baroud d'honneur », les Soviétiques reprendront, comme si de rien n'était, le chemin des diverses négociations en cours. « *Il serait naïf de croire que la situation actuelle* (le déploiement des missiles de l'OTAN) *n'aura pas de conséquences* » sur la conférence sur le désarmement en Europe qui commencera l'an prochain à Stockholm, par exemple, a déclaré M. Kornienko.

Le maréchal Ogarkov a encore affirmé que l'Union soviétique était prête à prendre d'« *autres mesures* » que celles déjà annoncées pour riposter au déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière, mais il a indiqué que ces mesures « *seraient fonction des actions des États-Unis et des pays de l'OTAN* ».

Au total, des menaces donc, mais assez vagues et sans qu'aucune décision concrète nouvelle ait été annoncé. Le ton des trois orateurs n'était en fait nullement agressif. Seul M. Kohl s'est attiré des sarcasmes pour l'« *imagination débordante* » dont il ferait preuve en continuant à caresser l'idée d'un retour des négociateurs soviétiques à la conférence de Genève sur les armes à moyenne portée. Le chancelier ouest-allemand a en outre été pris à partie par le maréchal Ogarkov comme « *le dirigeant d'un pays qui a déjà déclenché au vingtième siècle deux guerres mondiales* ». Mais M. Reagan n'a pas été mentionné une seule fois.

Le ton était autrement plus véhément quand il s'est agi de parler du Liban et du raid de l'aviation américaine contre les positions syriennes. « *C'est un acte de brigandage* », a déclaré M. Zamiatine. « *Notre soutien et notre sympathie vont au peuple arabe qui lutte contre l'agresseur israélien et américain ayant envahi leur territoire* », a-t-il ajouté.

Malgré l'uniformité des propos, le contraste entre M. Kornienko, placide comme il sied à un diplomate, M. Zamiatine, plus idéologue et plus fougueux, comme il convient aux représentants du parti, et le maréchal Ogarkov, très militaire, désignant d'une baguette des tableaux en couleurs illustrant son propos, introduisait une certaine variété.

La santé de M. Andropov

M. Zamiatine a tenu à préciser que M. Andropov, actuellement « *en convalescence* », « *s'occupe activement des affaires du parti, de l'Etat et des questions relevant du conseil de défense de l'U.R.S.S.* ». (Nos dernières éditions du 6 décembre.)

M. Zamiatine a notamment écarté l'hypothèse d'une opération chirurgicale qu'aurait subie le numéro un soviétique : « *Je ne peux ajouter foi à de telles aberrations* », a-t-il dit, répétant la thèse officielle selon laquelle M. Andropov souffre d'un « refroidissement ». Il faut donc croire que M. Andropov se remet peu à peu d'un rhume qui dure maintenant depuis cent neuf jours...

Le secrétaire général du P.C. soviétique est apparu pour la dernière fois en public le 18 août, recevant une délégation de sénateurs américains. Le 29 octobre, il évoquait, lui-même, une « *maladie due à un refroidissement* » pour expliquer son incapacité à rencontrer les dirigeants du Mouvement des médecins pour la paix. Une courte majorité de diplomates occidentaux en poste à Moscou penchent maintenant en faveur d'une « réapparition » du secrétaire général dans un délai pas trop éloigné, à l'occasion, par exemple, du plénum du comité central, le 26 décembre. Ce ne sont, en fait, que des conjectures.

Les ennuis de santé, quels qu'ils soient, du secrétaire général ne l'empêchent pas de vaquer à ses tâches essentielles, notamment à la tête du conseil de défense de l'U.R.S.S. M. Zamiatine a apporté cette précision à un correspondant étranger, qui s'inquiétait de savoir qui, en l'absence de M. Andropov, présidait cet organisme. Autrement dit, et tel était bien le sens et de la question et de la réponse, M. Andropov a toujours le doigt sur la gâchette nucléaire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● *Réunion du pacte de Varsovie et de l'OTAN.* – Le comité des ministres de la défense des sept pays membres du pacte de Varsovie a ouvert, lundi soir 5 décembre, à Sofia, une réunion ordinaire en présence des maréchaux Oustinov, ministre soviétique de la défense, et Koulikov, commandant en chef des forces armées unifiées du pacte. La précédente réunion ordinaire avait eu lieu en janvier à Prague, mais une session extraordinaire s'était tenue en octobre à Prague.

De leur côté, les ministres de la défense de l'Eurogroupe de l'OTAN (les pays européens de l'alliance moins la France, l'Espagne et l'Islande) ont tenu, lundi après-midi à Bruxelles, une réunion. Cette session est suivie, ce mardi, d'une réunion du comité des plans de défense de l'OTAN au niveau des ministres de la défense, enfin, jeudi et vendredi, du conseil atlantique, avec la participation des ministres des affaires étrangères. M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, fera à cette occasion une tournée en Europe qui le mènera, outre à Bruxelles, à Bonn et à Lisbonne, et ultérieurement à Tunis et à Rabat. – *(A.F.P.)*

TOUT EN REFUSANT DE PRENDRE L'INITIATIVE

L'U.R.S.S. est disposée à répondre favorablement aux éventuelles avances de la France

M. Charles Fiterman, ministre des transports, est arrivé, le lundi 5 décembre, à Moscou pour une visite officielle de six jours, au cours de laquelle il s'emploiera notamment à convaincre les Soviétiques d'acheter du matériel ferroviaire français.

A son arrivée, M. Fiterman a déclaré qu'il entendait « *travailler au développement de la coopération franco-soviétique* ». De leur côté, les Soviétiques veulent profiter des visites de ministres « techniques » pour montrer qu'ils sont disposés à reprendre le dialogue politique avec la France.

De notre envoyé spécial

Moscou. – « *C'est comme les faux prophètes qui annoncent la fin du monde pour une date précise. Quand le jour est passé sans que rien se soit produit, plus personne ne les croit.* » L'image fait florès chez les diplomates occidentaux à Moscou et elle dépeint bien la situation dans laquelle se trouvent les dirigeants soviétiques, alors que le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière américains a commencé en Europe. Moscou a annoncé que leur installation provoquerait la crise internationale la plus grave depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et expliqué l'activité croissante de ses militaires dans le domaine des relations publiques par l'état de « pré-guerre » dans lequel se trouvait le monde. « *Nous sommes en 1941* », affirmaient les commentateurs, qui remarquaient, avec un clin d'œil, qu'une fois encore le danger, pour les Soviétiques, venait de l'Allemagne, mais que, contrairement à 1941, ils ne se laisseraient pas surprendre. Depuis l'élection de M. Helmut Kohl à la chancellerie, les vieux clichés sur les revanchards allemands sont de nouveau à l'honneur.

Cette propagande est avant tout destinée au bon peuple ; l'exagération du danger de guerre permet de faire passer les sacrifices, de justifier les appels à la discipline et la reprise en mains. Comme le dit un Moscovite plus soucieux du panier de la ménagère que de géopolitique : « *Si le programme agro-alimentaire réussit, on oubliera les Pershing.* » La formule est peut-être un peu simpliste, elle n'est pas totalement fausse.

Le thermomètre de Berlin

Il n'est pas exclu d'ailleurs que quelques-uns des vieux dirigeants siégeant au bureau politique croient à l'épouvantail qu'ils ont eux-mêmes agité. Après tout, ils sont marqués par leur expérience de la « grande guerre patriotique », et leur connaissance de l'Occident ne va pas au-delà de l'enseignement des écoles du parti. Mais, au niveau des dirigeants moyens, on est beaucoup plus décontracté. Le petit couplet sur les méfaits de la tension internationale ayant été récité, ils passent vite aux choses sérieuses, c'est-à-dire aux affaires, avec leurs interlocuteurs occidentaux. Tous les visiteurs sont frappés par la volonté des Soviétiques de poursuivre la coopération économique sur la base des « intérêts mutuels ». Le comte Lambsdorff, ministre ouest-allemand de l'économie, et M[me] Cresson, ministre français du commerce extérieur, qui se sont rendus à quelques jours d'intervalle à Moscou, ont rencontré le même « réalisme » chez leurs partenaires. Les Soviétiques ont besoin de la technologie occidentale, y compris pour la modernisation de leur machine militaire, et ils ne sont pas disposés à s'en priver à cause des euromissiles.

Les dirigeants du Kremlin ont voulu convaincre le monde entier et se convaincre eux-mêmes que le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe provoquerait une crise aussi grave que celle de Cuba en 1962. Mais les représailles annoncées à ce jour sont d'ordre strictement militaire et elles ne dépassent pas ce qui avait été prévu. L'U.R.S.S. n'a agité aucune menace à propos de Berlin, qui, pendant longtemps, a été le « thermomètre » de la détente. Si elle devait prendre quelques mesures concrètes touchant les relations entre les deux Etats allemands pour montrer son mécontentement, la normalisation ne devrait pas en être troublée durablement. Parce qu'elles sont particulièrement vulnérables, les relations entre Bonn et Berlin-Est peuvent aussi servir de passerelle entre l'Est et l'Ouest en vue de la reprise du dialogue.

Bien que certains hauts fonctionnaires soviétiques aient compris depuis longtemps que le déploiement était inévitable à moins d'une concession majeure, les dirigeants de Moscou ont péché par optimisme. Ils ont cru qu'il suffirait de jeter le trouble dans le camp occidental et d'utiliser les mouvements pacifistes pour empêcher, ou tout au moins retarder, l'installation des euromissiles. En refusant de payer le prix, ils ont donné la priorité aux considérations militaires contre les considérations politiques, ce qui ne signifie pas que les militaires aient imposé leur point de vue aux civils.

Malgré cet échec, les Soviétiques disposent de nombreuses possibilités d'intervention politique pendant toute la phase du déploiement, qui s'étalera, pour certains pays, sur plusieurs années. Outre les actions en direction de l'opinion publique occidentale, ils devront reprendre la négociation sous une forme ou sous une autre (*le Monde* daté 4-5 décembre). S'ils cherchent des intermédiaires, la France peut se trouver bien placée, bien que ses relations avec Moscou aient connu des hauts et des bas depuis mai 1981, avec une tendance globalement négative. Avant même l'élection présidentielle, le Kremlin considérait avec une méfiance profonde M. Mitterrand, qui personnifiait à ses yeux le retour à la IV[e] République. Il s'en serait toutefois accommodé – « *Nous aurions fait preuve d'indulgence* », affirme un journaliste de Moscou – si ses pires craintes n'avaient été vérifiées.

La pression des forces de droite

Il suffit pour s'en convaincre de lire le compte rendu de *Temps nouveaux* sur le congrès socialiste de Bourg-en-Bresse : « *La direction du parti socialiste et ses représentants au gouvernement ont cédé de plus en plus à la pression des forces de droite à l'intérieur et à l'extérieur (...). Le gouvernement des socialistes s'est aligné de plus en plus clairement sur les Etats-Unis* », écrit l'hebdomadaire soviétique. Si les rapports entre Moscou et Paris se sont détériorés, la responsabilité en incombe entièrement, selon le Kremlin, au gouvernement français, qui a pris des positions jugées « *incompréhensibles* » sur la Pologne, l'Afghanistan, sans parler des expulsions de diplomates soviétiques et surtout de la question cruciale des euromissiles pour laquelle le gouvernement précédent avait montré une discrétion appréciée à Moscou. « *M. Mitterrand n'est pas un partenaire de confiance* », ajoute le même journaliste.

Pourtant, le Kremlin est prêt à répondre aux avances françaises, mais il ne prendra pas l'initiative. Tel est le sens de l'accueil plutôt amical réservé le mois dernier à M[me] Cresson. M. Zagladine a jugé favorablement la volonté du président de la République de prodiguer ses « conseils » après la rupture des négociations de Genève, mais c'est encore à Paris de faire les premiers pas. Tout rapprochement durable se heurtera à l'existence de la force française de dissuasion, dont M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada à Moscou, a dit qu'elle ne serait jamais retirée de la table des négociations.

La R.F.A., meilleur partenaire

Cette position n'est pas entièrement nouvelle : elle avait été développée dès les négociations SALT-1, puis tenue en réserve avant de servir d'argument principal au refus de tout compromis à Genève. La prise en compte de l'arsenal nucléaire français (et britannique) s'impose d'autant plus, selon les Soviétiques, qu'ils ne le considèrent plus comme une quantité négligeable, qu'ils ne croient pas à son indépendance par rapport à l'OTAN, que cette prise en compte pourrait empêcher la modernisation de la force française et que le refus de la France permet de la présenter aux Allemands comme le principal obstacle à un accord.

Le dernier point est essentiel dans la stratégie soviétique dans la mesure où, si la France, de par sa situation particulière, peut jouer un rôle dans la reprise du dialogue Est-Ouest, l'Allemagne fédérale n'est pas négligée par le Kremlin. Le gouvernement de Bonn est un interlocuteur obligé quoique vilipendé. Malgré toutes les vicissitudes de la détente ou de la guerre froide, la R.F.A. reste le meilleur partenaire et le premier fournisseur de l'U.R.S.S. N'est-ce pas le chancelier Schmidt qui, en juillet 1980, a convaincu Leonid Brejnev d'ouvrir des négociations sur les euromissiles malgré la double décision de l'OTAN et le refus « définitif » de M. Gromyko ? Le changement de coalition à Bonn n'est pas de nature à empêcher M. Kohl de jouer le même rôle d'honnête courtier.

Vis-à-vis de l'Allemagne, les Soviétiques vont utiliser la panoplie complète de leurs moyens d'action ; ils maintiendront leurs pressions, prodigueront des sourires, feront miroiter des possibilités d'accord – dussent-elles se révéler illusoires, – peindront la fresque d'un avenir radieux pour le peuple allemand tout entier pour le cas où Bonn ne céderait plus aux injonctions de Washington. La seule limite pour eux dans ce genre d'exercice est la nécessité de ne pas aller trop loin pour ne pas éveiller des espoirs dans « leur » Allemagne.

Si l'on s'en tient à l'expérience des précédentes périodes de tension Est-Ouest, l'U.R.S.S. devrait mener une politique européenne d'autant plus active que toute perspective d'accord avec M. Reagan lui paraît bouchée. Or le Kremlin ne peut exclure que le président américain se représente en 1984, et soit élu pour un nouveau mandat de quatre ans.

DANIEL VERNET.

M. Gonzalez est satisfait des explications de M. Mitterrand sur l'élargissement de la C.E.E.

De notre correspondant

Madrid. – A l'heure où les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix étaient réunis à Athènes, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a estimé « *clairement positive* » les récentes précisions données au sujet de l'adhésion de l'Espagne par le président Mitterrand dans une lettre qui lui avait été remise, le samedi 3 décembre, par l'ambassadeur de France, M. Pierre Guidoni.

Le 18 novembre, M. Gonzalez avait demandé à M. Mitterrand, ainsi qu'aux chefs de l'exécutif des neuf autres membres du Marché commun, d'adopter une « *attitude claire* » à propos de la candidature de l'Espagne. Dans sa lettre, dont la présidence du gouvernement espagnol a révélé le contenu le lundi 5 décembre, M. Mitterrand assure que « *la vocation européenne* » de l'Espagne ne fait pas « *le moindre doute* » et qu' « *une Europe sans l'Espagne est une Europe mutilée* ».

Mais tout en réaffirmant « *le droit de l'Espagne à participer pleinement à la construction de l'Europe* », M. Mitterrand rappelle que cela ne peut se faire que « *dans le respect des justes intérêts des partenaires de la Communauté* ». Se référant à l'accord adopté lors du sommet communautaire de Stuttgart (juin dernier), qui liait directement la solution des problèmes internes de la C.E.E. à son élargissement aux deux pays ibériques, le président français souhaite également « *qu'à Athènes soient prises les décisions qui réaliseront, sans doute possible, les clauses du mandat de Stuttgart* ».

Malgré le commentaire positif de M. Gonzalez, la réponse de M. Mitterrand n'apporte cependant aucun fait nouveau susceptible de modifier le pessimisme de l'opinion publique espagnole et d'atténuer les très violentes critiques de la presse à l'encontre de Paris. Les premières informations parvenues d'Athènes, faisant état de ce que la presse espagnole a interprété comme une nouvelle manœuvre dilatoire de Paris pour repousser l'adhésion de l'Espagne, n'ont d'ailleurs fait qu'accroître la colère des Espagnols.

(Intérim.)

Echec des Dix au sommet d'Athènes

(Suite de la première page.)

Ainsi, les Allemands ont joué un rôle effacé, voire négatif, en tout cas bien en deçà de ce qu'il aurait pu être : « *Kohl n'a pas négocié, il était distrait par ses problèmes intérieurs* (l'affaire Lambsdorff) *et par le Spacelab. C'est Genscher qui a occupé la première place. Il s'est montré complètement rigide* », faisait valoir un diplomate qui avait suivi de très près le déroulement de la journée.

Les Français ont accumulé les gestes. Ils étaient prêts à accepter, au moins de manière conditionnelle, le plafonnement de la production laitière ainsi qu'un encadrement rigoureux de la dépense agricole.

Ils ont peu été payés en retour sur la question qui leur tient à cœur : l'élimination des montants compensatoires monétaires, qui perturbent les échanges agricoles, et le renforcement de la politique commerciale extérieure. Du coup, M. Mitterrand a quelque peu élevé le ton à propos de la contribution britannique, expliquant, en substance, que la mise en place d'un mécanisme de compensation durable ne pouvait pas être considérée comme un dû, et proposant pour 1984 et 1985 des montants accueillis par les Britanniques comme tout à fait inacceptables : 500 millions d'ECU par an ; pour 1983, la compensation a déjà été fixée à Stuttgart à 750 millions d'ECU.

Sombre avenir

On parle déjà de l'avenir. Si la rupture est consommée, les lendemains promettent d'être difficiles. Certains, partant de l'idée que la négociation n'est en réalité pas aussi compliquée que les déboires actuels portent à le croire, qu'elle a surtout été mal engagée, pensent à un conseil européen de rattrapage dès janvier, sous la présidence française. Le Parlement européen, s'il met à exécution la menace qu'il a proférée, rejettera la semaine prochaine le budget de la Communauté pour 1984, accentuant ainsi la crise. Ce sera pour lui la sanction de l'impuissance des chefs d'Etat et de gouvernement. La Communauté va donc devoir vivre avec des douzièmes provisoires. Elle peut le faire sans gêne majeure pendant quelques mois. Les vraies difficultés, si dans l'intervalle les divergences ne sont pas aplanies, surgiront au moment de la fixation des prix agricoles.

Les ressources propres disponibles sont insuffisantes pour permettre de financer un relèvement des prix agricoles. Tant qu'il n'y aura pas un accord politique d'ensemble incluant les décisions d'augmenter les ressources de la C.E.E., les ministres de l'agriculture des Dix vont se trouver placés dans une position presque inextricable. La situation de quasi-banqueroute où se trouve la C.E.E. devrait les inciter plus que jamais à arrêter des mesures d'économie. Mais celles-ci, dont la perspective est déjà très impopulaire dans les campagnes, deviendraient encore plus difficiles à faire accepter par les agriculteurs, dans un contexte de crise, en l'absence d'un règlement du reste du contentieux communautaire.

Divisions sur le Proche-Orient

Le contentieux communautaire a presque totalement chassé des débats la coopération politique entre les Dix. Certains s'en sont émus, dont la France, qui déplore de voir « *une réunion de très haut niveau discuter sur des éléments aussi techniques* », selon la formule du porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle. M. Mitterrand lui-même a regretté à plusieurs reprises la dérive de plus en plus technicienne d'un débat entre chefs d'Etat et de gouvernement.

Il est vrai que la seule tentative des Dix, ou plus exactement de leur comité politique, pour affirmer des positions diplomatiques communes s'est révélée finalement laborieuse, à l'exception de la question de Chypre, sur laquelle l'unanimité était facile à trouver.

Dès le début de l'après-midi de lundi a commencé à circuler dans les couloirs du conseil, à l'initiative d'une présidence grecque décidément prodigue de ses textes de travail, un projet de résolution sur le Proche-Orient dont on pouvait s'attendre, compte tenu de sa modération, qu'il fît rapidement l'objet d'un accord. Or même ce rappel de positions connues et de bonnes intentions déjà exprimées pour l'essentiel devait créer des difficultés.

En particulier de la part des Italiens, à qui leur participation à la force multinationale d'interposition au Liban pose à l'évidence des problèmes croissants. Mais aussi de celles des Britanniques, qui ne partagent pas toutes les analyses françaises sur la situation à Beyrouth, comme leurs commentaires du raid aérien sur Baalbek l'ont montré. De même, le comité politique des Dix s'est interrogé sur la nécessité d'une référence précise à l'O.L.P. de préférence à l'évocation plus vague de « Palestiniens » en général. C'est en particulier la France qui a insisté pour que l'organisation de M. Arafat soit explicitement mentionnée comme « *devant être associée à des négociations* ».

BERNARD BRIGOULEIX et PHILIPPE LEMAITRE.

AFRIQUE

Le Maroc dans l'attente

II. — La ligne ocre des dunes

par ANDRÉ FONTAINE

Retour du Maroc, André Fontaine a décrit *(le Monde du 6 décembre)* un système politique qui tient de la monarchie absolue par certains côtés, de la démocratie par d'autres, tout en conservant, même si elles sont en voie d'érosion, des structures tribales. Il en vient aujourd'hui au problème numéro un : celui du Sahara.

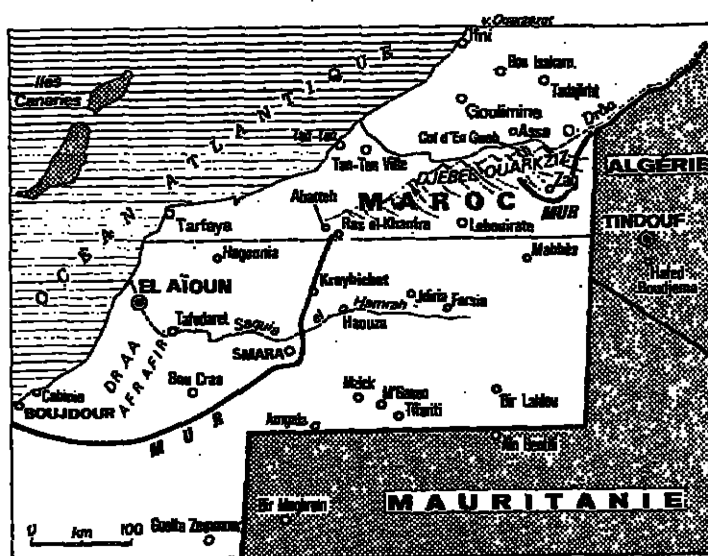
Rabat. – Un sujet revient dans toutes les conversations : le Sahara. Ce Sahara occidental, ex-espagnol, pour lequel le Maroc se trouve en guerre depuis maintenant sept ans et qui continue de faire vibrer la plus grande partie de l'opinion, apparemment comme au premier jour.

Les prétentions de Rabat, dans cette affaire, s'appuient sur un épais dossier. On y apprend par exemple qu'au début de ce millénaire, l'empire des Almoravides et des Almohades s'étendait jusqu'au sud-ouest du Sahara, que nombre des confréries religieuses qui ont encadré la résistance des Marocains aux Espagnols, à l'époque de la Renaissance, ont été fondées par des marabouts originaires de ces régions, qu'en 1866 encore, le sultan Moulay Hassan déclarait : « *En ce qui concerne le Rio-de-Oro, une enquête faite auprès des habitants de la région a révélé qu'il s'agit des lieux habités par les Ouled Delim et la tribu des Aroussiyne, qui sont nos fidèles serviteurs* (1) ». Le grand Larousse du siècle dernier crédite le Maroc d'un territoire de 577 000 kilomètres carrés, et le *Nouveau Larousse illustré*, au début de ce siècle, de 800 000 kilomètres carrés, à comparer avec la superficie actuelle du territoire : 447 000 kilomètres carrés sans le Sahara occidental, 713 000 avec lui.

Le traité de protectorat, en confiant à la France ou, pour les zones qu'elle occupait au Nord et au Sud, à l'Espagne, la responsabilité des affaires extérieures de l'empire, a abouti à matérialiser un tracé des frontières que les Marocains n'ont cessé de récuser. Aussi bien n'ont-ils accepté que sous réserve la résolution adoptée en 1963 par l'Organisation de l'unité africaine sur le respect des frontières héritées de la décolonisation. « *La signature de la charte*, a fait alors valoir Rabat, *ne saurait aucunement être interprétée ni comme une reconnaissance expresse ou implicite des faits accomplis jusqu'ici refusés par le Maroc ni comme une renonciation à la poursuite de la réalisation de nos droits par les moyens légitimes à notre disposition* (1). »

Dans l'esprit de Mohammed V, le sultan dont de Gaulle avait fait un compagnon de la Libération et que la IVe République avait un moment déposé, comme du parti de l'Istiqlal et de son fondateur Allal el Fassi, le Maroc indépendant devait retrouver ses frontières historiques, jusqu'au fleuve Sénégal. Ils firent tout pour s'opposer à l'indépendance de la Mauritanie. La présence à la présidence du dernier Parlement de Rabat de Dey Ould Sidi Baba, natif d'Atar, rappelle qu'un certain nombre de notables mauritaniens avaient alors choisi le parti du Maroc. Toujours est-il qu'il a fallu attendre 1970 pour que ce dernier reconnaisse l'indépendance de la Mauritanie.

De même n'est-ce qu'en 1972 qu'a été conclu avec l'Algérie un accord définitif sur le tracé des frontières : les Marocains ont toujours considéré en effet que l'oasis de Tindouf (2) leur appartenait, et ils en veulent à la France de l'avoir laissée à l'Algérie, de même qu'ils lui en veulent de lui avoir, comme ils disent, « *fait cadeau du Sahara* ». Les deux pays frères en étaient d'ailleurs venus aux mains, en 1963, à propos de Tindouf, et, sans la médiation de l'Organisation de l'unité africaine, le conflit aurait tourné à la guerre ouverte.



Toujours est-il que les Marocains estiment avoir dans les deux cas, de la Mauritanie et de Tindouf, fait trop de concessions à la cause de la paix pour pouvoir se permettre d'abandonner un Sahara occidental dont les gisements de phosphates sont si abondants que leur possession assure au royaume d'Hassan II, déjà fort bien doté sous ce rapport, les deux tiers des réserves mondiales prouvées et dont ils n'hésitent pas à dire, quitte à forcer un peu la note, qu'il est leur Alsace-Lorraine.

Une décolonisation tardive

En 1956, le gouvernement de Madrid avait, suivant l'exemple de celui de Paris, renoncé à ses droits sur le nord du Maroc, sauf à conserver ses « présides », autrement dit les deux ports de Ceuta et de Melilla. Mais il entendait garder les deux provinces constituant le Sahara espagnol. Saguia-El-Hamra au nord, Rio-de-Oro au sud, ainsi que plus au nord l'enclave d'Ifni, où Leurs Majestés très catholiques avaient bâti au quinzième siècle un fort destiné à protéger la route des Canaries. En 1958, après des combats qui s'étaient étendus à la Mauritanie, entre l'armée marocaine et les troupes franquistes appuyées par des unités françaises, un accord intervenait, qui aboutissait à la restitution à Rabat de la région de Tarfaya, située dans la partie septentrionale de la Saguia-El-Hamra. Les accrochages devaient se poursuivre en revanche à Ifni, que le Caudillo, après une mise en demeure de l'Assemblée générale des Nations unies, se décidera en 1969 à rétrocéder au Maroc.

Dès 1965, ladite Assemblée générale avait adopté à l'unanimité, moins les voix de l'Espagne et du Portugal, une résolution invitant Madrid à « *prendre immédiatement les mesures nécessaires pour la libération de la domination coloniale des territoires d'Ifni et du Sahara espagnol, et [à] engager à cette fin des négociations sur les problèmes relatifs à la souveraineté que posent ces deux territoires* », ainsi qu'à organiser un référendum en vue de permettre aux populations intéressées « *d'exercer leur droit à l'autodétermination, en consultation* » avec le Maroc, la Mauritanie et « *tout autre gouvernement intéressé* », c'est-à-dire, en ne le disant pas, essentiellement l'Algérie, laquelle a 40 km de frontière commune, près de Tindouf, avec le Sahara occidental.

L'Espagne voulait bien du référendum, mais elle n'accepta qu'à l'été 1974, dans la foulée de la décolonisation de l'Afrique portugaise, qu'il se déroule sous le contrôle de l'ONU. Quant aux consultations avec le Maroc, la Mauritanie et « *toute autre partie intéressée* », réclamées avec insistance par les Nations unies, il n'était pas question pour elle de les accepter. Du coup, en décembre de la même année, l'Assemblée générale de l'ONU, reprenant une suggestion de Hassan II, décidait de solliciter un avis de la Cour internationale de justice et demandait à l'Espagne de surseoir, en attendant cet avis, au référendum.

Un autre différend commençait à l'époque à se greffer sur celui qui opposait le Maroc à l'Espagne. Le président mauritanien Moktar Ould Daddah avait, avant même l'indépendance, affirmé les droits de son pays sur la possession espagnole. Comme l'explique très bien Pierre Biarnès, « *deux solutions venaient à l'esprit : le partage ou, à défaut, une pseudo-indépendance, sur laquelle la Mauritanie aurait conjointement avec le Maroc, un sérieux droit de regard. Dans les deux cas, cependant, il convenait d'éviter le tête-à-tête avec Rabat, et il fallait donc faire intervenir un troisième partenaire* », en l'occurrence l'Algérie, « *à laquelle on pourrait accorder, en cas de partage, un couloir vers l'Atlantique* » (3) désenclavant ainsi cette oasis de Tindouf, dont les Marocains ne se consolent pas, comme on l'a vu, d'avoir été délestés. Et si, au contraire, la solution du condominium prévalait, pourquoi ne pas y associer Alger ?

Rien ne laissait alors augurer la guerre qui allait bientôt éclater. En 1965, Boumediène, Hassan II et Moktar Ould Daddah s'étaient entendus pour « *hâter le processus de décolonisation* » du Sahara sur la base du référendum réclamé par l'ONU. En 1973, les rencontres s'étaient multipliées entre les trois chefs d'Etat afin d'accroître la pression exercée sur l'Espagne. Mais le président mauritanien, sans doute pour contre-balancer le poids, à ses yeux excessif, du Maroc, devait autoriser l'année suivante la création dans son pays de ce « *Front populaire pour la libération de la Saguia-El-Hamra et du Rio-de-Oro* », qui devait devenir célèbre sous le nom de Front Polisario.

Le taureau par les cornes

Dès ce moment, Hassan II, qui vient par deux fois d'échapper à une conjuration militaire, et qui sent la position de Madrid s'affaiblir avec la fin du règne de Franco, a décidé de prendre le taureau par les cornes. Le 17 septembre 1974, il déclare que les Marocains sont prêts à « *récupérer leurs terres par tous les moyens* ». Le 9 décembre, Moktar Ould Daddah et lui annoncent, sans en dire davantage, qu'ils se sont « *mis d'accord* » sur le Sahara. On ne saura qu'un an plus tard qu'ils ont prévu un partage des possessions espagnoles, le Maroc se taillant la part du lion. Enfin, à l'automne 1975, tandis que le Caudillo agonise, le roi déclenche la « *marche verte* », vaste cortège qui doit aller pacifiquement prendre possession du Sahara occidental. Ses sujets répondent à son appel avec un enthousiasme extraordinaire, et de nombreux opposants se rallient, à cette occasion, au trône. Contrairement aux pronostics les plus répandus à l'extérieur, la démonstration, qui réunit trois cent mille participants, se déroule dans un ordre impressionnant.

Juan Carlos, qui assure l'intérim du Caudillo, se précipite à El-Aioun, la capitale de la province, pour déclarer, le 2 novembre, que son gouvernement, « *déterminé à garantir l'autodétermination des Sahraouis, s'opposera à l'initiative du Maroc par tous les moyens* ». Moyennant quoi, douze jours plus tard, l'Espagne signe avec ce même Maroc et avec la Mauritanie un accord politique prévoyant qu'elle mettra fin à sa présence avant le 28 avril 1976. Il est précisé que l'opinion de la population sahraouie, telle qu'elle sera exprimée par l'assemblée locale, la *Jemaa*, sera respectée. De référendum, plus question. C'est un triomphe pour Hassan II, qui a fait sagement bivouaquer la marche verte devant les lignes espagnoles. En contrepartie, Rabat avait accepté de laisser à Madrid Ceuta et Melilla, lui avait garanti de très importants droits de pêche et une participation de 35 % dans la société d'exploitation des phosphates.

Boumediène était d'autant moins disposé à prendre son parti d'un accord conclu sans lui et qui ne lui laissait aucune part du gâteau, qu'il avait favorisé, sept ans plus tôt, la réconciliation du Maroc et de la Mauritanie, et que les Espagnols lui avaient juré jusqu'à la dernière minute qu'ils ne feraient rien contre Alger. Après avoir échoué à convaincre Moktar Ould Daddah, au cours d'une entrevue orageuse, qu'il ne se laisserait faire à aucun prix, il fournit au Polisario les importants moyens militaires que celui-ci réclamait pour faire échec au partage. Le Front dirigea le gros de ses opérations contre le maillon le plus faible, en l'espèce la Mauritanie. Le 10 juillet 1978, Moktar Ould Daddah était arrêté par son chef d'état-major. La Mauritanie signait, l'année suivante, une paix séparée avec la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D), proclamée en 1976 par le Polisario, et déclarait lui restituer la partie du Sahara qu'elle avait annexée, et donc le Maroc s'empressa, à l'annonce de sa défection, de prendre possession.

On ne va pas raconter les mille et une péripéties de cette guerre interminable, mais seulement constater que le danger qu'elle recélait d'un conflit armé généralisé entre Alger et Rabat paraît pour le moment écarté. Abandonnant les neuf dixièmes de l'ex-possession espagnole, l'armée marocaine a bâti autour du « *triangle utile* » El Aioun - Smara - Bou-Craa (la capitale des phosphates) un mur que le Polisario paraît hors d'état de percer, aussi longtemps qu'il n'aura pas obtenu de Moscou, via Alger ou Tripoli, les armes ultra-modernes nécessaires (4). Or le fait est que l'U.R.S.S., qui n'a toujours pas reconnu la République sahraouie, conserve dans cette affaire une certaine discrétion. Elle a conclu avec le Maroc un accord de pêche qui entérine dans les faits l'annexion du Sahara et lui achète en quantité le phosphate dont son agriculture a tant besoin. Et l'on ne peut être que frappé, lorsqu'on visite le port de Casablanca, par le nombre de cargos venus des pays de l'Est qui y mouillent, voire, comme c'était le cas le jour où nous y sommes allés, par la présence d'un immense et rutilant bateau de croisière. Moscou sait aussi que les Etat-Unis n'hésiteront pas à accroître leur aide au Maroc, déjà considérable, si c'est nécessaire, pour lui permettre de tenir bon.

Hassan II a, de son côté, fait une concession, bien tardive, en se ralliant, le 1er juin 1981, tout en ne lui donnant qu'un caractère « consultatif », à ce référendum dont il avait cru imprudemment pouvoir, en 1975, faire l'économie. Au début de cette année, le roi a rencontré le président algérien Bendjedid Chadli. Par la suite, des modalités très précises, assure-t-on du côté marocain, ont été mises au point au cours de différents sommets de l'Organisation de l'unité africaine pour l'organisation du référendum. Et le souverain est allé aux Nations unies en septembre pour plaider avec flamme son dossier. Moyennant quoi, les choses n'avancent guère, Rabat refusant la condition mise par Alger de négociations préalables avec les dirigeants du Polisario, lequel a marqué un point important, en février 1982, en faisant admettre la R.A.S.D. à l'O.U.A.

On émet toutes sortes d'hypothèses, du côté marocain, sur les intentions réelles de l'Algérie, que l'on se garde bien cependant d'attaquer de face. En attendant, tout l'effort de la diplomatie chérifienne tend à rallier le plus de soutiens possible à son point de vue sur le référendum : c'est ainsi qu'elle se targue de l'avoir fait entériner tour à tour, au cours de ces dernières semaines, par la Guinée de Sekou Touré et la Suède d'Olof Palme.

Mais le succès que l'on célèbre le plus volontiers à Rabat, c'est l'apparent désintéressement du colonel Kadhafi, dont le rôle n'était pas mince dans l'armement et le financement du Polisario. Au cours de sa visite impromptue à Rabat, en juillet, il aurait dit à ses interlocuteurs qu'il était pour sa part traditionnellement hostile à la création de mini-Etats, promis par définition à la satellisation. Et qu'il n'avait soutenu le Polisario que pour faire payer au Maroc son alignement sur la politique de Camp David. Mais il s'était maintenant convaincu, notamment en rencontrant les pères de plusieurs dirigeants du Polisario, dont celui du propre président de la R.A.S.D., qui avaient parlé de leurs fils comme d'« *égarés* », que l'affaire du Sahara était pour le Maroc unanime une grande cause nationale, et il allait, aurait-il dit, réviser sa position. En tout cas, le fait est qu'après avoir dit le 3 juillet, à Rabat, qu'un référendum au Sahara « *n'aurait pas de sens* » *(le Monde* du 5 juillet), il a déclaré à Eric Rouleau *(le Monde* du 21 juillet) être « *tombé d'accord avec Hassan II sur le principe* » de ce même référendum, ajoutant : « *Nous avions soutenu le Polisario lors de l'occupation espagnole. Aujourd'hui, il est question d'autodétermination et de négociation. Il faut désormais donner sa chance à la paix.* »

François Mitterrand, qui s'est rendu en visite officielle à Rabat en janvier de cette année, a rappelé à cette occasion qu'il avait toujours été favorable « *à l'autodétermination des populations du Sahara occidental et donc à un référendum, les procédures étant mises en place, s'il le faut, sous le contrôle des organisations internationales qualifiées* ». Il a ajouté : « *J'approuve l'initiative du roi Hassan II* [d'accepter le référendum], *et je souhaite qu'on s'en tienne à une démarche qui me paraît seule capable de répondre aux contradictions du moment.* »

Tout récemment, il a rencontré à plusieurs reprises Hassan II à Paris. Il a su, ainsi qu'en témoigne le succès de la visite du président Bendjedid Chadli, améliorer considérablement les relations de notre pays avec l'Algérie, sans pour autant compromettre la position très forte qu'il conserve au Maroc, sur le plan économique et culturel notamment. Ce n'est pas parce qu'une tentative de bons offices de Valéry Giscard d'Estaing a échoué, il y a quelques années, que la France doit renoncer à ajouter son poids aux efforts de ceux qui, de divers côtés, essayent de rapprocher les deux camps. Ce ne devrait pas être une tâche impossible, puisque chacun paraît d'accord maintenant sur la nécessité de s'en remettre à l'arbitrage de ce référendum que les Nations unies n'ont cessé de réclamer depuis dix-huit ans.

Pour tous ceux qui s'épuisent dans ce conflit sans issue, n'est-il pas grand temps que les combats cessent ? Même si, de part et d'autre, l'impact réel de la guerre demeure un secret d'Etat, il va de soi qu'elle pèse lourdement sur le développement de pays que la crise mondiale frappe de plein fouet.

Prochain article :

LA PLUIE INCH ALLAH...

(1) Cité par Robert Rézette, *le Sahara occidental et les Frontières marocaines*, Nouvelles Editions latines, 1975.

(2) Au temps du protectorat, Tindouf relevait d'un « commandement militaire des confins algéro-marocains », dont l'autorité s'étendait à l'est jusqu'à Bou-Allal, à Beni-Abbès et aux premiers contreforts du Grand Erg occidental.

(3) Pierre Biarnès, *l'Afrique aux Africains*, A. Colin, 1980.

(4) Cf. le reportage de Jean de La Guérivière : « Rabat voit dans les récentes offensives du Polisario la preuve du soutien militaire de l'Algérie » *(le Monde* du 3 novembre).





Le thème de la moral[e]
domine la camp[agne]

Chine
VÉTÉRAN DE LA RÉVOLUTION
Peng Shuzhi est mort

ASIE

Japon

Le thème de la moralisation du jeu politique domine la campagne électorale

Tokyo. – Près de huit cent cinquante candidats députés japonais – pour cinq cent onze sièges à pourvoir – ont entamé dans cent trente circonscriptions une campagne électorale de deux semaines sur le thème principal de la moralisation du jeu politique (électoral et parlementaire), notablement perverti par l'argent en général et par celui du « clan Tanaka » en particulier.

Ce thème d'un retour à l'éthique démocratique n'est pas ici bien nouveau : c'est un peu l'Arlésienne qui se joue sur la scène de la politique japonaise, autour de l'affaire Tanaka, depuis bientôt une décennie. Mais il n'est pas banal qu'il serve ouvertement de toile de fond électorale à l'une des grandes démocraties occidentales. Cela témoigne, certes, de la décomposition avancée des mœurs politiques et du pragmatisme des tenants de la « politique de l'argent ». Mais cela atteste également, à l'opposé, d'une volonté de purification, que ce soit par vraie conviction ou par opportunisme.

L'imbroglio Tanaka, avec ses multiples tenants et aboutissants – le jeu du premier ministre, M. Nakasone, et celui de son cabinet pour protéger leur puissant « protecteur » après sa condamnation par la justice en octobre dernier pour concussion, la division au sein même du Parti libéral démocrate (P.L.D., agrégat de factions conservatrices) entre pro et anti-Tanaka, et, finalement, la décision de M. Nakasone de dissoudre la Diète plutôt que de permettre un débat et le vote d'une résolution sur le cas Tanaka, – tout cela donne à une opposition par ailleurs à court de thèmes populaires une chance inespérée de réduire l'influence électorale du P.L.D. et, partant, le monopole du pouvoir que les conservateurs se partagent depuis bientôt quarante années.

Les ténors des cinq principaux partis d'opposition (socialistes, Komeito, communistes, socialistes démocratiques, et nouveaux libéraux) ont tous entamé leur campagne par de vigoureuses attaques contre la « *nature corrompue* » du P.L.D. et sa domination par

De notre correspondant

M. Tanaka qui n'en fait même plus nominalement partie. Certains, mais pas tous, dénoncent d'autre part la politique de M. Nakasone qu'ils jugent « *militariste* » et « *antisociale* », dans la mesure ou l'accroissement des dépenses miltaires (en réponse aux pressions américaines) s'accompagne d'une réduction budgétaire des dépenses sociales.

Le premier ministre, placé dans une position inconfortable, s'attache d'une part à faire valoir les bénéfices de sa politique de « *grandeur et responsabilité* » du Japon depuis un an et, d'autre part, à faire oublier pour un temps son encombrant allié, M. Tanaka, en évitant de s'y référer, de près ou de loin sur le plan intérieur, il promet l'avènement prochain de la réforme administrative (moins de bureaucratie : une autre Arlésienne), une réforme de l'enseignement, la relance économique et une réduction d'impôts. Sur le plan extérieur M. Nakasone dénonce l'« *irresponsabilité* » de la politique de « *neutralité non armée* » prônée par les socialistes. Il ne manque pas de faire valoir que les grands de ce monde – récemment MM. Kohl, Reagan et Hu Yaobang – viennent non seulement lui rendre visite à Tokyo mais en profitent, chacun à sa manière, pour conforter sa politique.

Pour ou contre M. Tanaka

Cela dit, il est intéressant de noter que d'emblée nombre de candidats conservateurs, et M. Nakasone lui-même de façon allusive, ont jugé utile de se prononcer pour une restauration de l'éthique politique, quitte à ne pas mentionner à ce sujet le nom de M. Tanaka. Cette préoccupation a beau être tardive et parfois tactique, elle n'en est pas moins révélatrice du malaise majoritaire.

Elle tranche en tout cas sur les propos du ministre de la justice, M. Hatano (un ami de M. Tanaka), qui avait estimé récemment que « *demander à un politicien d'avoir de la moralité équivalait à demander du poisson chez une marchand de légumes* ». Une « franchise » qui en dit long sur certaines convictions...

Voilà en gros la toile de fond sur laquelle vont broder les candidats jusqu'au 18 décembre. On sait que l'opinion n'est pas indifférente à la campagne de moralisation, mais on sait également qu'elle est plus immédiatement préoccupée par les questions économiques, sociales et fiscales dont dépend son niveaua de vie. On sait que la majorité est divisée et que certains chefs de clan (MM. Fukuda et Komoto, principalement) vont, eux aussi, critiquer MM. Tanaka et Nakasone en reprenant certains thèmes de l'opposition, au risque d'affaiblir leur propre parti.

Mais on sait également que, au-delà du thème moralisateur et unificateur, les rangs des opposants ne sont pas moins divisés que ceux du P.L.D. Il est difficile de prévoir le résultat de ces élections très particulières dans la mesure où les quatre-vingt-quatre millions d'électeurs sont invités à se prononcer, après la justice, pour ou contre M. Tanaka, pour ou contre une conception mercantile de la démocratie parlementaire.

Lors de la dissolution de la Diète, le P.L.D. détenait la majorité absolue avec 285 sièges sur 511, le parti socialiste japonais en avait 100, le Komeito 34, les socialistes démocrates 31, le P.C. 29 et le Club des nouveaux libéraux 10.

R.-P. PARINGAUX.

Chine

VÉTÉRAN DE LA RÉVOLUTION

Peng Shuzhi est mort

Peng Shuzhi, l'un des derniers survivants de la première génération des communistes chinois, est décédé le 28 novembre aux Etats-Unis. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Aux côtés surtout de Chen Duxiu, il avait joué un rôle déterminant dans la direction du P.C.C. au cours des années 20, notamment dans la préparation des insurrections ouvrières de 1927. Il s'était exilé en 1949, en désaccord avec la ligne du P.C.C.

Un premier tome de ses Mémoires, rédigé sous son contrôle par sa fille, Cheng Yingxiang, et Claude Cadart, a été publié cette année en France.

Les Mémoires de Peng Shuzhi sont une mine exceptionnelle pour les spécialistes de l'histoire du mouvement communiste en Chine qui voient défiler à travers ces souvenirs non seulement tous les grands noms de cette histoire, mais aussi des personnages dont le rôle, moins saillant et plus bref, a néanmoins fortement contribué à façonner l'itinéraire et la sociologie de la révolution chinoise (1).

L'intérêt particulier de l'ouvrage est que le regard de Peng Shuzhi est par définition différent de celui des historiens officiels du P.C. chinois. S'il fait l'éloge de Liu Shaoqi, s'il dit avoir été sensible au « *charme* » de Zhou Enlai, il est clair d'emblée que rien ne lui plaît chez Mao Zedong, dont le comportement, nous dit-il, ne cessait de déranger ses compagnons. Ne le voit-on pas, au début des années 20, circuler presque nu, un jour de canicule, dans les couloirs de l'université autonome de Changsha et s'irriter qu'on lui demande, pour la dignité de l'établissement, d'enfiler au moins un caleçon ? Une rencontre à Shanghai, un peu plus tard, ne laissera à l'auteur que le souvenir d'un homme « *évasif, laconique* » et qui veut se retirer à la campagne. « *Mao Zedong*, dit Peng Shuzhi, *éprouvera durant toute sa vie une véritable répulsion pour ce genre de grandes concentrations humaines. Jamais, par suite, il ne comprendra la classe ouvrière, ne l'aimera, ne s'y fiera.* » Clivage entre deux hommes, deux révolutions...

D'accord ou pas, spécialiste ou non, le lecteur de ces Mémoires ne peut qu'être attiré par le caractère très concret, très pratique même, d'un récit qui, du fond de la province hunanaise à Shanghai en passant par Moscou – où l'on rencontre Zinoviev, Staline et un Trotski pour lequel Peng Shuzhi ne cache pas sa sympathie, – ne néglige aucun des détails qui peuvent aider à faire revivre un monde dont les témoins deviennent rares. La vie quotidienne au Hunan aux premières années de ce siècle, des scènes d'auberge, la subtilité des relations familiales, la course à l'instruction des rejetons d'une petite bourgeoisie paysanne, forment l'arrière-plan de l'intense fermentation politique qui va accompagner la révolution de 1911. L'« *intendance* » n'est jamais absente de ces souvenirs, y compris pendant les années passées en Union soviétique, et sans doute a-t-elle une part dans l'impression d'authenticité qu'on éprouve à les lire.

Peng Shuzhi était le contraire d'un conformiste. Il n'est nullement convaincu par la stratégie d'alliance avec le Kuomintang et moins encore impressionné par la personnalité d'un Tchiang Kaï-chek, rencontré à Moscou. Lui-même concède qu'une « *ambiance anarchisante* » a régné à l'aube du mouvement révolutionnaire chinois et que quelques-uns de ses plus illustres initiateurs, s'ils pensaient beaucoup, étaient fort peu savants en matière d'organisation politique.

Ce premier tome s'arrête avant les drames de 1927. Il est avant tout l'évocation d'une époque où des hommes, jeunes encore, ayant parcouru les itinéraires les plus divers, commencent à se rassembler en Chine, forts de tous les espoirs, pour y créer un monde nouveau.

ALAIN JACOB.

(1) Claude Cadart, Cheng Yingxiang, *Mémoires de Peng Shuzhi, l'envol du communisme en Chine*, collection « Témoins », Gallimard, 1983, 489 p., 95 F.

AMÉRIQUES

Venezuela

Les sociaux-démocrates d'Action démocratique auraient la majorité dans le nouveau Congrès

M. Jaime Lusinchi (social-démocrate) a gagné l'élection présidentielle avec 52,61 % des suffrages, selon les résultats officiels communiqués lundi 5 décembre par le Conseil suprême électoral. Son parti, l'Action démocratique, a obtenu 44,25 % des suffrages aux élections législatives, ce qui devrait lui assurer la majorité au Congrès. M. Rafael Caldera (social-chrétien) a obtenu 36,80 % des suffrages, et son parti, le COPEI (Comité d'organisation politique électorale indépendante, social-chrétien), a eu 28,31 % des voix aux élections législatives.

L'ancien président Rafael Caldera et le socialiste Teodoro Petkoff, candidat du MAS, sont les grands perdants des élections du 4 décembre. M. Caldera, âgé de soixante-sept ans, n'a pas réussi à remonter les 13 points d'avance que, selon les sondages, détenait sur lui M. Lusinchi. Président de 1969 à 1974, il n'aura donc pas réussi à être le premier Vénézuélien élu par deux fois à la magistrature suprême. Il a subi les conséquences de l'impopularité du gouvernement Herrera Campins, social-chrétien, bien qu'il se soit efforcé de prendre ses distances par rapport à ce dernier en se présentant comme un « *candidat national* ».

M. Jaime Lusinchi s'est engagé à former un gouvernement d'unité nationale. « *Nous avons besoin de l'aide des meilleurs Vénézuéliens* », a-t-il déclaré.

D'ailleurs, les résultats des élections consolident le système bipartite, que la gauche espérait pouvoir briser en raison du mécontentement provoqué par la crise économique. Mais la performance de la gauche est bien plus mauvaise que celle réalisée aux élections de 1978, car elle a obtenu moins de 10 % des voix. D'après les résultats officiels, il semblerait toutefois qu'elle ait mieux réussi aux élections législatives.

M. Lusinchi, qui prendra ses fonctions le 2 février 1984, a fait savoir qu'il procéderait au remplacement des directeurs de plusieurs organismes d'Etat, afin de mettre en place une politique économique cohérente. MM. Leopoldo Diaz Bruzuel, président de la Banque du Venezuela, et Humberto Calderon Berti, directeur de la Compagnie des pétroles, sont parmi les personnalités visées. – (*A.F.P., Reuter.*)

Canada

APRÈS LA PERTE DE DEUX NOUVELLES CIRCONSCRIPTIONS

Le parti québécois est en difficulté

De notre correspondant

Montréal. – La série noire se poursuit pour le parti québécois, qui a perdu le lundi 5 décembre deux nouvelles élections partielles. Le P.Q. (indépendantiste) a perdu les dix-huit scrutins organisés depuis son arrivée au pouvoir en novembre 1976. Celà, il est vrai, ne l'a pas empêché de retrouver une majorité aux élections générales de 1981. La répartition des sièges à l'Assemblée nationale du Québec est désormais la suivante : le P.Q. a soixante-treize sièges, les libéraux quarante-sept et deux députés sont indépendants.

Les circonscriptions de Megantic-Compton (sud de Montréal) et de Jonquière (nord du Québec) étaient vacantes à la suite du décès d'un député libéral pour la première et de la démission d'un député péquiste pour l'autre. La femme du député décédé, Mme Madeleine Bélanger, l'a emporté facilement, ce qui ne constitue pas une surprise.

A Jonquière, en revanche, la victoire de la candidate libérale, Mme Aline Saint-Amand, avec 52 % des voix, n'était pas prévue. La capitale de l'aluminium était en effet un « *château-fort péquiste* », comme les circonscriptions voisines, d'ailleurs. Lors du référendum sur le processus d'accès à l'indépendance du Québec en mai 1980, les électeurs de Jonquière avaient voté oui à 60 % – le plus fort pourcentage de toute la province.

La défaite du parti québécois s'explique par la lassitude des électeurs à l'égard d'un gouvernement usé par la crise économique et par les querelles avec les autorités fédérales. Les militants péquistes, en particulier les syndiqués, n'ont toujours pas pardonné au gouvernement les mesures brutales prises au début de l'année pour mettre fin aux grèves dans le secteur public. Il semble que beaucoup d'électeurs traditionnellement favorables au parti québécois se soient abstenus.

Le ministre québécois des communications, M. Jean-François Bertrand, considère néanmoins que les résultats de Jonquière constituent « *une victoire morale* », car, a-t-il déclaré, ils sont meilleurs que ne le laissaient prévoir les sondages. Mince consolation pour un gouvernement que tous les sondages donnent largement perdant (61 % des voix pour les libéraux et à peine 29 % pour le P.Q.) aux élections générales de 1985 ou 1986. Le premier ministre lui-même, M. René Lévesque, pourtant très populaire, n'obtient l'appui que de 37 % des personnes interrogées contre 46 % au chef du parti libéral, M. Robert Bourassa.

BERTRAND DE LA GRANGE.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN RÉAGIT POSITIVEMENT AUX « OUVERTURES » DU NICARAGUA

M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a réagi de façon plutôt positive, le lundi 5 décembre, à l'annonce faite la veille à Managua par le leader sandiniste, M. Daniel Ortega, d'une amnistie partielle en faveur d'indiens Miskitos et de l'organisation, dès le début de 1984, des élections promises pour 1985 au Nicaragua. Ce sont là, a déclaré M. Shultz, des déclarations « *très différentes* » de celles que formulait le gouvernement sandiniste il y a six mois.

Le secrétaire d'Etat a pourtant estimé qu'il était nécessaire d'attendre pour voir « *s'il y aura une réalité derrière la rhétorique* ». Il a renouvelé son soutien aux efforts du groupe de Contadora (Panama, Mexique, Colombie, Venezuela) pour aboutir à une solution négociée en Amérique centrale. Cependant, le dirigeant de l'une des organisations d'indiens Miskitos hostile au régime de Managua, M. Steadman Fagoth, a qualifié de « *farce* » l'offre d'amnistie des sandinistes. Le leader du Misura, qui regroupe trois tribus de la côte atlantique du Nicaragua, aujourd'hui réfugiées au Honduras, a assuré que plus de vingt-cinq mille Miskitos se trouvent privés de liberté par Managua.

Aux frontières du Nicaragua, la tension demeure très forte. Le gouvernement sandiniste a indiqué, le 5 décembre, que cinq navires de pêche avaient été attaqués par des vedettes et des avions venant du Honduras causant la mort de deux personnes. – (*A.F.P., Reuter, U.P.I.*)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• LA JUNTE MILITAIRE ANNONCE SA DISSOLUTION. – La junte argentine a annoncé, lundi 5 décembre, son auto-dissolution, marquant le début d'une série de mesures et de cérémonies au cours desquelles les militaires au pouvoir depuis 1976 vont définitivement céder la place aux nouvelles autorités constitutionnelles. Le général Nicolaides, l'amiral Ruben Franco et le brigadier Augusto Hughes, formant la quatrième junte depuis le renversement du gouvernement d'Isabel Peron, ont abandonné leurs fonctions à la tête des trois armées, faisant du général Bignone un « président » jusqu'à l'investiture, samedi 10 décembre de M. Raul Alfonsin comme trente-troisième président. (*A.F.P.*)

Bangladesh

• CRITIQUES SOVIÉTIQUES. – Dans un article publié le lundi 5 décembre, la *Pravda* a rendu responsable l'Occident, et en premier lieu les Etats-Unis, de l'« *instabilité politique* » au Bangladesh. L'organe du P.C. soviétique a affirmé que cette « *instabilité* » était due à la « *situation économique très grave* » de ce pays et à sa « *dépendance financière vis-à-vis de l'Occident et avant tout des Etats-Unis* ».

[Rappelons que le gouvernement militaire de Dhaka a récemment expulsé dix-huit diplomates soviétiques et fait arrêter des responsables politiques prosoviétiques.]

Yougoslavie

• LE PAPE EN YOUGOSLAVIE ? – Le pape Jean-Paul II devrait prochainement se rendre en Yougoslavie, a annoncé sans autre précision, lundi 5 décembre, le journal catholique croate de Zagreb *Glas Koncilia (la Voix du concile)*. Le secrétariat du cardinal Franjo Kuharic, archevêque de Zagreb et président de la Conférence épiscopale yougoslave, a précisé que le pape avait effectivement reçu deux invitations, l'une de la part des autorités yougoslaves et l'autre de la part des évêques du pays. – (*A.F.P.*)

Le Monde

politique

La mobilisation

Tiens, la gauche est descendue dans la rue ! Toutes sortes *de gens de gauche animés par* des coups de cœur en faveur de l'école publique ou de la lutte antiraciste, et pas seulement ceux qui sont censés réagir, avec plus *ou moins d'enthousiasme,* aux mots d'ordre d'appareils politiques.

Tiens, la gauche a encore une capacité de mobilisation ! Ce constat est de nature à rassurer, à deux ans et demi des élections *législatives, ceux qui s'inquiétaient* d'une apathie née de l'impuissance face au pouvoir. Sentiment naturel dès lors que l'on considère qu'un citoyen a fait *l'essentiel de son travail en* votant. Sentiment accentué par les désillusions, l'étouffoir de la crise et de sa logique qui contraint les plus résolus à la résignation : puisqu'il n'y a rien de mieux à faire que ce que fait le gouvernement, attendons, le dos rond, des jours meilleurs.

On ne mobilise pas sur la rigueur, les indices, le taux du dollar, la « crête » des deux millions de chômeurs, la modernisation de l'industrie. Les dirigeants des partis de gauche ne se sont jamais fait d'illusions sur ce point. Le clivage, pourtant réel et constamment expliqué, entre la rigueur de la droite et la rigueur *de la gauche n'est pas, sans* doute, suffisamment évident.

Restent les clivages d'ordre idéologique. La gauche y trouve la source de ses combats et les ressources de la mobilisation de ses militants. Sur le thème de la *liberté, de l'égalité, elle puise des* forces qui lui permettent d'exprimer dans la rue, concrètement, la différence. Quitte à faire valoir cette différence — c'est le cas du *débat sur l'école laïque* et l'école privée — au nom de valeurs dont on pense, à gauche, que la droite les détourne à son profit. Quitte à se réjouir sincèrement que des hommes classés à droite, tel M. Bernard Stasi, se joignent à *une manifestation pour l'égalité* et la lutte contre le racisme.

La gauche dispose donc d'une réserve de mobilisation. C'est de bon augure pour elle au moment où ses deux principales formations envisagent d'engager des *campagnes d'action communes* contre *« la renaissance des idées fascisantes et racistes »,* justement, mais aussi sur les droits des travailleurs dans les entreprises. Ce serait mieux si le gouvernement, dont elle est supposée « valoriser » le bilan et l'action, lui facilitait la tâche.

Or le premier ministre paraît usé. Il n'est pas commode de relayer l'usure. Un changement et du gouvernement et du premier ministre pourrait être de nature à *engager la « reconquête de l'opinion »* dont rêve la gauche et dont les bases ont été construites au congrès de Bourg-en-Bresse (unité des socialistes) et lors du sommet P.C.-P.S. (unité de la gauche). Encore faudrait-il qu'un tel changement soit significatif soit d'une inflexion politique, soit de la mise en place d'une équipe « *mobilisatrice* », ou des deux à la fois.

La prestation de M. Louis Mermaz, donné comme un « premier ministrable », lundi soir à Antenne 2, permet de mesurer les difficultés d'avancer un pronostic sur ce sujet. Un nouveau premier ministre pour quoi faire ? M. Mermaz considère, *comme* tous ses amis, que la politique actuelle du gouvernement est la seule possible. L'homme de la mobilisation ? Il n'a pas encore convaincu qu'il peut être le chef « charismatique » en second d'une gauche en reconquête.

Mais il nous a livré les thèmes qui, selon la gauche, peuvent permettre cette reconquête. Ou bien l'opposition conteste les « acquis » *de la majorité : celle-ci* fera alors campagne pour leur défense ; ou bien l'opposition affirmera qu'elle veut les préserver, et la majorité pourra faire valoir qu'elle a su raison.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● *Le parti républicain et les libertés.* — Le parti républicain s'apprête à lancer dans cinq villes de France — Marseille, Tourcoing, Caen, Bourg-en-Bresse et Paris — une campagne sur le thème des libertés. M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a d'autre part lancé un appel aux partis de la majorité pour organiser un grand débat sur le thème de l'immigration. Dans un rapport présenté jeudi 1er décembre à la presse, M. Pascal Clément, député (P.R.) de la Loire, a précisé que les propositions de son parti sur ce thème reposent sur trois directives : *« la clarté, la fermeté, l'humanité ».*

LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Les députés rétablissent les droits des représentants du personnel et des actionnaires minoritaires

Tenter d'intervenir avant que les difficultés que peut connaître une entreprise ne conduisent à sa disparition, *chacun, depuis le rapport* Sudreau de 1975, est convaincu que c'est nécessaire. En déposant, sur ce sujet, un projet de loi, qui, de plus, s'inspirait largement d'un texte pré*paré par le dernier gouvernement* de M. Raymond Barre, M. Robert Badinter, garde des sceaux, pouvait espérer une participation constructive de l'opposition.

En première lecture, à l'Assemblée nationale (*le Monde* des 6, 7 et *8 juillet*), *l'opposition n'avait pas* pris part au vote, à l'exception de M. Jean-Paul Charié (R.P.R., Loiret), seul député qui avait voté contre. Au Sénat (*le Monde* des 17, *18 et 19 novembre*), ce *sont les élus* socialistes et communistes qui s'étaient abstenus sur ce texte, sensiblement modifié par la majorité sénatoriale, qui l'avait alors approuvé. *En deuxième lecture,* à l'Assemblée, lundi 5 décembre, le R.P.R. et l'U.D.F. ont, cette fois, voté contre le projet, approuvé par le parti socialiste et le parti communiste.

Au palais du Luxembourg, *comme au Palais-Bourbon,* les *représentants* de l'opposition ne peuvent accepter que les élus du personnel, que ce soit par l'intermédiaire des comités d'entreprise ou des délégués du personnel, aient la possibilité d'intervenir dans les diverses procédures auprès du tribunal de commerce, que ce projet de loi met en place. Or les députés socialistes et communistes ont rétabli toutes les interventions des représentants du personnel supprimées par les sénateurs, *comme ils ont rétabli la possibilité,* pour les actionnaires minoritaires, de se grouper de façon à atteindre le seuil des 10 % du capital, leur permettant d'intervenir dans ces procédures.

Les députés R.P.R. et U.D.F., s'exprimant par la voix de MM. Georges Tranchant (R.P.R., Hauts-de-Seine) et Claude Wolff (U.D.F., Puy-de-Dôme), ont refusé la moindre atteinte à l'autorité du *chef d'entreprise ou la moindre obligation* nouvelle, fût-ce au bénéfice des commissaires aux comptes ou des présidents des tribunaux de commerce, pourtant eux-mêmes chefs d'entreprise. En ce sens, ils se sont montrés plus rétifs à une évolution que les sénateurs — ou du moins celui qui avait mené le débat de la Haute Assemblée, M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) — avaient acceptée.

Sur d'autres points, les députés de l'opposition se sont trouvés d'accord avec le rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Jacques Roger-Machart (P.S., Haute-Garonne), pour s'opposer à certaines dispositions prévues par le Sénat et concernant, notamment, les commissaires aux comptes. Il souhaitaient, néanmoins, comme les sénateurs, maintenir l'obligation de deux commissaires aux comptes, *alors que la majorité a jugé qu'un* seul suffit, ce qui permet d'alléger la charge des entreprises.

L'Assemblée a accepté de nombreuses améliorations techniques apportées par le Sénat. Elle a, par *exemple, confirmé l'interdiction* pour une société anonyme de procéder progressivement à l'augmentation de capital que lui impose le projet, et la possibilité de réduction du privilège de créance de la Sécurité sociale. Sur des aspects plus fondamentaux du texte, la majorité des députés a refusé les modifications du Sénat, notamment celle qui *imposait le secret professionnel* à tous ceux qui sont informés, à un titre ou à un autre, de la situation financière d'une entreprise. Surtout, M. Roger-Machard a tenu à rétablir *la possibilité* pour les petites entreprises, d'adhérer à un groupement de prévention agréé, qui doit leur permettre de mieux suivre leur situation économique, et à étendre les obligations de ce texte aux associations.

M. Badinter a fait préciser, malgré les réticences de la commission des lois, que ne seront concernées que les associations ayant *« une activité économique »,* ce qui exclut les comités d'entreprise, les congrégations, les syndicats, les organisations professionnelles, voire les partis politiques.

En revanche, M. Roger-Marchart et la majorité sont restés fermes dans leur volonté de voir, d'ici cinq ans, les coopératives agricoles sou*mises aux mêmes* règles de contrôle, par des commissaires aux comptes indépendants, que les autres entreprises. M. Badinter, qui était, en l'occurrence, le porte-parole du ministre de l'agriculture, souhaitait *que l'affaire fût réglée de façon plus* progressive, ne serait-ce que parce que M. Michel Rocard, dans quelques jours, doit s'exprimer devant l'assemblée générale de la confédération française de la coopération agricole. La venue de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, dans l'hémicycle, n'a pas permis que ce désaccord entre le gouvernement et sa majorité trouvât une solution transactionnelle.

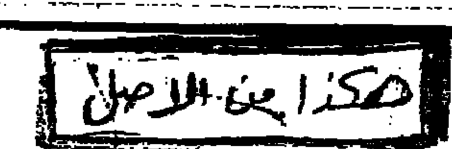
M. Badinter a été, en revanche, approuvé par la majorité lorsqu'il a fait ajouter au texte que les établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial d'une certaine taille et les sociétés natio*nales qui ne sont pas soumises* aux règles de la comptabilité publique, seront concernés par les dispositions de cette nouvelle loi et, particulièrement, par le contrôle des commissaires aux comptes. Sont ainsi visés, *notamment,* la Caisse centrale de réassurance, la R.A.T.P., la S.N.C.F., Charbonnages de France, les houillères de bassin, le Commissariat à l'énergie atomique, E.D.F., G.D.F., l'ERAP, la régie Renault, les établissements publics des villes nouvelles. Les établissements publics, les sociétés d'économie mixte et les collectivités locales ne sont pas concernés, *car ils sont déjà* régis ou par le droit commercial classique ou par la comptabilité publique.

Ainsi, comme le souhaitait M. Roger-Machart, cette loi s'appliquera *« à toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique ».*

THIERRY BRÉHIER.

● *Chez les gaullistes populaires.* — Le Mouvement gaulliste populaire (proche de la majorité), que préside M. Jacques Debû-Bridel, sénateur R.P.F. de Paris en 1948, souligne, à l'issue de sa convention nationale du 4 décembre, *« la nécessité de constituer un rassemblement le plus large possible »* autour de M. Mitterrand. Il souhaite qu'*« un véritable élargissement de la majorité présidentielle passe par la reconnaissance pleine et entière en son sein du gaullisme retrouvé ».*

● *Le budget de la région Picardie divise la gauche.* — Les élus communistes du conseil régional de Picardie, que préside M. Amsallem (P.S.), maire de Beauvais, ont refusé, lundi 5 décembre, de voter le nouveau budget proposé par les socialistes parce qu'il aurait entraîné une hausse considérable de la fiscalité. Les élus du P.C. et ceux de l'opposition ont voté, par 24 voix contre 19, une motion demandant le report *sine die* de la réunion du conseil régional.



LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

Le gouvernement n'a plus le choix « qu'entre le drame financier et le drame social »

déclare M. Chamant (R.P.R.) à propos du charbon

Le Sénat, qui doit achever, samedi 10 décembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1984, a repoussé, lundi 5 décembre, le budget de l'urbanisme et du logement (*le Monde* des 19 octobre et 9 novembre). Il n'a d'autre part adopté qu'une petite partie des crédits destinés à l'industrie et à la recherche (*le Monde* des 13 octobre et 17 novembre).

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, a confirmé une série de mesures destinées à rendre plus efficaces les aides au logement, dans le but de soutenir le secteur de la construction (*le Monde* du 3 décembre). Dans le domaine de l'urbanisme, M. Quilès a révélé que le montant de quarante-sept millions de francs, prévu pour les études d'urbanisme, risque d'être insuffisant, en raison de l'intention de nombreuses communes de se doter, plus rapidement que prévu, d'un plan d'occupation des sols. Aussi cherche-t-il les moyens d'accroître cette dotation. Il a indiqué, d'autre part, qu'un projet de loi sera prochainement déposé pour remettre en ordre les moyens financiers de l'urbanisation et améliorer les moyens juridiques mis à la disposition des collectivités locales.

Alors que la commission des affaires économiques avait donné un avis favorable aux crédits relatifs à l'urbanisme et s'en était remise à la sagesse de la Haute Assemblée pour ceux destinés au logement, comme l'indiquaient ses deux rapporteurs socialistes (MM. Maurice Janetti, Var, et Robert Laucournet, Haute-Vienne), celle des finances, par la voix de M. Charles Beaupetit (Gauche dém., Loir-et-Cher), demandait que ces budgets soient repoussés.

Pour le budget de l'industrie et de la recherche, les recommandations des commissions étaient divergentes : celle des finances laissait au Sénat le soin de les « *apprécier* », de même que celle des affaires économiques pour l'industrie ; celle des affaires culturelles, chargée de donner son avis sur la recherche scientifique et technique, et celle des affaires économiques, sur le même sujet, concluaient au rejet.

Cette dernière commission portait, également, un avis défavorable sur l'énergie. C'est ce dernier sujet qui a le plus retenu l'attention des sénateurs. Bien qu'exprimée différemment, c'est l'inquiétude suscitée par l'avenir du charbon qui a été mise en avant. « *Sujet important et d'actualité* », pour M. Raymond Dumont (P.C., Pas-de-Calais), qui juge « *provocatrice* » l'annonce d'une réduction des effectifs. Contestant qu'il n'y ait plus de réserves dans son département, il a reconnu que le budget comporte les crédits de reconversion nécessaires, mais, a-t-il dit, le gouvernement ne doit prendre aucune décision avant janvier et ne rien faire qui aboutirait à des suppressions massives d'emplois.

Mlle Irma Rapuzzi (P.S., Bouches-du-Rhône) a souligné l'effort consenti par sa région pour la « *survie* » des Houillères de Provence. Quant à M. Jean-Marie Rausch (Un. cent., Moselle), il a précisé que le conseil régional de Lorraine, dont il est le président, allait signer, ce 6 décembre, un accord avec les Houillères du bassin de Lorraine, portant sur 1 million de francs. Cette somme, estime M. Jean Auroux, secrétaire d'État chargé de l'industrie, n'est pas à la « hauteur » des priorités. De son côté, M. Hubert Martin (R.I., Meurthe-et-Moselle) a regretté que les solutions « *politiques* »... « *passent avant* » les solutions techniques.

Après avoir rappelé les propos tenus par le président de la République, M. Auroux a expliqué qu'il avait demandé à Charbonnages de France de définir un projet national et international pour « *développer en France ce qui peut l'être et mettre sur pied une politique permettant de développer une industrie paracharbonnière dynamique* ». Quant à M. Jean Chamant (R.P.R., Yonne), il a reconnu au secrétaire d'État le mérite d'avoir exposé « *sans fard* » la situation, mais, a-t-il ajouté, le gouvernement n'a plus désormais le choix « *qu'entre le drame financier et le drame social* ».

Le Sénat a repoussé tous les crédits de ce budget, à l'exception de ceux prévus au titre IV, qu'il a amputés, toutefois, de 800 000 F, somme destinée à l'École nationale d'exportation, annoncée par le conseil des ministres du 29 avril 1983 et dont M. Chamant conteste le bien-fondé. M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a relevé qu'il s'agit là d'« *une excellente idée de M. Gattaz* ». — A. Ch.

M. DUBEDOUT ABANDONNE SON MANDAT DE DÉPUTÉ

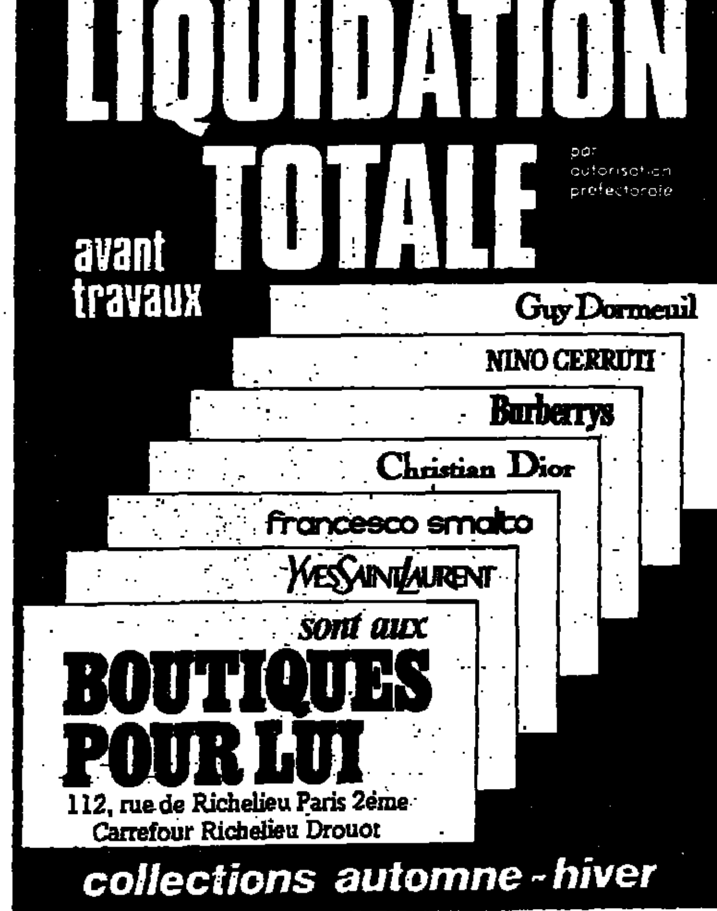
(De notre correspondant.)

Grenoble. — Après dix-huit années de « règne » sur Grenoble, M. Hubert Dubedout (P.S.) a rompu le dernier lien qui l'unissait à la ville. Quelques jours après les élections municipales de mars dernier où la liste d'union de la gauche avait été battue par celle que conduisait M. Alain Carignon (R.P.R.), M. Dubedout avait renoncé à son siège de conseiller municipal, marquant ainsi sa volonté de se retirer progressivement de la vie politique grenobloise.

Chargé, en juin, par les ministres de l'industrie et du commerce extérieur, d'une mission temporaire d'étude des problèmes énergétiques et de leurs conséquences sur la balance commerciale française, M. Dubedout a été sollicité par le gouvernement pour continuer son travail, ce qui entraîne d'office, au bout d'une période de six mois, son remplacement par son suppléant à l'Assemblée nationale, M. Bernard Montergnole.

C.-P. F.

[M. Bernard Montergnole est né en janvier 1931 ; il est maître assistant d'histoire à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Entré au GAM en 1965 et au P.S. en 1975, il fut adjoint au maire communistes d'Échirolles de 1977 à 1983. Il était le suppléant de M. Dubedout depuis 1978.]



L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DU MORBIHAN

M. Le Pen rêve de menhirs bleu-blanc-rouge

De notre envoyé spécial

Auray. — Chambardement au pays des menhirs ! M. Christian Bonnet, maire de Carnac, régnait sans partage, depuis vingt-cinq ans, sur cette deuxième circonscription du Morbihan qui s'étend de la forêt de Camors jusqu'à Belle-Île, au large de la presqu'île de Quiberon. Son destin politique local paraissait aussi immuable que ces mégalithes de granit alignés depuis des millénaires sur le territoire de sa commune. Jusqu'à ce jour de l'été dernier où l'ancien ministre de l'intérieur décida de quitter l'Assemblée nationale, se faisant élire sénateur. Pourquoi ce choix ? Certains de ses électeurs, qui sont appelés aux urnes les 11 et 18 décembre, n'ont toujours pas compris. M. Bonnet apparaît comme « *un lâcheur* » à bien des gens du « pays ». On le lui pardonnerait peut-être s'il avait bien préparé sa succession. Tel n'est pas le cas.

Non seulement les prétendants de sa famille politique, l'U.D.F., qui briguent son héritage sont au nombre de trois - ce qui fait un peu désordre après une longue pratique de la candidature unique au sein de l'opposition, - mais M. Bonnet n'a pas dit tout à fait franchement lequel mériterait le plus, à ses yeux, de récupérer le pactole qu'il a accumulé : 68,34 % des suffrages exprimés aux législatives de 1973, 61,92 % en 1978, 62,55 % en 1981, et toujours dès le premier tour.

Certes, le maire de Carnac votera en son « *âme et conscience* » - il l'a fait savoir publiquement - pour le maire d'Auray, principale commune de la circonscription, M. Michel Naël, qui a sollicité et obtenu, avec son appui, l'investiture de l'état-major national de l'U.D.F. ainsi que le soutien de la direction nationale du R.P.R., devenant ainsi, officiellement, le candidat d'union de l'opposition. Comme lui, cet ancien instituteur de l'enseignement privé, âgé de quarante-six ans, est un homme de terrain.

Mais l'ancien ministre de l'intérieur ne mène pas campagne pour le maire d'Auray. Il se déclare « *déchiré* » par la concurrence qui oppose ses « *trois amis* ». « *C'est pourquoi, indique-t-il, j'ai demandé à Michel Naël de prendre dès maintenant l'engagement de se désister si d'aventure il n'était pas, au premier tour, le mieux placé des candidats dont les convictions sont les mêmes. Cet engagement a été pris.* ».

La position de M. Bonnet demeure ambiguë. Il n'a jamais expliqué publiquement pourquoi il n'avait pas choisi comme dauphin celui qui apparaissait pourtant comme son héritier légitime, son ancien suppléant, M. Aimé Kerguéris, maire de Plouhinec, conseiller général de Port-Louis, qui a siégé pendant trois ans au Palais-Bourbon, de 1978 à 1981, alors que M. Bonnet était ministre de l'intérieur.

Vice-président du conseil général, fondateur de la SICA des producteurs de légumes du Morbihan, cet agriculteur de quarante-trois ans possède une bonne implantation dans le monde rural et peut se prévaloir des nombreux services qu'il a rendus au cours de son séjour à l'Assemblée nationale. M. Aimé Kerguéris a fait le compte : en trois ans de Palais-Bourbon, il est intervenu six mille fois sous des formes diverses. Dans sa campagne, il bénéficie par rapport à ses deux rivaux directs de l'expérience de député qui l'a conduit à être pendant cette période — il en est fier — « *la bonne à tout faire de la circonscription* ».

Le maire de Plouhinec dispose aussi du soutien des militants R.P.R. de la circonscription en désaccord avec leurs instances nationales. L'un de ceux-ci, M. Eugène Le Couviour, soixante-quatre ans, chef d'entreprise, ancien conseiller général, a accepté d'être son suppléant et les militants chiraquiens ont approuvé ce choix.

Le troisième candidat, membre de l'U.D.F., est le maire de Landévant, M. Joseph Kerguéris — un cousin du maire de Plouhinec, — conseiller général du canton de Pluvigner, animateur des clubs Perspectives et Réalités, qui était, lui aussi, fondé à espérer le soutien de M. Bonnet puisque c'est à la demande de celui-ci qu'il était allé défier en vain à Lorient, aux législatives de 1981, le député socialiste sortant de la cinquième circonscription, M. Jean-Yves Le Drian. A la fois par son style et par son discours, cet enseignant du secteur public, spécialiste de gestion des entreprises, est incontestablement, des trois candidats U.D.F., celui qui présente le meilleur profil giscardien.

Le « patron » politique de ce département solidement acquis à la droite, M. Raymond Marcellin (U.D.F.-P.R.), président du conseil général, et, lui aussi, ancien ministre de l'intérieur, se tient ostensiblement à l'écart de cet imbroglio alors qu'il avait personnellement tout organisé, au sein de l'opposition, lors des dernières sénatoriales.

« Je gagne à être connu »

La situation était donc déjà fort embrouillée quand M. Jean-Marie Le Pen intervint. Sa candidature a fait sensation. Le président du Front national s'est définitivement décidé après l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) qui a confirmé l'émergence en France d'un courant néo-poujadiste sensible à certains des thèmes de l'extrême droite. Cherchant à profiter de cette redistribution des cartes pour rafler la mise, M. Le Pen interprète comme « *un signe providentiel* » cette occasion, après Dreux et Aulnay-sous-Bois, de tenter de faire personnellement dans le Morbihan, « *la preuve par trois* » d'une audience qu'il juge croissante en France.

Car l'ancien parachutiste est, en effet, un enfant de ce pays d'Auray. Il est né en 1928 à la Trinité-sur-Mer, tout près de Carnac, et il y séjourne plusieurs fois par an, dans sa maison familiale. Fils et petit-fils de marin — son père a péri en mer en 1942, — M. Le Pen a entretenu localement de nombreuses amitiés de jeunesse. C'est la première fois qu'il brigue ici un mandat mais il espère bien que ce sera la bonne, que les électeurs de son département natal l'enverront siéger à l'Assemblée nationale, vingt-sept ans après avoir été, en 1956, l'un des principaux parlementaires du mouvement poujadiste.

Le président du Front national est tout de suite devenu l'attraction de la campagne électorale. Dans chaque localité — il les aura toutes visitées (trente-neuf), — son passage suscite un important mouvement de curiosité. Ses auditoires sont plus nombreux que ceux des autres candidats. On vient voir ce tribun qui affirme exprimer « *le gros bon sens français* », qui clame joyeusement son anticommunisme « *primaire, secondaire, supérieur, technique et viscéral* », qui ne fait qu'« *une promesse : dire la vérité, même si elle est déplaisante* », et qui prétend faire « *rêver* » les Français à « *un avenir d'espoir* », en rêvant pour lui-même à des menhirs bleu-blanc-rouge. M. Le Pen mène campagne uniquement sur les thèmes nationaux défendus par sa formation : « *chômage, matraquage fiscal, insécurité, immigration, laxisme moral, ras-le-bol !* ».

On l'écoute attentivement. Parfois on le conteste, comme ce vétérinaire qui, jeudi soir 1er décembre, à Locoal-Mendon, lui accordait le bénéfice de la « *sincérité* » mais l'accusait à la fois de « *malhonnêteté intellectuelle* » pour avoir affirmé que la France compte trois millions de chômeurs et que « *la délinquance augmente de 25 % chaque année* ». Parfois on lui reproche de « *ne jamais parler des affaires bretonnes* ». Très souvent on l'applaudit, même quand son verbe exhale la violence à l'égard de certains contradicteurs, plus vifs que d'autres, aussitôt traités de « *bolchos !* » et surveillés de près par quelques jeunes gens musclés. « *Je gagne à être connu* », déclare M. Le Pen, dont le talent oratoire impressionne ceux qui le découvrent, même s'ils ont quelquefois du mal à suivre la pensée de l'orateur.

Le score de M. Le Pen sera d'autant plus significatif qu'en cette terre bretonne les électeurs ignorent dans leur vie quotidienne l'insécurité et les problèmes relatifs à l'immigration, sur l'exploitation desquels le Front national a fondé ses récents succès électoraux. M. Le Pen, qui prend le risque, en cas d'échec retentissant, d'annihiler ces bénéfices, a engagé des moyens de propagande importants. Ses affiches sont les plus nombreuses et les plus imposantes. Son entourage manifeste beaucoup d'activité dans une campagne dont chacun s'accorde à reconnaître jusqu'à présent la bonne tenue.

La gauche locale ne paraît pas en mesure de profiter de cette dispersion de l'opposition. Le candidat de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), M. Bernard Guérin, qui mène campagne pour l'« *accélération du changement* », comptera simplement les voix autonomistes. Le porte-drapeau habituel du P.C., M. René Mory, conseiller municipal d'Auray (7,55 % des suffrages exprimés en 1981) fait consciencieusement son travail de militant. Le principal représentant de la majorité, M. Paul Baudic, candidat du P.S. (29,89 % en 1981), n'a qu'une chance théorique en cas de triangulaire au second tour, s'il y a un second tour, ce qui paraît vraisemblable compte tenu de la participation de sept candidats. Cet inspecteur central des P.T.T., quarante-huit ans, natif de Pontivy, doit recevoir, mardi 6 décembre, le soutien personnel de M. Lionel Jospin.

Vendredi soir 2 décembre, à Saint-Pierre-Quiberon, c'est M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, député du Finistère, qui était venu lui prêter main-forte. Et ils ne furent pas trop de deux pour répliquer aux interpellations véhémentes de quelques petits artisans, marins-pêcheurs, commerçants et retraités, déçus, ici aussi, que la majorité n'aille pas plus vite en besogne pour réaliser ses promesses.

ALAIN ROLLAT.

M. MERMAZ : LA FRANCE EST PLUTOT CALME

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 6 décembre à Antenne 2, lors de l'émission « L'heure de vérité », dont il était l'invité : « *La France est plutôt calme. Les chefs de l'opposition, qui n'en finissent pas de s'apercevoir qu'ils ne sont plus aux responsabilités et qui sont dans une grogne, une rogne permanentes, ne sont pas tranquilles, mais enfin la masse des Français est calme. Il y a infiniment moins de grèves aujourd'hui qu'il y en avait avant 1981. Pourquoi ? Parce que les ouvriers, même s'ils n'ont pas tout le temps satisfaction, même s'ils voulaient que ça change plus vite, se disent : c'est quand même un gouvernement qui nous comprend. Et ils se disent : S'ils ne font pas mieux, c'est peut-être parce qu'ils ne peuvent pas faire mieux. Je crois qu'aujourd'hui il y a un certain nombre de vérités qui commencent à être entendues dans les classes sociales les plus diverses.* »

Interrogé sur le résultat de la rencontre P.C.-P.S. du jeudi 1er décembre, M. Mermaz a remarqué : « *Que les communistes aient admis qu'il y avait des impératifs, qu'il était nécessaire de rétablir les grands équilibres, qu'il fallait rééquilibrer la balance commerciale, et que tout cela crée des difficultés à l'économie française et au gouvernement de l'union de la gauche, c'est vraiment un moment de vérité tout à fait nécessaire. C'est très bien que cela se soit passé ainsi.* »

Propos et débats

M. Mauroy : avis aux ministres et à l'administration !

M. Pierre Mauroy s'est rendu, lundi après-midi 6 décembre, à Lons-le-Saunier (Jura) où il a visité l'agence locale de l'A.N.P.E., bavardé avec plusieurs prospecteurs-placiers et demandeurs d'emploi, puis présidé une réunion des chefs de service de l'administration départementale.

Le premier ministre a souligné que la mise en œuvre de la décentralisation ne doit pas se traduire par une dilution de l'autorité de l'État et réaffirmé le rôle des commissaires de la République : « Il faut prendre des habitudes à partir de l'originalité de l'organisation française. Le commissaire de la République est à la fois le représentant du gouvernement et celui de chaque ministre. Lorsqu'un ministre veut appliquer sur l'ensemble du territoire une directive par l'intermédiaire de ses propres directeurs départementaux, il doit en donner l'ordre aux commissaires de la République qui le répercutent. C'est là que l'État affirmera son autorité. Sinon il y aura des incohérences et l'autorité de l'État s'affadira. » *(Corresp.)*

M. Jospin : attention à la renaissance des idées fascisantes

« Il y a une renaissance des idées fascisantes et racistes en France » *a déclaré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, lundi 5 décembre au micro de France-Inter. M. Jospin a également remarqué que certaines idées* « issues de la pensée d'extrême droite tendent à pénétrer les grands partis conservateurs ». *Le premier secrétaire du P.S. s'est félicité de la participation de M. Bernard Stasi, membre du collège exécutif du C.D.S., à la manifestation antiraciste de dimanche à Paris et il a souligné la capacité de mobilisation des forces de gauche qui s'est révélée dans cette manifestation et celles organisées en faveur de l'école publique.*

M. Marchais : la modification de la loi électorale

M. Georges Marchais a déclaré, lundi 5 décembre, sur FR 3, que la déclaration commune P.S.–P.C.F. du 1er décembre donne « pleine satisfaction » *aux communistes en ce qu'elle affirme la nécessité de* « nouvelles avancées » *pour ce qui est de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale. Le secrétaire général du P.C.F. a exprimé le regret que ne figurant pas, dans cette déclaration, ses demandes d'examen* « dès maintenant, publiquement et dans la transparence », *de la modification de la loi électorale, du redécoupage des circonscriptions législatives et de celui des cantons.*

Mme Veil : la survie de l'Europe

Mme Simone Veil a tenu à affirmer, lundi 5 décembre, que « ce qui est important aujourd'hui, c'est le sommet européen d'Athènes et les événements graves du Liban », *bien plus, selon elle, que les discussions sur le choix d'une ou deux listes de l'opposition aux élections européennes.*

« Il faut, *a-t-elle dit,* approcher ces élections dans les meilleures conditions possibles (...). L'U.D.F. réfléchit à l'opportunité d'une ou deux listes afin que la réponse donnée soit la plus conforme à une progression de l'Europe et afin que la campagne sensibilise et mobilise les Français sur un choix de société européenne de liberté, d'indépendance, de survie », *a ajouté l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, qui a précisé :* « Nous devons savoir dans quelle mesure l'Europe est capable de survivre, d'affronter les événements très graves internationaux et nationaux. »

Le Monde

société

UN CASSE-TÊTE POUR M. GASTON DEFFERRE

Les « petites semaines » des policiers

Comment appliquer la semaine de trente-neuf heures à des policiers qui n'en font parfois que trente-deux ? C'est le casse-tête que va tenter de résoudre M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, en recevant, le 8 décembre, les syndicats de policiers.

La mission des policiers ne ressemble à aucune autre : ils doivent être disponibles vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ils sont dehors par tous les temps et ils courent souvent des risques. Cela justifie quelques avantages, mais jusqu'à quel point ? Pour essayer d'y voir clair, M. Defferre a demandé au début de l'année à treize hauts fonctionnaires et à M. Michel David, aujourd'hui chef de l'inspection générale de l'administration, un rapport sur l'« *application au personnel en tenue de la police nationale de la durée réglementaire du travail* ». Leur rapport est aujourd'hui terminé. Il est sévère pour les dérogations et les statuts particuliers qui prolifèrent dans la police.

Tout le mal viendrait des brigades spécialisées, ces unités créées pour lutter contre la délinquance, mais dont l'efficacité, affirme M. David, est « *difficile à apprécier* ». Il y a les brigades de surveillance nocturne, les unités de circulation et les brigades anticriminalité. Il existe aussi des patrouilles légères de sécurité à ne confondre ni avec les unités mobiles de sécurité ni avec les unités légères de sécurité. En tout, treize brigades spécialisées sont reconnues officiellement, plus une quantité d'autres, constituées localement au gré des responsables policiers.

Ces derniers en ont pris à leur aise avec les horaires. Il n'est pas rare qu'ils aient fixé la semaine de travail à moins de 39 heures. Une liberté qui, selon M. David, « *confine souvent au laxisme* ». Ainsi, les policiers des brigades de surveillance nocturne travaillent 35 heures à Rennes, 34 h 50 à Marseille et même 32 h 45 à Aix-en-Provence (1). Dans l'ensemble, les policiers spécialisés de Marseille n'ont pas à se plaindre. Il existe, dans cette ville, une unité maritime qui ne sort en mer qu'une fois par jour et qui, souligne perfidement le rapport, « *s'est octroyé un régime d'extrême faveur avec 34 heures hebdomadaires* ».

Les conditions de travail sont sans doute plus pénibles dans la capitale qu'au large du Vieux-Port. Cela explique que les policiers parisiens et des départements périphériques aient des horaires moins lourds que leurs collègues de province. Cela va de 32 h 53 pour les compagnies motocyclistes de la préfecture de police et de Saint-Denis à... 29 h 9 pour la compagnie départementale de circulation du Val-de-Marne. De manière générale, la durée annuelle de travail des policiers parisiens correspond, compte tenu des réductions auxquelles ils ont droit, à une durée hebdomadaire de 31 h 42.

Ces bizarreries sont connues depuis longtemps. Elles préoccupaient l'ancien directeur général de la police nationale, M. Paul Cousseran, limogé après les manifestations policières du 3 juin à Paris. Dans un rapport publié partiellement par l'hebdomadaire *Minute* (2) et dont M. Cousseran ne conteste pas l'authenticité, il explique pourquoi il jugeait préférable, à l'époque, de « *donner la priorité à la lutte contre la délinquance* » plutôt que de concéder de « *nouvelles avancées sociales aux policiers* », c'est-à-dire de leur accorder des réductions d'horaire supplémentaires. A suivre cette pente, explique-t-il en substance, on risque de ne plus rencontrer beaucoup de policiers dans les rues pour prévenir la criminalité.

Les syndicats de policiers marqués à gauche ne l'entendent pas ainsi. Ayant obtenu le limogeage de M. Cousseran, ils espèrent obtenir maintenant de M. Defferre la semaine de trente-neuf heures ou la répercussion de cette mesure sur leurs horaires lorsqu'ils travaillent moins. Cet avantage leur a été « provisoirement » accordé, mais sous la forme d'un « crédit » de dix heures mensuelles en province et de six heures à Paris et dans la petite couronne. Une situation qui ne les satisfait pas et qui a eu surtout pour conséquence de désorganiser un peu plus la police en réduisant davantage encore sa disponibilité.

Les contraintes du roulement

Les suggestions du rapport David visent à remédier à cette anarchie. Il reconnaît le caractère pénible du travail des policiers lorsque ces derniers assurent leur mission vingt-quatre heures sur vingt-quatre par roulement (pendant que trois équipes se succèdent, la quatrième se repose). Les ruptures de rythme de sommeil et de vie qui en résultent *justifient*, aux yeux de M. David, les « compensations » horaires qui existent. La Fédération autonome des *syndicats de police (FASP), socialisante* et majoritaire chez les « képis », ne dit pas autre chose. La *Fédération générale des syndicats de* la police nationale (C.G.T.), qui a réuni le 30 novembre à Paris une conférence de presse pour commenter le rapport de M. David, non plus.

Pour Paris et les départements périphériques, estime ce dernier, les conditions particulières de travail (circulation, maintien de l'ordre...) et la longueur des trajets domicile-commissariat justifient des dérogations supplémentaires, même si toutes ne sont pas légitimes.

Ces avantages n'étant pas contestés, comment accorder le bénéfice de la semaine de trente-neuf heures (ou son équivalent) aux policiers, sans nuire à leur efficacité ? En premier lieu, explique M. David, en stoppant la « dérive » des horaires qui a commencé il y a quinze ans. Ensuite, en ne maintenant qu'un nombre réduit d'unités spécialisées. Actuellement, celles-ci groupent 75 % des policiers dans les petites villes et 40 % dans les grosses agglomérations. La plupart des 86 258 agents en tenue seraient ainsi de nouveau affectés à des tâches polyvalentes, sans inconvénient, estime M. David, pour la lutte contre la délinquance. L'harmonisation de leurs horaires en serait facilitée d'autant. C'est ce que M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, appelle une « *clarification nécessaire* ».

Tâches indues

Par souci de ne rien laisser dans l'ombre, M. David a remis à M. Defferre un second rapport sur l'« *utilisation des personnels en tenue de la police nationale à des tâches indues* ». Cette préoccupation n'est pas nouvelle (*le Monde* du 14 décembre et du 23 février 1978). Nombre de policiers continuent d'être affectés à l'escorte ou à la garde des *détenus* – il y en a soixante-cinq dans ce cas à Marseille, note le rapport, – à la protection de transports de fonds, à faire le planton devant une sous-préfecture ou à surveiller les sorties des écoles. M. David déplore même l'existence de sept gardiens de la paix « *faisant fonction de maître d'hôtel et d'ordonnance* » auprès de membres du corps préfectoral et du directeur de la police judiciaire... Toutes ces tâches, fait-il valoir, pourraient être assurées par d'autres fonctionnaires à moindre coût.

En 1978, un autre rapport aboutissant à des conclusions voisines avait été remis au ministre de l'intérieur. Sans résultat notable, remarque M. David. Qu'en sera-t-il du sien et des mesures qu'il préconise pour utiliser au mieux les effectifs policiers et harmoniser leurs statuts ? Le ministère de l'intérieur se refuse, pour l'instant, à tout commentaire sur ce point. Il n'est pas difficile d'imaginer que la suppression de certaines unités spécialisées, si elle est décidée, n'ira pas sans mal. A la fois parce que les syndicats de droite y sont relativement bien implantés et que les policiers menacés par cette suppression défendront chèrement leurs « *avantages acquis* ». Surtout, craint la Fédération C.G.T., parce que la « *pesanteur des habitudes* » risque d'entraver une réforme dont le principe ne peut qu'inquiéter les chefs de service des brigades spécialisées.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Cet article se réfère aux horaires *effectifs tels qu'ils ont été calculés par* M. David. L'horaire théorique des policiers est de quarante-trois heures environ selon les catégories.

(2) Numéro daté 19-25 novembre.

Ouverture du procès Paribas à Paris

La dernière transaction...

Soixante prévenus, une quarantaine d'avocats. La première audience du procès Paribas a eu lieu lundi 5 décembre (*le Monde* daté 4-5 décembre), à la première chambre de la cour d'appel de Paris.

Une nouvelle de taille a été annoncée dès cette première journée : Paribas, la banque Paribas n'est juridiquement plus en cause dans ce procès. Une transaction est intervenue à l'arraché, dimanche 4 décembre, entre elle et l'administration des Douanes, au terme de laquelle la société est désormais exonérée de toutes les responsabilités encourues dans cette affaire par la personne morale qu'elle est.

Autrement dit, Paribas, aujourd'hui nationalisé, n'aura pas à pâtir de ce débat. Plus question pour elle, à l'heure du jugement, d'une éventuelle solidarité avec ceux qui pourraient être déclarés coupables des délits reprochés. Resteront en cause, uniquement, les personnes physiques qui sont, d'une part, les clients poursuivis et, de l'autre, les dirigeants en activité au moment des faits reprochés, à commencer par M. Pierre Moussa, le P.-D.G. de l'époque. Une bonne façon de signifier que Paribas 1983 n'est plus Paribas 1980 et, surtout, d'éviter les effets pernicieux – redoutés rue d'Antin, – que n'aurait pas manqué d'avoir pour un tel groupe, dans les milieux financiers internationaux, le retentissement d'un procès comme celui-ci. Raison d'Etat, à coup sûr, et qui valait bien le prix d'une transaction de 27 millions.

Alors, sous les lourds plafonds à caissons de la première chambre de la cour, sous les allégories enchâssées d'or, entre les murs chargés de tapisseries, il ne reste plus que des hommes et des femmes auxquels on ne reproche que des fautes personnelles. Les uns après les autres, ils ont été invités à décliner leur identité, d'abord les trois dirigeants de la banque présents, MM. Jean Peynichou, Daniel Rouchy, les anciens sous-directeurs de la gestion privée, dont on a tellement parlé, et M. Pierre Moussa, l'ancien P.-D.G. Ensuite, les clients appelés par ordre alphabétique pour cette même formalité de l'interrogatoire d'identité, complété, pour chacun, par le rappel du montant des sommes que l'accusation leur reproche d'avoir illégalement transférées à l'étranger. Le plus jeune a quarante ans, le plus âgé quatre-vingt onze. Dans le nombre, vingt-deux femmes, très souvent veuves. Dans le nombre aussi, quelques malades qui ont adressé des certificats médicaux motivés par leur grand âge et les dangers que présentent les émotions fortes comme celles d'un procès.

Si M. Moussa, encore très silencieux, et ses deux anciens subordonnés vont être astreints à une présence quotidienne, les clients, eux, en seront dispensés. On leur a demandé quand même s'ils souhaitaient suivre les débats de bout en bout. Tous ont répondu qu'ils se contenteraient d'être là le jour où sera examiné leur propre cas. Pour le reste, ils préfèrent retourner à leurs affaires ou à leur retraite. Ainsi ont été faites les présentations.

Mais une affaire de ce genre ne saurait aller non plus sans le rituel débat de procédure préalable. Des conclusions ont été déposées et développées. Les uns soutiennent que la plainte du ministre du budget, déposée le 2 novembre 1981, soit près d'un an après que les Douanes eurent constaté les infractions, est irrecevable parce que le principe d'une transaction avait été admis et que cette procédure de transaction n'est pas allée à son terme. Plus exactement, aucun avis de refus de transiger n'a jamais été notifié à M. Moussa. D'autres invoquent les violations des droits de la défense. Les clients de la banque n'ont eu à connaître que la partie du dossier qui les concernait. Ils n'ont pas pu répondre, et se défendre comme ils l'auraient fait s'ils avaient pu connaître l'ensemble d'une affaire que l'on présente aujourd'hui comme une véritable organisation de fraude. D'autres, encore, contestent la validité de la visite domiciliaire effectuée par les agents des Douanes à Paribas, le 28 novembre 1980, et qui, selon eux, n'autorisait pas la saisie de documents.

La défense a ainsi posé ses premières mines. C'est maintenant à l'avocat des Douanes, partie civile, et au ministère public de les désamorcer.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LA LABORIEUSE CONSTRUCTION DE L'EUROPE DE L'ENVIRONNEMENT

« L'unanimité prend du temps »

De notre envoyé spécial

Bruxelles. – En caricaturant, on pourrait résumer les choses ainsi : en dix ans, la Communauté européenne aura produit quatre-vingt-dix recommandations ou directives, voté trois « *programmes* d'action » et abordé tous les sujets liés de près ou de loin à l'environnement. Lors de leur dernier conseil, à Bruxelles, les ministres de l'environnement des Dix ont encore passé dix-huit heures à chercher l'introuvable unanimité sur l'évaluation des risques du plomb dans l'essence ou la réglementation du transport transfrontalier des déchets toxiques. La machine européenne, pour ne pas dire le « machin », bute sur les problèmes d'environnement comme sur le reste. L'affaire des fûts baladeurs de Seveso l'aura cruellement rappelé.

Le commissaire européen chargé de l'environnement, M. Karl-Heinz Narjes (Allemagne fédérale), le reconnaît volontiers : la commission de Bruxelles a beaucoup de mal à prendre le taureau par les cornes. « *L'unanimité prend du temps* », a-t-il dit lors de la célébration officielle du dixième anniversaire du premier « programme d'action » européen concernant l'environnement qui a été adopté en novembre 1973. En outre, la « D.G.-11 » – la direction générale chargée de l'environnement – ne compte que vingt-sept fonctionnaires et son budget est sévèrement limité (M. Narjes n'hésite pas à dénoncer le « *manque de clairvoyance des autorités budgétaires* » de la Communauté...). Comment, par exemple, venir rapidement à bout de l'inventaire des produits chimiques existants, lorsque les bureaux de Bruxelles ont reçu 78 000 dossiers, faisant état de 135 000 substances ? L'inventaire ne sera publié qu'en 1985 (en anglais). Quant aux six autres langues, il faudra encore attendre.

La C.E.E., d'autre part, n'agit que par directives, c'est-à-dire « *des instruments juridiques qui n'impliquent que les gouvernements* », et non pas telle ou telle usine polluante. Pour la pollution atmosphérique, et en particulier ce qu'on appelle couramment les pluies acides, le conseil des ministres n'a encore rien pu conclure.

L'Europe serait-elle donc incapable de prendre les problèmes d'environnement à bras-le-corps ? Ce serait trop dire. Le conseil de l'Europe, par exemple, mène depuis 1961 une action persévérante pour préserver la flore et la faune des vingt et un pays membres – et même des autres qui peuvent adhérer à la convention de Berne sur la protection des espèces menacées. Les réserves naturelles « diplômées » par le Conseil de l'Europe, ayant une réputation à soutenir, mènent une politique de protection exemplaire (c'est le cas en France de la Camargue ou du parc de la Vanoise où, pourtant, les menaces n'ont pas manqué). Tout dernièrement, le Conseil aurait obtenu des autorités chypriotes la modification d'un projet menaçant une zone humide d'un grand intérêt ornithologique...

Les responsables européens de l'environnement peuvent, d'autre part, trouver à la fois un allié et un aiguillon dans le Bureau européen de l'environnement créé en 1974 et qui fédère une cinquantaine d'associations écologistes et de protection de la nature (son siège est à Bruxelles). Ce Bureau est un groupe de pression actif, mais la variété, pour ne pas dire les divergences, sévissant au sein des associations européennes ne facilite pas toujours l'action. Les Allemands « verts » n'ont d'yeux que pour le pacifisme. Les Français se débattent avec la décentralisation administrative. Les Anglais, avec Earthscan, songent d'abord au développement (du tiers-monde) ou, avec Greenpeace, à des *entreprises spectaculaires*...

Qu'il s'agisse des mouvements écologiques des ministres ou des fonctionnaires européens, Bruxelles révèle les différences, qui ne sont pas minces. La route est encore longue...

ROGER CANS.

LES DEUX FLÉAUX : LAIDEUR ET BRUIT

En majorité, les Européens préfèrent qu'on protège l'environnement, quitte à payer les produits industriels plus cher ou à freiner la croissance économique. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage fait sur l'initiative de la Communauté européenne auprès de dix mille personnes, en octobre 1982 (mille personnes interrogées dans chaque pays de la C.E.E.).

En moyenne, 60 % ont préféré l'environnement au maintien des prix, avec des pointes de 74 % pour le Danemark et de 72 % pour les Pays-Bas. Les Français font le même choix à 63 %. En revanche, seuls de la Communauté, les Irlandais préfèrent la croissance (58 %). La verte Irlande, manifestement, n'a pas encore trop souffert des pollutions industrielles...

D'une manière générale, toujours selon les résultats de cette enquête qui viennent d'être publiés à Bruxelles, ce sont les Italiens, les Allemands, les Grecs et les Belges qui se plaignent le plus de leur environnement, alors que les Danois, les Irlandais, les Britanniques et les Néerlandais se déclarent assez satisfaits. Les Luxembourgeois ne se plaignent que de l'enlaidissement du paysage et de la pollution de l'air. Et les Français, outre l'enlaidissement, déplorent la disparition des bonnes terres agricoles. Après l'enlaidissement du paysage, c'est le bruit qui apparaît comme la deuxième nuisance à tous les Européens.

Selon deux journaux espagnols

UNE ERREUR DE PILOTAGE SERAIT A L'ORIGINE DE LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE MADRID

Madrid (*A.F.P., U.P.I.*). – Une erreur de pilotage pourrait être à l'origine de l'accident survenu le 27 novembre à un Boeing-747 colombien près de Madrid. Deux journaux madrilènes, *El País* et *Diario 16*, se référant à « *une première conclusion officieuse* » de la commission d'enquête, affirment que le commandant de bord de l'avion, Tulio Hernandez, aurait pu commettre une inversion de chiffres dans l'affichage de l'altitude à observ[er] lors du franchissement de la balise radioélectrique d'alignement sur l'axe de piste située à 7,6 kilomètres de l'aéroport : il aurait pu confondre les 3 282 pieds imposés avec 2 382 pieds et aurait ainsi présenté son avion en approche finale à quelque 300 mètres au-dessous de la hauteur requise.

Les enquêteurs seraient parvenus à cette première conclusion par l'analyse de l'un des deux enregistreurs de vol, le *voice recorder*, qui renferme sur une bande magnétique sans fin les conversations échangées tant dans le poste de pilotage qu'avec l'extérieur. *El País* ajoute que le système d'alarme d'altitude se serait déclenché quelques secondes avant que le Boeing-747 touche le sol pour la première fois.

Avant de conclure définitivement, les enquêteurs doivent encore examiner le contenu de la seconde « boîte orange », le *flight data recorder*, qui enregistre en permanence le comportement de tous les systèmes de vol.

EN BREF

Les médecins hospitaliers vont connaître « leurs » décrets

MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, recevront, vendredi 9 décembre, tous les représentants des médecins hospitaliers. « *Les nouveaux projets de décrets relatifs aux statuts et aux rémunérations des médecins hospitaliers et hospitalo-universitaires avant la saisine des instances consultatives officielles* », leur seront présentés, précise un communiqué du ministère.

Les syndicats de médecins hospitaliers ont prévu d'organiser une journée de protestation, mercredi 7 décembre, pour manifester leur hostilité aux projets du gouvernement.

Cinq adolescents tués dans un accident d'autocar

Par suite du dégel, le verglas a fait une soudaine apparition, aux premières heures de la matinée du mardi 6 décembre, sur de nombreuses routes dans toute la moitié nord de la France, occasionnant des difficultés de circulation et beaucoup d'accidents.

Le plus grave d'entre eux a eu lieu dans le département de la Marne, sur la route nationale 4, à Maisons-en-Champagne, non loin de Vitry-le-François. Un autocar scolaire qui transportait cinquante-quatre élèves âgés de treize à quinze ans a dérapé et s'est renversé sur le bas-côté. Un premier bilan de l'accident faisait état de cinq tués et de trente-trois blessés.

MORT DE FROID

Après son dernier voyage en 1978, M. Mokoulo n'était pas rentré du Cameroun. Trop de nostalgie et de froid à Paris. Mais Jeanine, sa femme, quarante ans, tenait bon. Elle habitait avec ses deux enfants, Charles, dix ans, et Alain, huit ans, dans un petit logement de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Elle était secrétaire, et, tout compte fait, c'était plus vivable ici que là-bas. Mais, en 1982, la mère perd son emploi et quelques mois après les allocations de chômage.

L'équilibre est rompu. Vivre et nourrir ses enfants, assurer leur scolarité, lutter contre le propriétaire qui demande l'expulsion. Les enfants affaiblis, sans électricité, sans chauffage... Un matin, en classe, Charles s'évanouit. Une assistante sociale prévient le tribunal qui ordonne des mesures d'assistance éducative. La mère s'affole et porte ses petits dans le sous-sol d'une maison en construction à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Samedi 3 décembre, on découvre Charles mort de froid et Alain endormi près de lui, mais vivant. A côté d'eux, Jeanine, partie en quête de travail et de nourriture, avait laissé quelques aliments et de l'eau. Une information contre X est ouverte « *pour omission de porter secours à des personnes en péril* ».

Le R.P.R., les policiers et leurs meurtriers

Les députés R.P.R. viennent de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi visant notamment à « *supprimer toute possibilité de réduction de peine pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat d'agents de la force publique* ». Dans l'exposé des motifs, le R.P.R. indique qu'« *aucune révision de l'échelle des peines n'est venue tirer les conséquences (...) de la réforme portant abolition de la peine de mort* ».

D'autre part, M. Pierre de Bénouville, député (R.P.R.) de Paris, demande au garde des sceaux, dans une question écrite, « *si le châtiment suprême, jugé dissuasif au Liban, ne pourrait pas être opportunément rétabli en France, où une nouvelle et forte augmentation de la criminalité semble prouver que la dissuasion est au moins aussi nécessaire chez nous* ».

MM. Reagan et Kohl conversent avec Spacelab

Les six astronautes du vol spatial Columbia-Spacelab se sont entretenus pendant dix minutes, lundi 5 décembre, avec le président américain Ronald Reagan et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, au cours d'une conversation télévisée rendue possible par la mise en œuvre d'un système complexe de cinq satellites.

Le président Reagan a souligné l'importance scientifique de la mission, qui justifie selon lui les sommes dépensées, et il a déclaré que ce vol était une preuve éclatante de l'étroite coopération technologique et scientifique entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est également ce qu'a souligné le chancelier ouest-allemand, parlant depuis Athènes, où il participe au sommet européen.

Un an d

LA ROCHELLE :

LA BAGAGER

à destin
de

Un an d'efforts en faveur des jeunes en difficulté

M. François Mitterrand a récemment rendu hommage aux missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, créées il y a un peu plus d'un an à la suite du rapport de M. Bertrand Schwartz, professeur à l'université Paris-IX Dauphine. Il existe aujourd'hui quatre-vingt-sept missions locales couvrant un rayon d'action de onze millions d'habitants. Associations placées sous la tutelle des municipalités, les missions locales emploient des fonctionnaires mis à leur disposition par les administrations (conseillers d'orientation, travailleurs sociaux...) et des personnels contractuels. Le rôle de ces équipes est d'accueillir les jeunes en difficulté et de répondre à l'ensemble de leurs demandes concernant l'emploi, la formation, l'habitat, la santé, les loisirs, la justice...

Pour coordonner le travail des missions locales, mais surtout pour développer, à partir de leur expérience, l'action entreprise, une délégation et un comité interministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté ont été créés par un décret publié au *Journal officiel* le 23 octobre dernier. En même temps, M. Bertrand Schwartz a été nommé délégué à l'insertion professionnelle et sociale de ces jeunes. Les missions locales, soulignait le président de la République, sont *« au début de leur aventure »*. Elles ont reçu chacune de mille à trois mille jeunes au cours de leur première année d'existence.

LA ROCHELLE : redonner le goût de vivre

De notre envoyé spécial

La municipalité de La Rochelle, bonne mère, a déjà installé, dans cette école désaffectée de la vieille ville, un théâtre de l'utopie, un groupe de percussions, des associations de parents d'élèves et d'anciens combattants. Restaient disponibles deux modestes salles de classe où a trouvé place, naturellement, il y a un an, *« la mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes »*. Des locaux vétustes pour un programme ambitieux, défini par le rapport remis en 1982 au premier ministre par M. Bertrand Schwartz : prendre en charge globalement, dans quatre-vingts zones sensibles, tous les jeunes de plus de seize ans, exclus de l'école sans y être vraiment jamais entrés. Chômeurs avant d'avoir travaillé. Une dizaine de fonctionnaires détachés essayent entre autres d'aiguiller les jeunes vers les stages de formation les plus adaptés. *« On a tenté,* déclare M. Jean Tulet, ancien professeur du technique, devenu responsable de la mission locale, *de dépasser les lamentations habituelles. »*

Ce travail n'est pas une sinécure. Pas moins de trois mille cinq cents jeunes de moins de vingt-cinq ans sont au chômage à La Rochelle, qui compte 13 % de chômeurs. Mille deux cents l'année dernière passaient par la mission locale. Les affiches du ministre de la formation professionnelle, qui finance les stages proposés, ne leur promettaient-elles pas que *« plus rien ne sera comme avant »* ?

C'était beaucoup dire. Les stages après dix-huit ans sont rarissimes et, au-delà de vingt et un ans, il n'y en a aucun. Rien n'a pu être véritablement proposé cet après-midi là à Michel, vingt et un ans, et Angeline, vingt ans, parents d'un enfant et au chômage depuis un an. A lui, on a conseillé des cours du soir pour préparer ultérieurement un C.A.P. de routier. Mais où ? A elle, une place *« doublement prioritaire »* dans un stage hypothétique. Depuis le 6 août, ils ne touchent plus les 34,06 F quotidiens des Assedic. *« Quelquefois,* confiait l'assistante sociale, *on n'est pas très à l'aise ; il n'y a strictement rien pour eux. »*

Pas davantage de solution pour Marie-Pascale, vingt-quatre ans, qui voudrait depuis trois ans devenir aide-soignante. *« Et ils nous disent qu'ils nous mettent en préretraite pour libérer des emplois pour les jeunes ! »*, s'exclame sa mère ulcérée, qui l'accompagne.

Les possibilités, en revanche, sont réelles entre seize et dix-huit ans. Tous ceux qui en faisaient la demande bénéficiaient d'une formation, soit deux cent quatre-vingts l'année dernière. La mission locale éprouve de sérieuses difficultés à trouver des occasions de stages : *« On va un peu à la pêche,* admet Jean Tulet. *On est obligé d'accepter toutes les propositions. »* Un de ses collaborateurs reconnaît : *« Il y a tout et n'importe quoi, pour l'instant, parmi les formateurs, et notamment beaucoup de maîtres auxiliaires ou d'animateurs, qui voient là un débouché. »*

Certaines initiatives restent déconcertantes. Ainsi l'association Faut voir organise-t-elle dans dix communes des rencontres entre *« jeunes en insertion et créateurs »* subventionnées par le ministère de la culture. Quinze migrants de la ZUP de Mireuil auront passé vingt journées avec le photographe Claude Raimond-Dityvon, celui-ci bénéficiant par un contrat de vingt autres journées, rémunérées elles aussi à 1500 F par jour, pour ses propres recherches.

« Se représenter, c'est aussi se positionner socialement, affectivement, géographiquement, corporellement. C'est fixer les autres et « se fixer », c'est s'insérer en s'appropriant et en intervenant sur le réel », lit-on dans le texte de présentation du stage. Ce qui mériterait d'être explicité pour les jeunes migrants, à peine arrivés en France, qui tentent difficilement l'apprentissage du français. *« Leur niveau,* explique une animatrice, *va de l'analphabétisme à la 5e de transition. »* Coût de l'opération « Jeunes et créateurs » : 1,7 million de francs. La randonnée et l'équitation prévues au programme permettent, à un moindre prix, de donner à ces jeunes déracinés *« ce goût à la vie »* jugé par les animateurs partie intégrante d'un tel stage.

Dix-sept projets

A la mairie, on ne crie pas victoire (1). *« La mission locale ne saurait faire des miracles,* explique M. Denis Praud, premier adjoint au maire de La Rochelle, *mais les jeunes au moins ont trouvé là un interlocuteur. »* Egalement un défenseur auprès des autres administrations départementales, si l'on en croit les responsables de la mission locale, qui affirment : *« La parole des jeunes, grâce à nous, peut être entendue. »* Ainsi sont-ils parvenus à obtenir une subvention du conseil général pour le logement des stagiaires éloignés de leur domicile. Ils ont contribué à organiser les épreuves du *« certificat de formation générale »*, qui permet de sanctionner les stages effectués par ces jeunes, dont douze seulement l'année dernière obtenaient un C.A.P.

Enfin, ils ont l'intention cette année de sensibiliser les entreprises aux contrats emploi-formation, encore trop peu utilisés : avec quelquefois l'envie de hâter les choses en favorisant eux-mêmes les créations d'entreprises sur le terrain de l'économie sociale. Pas moins de dix-sept projets ont été élaborés, avec cette question en filigrane, désormais classique : comment passer de la « gestion sociale » du chômage à une gestion économique ?

NICOLAS BEAU.

(1) Les collectivités locales, parmi lesquelles figure la municipalité de La Rochelle, financent la moitié du budget de 900 000 F de la mission locale.

BRESSE : vaincre la solitude

De notre correspondant

Dijon. – La sixième mission locale de Bourgogne, installée dans la circonscription législative de M. Pierre Joxe (P.S.), est totalement tournée vers le milieu rural. 50 % des jeunes que les animateurs ont rencontrés depuis un an sont directement issus du monde paysan. *« Ici,* dit Michel Debost, permanent de la mission, *la marginalité ne se traduit pas nécessairement par la délinquance, mais par l'isolement. »* Plat pays de bocages, morcelé à l'infini, que cette pauvre Bresse de Saône-et-Loire. Ici, le repli sur soi-même est, depuis toujours, le seul moyen de faire face à l'adversité qui colle à la peau comme l'humidité qui monte des innombrables canaux.

Pas la moindre structure d'accueil pour les jeunes, ni à Louhans, la capitale ni à des lieues à la ronde. Et si « les études » sont entrées dans les mœurs depuis quelques années, elles n'ont guère d'autre horizon qu'un C.A.P., dont la spécialité importe moins que les aides financières qui accompagnent et suivent les études. Elles aident à boucler le budget familial...

Si le lycée d'enseignement professionnel local forme les garçons à la mécanique générale ou à la menuiserie, qui comportent encore quelques débouchés artisanaux, les filles sont vouées à la carrière d'*« employées techniques de collectivités »* ou à celle d'employées de bureau.

Deux cents jeunes sont inscrits en permanence à l'A.N.P.E. locale, mais ce n'est pas un drame, bien au contraire. On s'organise ! *« J'ai pris mon tour »*, répondaient les jeunes au Saint-Bernard de la mission locale qui essayait de faire quelque chose pour eux.

« Prendre son tour », c'est se faire embaucher dans les rares usines locales, où les contrats à durée déterminée alternent par période d'environ six mois avec le chômage. Pourquoi changer un si bel équilibre ? L'indépendance ? Le mot fait sourire. Au doux confort de l'autorité familiale, à laquelle on est rompu depuis le plus jeune âge, on ajoute maintenant une volonté de profiter de la vie, sans le moindre souci du lendemain, mais qu'importe !

La Casamance thérapeutique

A Cuiseaux, une bourgade à la limite de l'Ain, il n'y a quasiment pas de jeunes inscrits au chômage. Ils demeurent chez eux, dans l'attente de l'appel du service du personnel du deuxième salaisonnier de France, installé dans le pays, qui leur « offre » à tour de rôle du travail à la tâche. En cas d'absence, bien sûr, le jeune est rayé de la liste. Mais s'il est sage, miroite l'espoir d'une titularisation...

« On est là pour éviter les ronronnements », déclare-t-on, avec une bonne dose de courage, à la mission locale. On cite avec fierté le travail réalisé à La Chapelle-Naude, où « la Grange rouge », une vieille ferme bressanne, va être sauvée de la ruine. A Saint-Germain-du-Bois, on forme des jeunes paysagistes en créant un espace vert dans le bourg. A Cuisery, encore, ce sont les mêmes jeunes qui, après avoir quelque peu saccagé leur foyer rural, en font un modèle pour la région.

Mais on cite peut-être plus encore ce voyage fantastique effectué par les plus marginaux de ces marginaux, en Casamance, au Sénégal. *« Presque tous des analphabètes,* raconte Michel Debost. *Des jeunes pour qui venir à Louhans était une aventure. Là-bas, ils ont trouvé une utilité. Ils ont rendu service. Ils sont revenus transformés. Maintenant, tous, ils veulent faire quelque chose. »*

Faudra-t-il emmener tous les jeunes Bressans en Casamance pour résoudre leur problème d'insertion sociale ? *« On nous accuse de mettre des idées irresponsables dans la tête des jeunes »*, commente amèrement Michel Debost. Avec lui, les deux autres permanents de la mission locale mesurent parfaitement l'aspect limité de leur expérience : si rien ne change dans les écoles, si l'enseignement tel qu'on le pratique reste fermé aux innovations, on continuera longtemps de *« prendre son tour »*, à l'usine comme au chômage, à Louhans ou ailleurs.

DIDIER CORNAILLE.

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE PARIS

La « résistance » de l'Association professionnelle des magistrats

Une semaine après les « juges rouges » du Syndicat de la magistrature, environ deux cents adhérents de l'Association professionnelle des magistrats (A.P.M.) se sont réunis à Paris, le 3 décembre, au Palais de justice. C'était la première assemblée générale de l'A.P.M. depuis sa création, en avril 1982. Le ton était à la contestation. A la « résistance ».

Elle parle, la salle applaudit. Pour chauffer un prétoire, rien ne vaut Mme le professeur de droit Michèle-Laure Rassat. La phrase qui fait mouche, c'est elle. La phrase-slogan, encore elle. *« Il n'y a pas de petite et de grande délinquance. Il y a des gens qui ont une activité dangereuse »*, lance-t-elle. Applaudissements du public. *« Toute la politique judiciaire depuis trois ans repose sur la négation de l'homme. »* Applaudissements nourris. Mme Rassat est une femme lucide : elle ne répète pas avant chaque intervention qu'elle est *« apolitique »*. Elle a raison : la politique, elle nage dedans.

Mais les autres, beaucoup d'autres, brandissent leur « apolitisme ». M. Vialettes, secrétaire général de Force ouvrière-pénitentiaire, par exemple. Il dénonce *« une chancellerie qui défaille, pour ne pas dire qui déraille »*. Apolitisme, dit-il. Il s'en prend à *« une politique laxiste, démagogique, allant toujours dans le sens du détenu »*. Apolitisme toujours. M. Rémy Halbwax, policier révoqué après les manifestations du 3 juin, secrétaire général des syndicats catégoriels de la police, fait lui aussi de la politique sans le savoir. La police ? La justice ? Il constate que *« plus rien ne va dans ces deux maisons »*. Il faut donc *« essayer de se substituer à l'autorité politique qui ne joue plus son rôle »*. Il rêve d'un *« mouvement de résistance »*.

Et le professeur de droit François Terré, sur un ton urbain, s'inquiète de *« l'apparition de soviets »* au sein de l'appareil judiciaire. Il ironise sur les nouveautés *« de notre temps socialo-gramscien »* (applaudissements). M. Henri Benoit-Guyod, magistrat à la cour de Paris, raconte : *« Tel que vous me voyez, je devrais porter une étoile jaune et une crécelle au bout du bras. Je suis l'un de ces juges qui siégeaient à la Cour de sûreté de l'Etat. »* M. Jean-Michel Parlange, premier substitut à Paris, livre un autre témoignage. Il a siégé à la place du ministère public, aux flagrants délits, un samedi du mois de novembre. *« Ce que j'ai vu correspondait en pire à tout ce que je pouvais imaginer,* confie-t-il. *(...) A force de baisser la barre, il est trop facile de ne découvrir qu'une petite délinquance. »* L'oppression du temps présent est ressentie à tel point que le doyen Decocq estime qu'elle *« ouvre le droit à la résistance »*.

« Les droits de l'homme, c'est nous »

Les membres de l'Association professionnelle des magistrats seraient-ils tous des factieux qui s'ignorent ? Des hommes d'ordre outrés de l'ordre des autres ? Leur président, M. Jean Pringuez, procureur de la République adjoint à Béthune, met les choses au point. *« Ni « poignée d'excités » ni « groupe d'extrémistes », l'Association professionnelle des magistrats n'a aucunement la nostalgie du passé. »* M. Paul-André Sadon, avocat général à la Cour de cassation, ancien procureur général de la cour de Paris de 1976 à 1981, ne souffle mot.

En revanche, M. Raoul Béteille, conseiller à la Cour de cassation, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces sous le septennat précédent, va lire le rapport de l'A.P.M. sur la sécurité. Un rapport ferme qui rappelle au juge pénal qu'il est là pour punir et non pas pour se substituer à l'assistante sociale, à l'éducateur ou au psychologue. Un rapport qui se veut de bon sens : la détention provisoire doit être limitée, réduite, les prisons échapper au surpeuplement, à la vétusté, et les détenus ne pas être mêlés lorsque leurs fautes ne sont pas comparables.

Mais ces évidences ne doivent pas masquer d'autres évidences. Ainsi, il est du devoir des magistrats, selon l'Association, de lutter contre l'*« érosion de la peine »*. Cette érosion a commencé depuis plusieurs décennies et s'est accélérée depuis 1981, précise M. Béteille. Il faudrait aussi, en punissant et en réprimant promptement, que les magistrats prennent conscience qu'ils rendent aux condamnés leur *« dignité »* d'homme. Punir, n'est-pas reconnaître à l'individu la liberté de son choix, sa responsabilité ?

« Les droits de l'homme, c'est nous », a assuré Mme Rassat. *« La garantie des libertés, c'est nous et pas les autres »*, a conclu M. Béteille. Comme l'a souligné le président de l'A.P.M. en ouvrant les travaux de l'Association : *« Il est fondamental que soit réaffirmée la neutralité de la magistrature »*.

LAURENT GREILSAMER.





ÉCHECS

KASPAROV REJOINT KORTCHNOI

Ah ! les beaux jours pour les hecs. Depuis près de deux seines, à Londres, les demi-finales Tournoi des prétendants tiennent haleine les amateurs du noble : oui ou non le prodige Kasparov ait-il, comme il en a l'habitude, layer son adversaire, en l'occurrnce Kortchnoi ?

Après cinq parties la réponse était n. Après la sixième, si la réponse st pas tout à fait oui, les supporrs de Kasparov respirent. Enfin e victoire, et avec les Noirs de rcroît. Il est vrai que Kortchnoi a peu « aidé » son rival en jouant n faiblement une finale tour-pion i aurait dû se conclure par la nulé. Il n'empêche que Kasparov ait pris des risques. Les deux ueurs se trouvent à égalité 3 à 3. s six parties restant à jouer sont à pas manquer.

L'autre demi-finale, moins cotée, st pas en reste, pourtant. C'est e qui a offert les plus belles pars, ni Smyslov ni Ribli ne se ménaant. Lundi, la septième en fut la rfaite illustration. Dans une posion compliquée à souhait, Smyslov, perbe de sang-froid, a *laissé Ribli* ener une attaque de mat que ce rnier n'a pu conclure. A l'ajournement, c'est Smyslov qui a une partie gnante. S'il conclut, il mènera par atre points et demi à deux et mi. Presque une victoire définive.

Blancs : KORTCHNOI
Noirs : KASPAROV
(6e partie)
Position à l'ajournement

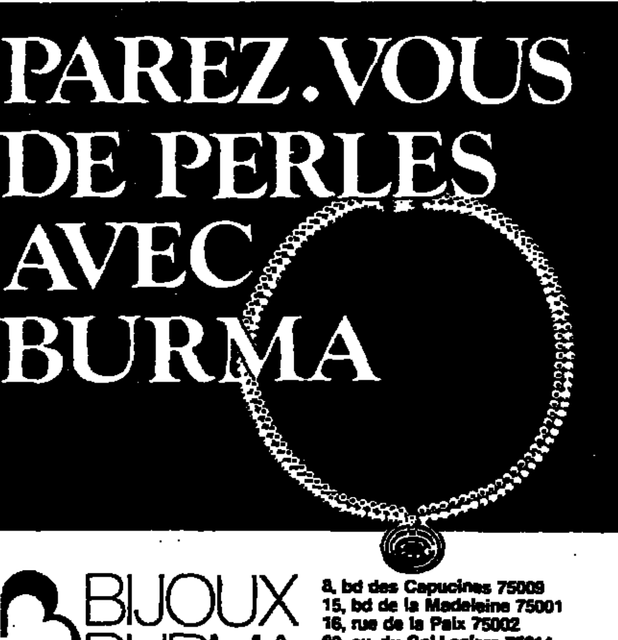
Blancs : Rd2, Ta1 et a5, Pd2, d3, f4, g4, h4.
Noirs : Ré6, Tb3, Fd6, Pa3, b4, f7, g7.

1.		Fxf4+ (1)	60.	Rf7	Td5
2.	Ré2	Tç3	61.	Td3	Rf4
3.	g5	Fç1	62.	Ré6	Tg5
4.	h5	b3	63.	d5	Tg6+
5.	Ta5×a3	Fxa3	64.	Ré7	g2
6.	Txa3	b2	65.	Td1	Ré5
7.	Ta6+	Rf5	66.	d6	Té6+
8.	Tb6	Tç2+	67.	Rd7	Txd6+
9.	Ré3	Rxg5	68.	Txd6	g1=D
0.	d5	Rxh5	69.	Té6+	Rf5
1.	Rd4	g5	70.	Td6	Da7+
2.	Tb8	g4	71.	Rd8	Ré5
3.	d6	Tç6	72.	Tg6	Da5+
4.	Ré5	Tç5+	73.	Rd7	Da4+
5.	Rf6	g3	74.	Ré7	Dh4+
6.	Txb2	Td5	75.	Rf8	Dd8+
7.	Rxf7	Txd6	76.	Rf7	Rf5
8.	Td2	Rg4	77.	Th6	Dd7+
9.	d4	Rf5	78.	Aband.	

(1) Coup sous enveloppe.

Blancs : SMYSLOV
Noirs : RIBLI
(7e partie)
Défense Tarrasch améliorée

1.	d4	Cf6	22.	Td7	Dé4
2.	Cf3	é6	23.	Dg5	Fç6
3.	ç4	d5	24.	f3	Df5
4.	Cç3	ç5	25.	Ta7	Fa4
5.	çxd5	Çxd5	26.	Té1	Tç2
6.	é3	Cç6	27.	b4	Fb3
7.	Fd3	Fé7	28.	bxa5	bxa5
8.	0–0	0–0	29.	Té4	h6
9.	a3	çxd4	30.	Dé3	Tb2
10.	éxd4	Ff6	31.	Tg4	g5
11.	Fé4	Cçé7	32.	hxg5	h5
12.	Cé5	g6	33.	Tg3	h4
13.	Fh6	Fg7	34.	Tg4	h3
14.	Fxg7	Rxg7	35.	g6	h2+
15.	Tc1	b6	36.	Rxh2	Th8+
16.	Cxd5	Cxd5	37.	Rg3	Txg2+
17.	Fxd5	Dxd5	38.	Rxg2	Dç2+
18.	Tç7	Fb7	39.	Df2	Th2+
19.	Dg4	Tad8	40.	Rxh2	Dxf2+
20.	Td1	a5	41.	Rh3	Df1+
21.	h4	Tç8	42.	Tg2	ajourné.



LE CARNET DU Monde

Réceptions

– Le conseiller de l'ambassade du Bangladesh et Mme Rashed Ahmed ont donné une réception, lundi, à l'occasion du départ de l'ambassadeur et de Mme Abul Momin.

Naissances

– M. et Mme Jules BRAUNSCHVIG,
M. et Mme Shlomo DU-NOUR,

ont la joie d'annoncer la naissance, à Jérusalem le 24 novembre 1983, de leur petit-fils,

Guilead-Baruch,

au foyer de leurs enfants Daniel et Esti.

– M. et Mme Albert GUÉRIN,
M. et Mme Gabriel GOLDSTEIN
et leur fils Jean-Charles,

ont la joie de faire part de la naissance de

Bénédicte.

L'Hay-les-Roses, le 25 novembre 1983.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Pierre BRETON,
née Colette Dory,

survenu, à Paris, le 30 décembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de
Mme Paul Braunstein,
sa sœur,
M. et Mme Philippe Braunstein
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Paul Braunstein
et leurs enfants,
M. Antoine Henry,
M. et Mme Patrice Henry
et leurs enfants,
ses neveux et nièces.
23, rue Méchain, 75014 Paris.

– Le docteur et Mme René Bosc,
M. et Mme Jean-Pierre Cabouat,
M. Daniel Cabouat,
Mme Catherine Cabouat-d'Artigues,
M. Pierre Cabouat,
M. et Mme Weissenstein,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Cabouat, Le Bail, Labaume, Plas, Dupuy et Andriè,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Paul CABOUAT,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille de la Résistance,

le 30 novembre 1983 à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu à Nîmes, le jeudi 1er décembre 1983.

11, rue Démians,
30000 Nîmes.

– Le président,
Les membres du conseil d'administration et du comité exécutif,
Le directeur général et les membres du personnel de l'Institut international des sciences administratives,
ont le regret de faire part du décès de leur collaborateur et ami,

M. Yves CHAPEL,
directeur de recherche,

survenu subitement, le 29 novembre 1983, dans sa cinquante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

– Les administrateurs
Et les permanents du Comité médico-social pour la santé des migrants ont le regret de faire part du décès de leur secrétaire général, le

docteur Henri COUDREAU.

Il était membre fondateur et administrateur depuis 1968.

– Le professeur Jacques Chrétien, *président du Comité national contre* les maladies respiratoires et la tuberculose,
Les membres du bureau du conseil de direction,
Le docteur Pierre Durieux, directeur,
Et ses collaborateurs,
Les responsables des comités départementaux contre les maladies respiratoires et la tuberculose,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Henri COUDREAU,

directeur général honoraire
du Comité national
contre les maladies respiratoires
et la tuberculose,
secrétaire général
du Comité médico-social
pour la santé des migrants,
membre du comité exécutif
de l'Union internationale
contre la tuberculose,

officier de la Légion d'honneur,
médaille commémorative
guerre 1939-1945,
croix de guerre T.O.E.,
médaille coloniale,

survenu le 1er décembre 1983 à Paris, dans sa soixante-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 5 décembre 1983 à Pénestin (Morbihan).

[Né le 31 janvier 1918 à Poitiers, le docteur Henri Coudreau a fait ses études de médecine à l'Ecole de santé navale, d'abord à Bordeaux, puis à Montpellier. Pneumo-phtisiologue, médecin des hôpitaux du service de santé des armées, médecin lieutenant-colonel des troupes de marine, une partie de sa carrière s'est déroulée outre-mer : au Vietnam, à Madagascar où il a été chef du service antituberculeux et adjoint du directeur de la santé, puis au Sénégal où il a été chef du service d'éducation sanitaire au ministère de la santé.

Le docteur Coudreau a été, de 1963 à 1965, responsable du secteur formation et recherche du Comité national d'éducation sanitaire et sociale, puis, de 1965 à janvier 1983, directeur *général du Comité national contre les maladies* respiratoires et la tuberculose. Simultanément, il a fondé le Comité médico-social pour la santé des migrants, dont il était resté le secrétaire général, et il a assuré pendant quatre ans la présidence du comité exécutif de l'Union internationale contre la tuberculose.

Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose, 66, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.]

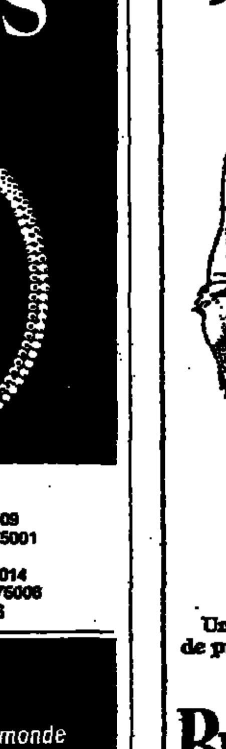
– Le docteur
et Mme Claude Bagnard
et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Rabut,
M. et Mme Albert Rabut
et leurs enfants,
Mme Henriette Cheviller-Dubois
et ses enfants,
M. et Mme Jacques Levacher
et leurs enfants,
Les familles Malleret-Bouvard,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Henri DUBOIS,
née Marie Decey,

leur tante, grand-tante et cousine, survenu le 30 novembre 1983.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 3 décembre 1983, en la collégiale de Saint-Gaudens.

Cet avis tient lieu de faire-part.





– M. et Mme André Fehrenbach,
M. Marc Berthet,
M. et Mme Michel Lachaud,
M. et Mme Jean-Marie Fehrenbach,
M. et Mme Alain Lassagne,
Ses enfants, ses vingt et un petits-enfants et ses sept arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques FEHRENBACH,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

rappelé à Dieu le 4 décembre 1983, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 décembre 1983, à 9 heures, en l'église Notre-Dame de Bellevue, 39, avenue Gallieni à Meudon-Bellevue.

1, *chemin de Panurge,*
92190 Meudon.
6, rue du Peintre-Lebrun,
78000 Versailles.
2, rue de la Ceinture, Saint-Hubert,
78690 Les Essarts-le-Roy.
Quint, 31130 Balma.
45, boulevard Deligné,
16100 Cognac.

– Jean-Claude, Arlette Lachenal
et leurs filles,
Christian, Marie-Claude Lachenal
et leur fils,
font part du décès de

Mme Louis LACHENAL,
née Adèle Rivier,
survenu, à Chamonix, le samedi 3 décembre 1983.

Une prière sera dite par le pasteur de Chamonix, à 8 heures, le mercredi 7 décembre 1983.

– M. et Mme Paul Lécharny
et leurs enfants,
Mme Jacques Lécharny
et ses enfants,
M. et Mme Bernard Lécharny
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Loup Lécharny
et leurs enfants,
M. et Mme René Hechinger
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Lécharny
et leurs enfants,
M. et Mme Roméo Agli,
M. et Mme Philippe Chaminade
et leurs enfants,
Mlle Marie-Hélène Lécharny,
Mme Marie-Ange Lécharny,
M. Michel Lécharny,
ses enfants et *petits-enfants,*
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean-Henri LÉCHARNY,
née Angèle Jacob,

que Dieu a rappelée à lui le 4 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques et l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu, le mercredi 7 décembre 1983, à 14 heures, à Boismont (Meurthe-et-Moselle) dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée le samedi 7 janvier 1984, à 10 heures, en l'église Saint-Symphorien à Versailles (78).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue de la Mairie,
Boismont, 54620 Pierrepont.

– M. et Mme François Le Guay,
M. et Mme Roger Le Guay,
M. et Mme Yves Le Guay,
M. et Mme Jean-Marie Le Guay,
M. et Mme Christian Le Guay,
M. et Mme Laurent Le Guay,
M. et Mme Powell M. Cabot,
Mme Jean Rouget,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de la

baronne LE GUAY,
née Mariette Pellé,

survenu le 5 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La messe d'inhumation sera célébrée le jeudi 8 décembre 1983, à 11 heures, en l'église de Saint-Julien-sur-Sarthe.

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 10 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 *bis,* rue Legendre, Paris-17e.

– Mme et M. Bernard Lavillat,
Mme et M. Jean Grosfilley,
Mme et M. Denis Bonnot,
Leurs enfants et toute la famille,
font part du décès de

M. Joseph LIGIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite agricole,

survenu à Besançon, le 3 décembre 1983, en sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Vuillafans (Doubs), le 6 décembre 1983.

5, rue Jean-Pierre-Bangue,
25840 Vuillafans.

[En retraite depuis 1971, Joseph Ligier aura marqué la presse franc-comtoise au cours d'une carrière journalistique commencée en 1920 à la *rédaction de « l'Eclair de l'Est », quotidien édité* à Nancy. En 1933, il prend le poste de rédacteur en chef de « l'Alsace » à Belfort et, après la seconde guerre, il contribue au lancement de « l'Est Républicain » dans le Doubs. Il n'abandonnera son poste de chef d'agence de ce quotidien, à Besançon, que pour participer en 1958 à la fondation des « Nouvelles », journal édité dans la capitale comtoise par les milieux catholiques. *Il fournit déjà à l'époque des éditoriaux* à « la Terre de chez nous », organe du syndicalisme agricole du Doubs dont il deviendra rédacteur en chef en 1960. Si l'engagement de l'éditorialiste reste présent dans la mémoire de ses lecteurs, ses confrères et, plus encore, les jeunes journalistes dont il a su guider les premiers pas avec une patience et une foi quasi paternelles garderont le souvenir d'un homme *dont les responsabilités n'avaient affaibli ni* l'intérêt qu'il portait aux autres ni la chaleureuse conviction qu'il mettait à les écouter et à les comprendre.]

– Toulon.
Mme Monique Mandrino, sa fille,
Brigitte et Jean-Milan,
ses petits-enfants,
Les familles Souplet, Puiguinier et Mandrino,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Lange MANDRINO,
née Marie-Jeanne Roubard,
institutrice honoraire,

survenu le 5 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 7 décembre 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Rue Vercingétorix,
Valbertrand, 83200 Toulon.

– Mme Jean Notin
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean NOTIN,

contrôleur général de l'armée (C.R.),
ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survenu le 1er décembre 1983.

La cérémonie religieuse, selon la volonté du défunt, a eu lieu dans la plus *stricte intimité.*

– Nous apprenons le décès, survenu accidentellement, samedi 3 décembre 1983, à Plouër-sur-Rance (Côtes-du-Nord), du

contre-amiral (C.R.)
André ROUX,
grand officier de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,

dont les obsèques et l'inhumation auront lieu jeudi 8 décembre 1983, à 15 heures, à Plouër-sur-Rance.

[Né le 7 février 1907 à Rennes et ancien élève de Navale, André Roux a participé, dès 1940, aux opérations de Norvège à bord du « Savorgnan-de-Brazza » avant de rallier les Forces navales françaises libres (F.N.F.L.) à Londres auprès du général de Gaulle. Il participe à la tentative, qui est un échec, de débarquement à Dakar, puis à la libération du Gabon. En 1941, il sert en mer Rouge et en océan Indien. Capitaine de corvette, puis capitaine de frégate commandant la 1re division d'avisos-escorteurs et le « Commandant Duboc », il prend part à des escortes de convois en Atlantique et en Méditerranée entre 1943 et 1945, date à laquelle il est nommé à la mission navale française à Londres.

André Roux a été fait compagnon de la Libération le 17 novembre 1945.

En 1946, André Roux sert comme chef d'état-major de la marine à Diego-Suarez (Madagascar) et, en 1952, il commande la 7e flottille des avisos et dragueurs en Indochine. En 1953, il commande la marine au Centre-Vietnam, à Tourane. Après plusieurs postes en France, il commande la marine à Mers-el-Kébir (Algérie) et devient, en 1961, avec le grade de contre-amiral, inspecteur des réserves de l'armée de mer. Il est placé en deuxième section (cadre de réserve) en décembre 1961.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et des T.O.E., de la médaille de la Résistance (avec rosette) et de plusieurs décorations étrangères, André Roux était grand officier de la Légion d'honneur.]

– Le personnel de la charge Thorp fait part qu'il a accompagné, avec regrets,

M. Gilbert THORP,
agent de change,

à sa dernière demeure, le 30 novembre 1983.

Remerciements

– Jacqueline Hubert,
Jérôme Hubert,

remercient très vivement toutes les personnes qui leur ont manifesté tant de sympathie lors du décès de

Michel HUBERT,

et, en particulier, le Commissariat à l'énergie atomique.

– Mme Antoine Luciani
et ses enfants,
très touchés par les nombreuses marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Antoine-LUCIANI,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien magistrat,
ancien bâtonnier,
directeur honoraire
de la Caisse nationale
des barreaux français,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui, par leur présence et leurs messages, se sont associées à leur douleur, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs remerciements émus et attristés.

Anniversaires

– **Bernard IMBERT,**
1943-1968.

Merci à ceux qui l'ont aimé de garder vivant son souvenir.

– Les amis de

Guy MADIOT

sont invités à assister à une messe qui sera célébrée le vendredi 16 décembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 36, rue Guilleminot, Paris-14e.

Services religieux

– Un office religieux sera célébré à l'église Saint-Philippe-du-Roule le mercredi 7 décembre, à 18 heures, à la mémoire des disparus de la catastrophe aérienne survenue à Madrid le 27 novembre 1983.

Avis de messes

– A l'initiative de ses amis, une messe sera célébrée le mercredi 14 décembre 1983, à 12 h 10, en l'église de la Trinité, Paris-9e, à la mémoire de

Pierre COUTIN,
directeur d'études
à l'Ecole des hautes études
en sciences sociales,

décédé le 14 novembre à Vichy.

– Une messe du souvenir sera célébrée à la mémoire de

Robert HOCQ,

le jeudi 8 décembre 1983, à 19 heures, à la chapelle de la Vierge, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine.

De la part de sa famille et de ses amis.

– A l'intention de

Mme LESEC,
née Yvette Cheze,

décédée le 9 novembre 1983, une messe sera célébrée à l'église de Lavilledieu (Dordogne), le 8 décembre prochain à 8 h 45.

Messes anniversaires

– En ce premier anniversaire du grand départ de

Charlotte HAROUX,
née Gastal,

l'O.A.B.A. *évoque son cher souvenir* auprès de tous ceux qui lui ont voué amitié, reconnaissance, tendresse.

Une messe du souvenir a été dite le 6 décembre, chapelle Saint-Roch, à Menton (Alpes-Maritimes).

Communications diverses

– Le Consistoire central et le Consistoire de Paris informent les fidèles qu'un office marquant la fin de l'année de deuil de Mme Fanny Kaplan, chevalier de la Légion d'honneur, épouse de M. le grand rabbin Jacob Kaplan, grand rabbin du Consistoire central, membre de l'Institut, aura lieu le

Lundi 12 décembre 1983, à 18 h 30 à la synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris, sous la présidence de M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France.

– Le cinquième congrès de l'Association française de finance (AFFI) aura lieu les 6 et 7 décembre 1983, à la Fédération nationale du Crédit agricole, 48, rue de la Boétie, 75008 Paris, sous la présidence de M. Bertrand Jacquillat. *La première journée sera consacrée à « L'endettement international des pays et le risque bancaire » ;* la seconde portant sur la présentation des recherches financières et bancaires effectuées notamment dans les institutions financières et dans les universités.

M. Philippe Kienast, secrétaire de l'AFFI-CESA, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas. Tél. : 965-80-00.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université de Paris-I. Mercredi 7 décembre, à 15 heures, salle O.-Gréard, M. Jean-François Baré, « Anthropo-histoire d'une région polynésienne ».

– Université de Paris-IV. Lundi 12 décembre, à 14 heures, salle des Actes, Mme Denise Alexandre-Gras, « L'héroïsme chevaleresque dans le *Roland amoureux* ».

– Université de Paris-X-Nanterre. Lundi 12 décembre, à 14 heures, salle C 26, M. Jean-Pierre Warnier, « Sociologie du Bamenda pré-colonial (Cameroun) ».

– Université de Paris-IV. Mardi 13 décembre, à 14 heures, salle des actes, M. Henri Heriard Dubreuil, « Un chemin essentiel du gothique international : Valence ».

– Université de Paris-I. Mardi 13 décembre, salle des commissions, M. Justin Daniel, « Administration locale et clientélisme : le cas de la Martinique ».

– Université de Paris-II. Vendredi 16 décembre, à 10 h 30, salle des commissions, M. Mahamane Koullou, « Energie solaire et développement : les applications possibles dans la perspective d'une politique énergétique au Sahel ».

– Université de Paris-X-Nanterre, samedi 17 décembre, à 9 heures, salle C 26, M. Milivoje Pejovic, « Proust et Dostoïevski ».

– Université de Paris-VII. Mercredi 21 décembre, à 9 h 30, salle des thèses, tour 25, M. Jean-Pierre Desportes, « L'entropie du comportement en situation d'interaction sociale ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde

MÉDECINE

Les nouveaux mystères de la chorée de Huntington

Les progrès dans le diagnostic génétique font de cette grave maladie héréditaire un « casse-tête » éthique

Au terme d'une extraordinaire enquête scientifique, une équipe de chercheurs américains et vénézuéliens a identifié la région chromosomique impliquée dans une grave maladie dégénérative héréditaire : la chorée de Huntington. Un test génétique est actuellement mis au point. Il permettra de dépister les sujets « à risque ». Or on ne connaît aucun traitement pour cette affection, qui apparaît vers la quarantaine... Ce résultat, scientifiquement remarquable, constitue un véritable « casse-tête » éthique. Il illustre aussi, à l'heure du développement des manipulations génétiques, le danger, de moins en moins théorique, du glissement de la génétique médicale vers l'eugénisme.

UN bulletin de victoire de cinq pages signé par quatorze chercheurs américains et vénézuéliens : tel est le résultat de l'enquête étonnante que vient de publier l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (*le Monde* du 12 novembre). Un résultat longuement commenté – signe qui ne trompe pas – dès la semaine suivante par son concurrent américain *Science* (1). Cette victoire, le groupe dirigé par M. James F. Gusella (Boston) ne pensait pas l'arracher aussi vite.

La chorée de Huntington tire son nom de celui de George Huntington, généraliste américain de Long Island qui, en 1878, fut le premier à en donner une description complète. A la différence de nombreuses maladies héréditaires (hémophilie, myopathies, certains nanismes), elle n'apparaît pas dans les premières années de la vie mais, le plus souvent, vers trente ou quarante ans. Le malade est alors pris d'une série de mouvements anormaux (chorée), mouvements brusques et imprévisibles. Les gestes, la démarche, deviennent vite « grotesques ».

TRANSMISSION D'UNE MALADIE HÉRÉDITAIRE A CARACTÈRE DOMINANT

I
II
III
IV

Les sujets atteints (les hommes sont schématisés par des carrés, les femmes par des cercles) sont en noir. Pour un couple dont l'un des membres est porteur de la tare génétique, la probabilité de transmission est de un sur deux (50 %). Le même scénario se reproduit lorsque l'enfant porteur se marie. Quatre générations sont ici représentées. Il ne s'agit là que de données théoriques, plusieurs modifications pouvant apparaître, dues au hasard ou à certains phénomènes génétiques comme les mutations.

Le tableau s'aggrave ensuite avec l'apparition de troubles mentaux : modification du comportement social, négligence vestimentaire, perte des inhibitions sexuelles, du pouvoir de concentration, démence. La mort du malade, devenu invalide ou grabataire, survient dix à vingt ans plus tard, quand il n'y a pas eu suicide auparavant. Ces symptômes sont la conséquence de la disparition prématurée de certaines cellules nerveuses. En dépit de récents travaux biochimiques, personne ne sait encore où situer la cause première d'une telle dégénérescence. On ne dispose donc d'aucune thérapeutique. Quant au diagnostic – souvent méconnu, – il ne peut être formulé qu'au vu des symptômes cliniques, les examens biologiques restant sans véritable intérêt.

Transmise de manière héréditaire sur un mode dominant *(voir schéma)*, la chorée de Huntington est d'autant plus fréquente (cinq à dix cas pour cent mille personnes, selon les pays) que les malades, hommes ou femmes, transmettent leur tare à leur descendance avant de découvrir qu'ils sont atteints. *« Les premiers cas de chorée de Huntington furent découverts aux Etats-Unis*, écrit le professeur Henri Péquignot, *et plusieurs auteurs ont maintenant retracé, après plus de douze générations, l'origine de la plus grande partie des victimes américaines à trois émigrants britanniques venus en 1630 du village de Bures. Il en est ainsi d'ailleurs de la majorité des cas australiens et anglo-canadiens. Plusieurs « sorcières » de la Nouvelle-Angleterre, brûlées vives au bûcher, furent*, a posteriori, *reliées aux familles choréiques (2). »*

Le travail américain a débuté en 1979, sous l'impulsion de la Fondation pour les maladies héréditaires et sa recommandation d'utiliser les techniques des manipulations génétiques pour découvrir l'origine de cette affection. *« Beaucoup étaient sceptiques, cela ressemblait à de la science-fiction »*, dit Mme Nancy Wexler, présidente de cette fondation et cosignataire de l'article de *Nature*. L'apport des techniques des manipulations génétiques fut, pour les chercheurs, décisif. Il permit, en particulier, l'utilisation de nouveaux marqueurs génétiques capables de localiser avec précision certaines zones du patrimoine héréditaire humain.

Il fallait, en outre, pouvoir disposer d'un « matériel humain » suffisant. Deux familles touchées, porteuses du gène, furent associées au programme de recherche. L'une, américaine, de quarante personnes dans laquelle, sur quatre générations, vingt-deux sont, ou ont été atteintes. L'autre, vénézuélienne, vit sur les rives du lac Maracaïbo : le gène y est apparu au début du dix-huitième siècle, avec l'arrivée d'un Européen, pêcheur ou commerçant. Reconstruit, l'arbre généalogique comporte trois mille personnes dont cent malades vivants et mille cent enfants « à risque » *(voir schéma)*. Une collaboration fut établie avec un groupe vénézuélien et des prélèvements cutanés et sanguins ramenés tous les mois à Boston, via Maracaïbo et Miami.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 14.)

(1) *Nature* daté du 17 novembre, article commenté par Mme Gina Kolata, dans *Science* du 25 novembre.
(2) *Pathologie médicale*. (Masson).

Glissement vers l'eugénisme

LES manipulations génétiques ne font plus peur. La vague d'inquiétude qui, il y a quelques années, avait conduit la communauté scientifique à décider un moratoire est aujourd'hui retombée. Personne, ou presque, n'évoque plus les risques liés aux modifications du patrimoine héréditaire des organismes vivants. Pour un peu, on dirait à la lecture des scénarios catastrophiques qui furent construits. C'est vrai, aucun film-catastrophe n'est (encore) sorti de quelques centaines de laboratoires qui, de par le monde, manipulent l'A.D.N., réalisant un gigantesque travail de carthographie moléculaire. Un travail considérable animé par l'intérêt scientifique sans doute, mais aussi alimenté par de puissants appétits financiers, tant les retombées pourraient être fructueuses.

En médecine, l'approche génétique de la pathologie porte essentiellement sur les affections héréditaires. Les perspectives thérapeutiques sont encore floues. On distingue néanmoins de mieux en mieux quelles seront les premières applications. Localiser sur l'A.D.N. humain la zone – le gène – impliquée dans une maladie, offre en premier lieu une possibilité de dépistage. Avant toute « correction » du dysfonctionnement métabolique, on dispose ainsi d'une méthode qui permet la détection des sujets « à risque ».

Compte tenu de la gravité de la plupart des maladies héréditaires, la première idée est d'utiliser ces méthodes de manière « préventive » : chez les couples connus pour être porteurs d'une tare génétique grave, grâce à l'amniocentèse on pourra diagnostiquer l'affection *in utero* et pratiquer ensuite un avortement.

S'agit-il là d'un réel progrès ? Sans rouvrir le dossier de la légitimité de l'interruption volontaire de grossesse, certaines questions doivent être posées. D'une part, les recherches sur les maladie héréditaires sont fréquemment soutenues et financées par les associations de malades ou de familles de malades. On peut penser que l'espoir que ces derniers placent dans le travail scientifique ne se limite pas au seul dépistage anté-natal, mais bien à une thérapie génétique des troubles dont ils souffrent.

Qui d'autre part fixera le seuil acceptable ou non des défauts héréditaires ? L'hémophilie, la myopathie, la chorée de Huntington, sont-elles des maladies également handicapantes ? Qui déterminera les critères du dramatique, de l'insupportable ? Les parents ? Les pouvoirs publics ? Le corps médical ? Il y a là une vraie menace qu'accentuent les progrès scientifiques et la légitimité de l'avortement. Le risque est, aujourd'hui, de moins en moins théorique d'un glissement médical et scientifique vers l'eugénisme. C'est dire avec quel intérêt on attend sur ce point les réponses que devra rapidement donner le Comité français de bioéthique que M. François Mitterrand vient de mettre en place.

J.-Y. N.

AU CONGRÈS MONDIAL DE VERSAILLES

Le monde étrange des flux ioniques et des hormones tissulaires

Un monde entièrement nouveau, celui des échanges ioniques au travers des membranes cellulaires et des hormones qui en régulent les flux, était au cœur des travaux qui ont réuni pour la première fois, au Palais des congrès de Versailles, les 17 et 18 novembre, sous la double présidence du professeur B. Samuelsson (prix Nobel de médecine en 1982) et de D. Tosteson (doyen de la faculté de Harvard), plus de cinq cents chercheurs venus du monde entier.

Un titre étrange : « Premier colloque mondial sur les icosanoïdes et les transports ioniques », a sanctionné l'efflorescence de travaux qui ouvrent, depuis ces toutes dernières années, des perspectives inédites et riches de promesses pour la compréhension et le traitement d'affections apparemment très diverses, allant de l'hypertension à la sclérose artérielle, des troubles rénaux aux maladies inflammatoires ou allergiques.

Cette manifestation, organisée par les docteurs Ricardo Garay et Pierre Braquet, a vu, par ailleurs, la naissance d'une nouvelle société savante, le Club européen des membranes biologiques.

ON nomme « icosanoïdes » la famille des composés dérivant d'un acide gras, l'acide arachidonique, qui est incorporé dans les couches lipidiques de toutes les membranes cellulaires. Cette « famille » comporte des éléments prestigieux, dont les noms sont devenus connus de tous depuis les découvertes qui ont valu à leurs auteurs une série de prix Nobel et à l'industrie pharmaceutique des approches thérapeutiques inédites. Il s'agit des fameuses prostaglandines, ou hormones agissant localement et à très faibles doses (dix picogrammes par millilitre, soit environ une molécule par cellule) sur des éléments tissulaires précis, mais extraordinairement variés, allant des vaisseaux sanguins à l'estomac, aux bronches, aux reins et aux organes génitaux, pour ne citer que ceux-là. Après l'isolement d'une dynastie de prostaglandines aux actions diverses, vint la découverte de la prostacycline, qui s'oppose aux méfaits de l'athérosclérose, et des thromboxanes, qui stimulent au contraire les spasmes vasculaires et la formation de caillots (résultant de l'agrégation des plaquettes, ou petites cellules sanguines dont le rôle est essentiel dans l'arrêt des hémorragies, mais aussi la constitution d'embolies, car elles constituent le noyau de la coagulation).

En somme, des actions diamétralement opposées, et qui firent penser aux chercheurs qu'ils tenaient, avec la famille des icosanoïdes, les principaux agents permettant de maintenir l'équilibre du milieu tissulaire, notamment par l'ajustement des micro-circulations irriguant les ensembles cellulaires.

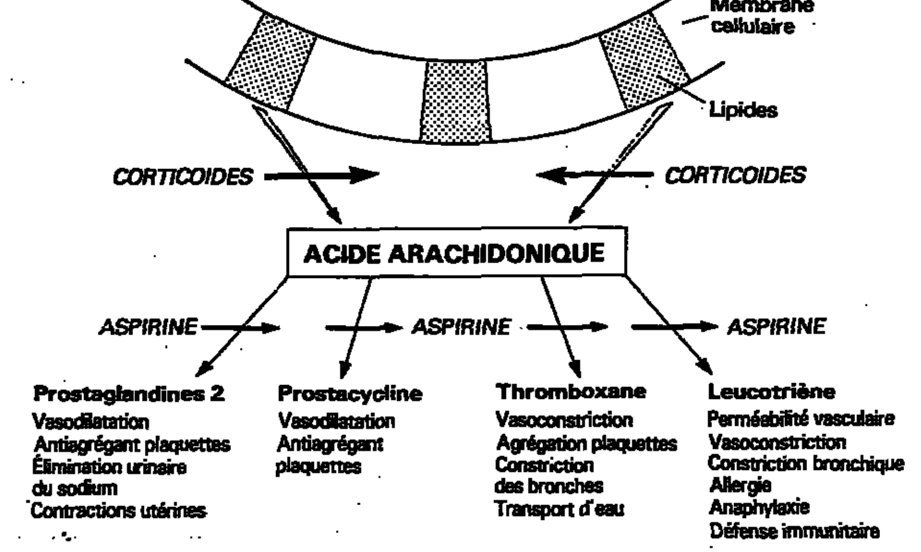
Beaucoup plus récemment, et toujours dans cette même famille chimique, des agents responsables des réactions d'inflammation ou d'allergie furent isolés. Il s'agit des leucotriènes (trouvés dans les globules blancs du sang), qui jouent un rôle fondamental dans les réactions anaphylactiques ou inflammatoires, notamment dans celles qui suivent une obstruction vasculaire (nécrose des cellules cérébrales ou cardiaques après une « attaque » ou un infarctus. A quantités égales, les leucotriènes sont dix mille fois plus puissants que l'histamine, dont le rôle dans les différentes réactions allergiques était connu de longue date.

Tous les grands laboratoires mondiaux recherchent à présent des inhibiteurs des leucotriènes, afin de bloquer les phénomènes allergiques et inflammatoires, car ces substances seraient infiniment plus efficaces que les anti-histaminiques ou anti-inflammatoires dont on dispose actuellement.

On sait à présent que les corticoïdes (ou dérivés de la cortisone), les plus célèbres des anti-inflammatoires, agissent en bloquant toute la « cascade de l'acide arachidonique », en entravant la libération de cet acide gras au niveau de la membrane cellulaire, et donc la production de tous ses dérivés, des prostaglandines aux leucotriènes.

L'aspirine et un autre anti-inflammatoire célèbre, l'indométacine, bloquent quant à eux une partie de cette « cascade » (la production de prostaglandines), mais pourraient favoriser la formation de leucotriènes, d'où une certaine potentialisation des phénomènes allergiques par ces médicaments.

Les rhumatologues placent de grands espoirs dans la découverte d'agents inhibiteurs des leucotriènes, où ils voient la solution thérapeutique à de nombreuses affections, notamment l'arthrite rhumatoïde.



Les corticoïdes bloquent toute la cascade.
Les anti-inflammatoires du type de l'acide acétylsalicyfique (aspirine) laissent intacte la synthèse des leucotriènes.

La pompe à sodium

La découverte très récente, par un groupe de chercheurs français (1), d'une interaction entre les groupes des diurétiques agissant sur l'élimination du potassium et certains anti-inflammatoires (l'indométacine, qui est un inhibiteur des prostaglandines) a ouvert la voie à une série de recherches majeures prouvant les liens étroits existant entre la famille de ces hormones étranges que sont les dérivés de l'acide arachidonique – prostaglandines en tête – et les mouvements des ions aux travers des membranes cellulaires.

La vie des cellules est, pour une large part, commandée par ces mouvements ioniques, par l'entrée ou la sortie, au travers des micro-canaux des membranes, du sodium, du potassium et du calcium notamment. Les différents gradients de ces ions, de part et d'autre des membranes cellulaires, produisent de l'énergie électrochimique qui sert aux multiples activités nécessaires à la vie cellulaire.

Or on vient de découvrir que toute modulation – d'origine ionique – de ces potentiels de membrane provoque de grandes variations dans la sécrétion des icosanoïdes, inhibée par une dépolarisation, stimulée par une charge excessive.

Le rôle important que jouent, notamment dans la genèse de l'hypertension, les anomalies de ce système de transport ionique, du sodium et du potassium, ne cesse de faire l'objet d'approches plus précises qui, en fonction de leur nature exacte, commanderont des techniques thérapeutiques très diverses et très spécifiques des diverses formes d'hypertension.

Les liens entre la famille des prostaglandines et les flux ioniques sont illustrés, par exemple, par l'élucidation du mécanisme par lequel l'aspirine déclenche des brûlures (voire un ulcère) de l'estomac. Le plus banal et le plus anciennement connu des anti-inflammatoires entrave la sécrétion des prostaglandines, entrave qui perturbe à son tour les flux ioniques, qui régulent l'équilibre acide-base de l'estomac et la sécrétion du mucus naturel protégeant sa paroi.

La trinitrine, largement utilisée en cardiologie, et certains diurétiques stimulent la synthèse de la prostacycline... laquelle participe à la régulation des flux ioniques membranaires.

Les recherches pharmaceutiques sont depuis peu très actives dans cette voie radicalement nouvelle, et l'ubiquité d'action de ces hormones de protection tissulaire expliquent que ces recherches s'orientent aussi bien vers la mise au point de réparateurs des désordres vasculaires (pour la restauration des tissus après un infarctus, un écrasement vasculaire, une thrombose cérébrale ou une gangrène des membres), que de restaurateurs du rythme cardiaque ou de protecteurs de la muqueuse gastrique.

Les plus grands espoirs préventifs et thérapeutiques concernant ce mal du siècle qu'est l'athérosclérose reposent, ont estimé les chercheurs réunis à Paris, sur le maniement des dérivés de l'acide arachidonique. *« Leur avenir*, dit le professeur McGiff (New-York), *est sans limite... »* Ils constituent, en quelque sorte, les plus importants mécanismes de défense dont dispose l'organisme pour protéger l'intégrité de ses fonctions et de ses équilibres cellulaires...

Ainsi s'explique le succès rencontré par le premier colloque mondial organisé sur un thème dont l'intitulé est, en lui-même et pour l'instant, une énigme pour la majorité des médecins, mais qui ne manquera pas de leur devenir d'autant plus familier que les équipes de recherche françaises jouent un rôle majeur dans son développement.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) MM. Pierre Braquet (Paris), Ricardo Garay (Paris), Carol Deby (Liège), Jacques Larrue (Pessac) et René Bourgain (Bruxelles).

CHARGES EN HAUSSE, PRIX BLOQUÉS

L'hospitalisation privée s'estime menacée dans son existence

L'hospitalisation privée en France est menacée dans son existence, tout comme les écoles libres : telle est la thèse qu'ont défendue les responsables de la branche (1) et les représentants des principaux syndicats médicaux lors des premières Journées internationales de l'hospitalisation privée à Paris.

***Venu exposer son point de vue sur ce sujet,* M. Jacques Chirac a souligné, lui aussi, son inquiétude quant au devenir de l'hospitalisation privée, menacée, *a-t-il estimé, d'une « asphyxie lente mais certaine »* par l'attitude *« constamment défavorable »* que lui opposent les pouvoirs publics.**

L'HOSPITALISATION privée représente en France *quelque* 37 % du parc hospitalier, soit plus de 180000 lits, dont 98 % sont « conventionnés ». Mais elle prend en charge plus de 60 % des malades hospitalisés : en effet, la « rotation » des patients y est plus rapide, de loin, que dans le secteur public et elle comporte une importante proportion de lits de chirurgie et d'obstétrique où les séjours peuvent être relativement brefs.

Ce secteur connaît, depuis plus de *dix ans, de graves difficultés* économiques qui tiennent non pas à une activité insuffisante, bien au *contraire, mais au blocage des prix* de journée, fixés par l'administration selon un schéma qui diffère *totalement de celui du secteur* public. Alors que dans ce dernier, jusqu'à présent, les prix de journée *étaient fixés essentiellement* sur la base des dépenses de l'année précédente, dans le secteur privé ils le sont *exclusivement sur décision* du ministère des finances. D'ailleurs, la réforme du financement de l'hôpital public, *à savoir la mise en œuvre* à partir de 1984 du « budget global », prospectif et non plus rétrospectif, *ne s'appliquera qu'au secteur public.*

Les responsables de l'hospitalisation privée ne demandent pas qu'une telle méthode leur soit appliquée. Mais ils dénoncent depuis des années l'injustice d'un système qui les place en position défavorable par rapport à celle de l'hospitalisation publique. D'autant plus défavorable, disent-ils, que les hausses de salaires et de T.V.A. s'appliquent aux cliniques comme aux autres secteurs de l'économie, mais que les prix de journée n'ont pas subi dans le même temps les réévaluations correspondantes.

En outre, ajoutent-ils, toute ouverture de lit, toute acquisition d'équipement lourd, sont subordonnées à l'autorisation administrative. L'ampleur du coup de frein qu'a subi ce secteur depuis plusieurs années n'est niée par quiconquee. Personne ne nie non plus que les services qu'offre le secteur privé sont, à qualité comparable, moins onéreux pour la collectivité que ceux que fournit l'hôpital public. Celui-ci rétorque qu'il est investi – à la différence du secteur privé – de charges d'enseignement et de recherche qui pèsent sur les coûts. Bien des cliniques privées répondent qu'elles revendiquent une égalité de charges, y compris dans ces deux domaines, mais une égalité, aussi, de droits.

Les congressistes réunis à Paris se sont livrés à un véritable réquisitoire sur la politique menée à l'égard de leur secteur, politique que le gouvernement actuel n'a pas inaugurée, disent-ils, mais *« aggravée »*. M. Jacques Chirac déclara, devant un auditoire qu'il n'était nul besoin de convaincre, que l'on assistait à un *« étranglement sélectif »* du secteur privé au bénéfice de l'hôpital public alors que ce dernier, pourtant, gagnerait à cultiver une certaine complémentarité. Le président du R.P.R. s'est, en outre, livré à une vive critique des actuels projets de réforme hospitalière dont la philosophie, a-t-il dit, se résume en ces termes : *« Inversion des hiérarchies, prolétarisation du personnel médical, montée en puissance des féodalités bureaucratiques et syndicales, abandon de la priorité du service du malade... »*

Le discours politique ne laisse certes pas indifférents les responsables d'une branche qui s'estime menacée. Mais il ne résume pas l'expression de leur inquiétude, qui déborde largement les clivages politiques traditionnels.

En outre, cette inquiétude n'est nullement étrangère à celle qu'expriment dans leurs protestations les internes et chefs de cliniques. Ceux-ci savent, en effet, que leur principal débouché se trouve dans l'hospitalisation privée, et craignent fortement un effondrement, à terme, de cette branche.

Le gouvernement a souligné à maintes reprises son ouverture à cette question, et ne nie pas l'ampleur du problème. Il estime qu'effectivement la situation des prix de journée respecte des normes très strictes : une hausse de 8,5 % par exemple a été autorisée en 1983. Il souligne qu'il veut absolument éviter un effondrement de cette branche, car celle-ci, d'une part, prend en charge une forte partie de l'hospitalisation, d'autre part, répond au principe du pluralisme qu'il souhaite défendre. Mêmes droits, mêmes devoirs, aime à répéter sur ce sujet M. Pierre Bérégovoy. En outre, il convient de mettre en place, pense encore le gouvernement, des conditions de fonctionnement qui fassent cesser *« l'ignorance mutuelle »* du public et du privé.

Jusqu'à présent, le discours officiel a manifestement *laissé* sceptiques les responsables de l'hospitalisation privée. Ceux-ci savent que le gouvernement prépare pour le printemps un projet de loi réaménageant la planification hospitalière. Sans doute la réunion de Paris était-elle destinée à montrer aux pouvoirs publics et à l'opinion la vitalité de ce secteur et son refus de se voir *« sacrifié à l'idéologie »*.

C. B.

(1) C'est-à-dire la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée, que préside le docteur Alfandary, et l'Union hospitalière privée, qu'anime M. Daniel Hébert. Les responsables des établissements à but non lucratif, qui représentent environ un tiers de la branche, n'étaient pas représentés comme tels.

ÉVÉNEMENT ET VIE PSYCHIQUE

Le domaine de l'imprévisible

Comment un événement agit-il sur la vie psychique ? Chacun peut observer que les répercussions d'un drame sont parfois – en apparence – minces sur ses victimes alors qu'un fait d'allure anodine peut exercer des ravages.

Bref, qu'il n'existe pas, dans ce domaine, de logique immuable, que l'imprévisible déroute fréquemment ceux qui tentent de prévenir *ou de guérir*. C'est sur ce thème – « Événement et psychopathologie » – que le laboratoire de psychologie médicale de l'université de *Lyon-I vient d'organiser à Lyon,* sur l'initiative du professeur Jean Guyotat, un colloque (1) au cours duquel psychiatres et psychanalystes ont tenté de dénouer cet écheveau.

LA recherche sur l'impact des événements dans l'évolution de la vie psychique n'est pas nouvelle. Mais elle était demeurée, avant l'émergence de la psychanalyse et la découverte de l'inconscient, étroitement causale et influencée par l'observation des comportements constatés lors des catastrophes naturelles, des guerres ou des traumatismes individuels. Le tremblement de terre de Lisbonne, au XVIIIe siècle, avait provoqué les réflexions amères de Voltaire, et celui de Messine, en 1908, soulevé l'*interrogation des médecins* devant l'attitude parfois paradoxale des survivants.

La découverte de la psychanalyse devait fournir au même moment une voie d'accès nouvelle aux comportements des victimes des traumatismes et, plus généralement, permettre une réinterprétation des événements – individuels ou collectifs – à partir du décodage de la vie psychique antérieure du sujet. En effet, dans ses premiers travaux, Freud, rompant avec les explications *héréditaires* de l'hystérie – comme de l'ensemble des maladies mentales – qui prévalaient à l'époque, en *avait alors élaboré une conception* traumatique. L'hystérie est provoquée *« à distance »*, pensait-il, par un traumatisme subi dans la petite enfance, et plus particulièrement par un traumatisme sexuel. Cette conception avait soulevé, en son temps, des réactions scandalisées.

Ses travaux ultérieurs conduisirent Freud à une conception élargie de cette théorie première. Les traumatismes *ont certes leur importance* sur l'évolution de la vie psychique, mais ils n'exercent leur action lourdement pathogène que *s'ils* sont repris, réinterprétés, réactivés par la vie fantasmatique du sujet, donc s'ils restent *« actuels »* ; et cela même s'ils ont été d'une importance *« objectivement »* minime. Ainsi peut avoir joué comme *« traumatisme »* un incident mineur, mais qui a, en son temps, débordé les capacités d'intégration du sujet et envahi sa vie psychique, annihilant ses capacités de défense. A la limite, constatait Freud, le traumatisme peut n'avoir pas existé dans les faits, mais seulement dans le fantasme et exercer tout autant d'effets dévastateurs.

Cette théorie devait se confirmer, s'affiner, tout au long de la vie de Freud, *notamment* lorsqu'il travailla, au cours du premier conflit mondial, sur les traumatismes de guerre et *lorsqu'il paracheva ses travaux* sur le rêve, le rêve qui peut s'interpréter comme une tentative de réactualiser le traumatisme et de le maîtriser.

Le « miracle » de la parole

Cette conception psychanalytique de l'événement – exposée au colloque de Lyon, notamment par les professeurs Jean Guyotat, Daniel Widlöcher, Pierre Fédida et Jacques Caïn – s'est affinée davantage encore au cours des dernières décennies. Ainsi, a souligné le professeur Widlöcher, l'association libre – règle essentielle de la cure psychanalytique – *« nous fait découvrir des événements mentaux, accessibles à la conscience »* grâce au transfert. Car la psychanalyse provoque à son tour ces *« événements internes »* qui permettent au sujet de réinterpréter les éléments du passé et de cesser d'en être l'esclave.

C'est dans cette logique que Mme Julia Kristeva, linguiste et psychanalyste, devait situer son intervention. Pour qu'un événement, a-t-elle souligné, joue dans la vie psychique un rôle structurant, et non destructeur, c'est-à-dire pour qu'il constitue une « révélation » pour le sujet, il faut que celui-ci, tout d'abord, brise le mécanisme de la répétition du symptôme. Et ce, grâce au transfert sur un autre appareil psychique qu'autorisent la psychanalyse ou l'état amoureux. C'est, a ajouté le professeur Louis Crocq (service de santé des armées, Lyon), *« le miracle maïeutique de la parole, à la fois révélatrice pour soi et informative pour l'autre », « miracle »* qui, comme l'avait dit Freud dès 1918, permet seul de donner un sens à l'événement, celui du *passé* et celui d'aujourd'hui.

Si l'événement porte en lui une telle charge dans l'évolution de chacun, le phénomène est bien évidemment amplifié, décuplé, dans deux types de situation.

● Lorsqu'il a pris une dimension collective catastrophique qui ne peut qu'ajouter aux phénomènes individuels. Comme l'a souligné le professeur A. Tatossian (Marseille), l'événement n'a aucune prise en dehors du sujet qui lui donne son sens, mais il n'en existe pas moins, et certaines catastrophes, qui cumulent les effets d'un drame pour le groupe et d'une tragédie pour l'individu, sont bien entendu particulièrement dévastatrices. Ainsi Mme Judith Stern et le professeur Maoz (Israël) ont-ils traité des syndromes parfois déroutants que présentent, aujourd'hui encore, certaines victimes des persécutions nazies. Mme Stern a cité le cas d'une immigrée d'origine hongroise, *déportée* à l'âge de quatorze ans à Auschwitz, où elle vit sa mère partir pour la chambre à gaz, et qui, établie en Israël où elle fonda un foyer, ne manifesta durant quarante ans aucun signe psychopathologique particulier. Quarante ans plus tard, c'est-à-dire très récemment, cette femme exprima une angoisse extrême et put enfin verbaliser tout ce qui avait été muré dans le silence pendant des décennies. *« D'Auschwitz,* dit-elle, *je n'ai que des souvenirs en noir et blanc. Ce souvenir vit avec moi, c'est mon ombre, mais au lieu d'être derrière moi, elle me précède et m'engloutit. »*

Mais, ont noté Mme Stern et M. Maoz, il n'existe aucune règle dans les comportements post-concentrationnaires. Certains survivants, peu nombreux, n'ont jamais pu se réadapter à la vie normale. D'autres ont présenté un comportement *« hyperadapté »*, une volonté farouche d'activité, un goût de la réussite économique, qui masquait *parfois une dépression sous-jacente,* une frénésie du secret à l'égard de leurs propres enfants, ou bien, au contraire, un besoin irrépressible de raconter, inlassablement, les épisodes de la persécution, de la fuite et du camp.

● Dans un deuxième type de circonstance, l'événement, même mince en apparence, peut prendre un relief très particulier : il s'agit de la pathologie mentale *manifeste*, qui peut donner à tout fait du réel une dimension inattendue. Ainsi, a souligné le professeur Thérèse Lempérière, *« constatons-nous que les accès schizophréniques sont souvent précédés d'une chaîne d'événements en partie induits par le malade »*. L'hospitalisation psychiatrique elle-même, a ajouté le professeur Tatossian, événement dans la vie du malade, apparaît bien souvent comme un élément dans sa stratégie spontanée d'adaptation au réel. Aussi les psychiatres tentent-ils aujourd'hui d'établir des méthodes d'évaluation des événements vitaux pour pouvoir tenter de prévenir leurs répercussions pathologiques. Ces répercussions peuvent en effet se situer sur un registre ouvert presque à l'infini : de la tentative de suicide à l'éclosion d'une maladie organique grave, à l'accident, à la dépression, latente ou masquée, etc.

Cet effort d'interprétation de l'événement se situe ainsi aujourd'hui, d'une part, dans la droite ligne des enseignements de la psychanalyse, qui fournit des clés essentielles de l'interprétation ; d'autre part, dans la recherche des éléments *« objectifs »*, quantifiables, qui jalonnent une vie humaine. L'une et l'autre démarches apparaissent ainsi fondamentalement liées à ce que Jean-Paul Sartre dénommait la recherche de la *« vérité sur Cythère »*.

CLAIRE BRISSET.

(1) Ce colloque était placé sous le coparrainage de l'Organisation mondiale de la santé, de la Société Rhône-Alpes de psychiatrie et du laboratoire de psychologie médicale de l'hôpital neurologique de Lyon.

Les nouveaux mystères de la chorée de Huntington

(Suite de la page 13.)

Des cellules furent ainsi recueillies sur cinq cent soixante-dix personnes puis étudiées en laboratoire. Aujourd'hui, les chercheurs ont la certitude d'avoir identifié une zone chromosomique située à proximité immédiate du ou des gènes responsables de la maladie. *« Ce résultat,* commentent-ils, *est le premier pas dans l'utilisation des techniques de recombinaisons génétiques en vue d'identifier le défaut primaire génétique de cette affection. » « Il change radicalement la recherche sur la chorée de Huntington »*, dit Mme Wexler. Pour l'équipe américaine, l'identification du gène n'est plus qu'une question de temps : celui *que demandera l'analyse complète* des régions chromosomiques voisines.

Restent les *problèmes* humains, présents et à venir. Grâce à ce travail, on disposera prochainement d'un test *permettant* de dire *qui*, dans les familles « à risque », sera victime de l'affection. Le même dépistage sera possible, appliqué à la période anté-natale, grâce à la technique de l'amniocentèse. On peut aussi, d'ores et déjà, imaginer des situations nouvelles et difficiles ; *comme celle où un homme « à risque »* ne désirant pas bénéficier de ce test apprend que l'enfant dont sa *femme est enceinte* est un *malade* en attente...

Par précaution, les chercheurs n'ont pas publié dans *Nature* tous les résultats dont ils disposent sur les jeunes enfants des familles étudiées. Le feront-ils ? Jusqu'à quand l'anonymat pourra-t-il être conservé ? L'identification à venir du gène permettra-t-elle la mise au point d'une thérapie génétique ? N'en restera-t-on pas au stade du dépistage ? La Fondation pour la recherche sur les maladies héréditaires a déjà constitué un groupe chargé d'édicter des règles pour l'utilisation du procédé américain, qui, rappellent les chercheurs, n'est encore qu'un outil de recherche. Que deviendront ces règles quand ce test pourra être mis à la disposition de tous ? Qui sera jugé responsable des suicides éventuels de ceux qui sauront, *avec quelques années d'avance,* la fin qui les attend, voire celle qui attend certains de leurs enfants – et *qui jugeront ce verdict insupportable ?*

« Une maladie comme la chorée de Huntington, dit M. David Housman, du Massachusetts Institute of Technology, qui a collaboré avec l'équipe américaine, *vous rend humble. Elle bouleverse votre perspective sur la science. »*

JEAN-YVES NAU.

SOMMES-NOUS MALADES DE LA SANTÉ ?

Un numéro spécial que publie la revue *Projet* (1), et auquel participent de nombreux auteurs, analyse le trouble qui s'est emparé des divers acteurs de notre système de santé devant la crise de croissance qu'il connaît à l'évidence.

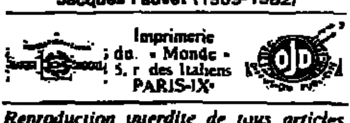
Les difficulté des généralistes, des hôpitaux, de la recherche, le changement des consommateurs, les solutions alternatives aux structures existantes, successivement évoqués, précèdent une remarquable étude en forme de conclusion de M. G. de Pouvourville sur l'organisation administrative actuelle et les conséquences de la centralisation.

(1) *Projet*, numéro spécial novembre-décembre 1983, 200 pages, 50 F (14, rue d'Assas, 75006 Paris).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

DIFFICULTÉS TECHNIQUES, OBSTACLES FINANCIERS

Le cœur artificiel n'est pas au point

Toulouse. – Pour la première fois en Fance, une journée d'information pour le grand public vient de faire le point sur l'avancement des travaux en matière de cœur artificiel.

Les deux équipes françaises travaillant sur ce projet étaient présentes : celle de Marseille, dirigée par le professeur Raoul Montiès, qui travaille en liaison avec des chercheurs toulousains de l'Institut de mécanique des fluides, et celle des professeurs Alain Carpentier et Didier Lapeyre (hôpital Broussais, Paris), qui poursuivent leurs recherches dans le droit fil des travaux des professeurs américains Jarvik et De Vries (Salt-Lake-City), qui ont récemment implanté un cœur artificiel sur un malade volontaire.

De notre correspondant

DEPUIS 1931, date à laquelle Alexis Carrel et Charles Lindbergh mettent au point le premier cœur-poumon artificiel, les recherches ont donné des résultats encourageants. 1952 : premier cœur artificiel de remplacement pendant une opération chirurgicale. 1968 : premier cœur artificiel à énergie nucléaire. 1969 : premier cœur à air comprimé. 1982 : Barney Clark.

Six mille Français

Quinze équipes de scientifiques travaillent actuellement dans le monde à la mise au point de prothèses cardiaques. Premiers pas d'une technique qui n'a pas encore inventé le vrai cœur artificiel mais simplement, selon l'expression du professeur Didier Lapeyre, *« une circulation artificielle intracorporelle »*. Il est vrai qu'à voir la photo de ce veau appareillé d'un cœur artificiel et traînant derrière lui une charrette lourde d'instruments de contrôle et d'assistance on mesure le chemin à parcourir pour qu'un patient atteigne une réelle autonomie de mouvements.

En matière de prothèses cardiaques, les problèmes sont multiples et complexes. Si la grefffe cardiaque se heurte principalement aux phénomènes de rejet, l'implantation d'une prothèse rencontre d'autres difficultés. D'abord la grosseur de l'appareil à implanter. Il est difficile d'imiter, en volume et en fonction, un cœur humain. L'équipe du professeur Montiès refuse de copier le muscle cardiaque et oriente ses recherches vers un prototype de pompe sans valve à piston rotatif. Le matériau pose aussi problème parce qu'il est soumis à des contraintes mécaniques extrêmes et *doit* être compatible avec le sang. Les fibres de polyuréthane pressé apparaissent *aujourd'hui* comme une des solutions possibles. S'ajoutent les contraintes inhérentes au moteur et au *système de régulation qui doit* permettre d'adapter le débit sanguin aux besoins de l'organisme (soixante à deux cents battements-minute). Reste enfin la source d'énergie.

La solution nucléaire se révélant, dans l'immédiat, une impasse, on utilise une batterie qui fournit à un convertisseur l'énergie électrique nécessaire. Le transport d'énergie peut être soit percutané (avec les risques d'infection liés au passage des gaines), soit transcutané, par simple induction électromagnétique.

Compte tenu de toutes ces difficultés, faut-il poursuivre les travaux ? Faut-il développer les recherches et en appeler, comme le dit le professeur Carpentier, aux capitaux privés ? Aux obstacles techniques s'ajoutent des barrières psychologiques. Les malades sont-ils prêts à courir eux-mêmes l'aventure du cœur artificiel ? Oui, si l'on en croit une étude dont a rendu compte ce même professeur Carpentier. Quatre-vingt-douze pour cent des sondés sont prêts à accepter les servitudes d'une batterie externe. Les mêmes sont prêts à tenter l'expérience d'un cœur dont on leur garantira le bon fonctionnement. Selon cette même étude, plus de six mille *personnes en France pourraient être* dans l'obligation d'avoir recours à une prothèse cardiaque.

Cette journée d'information, dont l'initiative revient à deux étudiants toulousains, était destinée au grand public. Pourtant, les propos ont oscillé entre le cours *ex cathedra* et le panégyrique *pro domo*. Misère de la recherche française qui doit trouver ses maigres ressources là où elle peut, au Lion's Club par exemple. Misère de la recherche qui se paie le luxe d'étaler ses rivalités d'école, quand elles ne sont pas purement de personnes...

GÉRARD VALLÈS.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

ET VIE PSYCHIQUE

de l'imprévisible

n point

Le Monde

culture

CINÉMA

LA MORT DE ROBERT ALDRICH

L'auteur de « Vera Cruz » et de « En quatrième vitesse »

Né le 9 août 1918 à Cranston, dans l'Etat de Rhode Island, dans une famille de banquiers, Robert Aldrich étudie à l'université de Virginie, puis gagne Hollywood en 1941. Il débute comme simple employé à la production chez R.K.O. et va gravir tous les échelons jusqu'à sa première mise en scène en 1953. Il choisit remarquablement les metteurs en scène dont il sera l'assistant : notamment Jean Renoir *(l'Homme du sud*, 1945 ; Abraham Polansky *(Force of Evil*, 1948) ; Charles Chaplin *(Limelight*, 1952). Il écrit et dirige des feuilletons pour la télévision naissante *(The Doctor, China Smith)*.

Son premier film, en 1953, *The Big Leaguer*, inédit en France, décrit le monde du baseball. Son film suivant, *World for Ransom (Alerte à Singapour*, 1954), révèle l'influence de Sternberg. Le cinéaste insuffle dans la *série* B l'esprit de recherche. Mais Robert Aldrich passe définitivement à la grande production avec ses deux films suivants, produits par la compagnie Hecht-Lancaster (le producteur Harold Hecht, l'acteur Burt Lancaster) : *Bronco Apache* et *Vera Cruz*, tous deux montrés en 1954. *Bronco Apache* veut rendre justice à l'Indien maltraité, même si Burt Lancaster n'est pas tout à fait vraisemblable en Peau-Rouge.

Vera Cruz est la première grande réussite commerciale du cinéaste. Le décor mexicain, la présence de deux puissantes personnalités comme Gary Cooper et Burt Lancaster, l'utilisation du cinémascope juste révélé, confèrent à l'aventure un charme irrésistible.

Kiss Me Deadly (En quatrième vitesse) (1955) impose définitivement Robert Aldrich, malgré la modestie de son budget. Adaptant un roman policier de Mickey Spillane qu'il abhorre, Robert Aldrich détourne le sens du film, en fait presque un apologue sur la mort atomique qui nous menace tous. Il révèle pour la première fois ce style heurté, cette mise en scène à coups de poing visuels, qui semblent la réponse la plus appropriée à un monde de la crapulerie et de l'éphémère.

Entre-temps, Aldrich a fondé sa propre compagnie, Aldrich and Associates, qui lui permettra de tourner des films de son choix, comme l'adaptation du *Grand Couteau* (1955), la pièce de Clifford Odets, sur le monde du cinéma. Le réalisateur renchérit sur sa description d'Hollywood par des angles de prises de vues en plongée ou en contre-plongée très impressionnants, et excelle à exalter la présence physique de ses acteurs, fort peu conventionnels : Jack Palance, en star torturée, et surtout Rod Steiger, en producteur cabotin particulièrement mémorable.

Robert Aldrich retrouve toute sa verve dans *Attaque*, en 1956, pour décrire la guerre à sa façon et se délecte à montrer la corruption rampante avec un goût de la charge qui restera sa marque. S'il ne connaîtra plus jamais sa gloire des années 50, on lui doit pourtant un magnifique morceau d'horreur gothique, avec *What Ever Happened to Baby Jane* (1962), où il réunit deux monstres sacrés, Joan Crawford et Bette Davis, à l'automne de leur carrière. *Emperor of the North Pole* (1973), avec Lee Marvin, est tout prêt de retrouver les charmes exubérants de *Vera Cruz*.

On reconnaît la thématique d'Aldrich dans *l'Ultimatum des trois mercenaires* (1979), conflit entre deux généraux, avec, en arrière-plan, la guerre du Vietnam. Auparavant, *la Cité des dangers* (1976), et *Bande de flics* (1978), récits musclés, n'en auront pas moins été une déception. Dans *Un rabbin au Far-West*, sorti en France à la fin de l'année 1979, l'humour et le sentimentalisme se marient pour une excellente comédie. Mais le dernier film que l'on peut voir de lui, *Deux filles au tapis* (1981), passe totalement inaperçu.

LOUIS MARCORELLES.

NOTES

Cinéma

Le mal qui tue

Avec son premier film *Fingers* (*Mélodie pour un tueur*), il y a cinq ans, James Toback nous avait brusquement révélé un pan de la vie américaine, new-yorkaise, assez surprenant. Harvey Keitel, en pianiste criminel, s'y révélait un comédien exceptionnel. L'anecdote prenait soudain une dimension métaphysique. Cinéaste ambitieux, James Toback a-t-il voulu renouveler l'exploit en élargissant son propos au monde entier, et en se transportant pour l'essentiel à Paris, présenté comme un haut lieu du terrorisme international ?

Deux superstars, Nastassia Kinski et Rudolf Noureev, exprime cette fois, dans *Surexposé*, le message du cinéaste, ancien professeur de littérature qui ne perd jamais une occasion de citer Dostoïevski. Elizabeth, petite provinciale du Wisconsin, quitte les siens pour tenter sa chance à New-York et devient une vedette de la mode. Elle rencontre un jour à un cocktail Daniel Jellin, violoniste célèbre. Vivant dans l'obsession des camps de la mort, et de la présence du mal dans le monde, Jellin vient jouer à l'Opéra de Paris et en profite pour régler ses comptes personnels avec les terroristes, conduits par Harvey Keitel. Elizabeth, incarnation de la beauté suprême, est la spectatrice impuissante d'une horrible tuerie.

L'art (et d'abord la musique), l'amour, la mort, sont les repères magiques d'un univers qui court à sa perte. James Toback, noyé dans les poursuites, l'anecdotique, échoue à concrétiser cette emprise et cette fascination du mal comme dans *Fingers*. Notre déception est à la hauteur de notre attente.

L. M.

★ Voir les films nouveaux.

Théâtre

Les mots et la voix

Attente de deux hommes dans la loge d'une diva en retard. Son père et un ami médecin, tous deux cloués par des comportements obsessionnels. Chez l'un, c'est la parole qui se dévide et décrit par le menu les gestes de l'autopsie. Chez l'autre, c'est le silence noyé de whisky, où surnagent quelques mots répétés. Un lien secret les relie à la Reine de la nuit, à cette femme qui n'est qu'une voix dont elle porte le pouvoir magique. Elle le porte, mais en est une victime dominée, possédée, angoissée par cette chose qui l'habite, la dévore, magnétise les autres autour d'elle et qu'elle retient, et qu'elle tente d'expulser d'une toux timide.

Un jour peut-être, elle se résoudra à se séparer de sa voix. Un jour, elle cessera réellement de chanter et rejoindra l'un qui continue de parler, ou l'autre qui poursuit son silence. L'ignorant ? Le fou ?

Georges Mavros est l'homme silencieux, Alain Ollivier, celui qui parle. Il met en scène, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, ce texte fascinant de Thomas Bernhard, avec son habituelle intelligence subtile, avec un humour qui glisse – comme dans la pièce elle-même – jusqu'au bord de l'effet boulevard. Au bord seulement, une manière de risque supplémentaire pour l'amusement, le petit rire complice.

On aurait préféré pour la Reine de la nuit une comédienne qui joue la diva plutôt qu'une chanteuse (Michèle Zini) qui ne joue pas. Malgré tout, la soirée est un bonheur.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, salle Serreau, 20 h 30, jusqu'au 18 décembre ; puis à Vitry.

Perle grise

Le metteur en scène Pierre Romans, avant d'arriver au Théâtre des Amandiers, travaillait aux côtés de Jean-Pierre Miquel, à Reims, où il a signé des mises en scène peu aventureuses. A Nanterre, dans un entrepôt désaffecté style « loft », il propose une adaptation de *Tonio Kröger*, roman-clé de Thomas Mann.

Pierre Romans, pour le coup, a pris des risques, mais ce récit éclaté, recousu en forme de spectacle, est une besogneuse mouture de la description sensible et puissante où Thomas Mann fait le diagnostic d'un chemin intérieur d'artiste, le sien. Ici, les lumières complaisantes éclairent les mouvements ostensibles des personnages. Tout ce « visible à l'œil nu », ambitieux autant que compassé, est privé d'ironie, dénué de sel, de maîtrise – des vertus prônées par Kröger (Mann) recommandant aux créateurs de fuir le sentimentalisme.

Didier Sandre, dans le rôle de Tonio, n'est pas un poète tourmenté mais une sorte de figurant, emphatique et quasi empoté. Ce n'est probablement pas sa faute. Pas sa faute non plus si Anne Wiazemski, interprétant à distance le rôle de l'amie peintre, semble s'ennuyer ferme. Les femmes, ici, ont été méchamment moulées dans des robes fourreaux de satin couleur perle grise.

Le charme de Dominique Blanc, censée incarner le premier amour de Tonio, en prend en coup. La pianiste Anne-Marie Fijal, également prise dans ce guet-apens, va jusqu'à sonner trop « pathétique ».

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Théâtre des Amandiers, 20 h 30.

EXPOSITIONS

Les artistes contre l'apartheid

C'est une exposition généreuse : les artistes, invités par des artistes (1) (ce sont eux qui l'ont entièrement menée à terme, ce qui fut assez long et difficile), ne se sont souvent pas contentés de petits envois aimables, comme c'est le cas lorsqu'on fait (sans arrêt) appel à leur bon cœur. L'enjeu, témoigner contre l'apartheid, était assez fort, la possibilité de l'illustrer par des œuvres anciennes ou nouvelles, assez grande. Protester contre le régime d'Afrique du Sud, cela touche en effet aux droits fondamentaux de l'homme, et les artistes de par le monde n'attendent pas forcément des événements particuliers pour dire la liberté, parler de la répression, de l'oppression, de la ségrégation.

Beaucoup ont répondu à l'appel. Des Américains, comme Motherwell, Rauschenberg, Roy Lichtenstein (ces deux derniers sont chacun auteur d'une des quinze affiches qui depuis une année préparaient la manifestation), Rosenquist, Sol Lewitt, Don Judd, Carl Andre... Des Allemands : Uecker, Klapheck, Vostell... Des Italiens : A. Burri... Des Espagnols : Saura, Tàpies... Des Anglais, des Français, bien sûr : Cremonini, Dewasne, E. Pignon-Ernest, Boltanski... Des Latino-Américains, des Africains...

On perçoit, à travers quatre-vingts artistes, le désir des organisateurs de réunir des tendances diverses pour constituer la base du futur musée contre l'apartheid ; ce musée sera offert un jour au premier gouvernement sud-africain libre et démocratique issu du suffrage universel. En attendant, l'exposition circulera à travers le monde. Elle doit aller en Scandinavie, en Australie, au Japon, au Canada, en Espagne et ailleurs... C'est un peu le principe du musée Allende, mais, cette fois, il semble qu'on ait pris des précautions pour que l'usure du temps ne nuise pas au projet. Le catalogue notamment, où de très beaux textes (2) accompagnent les reproductions des œuvres, en sera une trace durable.

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

(1) La manifestation est organisée par l'association : Les artistes du monde contre l'apartheid (président : Antonio Saura ; secrétaire : E. Pignon-Ernest, et avec le soutien des Nations unies.

(2) Textes de Jacques Derrida, Michel Butor, Jorge Amado, Julio Cortazar, Edmond Jabès, Michel Leiris, notamment.

* Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer, jusqu'au 30 décembre.

Nouvelles acquisitions du Louvre et du musée d'Orsay

(Suite de le première page.)

Mais Orsay conservera dans son intégralité le fonds Gustave Eiffel donné en 1981 par les héritiers de l'artiste.

Et la sculpture ? Là encore, évitons l'énumération et disons naïvement ce qui nous a le plus frappé : *l'Isis* de Georges Lacombe, le tragique *Age mûr* de l'infortunée Camille Claudel ou cette statuette de Robert de Montesquiou due au prince Troubetzkoy, dont le modèle fut sans doute si satisfait qu'en toute simplicité il en fit cadeau à sa femme de chambre.

Un don familial encore et de première importance : les plâtres de cet excellent animalier que fut Rembrandt Bugatti (le frère du constructeur d'automobile). Et l'on sait qu'Orsay a acquis en 1980 les trente-sept bustes en terre crue coloriée d'hommes politiques que Daumier exécuta pour servir de base aux féroces portraits publiés entre 1831 et 1835 dans *le Charivari* et *la Caricature*.

La peinture ? Commençons par les grosses pièces, toutes écoles confondues : un admirable Bonnard, *le Grand Jardin*, soutenu par deux œuvres mineures mais charmantes *(le Chat*, les *Pâtés de sable)*, un portrait de Degas, une tête de Seurat à laquelle fait écho dans la section des dessins le délicieux mystère d'une *Femme à la voilette*, le *Rosier* de Klimt, des chevaux de Breitner, un bel ensemble de Sérusier, trois Monet (dont la fameuse *Rue Montorgueil)*, deux Pissarro plutôt meilleurs qu'à l'ordinaire, un grand Burne-Jones un peu gnan-gnan mais ça lui arrive plus souvent qu'à son tour.

Et surtout peut-être l'extraordinaire série des petits formats de Cézanne entrés par dation en 1982, dont beaucoup tournent autour du thème des *Baigneuses* et qui vont de la désopilante pochade de l'*Hommage à Delacroix* à la belle sérénité classique du portrait de Mme Cézanne. Mais, comme aimait à le dire Gide, le vrai classicisme se nourrit toujours de violence maîtrisée et à quel point Cézanne fut d'abord un grand peintre baroque, on le comprendra une fois de plus devant une *Tentation de saint Antoine* complètement folle ou devant cette *Idylle* qui n'a rien d'idyllique et exprimait plutôt la fureur d'une sensualité vagabonde et inemployée qui tente vainement de faire sauter le couvercle de la chaudière.

Le couvercle a depuis quelques années sauté et bien sauté pour les « minores » du siècle dernier, pour les supposés « pompiers », pour tous ces peintres qui furent si longtemps oubliés, moqués et pratiquement interdits de cimaise. En voici quelques uns et il en faudrait davantage, ce qui ne sera pas facile étant donnée la flambée des prix : Bonnat, Bouguereau, Elie Delaunay, Edouard Dubufe avec trois remarquables portraits et l'esquisse d'un *Enfant prodigue* aujourd'hui perdu. Jean Béraud, qui dans sa *Madeleine chez le pharisien* a donné au Christ les traits d'un journaliste socialiste de l'époque et à Simon le pharisien ceux d'Ernest Renan.

Pauvre Renan ! C'est tout de même aller un peu loin, et ceux des visiteurs qui n'ont pas encore viré leur cuti à propos du dix-neuvième siècle trouveront peut-être que l'on est aussi allé un peu loin avec la *Tentation de saint Antoine*, d'Isabey (don de la Société des amis d'Orsay). Mais l'unanimité ne manquera pas de se faire à propos de ces deux pures et simples merveilles que sont l'*Incendie des Tuileries*, de Clairin, et l'*Intérieur grec*, de Gérome : quel délice de raffinement coloré et de voluptueux loisir que cette petite toile (antérieure au *Bain turc !*) qui par comparaison fait paraître maussade, frigide et savonneuse la *Vénus à Paphos*, d'Ingres, qu'il n'était peut-être pas indispensable d'acquérir en 1981.

Voilà pour Orsay. La place nous manque pour évoquer comme il conviendrait les récents enrichissements du département des peintures du Louvre, qui sont exposés au pavillon de Flore (2). Bornons nous à l'essentiel et citons d'abord ces deux chefs-d'œuvre absolus : *le Christ portant la croix*, de Lorenzo Lotto, acquisition d'autant plus glorieuse que le tableau est signé, et l'illustrissime *Astronome*, de Vermeer, qui est une dation de Rothschild et à propos duquel on pourrait être infini.

Nous ne serons pas infinis et le « world famous » ne nous fera pas oublier quelques autres pièces de tout premier niveau : une *Adoration des bergers*, de Jordaens, un *Baptême du Christ* extravagant de perversité, de Cornelis de Haarlem, les esquisses de Carducho pour la Chartreuse du Paular, le *Bonaparte*, de Paul Delaroche, tableau un peu ingrat mais singulier par rapport à la rhétorique de l'imagerie napoléonienne. Et trois admirables portraits dus respectivement à Subleyras, Greuze (le modèle est le graveur et collectionneur Watelet) et Pompeo Batoni, ce dernier tableau étant un don de la Société des amis du Louvre.

En revanche, les petits formats danois ne sont guère plus qu'insignifiants, et avoir payé 1,3 milliard de centimes pour cet *Intérieur d'église* si pauvret et pâlot de Saenredam nous paraît pure et simple folie : « *Pure madness* », comme aurait dit notre ami M. de Beyle, sous-lieutenant au 6e dragons.

ANDRÉ FERMIGIER.

(2) Jusqu'au 2 avril.

■ **Festival d'Avignon.** – Le conseil d'administration du Festival d'Avignon a reconduit le mandat du directeur, M. Bernard Faivre d'Arcier (qui devait se terminer en 1984) jusqu'en 1986 (*le Monde* du 12 octobre).

● PRÉCISION. – L'acteur Christian Clavier n'avait pas l'intention de se présenter masqué derrière l'entretien qu'il nous a accordé (*le Monde* daté 4-5 décembre). Présenté comme « L'homme du Splendid », son nom a malencontreusement disparu dans le titre de l'article.

● *Culture américaine.* – Les prix du Kennedy Center (Centre culturel de Washington), ont été décernés cette année en présence de M. Ronald Reagan à : Frank Sinatra, James Stewart, la chorégraphe Katherine Dunhan, le critique et compositeur Virgin Thompsom, et Elia Kazan.

PETITES NOUVELLES

■ **Hommage à Khalil Gibran.** – Le vendredi 9 décembre à 20 h 30 aura lieu au Théâtre des Champs-Élysées un concert, avec l'orchestre Colonne, sous la direction de Pierre Dervaux et David Lively au piano, en l'honneur de feu le grand écrivain libano-américain Khalil Gibran. Seront interprétées des œuvres du compositeur libanais Béchara El-Khoury, notamment *le Liban en flammes* et le *Requiem pour orchestre* qui sera joué *« en mémoire des héros français de la paix tombés à Beyrouth le 23 octobre »*. Le président Gemayel patronne ce concert.

■ **Centre français du théâtre.** – Jean Mercure, directeur du Théâtre de la Ville, vient d'être élu président du Centre français du théâtre (bureau français de l'Institut international du théâtre).

■ **Prix Django Reinhardt.** – L'Académie du jazz réunie dimanche 4 décembre au New Morning, à Paris, a attribué le prix Django Reinhardt au contrebassiste Marc Bertaux et l'Oscar du disque à une soirée jusqu'ici inédite du trio de Bill Evans, *the Paris concert* (Elektra Wea 960164-1). Parmi la vingtaine de récompenses, citons celles qui sont allées au coffret Ellington 1947-1952 (CBS 66-607) et, dans la région du blues, à deux albums de T-Bone Walker (Imperial-Pathé 150-675 et 676).

■ **« Coup de foudre ».** – Le film de Diane Kurys, *Coup de foudre*, vient de recevoir le Grand Prix de l'Académie nationale du cinéma. Il a été également choisi pour représenter la France aux prochains Oscars, aux Etats-Unis.

■ **Décentralisation.** – Le Ballet-théâtre Joseph-Russillo s'implantera à Toulouse au début de 1984. La compagnie, qui compte une vingtaine de danseurs, sera désormais soutenu, outre l'Etat, par la municipalité.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 7 décembre à 20 h 30 Loc. caisse de 11 h à 17 h 30 à c. du 23-11 sauf dim. (Valmalète)	RÉCITAL DE PIANO **Brigitte ENGERER** SCHUBERT SCHUMANN
THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA SALLE FAVART (Op. Comique) Jeudi 8 décembre à 20 heures (p.a. Valmalète)	CONCERT **SCHUBERT** par les Solistes de l'Opéra Trio op.100 Octuor op. 166
SALLE GAVEAU Samedi 10 décembre à 17 heures (p.a. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROG. MUS. FRANCE CULTURE **Raphaël OLEG Pascal DUMAY** violon-piano Strawinsky, Enesco, Mozart
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 11 décembre à 17 heures (p.a. Kiesgen)	**L'ENSEMBLE 12** violon solo Ph. BRIDE M. AMORIC - J. Ph. VASSEUR M. STILZ - G. ROBERT VIVALDI 3 ctos lnth. viole d'amour, Flûte à bec Ens. instruments anciens
THÉATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET Dimanche 11 décembre à 17 h 30 (p.a. Valmalète)	**ORCHESTRE COLONNE** Horaire except. 17 h 30 Dir. : Dennis Russell **DAVIES** Sol. : Silvia **MARCOVICI** LALO, BEETHOVEN
SALLE PLEYEL Dimanche 11 décembre à 17 h 45 (p.a. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : ERI KLASS Sol. : Patrice **FONTANAROSA** TCHAIKOWSKI
SALLE GAVEAU Lundi 12 décembre à 20 h 30 (Valmalète)	Récital de Piano **Rita BOUBOULIDI** BRAHMS - BEETHOVEN - CHOPIN
UNESCO 119, av. de Suffren Mardi 13 décembre à 20 h 30 (p.a. Cart Dandelot Werner)	Concert au profit du Fonds Cuvelier-Nicoly et du Fonds International d'Entraide Musicale **J.S. BACH** avec Huguette DREYFUS clavecin Christian LARDE flûte Jin LI, violon et l'Orchestre à Cordes de la GUILDHALL de Londres
SALLE GAVEAU Mardi 13 décembre à 20 h 30 (Valmalète)	Récital du Baryton AKIRA **WATANABE** Reiko Miyagi Piano SCHUBERT, WOLF STRAUSS, MAHLER
SALLE GAVEAU Jeudi 15 décembre à 20 h 30 (p.a. Kiesgen)	ORCHESTRE du CONSERVATOIRE de PARIS Dir. Evelyne AIELLO Isabelle FLORY violon Norbert ZABALY piano M. Ravel - Ph. Dulat Rachmaninoff - A. Roussel
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 16 décembre à 20 h 30 (Valmalète)	Erick **FRIEDMAN** VIOLON Bruno **RIGUTTO** PIANO BEETHOVEN SAINT-SAENS BLOCH, BRAHMS
SALLE PLEYEL Vendredi 16 décembre à 20 h 30 (p.a. Cart, Dandelot, Werner)	L'Alliance Française présente **ROSTROPOVITCH** avec le concours de TAMAS VASARY piano Bach - Beethoven Schumann - Chostakovitch
SALLE GAVEAU Samedi 17 décembre à 20 h 30 (p. a. Mondial Musique)	Sous l'égide de BENLETT-PICCARD-FIENNE concert de **MUSIQUE DE CHAMBRE** M. Nordman, G. Caussé B. Cazauran, O. Charlier Y. Chiffoleau, J. Hubeau S. Kudo et Quatuor Viotti MENDELSSOHN - DEBUSSY
SALLE PLEYEL Lundi 9 janvier à 20 h 30 (Valmalète) p.a. O.A.I. Loc. ouv. 15 déc. à la Salle	Dietrich **FISCHER-DIESKAU** Daniel **BARENBOIM** SCHUMANN

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MEURTRE DANS LA CATHÉDRALE – CC 17 (227-68-81), 20 h 30.
THEATRE FORAIN – Constance (258-97-62), 20 h 30.
A PETIT FEU DE CHAGRIN – Théâtre Noir, petite salle (346-91-93), 20 h 30.
LA DEVOTION A LA CROIX – Chaillot/Gémier (727-81-15), 20 h 30.
L'AMANT – Espace Creatis (887-28-56), 20 h 30.
LETTRES D'UNE MERE A SON FILS – Petit Rond-Point (256-70-80), 20 h 30.
LE DERNIER SOLISTE – Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h 30.
LE JOURNAL D'UN HOMME DE TROP – Petit Montparnasse (320-89-90), 20 h 30.
LE DEPOSITAIRE – Salle Valhubert (584-30-60), 20 h 30.
SEANCE FRICTION – Dejazet (887-97-34), 20 h 30.
NAIVES HIRONDELLES – Dix Heures (606-07-48), 20 h.
LOIN DU GRENIER – 7, rue Constance (258-97-62), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 18 h : Saint François d'Assise.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Ballets.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre 18 h 30 : Par les villages.
TEP (797-96-06), Théâtre : 20 h 30 : la Mort de Danton.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Sophisticated Ladies.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : l'Art de la comédie ; 18 h 30 : Quatuor Orlando.

Les autres salles

ARC (723-61-27), Grand Auditorium, 20 h 30 : Paulina.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTISTIC ATHÉVAINS (355-27-10), 20 h 30 : Comédie et Stèles.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 15 h : la Foi en l'homme ; 21 h : Don Juan.
ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Cocteau-Marais.
ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch. Bérard, 18 h 30 : Batailles. – Salle L.-Jouvet, 19 h : Cet animal étrange.
BASTILLE (357-42-14), 20 h : le Plus Heureux des trois.
BATACLAN (721-18-81), 20 h 30 : Lulu.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
CALYPSO (227-25-95), 20 h 30 : les Deux Fils de Pedro Nerí de Bœuf ; 22 h : la Maison jaune.
CARTOUCHERIE, Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Vater Land.

Mardi 6 décembre

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Manie de la villégiature.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : l'Ormaie.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Paroles de nègres ; 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : les Eaux et Forêts.
EDOUARD VII (742-57-49), 21 h : Mlle Julie.
ELDORADO (208-23-50), 20 h 45 : le Don Juan de la Creuse.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Tanzi.
ESPACE-GAITÉ (327-13-54), 20 h 15 : la Bonn' Femme aux camélias ; 21 h 45 : Lâche-moi les claquettes.
ESSAION (278-46-42), II. 21 h : Finistère.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; 22 h : Don Diegue contre Super 8.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.
GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Public Eyes - A Private Ear.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; II. 18 h 30 : Recatonpilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : l'Invitation au voyage. Petite salle, 18 h 30 : Comme la pierre.
LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Vendredi, jour de liberté.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : la Mansarde bleue.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : les Sales Mômes.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : le Bonheur à Romorantin.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.
PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K2.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il Signor Fagotto.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : Ariakos.
RANELAGH (288-64-44), Les marionnettes de Salzbourg, 20 h 30 : le Barbier de Séville.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : l'Astronome.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.
THÉATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : Carmen la matadore.
THEATRE DE PARIS (280-09-30) I. : 20 h 30 : les Trois Mousquetaires ; II. : 20 h 30 : Sortilèges.
THEATRE PRESENT (203-02-55), 20 h : Titus Andronicus.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Théâtre nô.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.
THÉATRE 18 (226-47-47), 22 h : Flora par qui tout arrive.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le soleil n'est plus aussi chaud qu'avant ; 22 h : le Bel Indifférent.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Dix Petits Nègres.
UNION (246-20-83), 20 h 30 : le Chant général.
VARIETES (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Mod'Mod'Show.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service ; 22 h 30 : Fouillis.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage ; 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.
DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : Spectacle Prévert.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : Poésie de journalisme ; 22 h : J. Wilson, J. Ladouce.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.
PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Duende.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Vous descendez à la prochaine ?
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : la Surprise ; 22 h : les Burlingueurs.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Miserez ; 22 h 15 : Films muets de G. Méliès.

La danse

THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Hermes Psychopompe.

Les opérettes

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 h : Un mari à la porte.

Spectacle musical

BOUFFES-DU-NORD (239-34-50), 20 h 30 : Transsibérien.

Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42), 20 h 30 : Mammente.
BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : A. Motayer.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Aru Amunya.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Junon et Avos.
FORUM (297-53-47), 21 h : G. Chelon.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Y. Dautin.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : V. Sanson.
PALAIS DES CONGRÈS (758-14-94), 18 h 30 : Ch. Goya.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Ph. Avron.
STUDIO BERTRAND (783-64-66), 21 h : Marilyn je t'aime.

Les concerts

Lucernaire, 21 h : J.-Ph. Andoly, R. Nakaoki (Brahms, Prokofiev, Ravel).
Temple des Billettes, 21 h : Chœurs M.-R. Delalande et Chanteclair. Orchestre de Chambre Ad Artem de Paris, dir. : D. Fanal (Mozart).
Th. des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre des concerts Pasdeloup, dir. : G. Devos, sol. : H. Szeryng (Berlioz, Brahms, Beethoven).
Église Saint-Roch, 20 h 30 : Solistes de l'Orchestre français d'Oratorio, dir. : J.-P. Lore (Bach, Kaelin).
Cité Internationale des Arts, 21 h : Th. Carré Chesnau.
Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : M. Deller (Haendel).
American Center, 21 h : Tod Machover.
Église Evangélique Baptiste, 20 h 30 : V. Sigalevitch (Schumann, Bach, Prokofiev).
Centre culturel canadien, 20 h 30 : A. Lefevre, piano ; G. Lefevre (Schubert, Beethoven, Saint-Saëns, etc.)

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

Théâtre

Théâtre de la Bastille (357-42-14), 21 h : Les Blouses.
Théâtre de Paris (280-09-30). – Petite salle, 20 h 30 : Sortilèges.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Théâtre nô.
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : Tonio Kröger.

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-40-84)

Bourg-la-Reine, église Saint-Gilles (663-76-96), 21 h : English Concert, dir. T. Pinnock (Haëndel, Boyce, Stanley...).

FESTIVAL D'ART SACRÉ (277-19-90)

Eglise Saint-Germain l'Auxerrois, 20 h 30 : English Concert, dir. T. Pinnock (Haendel, Albinoni, Bach...).
Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : Stockholms Gosskör, dir. R. Nilsson (Palestrina, Haydn, Mendelssohn...).







SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, la Bâtarde, de J. Deroy ; 19 h, It's a very nice lady, de G. Courant ; En présence de l'auteur : 21 h, la Trace, de B. Fabre.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

L'AMIE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS (Aus., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70 ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; GaumontChamps-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Mistral, 14e (539-52-37) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ATTENTION UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

BOAT PEOPLE, PASSEPORT POUR L'ENFER (Chi. vo) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; (vf.) Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LE BOURREAU DES CŒURS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

CLASS (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City (v.o./v.f.), 8e (562-45-76) ; Publicis Matignon 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34).

LES CŒURS CAPTIFS (Brit., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES COMPÈRES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wépler Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DU ROUGE POUR UN TRUAND (A.) (*) (v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Denfert (H. sp.) 14e (321-41-01).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Champs Elysées, 8e (359-12-15) ; Olympic 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Lumière, 9e (246-49-07).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) Ambassade, 8e (359-19-08).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

FURYO (Jap., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

GARÇON (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) : Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11) : Pathé Clichy, 18e (422-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

HANNA K. (A. v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

JOY (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

KOYAANISQATSI (A.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE MARGINAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ;

OCTOPUSSY (A. v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Français, 9e (770-33-88) : Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ;

POUSSIÈRE D'EMPIRE (Franco-Vietnamien) : Epée de bois, 5e (337-57 47).

PREMIERS DÉSIRS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LES PRINCES (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PRINCESSE (Hong., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.o. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) : Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

REVES EN ROSE (Tche., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ;

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Espace Gaîté (H. sp.), 14e (278-47-86).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

STAYING ALIVE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68). Version Gal : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). Version Sanrova : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Bienvenue-Montparnasse, 2e (544-25-02).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-All., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Miramar, 14e (320-89-52).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.o.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UN HOMME A MA TAILLE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

VASSA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : St-Séverin, 5e (334-50-91).

ZELIG (A.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) : Rotonde, 6e (633-08-22) : Monte Carlo, 8e (225-09-83).

LES FILMS NOUVEAUX

A LA POURSUITE DE L'ETOILE, film italien d'Ermanno Olmi. – V.o. : Ciné-Beaubourg, 8e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-52).

ANDROIDE, film américain d'Aaron Lipstadt. – V.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-35).

LA HORDE DES SALOPARDS, film franco-italien de Tonino Valerii. – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

JAMAIS, PLUS JAMAIS, film américain d'Irvin Kershner. – V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 14e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

MISS OYU, film inédit de K. Mizoguchi. – V.o. : 14-Juillet Parnasse, 6e (325-58-00).

SUREXPOSE, film américain de James Toback. – V.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parmount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES YEUX DES OISEAUX, film français de Gabriel Auer. – Le Marais, 4e (278-47-86).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).

AGENT X 27 (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94) ; Rivoli Beaubourg, 4e (h. sp.) (272-63-32).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

L'AS DES AS (Fr.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

AUSTERLITZ (vers. int. inéd.) : Acacias, 17e (764-97-83).

LA BALANCE (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98.

BARRY LINDON (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) : (v.f.) : Grand Pavois, 15e (h.sp.) (554-46-85).

LES BAS FONDS (Fr.) : Saint-André-des-Arts 6e (326-80-25) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murats, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (755-63-42).

LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Action Écoles, 5e (325-72-07).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : Saint-Lambert (h.sp.), 15e (532-91-68) ; Studio Galande (h.sp.), 5e (354-72-71).

LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOCTEUR T. (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

CLEOPATRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.) : Templiers (h. sp.), 3e (272-94-56).

COUP DE TORCHON (Fr.) : Club, 9e (770-81-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Denfert, (h. sp.), 14e (321-41-01).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Boîte à films (h. sp.), 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) : Saint-Ambroise (h.sp.), 11e (700-89-16).

DODES CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LE DOULOS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-30-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers (h. sp.), 3e (272-94-56) ; Denfert, 14e (321-41-01) ; Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial 13e (707-28-04).

EVE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Hsp) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Boîte à films (h. sp.), 17e (622-44-21).

L'HOMME QUI RÉTRÉCIT (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).

INDISCRETION (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Boîte à films (h. sp.), 17e (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (première et deuxième parties) (v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Saint-Ambrois (h.sp.), 11e (700-89-16).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Acacias, 17e (764-97-83).

LOULOU (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

M.A.S.H. (A., v.o.) : Châtelet Victoria (Hsp), 1er (508-94-14).

MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (334-20-12).

NEXT STOP GREENWICH VILLAGE (A., v.o.), Contrescarpe, 5e (325-78-37).

NEW YORK NEW YORK (vers. intégr.) : Calypso, 17e (380-30-11).

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (Hsp), 5e (354-72-71).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.), Rialto, 19e (607-87-61).

PECHE MORTEL (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, (h., sp.), 6e (633-97-77).

PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS (A., v.f.), Ciné-13, 18e (254-15-12).

RAMBO (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LA ROSE ET LA FLECHE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

SENSO (It., v.o.), Logos-III, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (545-35-38).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**), Boîte à films (h., sp.), 17e (622-44-21).

TEX AVERY FOLIES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (755-63-42) ; Secrétans, 19e (241-77-99).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.), Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

COMMUNICATION

EN GRÈVE POUR 24 HEURES

Les journalistes de « l'Est républicain » réclament un « droit de veto » pour la nomination de leur rédacteur en chef

De notre correspondant

Nancy. — Les journalistes de *l'Est républicain*, réunis à Nancy le lundi 5 novembre en assemblée générale (1), ont voté une grève de vingt-quatre heures qui a pris aussitôt effet et qui sera reconductible de jour en jour. Ce mouvement intervient quatre semaines après un important remaniement au sein du capital du journal (*le Monde* du 12 novembre), mais aussi à la veille de la sortie du nouvel organigramme rédactionnel du journal qui fait suite à l'arrivée en juin dernier du nouveau P.-D.G., M. Gérard Lignac.

Au lendemain de l'entrée officielle du *Républicain lorrain* pour 24,3 % dans le capital de *l'Est républicain*, les journalistes de ce journal avaient voté à l'unanimité trois motions, dont l'une visant la garantie de l'autonomie de leur rédaction. Ils réclamaient la définition d'un nouveau contrat de rédaction entre les journalistes et la direction, dont l'un des chapitres porte sur la fonction de rédacteur en chef. Dans l'ancien contrat, datant de 1974, la nomination du rédacteur en chef devait intervenir après *« consultation »* du conseil de rédaction des journalistes, *« la direction restant maîtresse de sa décision »*. Dans le nouveau contrat de rédaction adopté par les journalistes en assemblée nationale (par 128 voix contre 2) et présenté lundi à M. Pierre Didry, directeur général de *l'Est républicain*, c'est l'ensemble de la rédaction qui doit être consultée, *« si la nomination du rédacteur en chef est désavouée à la majorité absolue des journalistes de* l'Est républicain *titulaires de la carte professionnelle, celui-ci ne peut être confirmé dans ses fonctions »*.

Ce « droit de veto » considéré par les syndicats comme *« la clé de voûte du nouveau contrat de rédaction »* n'a pas été accepté en fin d'après-midi par le directeur général, qui déclarait notamment ne pas vouloir négocier *« sous la menace »*. La grève reconductible était alors votée par 89 voix contre 31. La délégation syndicale mandatée par l'assemblée générale des journalistes devait rencontrer mardi en fin de matinée le P.-D.G. de *l'Est républicain*, M. Lignac.

J.-L. B.

(1) A l'appel de leurs syndicats (S.N.J., C.G.T. et C.F.D.T).

Canal-Plus contre Canal-Plus

Monter une quatrième chaîne de télévision payante n'est pas une mince affaire. M. André Rousselet, président d'Havas, qui se garde à droite contre le satellite, à gauche contre le câble et qui se heurte de front à la grogne des professionnels du cinéma, se voit aujourd'hui attaqué sur ses arrières par... Canal-Plus.

Par lettre recommandée du 9 novembre dernier, M. del Vecchio avertissait le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication que l'appellation de la quatrième chaîne portait préjudice à sa société, déposée au registre du commerce sous le nom de Canal-Plus, le 16 décembre 1981.

Le secrétariat d'Etat aurait proposé de racheter la marque pour 25 000 F. Une somme jugée « dérisoire » par M. del Vecchio, qui sent bien qu'il y a dans l'affaire beaucoup plus à gagner. La société de M. del Vecchio est spécialisée dans le conseil en publicité et... la distribution de matériel sanitaire. Tout peut sans doute s'arranger. M. Rousselet ne siège-t-il pas au conseil d'administration de la Compagnie générale des eaux ?

J.-F. L.

Mardi 6 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Théâtre : Au bois lacté.**
Réal. Y.-A. Hubert. Avec S. Meldegg.
Portrait du village natal du grand poète gallois Dylan Thomas, par lui-même. Tendresse et truculence, personnages mythiques...

22 h 10 **Les grandes expositions.**
De J. Plessis.
Turner, le peintre des lointains, de la lumière, actuellement exposé au Grand Palais à Paris.

22 h 40 **Balle de match.**
Magazine mensuel du tennis.

23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 **Les dossiers de l'écran : J'ai tué mon fils.**
Téléfilm de Paul Wendkos ; d'après T. Thompson.
Un père à bout de nerfs tire sur son fils drogué et délinquant.

22 h 15 **Débat : Chez vous aussi la drogue peut entrer.**
Avec les docteurs F. Curtet (directeur médical d'un centre de post-cure) ; S. Angel (directeur médical du Centre de thérapie familiale Monceau) ; J.-P. Caillot (psychanalyste) ; M. B. Leroy (juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Evry, chargé des affaires de stupéfiants) ; M. F. Perriez (président de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) ; des toxicomanes et des parents de toxicomanes.

23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **La dernière séance.**
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui : 20 h 35, Dessin animé : Bugs Bunny ; 22 h 50, Tex Avery ; 22 h 55, les réclames ; 23 h, l'attraction.

20 h 55 **Premier film : les Cavaliers.**
Film américain de J. Ford (1959), avec J. Wayne, W. Holden, C. Towers, A. Gibson, A. Lee, R. Simpson, S. Jones.
En avril 1863, un colonel nordiste et ses cavaliers pénètrent à l'intérieur des lignes sudistes avec mission de détruire un dépôt d'armes et de ravitaillement. John Ford, qui n'aimait pas ce film, a toutefois réalisé quelques fortes scènes d'action rappelant les horreurs de la guerre de Sécession. Dans l'ensemble, c'est une déception.

23 h 10 **Journal.**

23 h 30 **Second film : Le monde lui appartient.**
Film américain de R. Walsh (1952), avec G. Peck, A. Blyth, C. Esmond, A. Quinn, J. McIntire, A. King, C. Esmond.
1850. Un navigateur américain, chasseur de phoques en Alaska, affronte les Russes (qui possèdent, alors, cet Etat) pour l'amour d'une comtesse fiancée, de force, à un cousin du tsar. A partir d'une situation historique réelle, un film d'aventures ultra-romanesques, réalisé avec brio et très divertissant.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 6 **Hier au cinéma : Le Cadran solaire** (téléthèque).
18 h 56 **Dessin animé : Ulysse 31.**
19 h **Informations.**
19 h 15 **Info régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Rouletabille.**

FRANCE-CULTURE

20 h, **Dialogues** : l'agressivité, de l'individu à l'espèce, avec H. Laborit et J.-C. Chesnais.
21 h 15, **Musique ancienne** : tempo et phrasé dans les mouvements de danse.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : La permission de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** : *Alcina*, opéra en trois actes de Haendel par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. F. Layer, chef de chant, M. Paubon.
23 h, **Fréquence de nuit** : jazz club (en direct du Petit Opportun).

Plusieurs communes des Hauts-de-Seine s'associent pour l'implantation d'un réseau câblé

M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, a présenté, lundi 5 décembre, un plan municipal de développement des nouveaux *médias* élaboré en partie conjointement avec les trois communes voisines de Boulogne, Sèvres et Suresnes.

A partir d'avril 1984, 3 500 terminaux Minitel devraient être distribués parmi les quelque 12000 abonnés au téléphone de Saint-Cloud. Priorité sera donnée aux 125 entreprises de plus de 10 salariés, aux 10 centres scolaires que compte la municipalité, ou aux personnes âgées.

La municipalité de Saint-Cloud prévoit de créer un journal télématique : le *Téléclodoalte*.

En 1986, si tout va bien, le tiers des habitations de la ville devraient d'autre part être raccordées à un réseau câblé en fibres optiques interactif. Pour ce projet, plus ambitieux que la télématique, Saint-Cloud s'est allié aux municipalités voisines de Boulogne, Sèvres et Suresnes. Selon M. Pierre Braillard, conseiller municipal de Saint-Cloud délégué à la communication, les discussions engagées voici un an avec le ministère des *P.T.T. et la Haute* Autorité, *« très positives »*, permettent d'envisager le début des travaux pour la fin de 1984.

Contrairement à la Ville de Paris, qui n'envisage de calculer sa participation financière qu'au prorata des foyers effectivement raccordés et abonnés, M. Fourcade et les maires des communes voisines semblent être d'accord pour apporter leur contribution en fonction d'un objectif *a priori* ; c'est-à-dire, comme à Montpellier, 50 % des vingt mille foyers qui globalement constitueraient la première tranche.

M. Fourcade, qui estime *que* l'abonnement au câble variera entre 100 francs et 120 francs par mois, a fixé la même condition *sine qua non* que M. Chirac *à Paris pour une* confirmation du projet : la possibilité de diffuser sur le câble des télévisions étrangères comme Télé-Luxembourg, Télé-Monte-Carlo, la B.B.C. et une chaîne allemande.

E. R.

Mercredi 7 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h *Journal.*
13 h 35 **Un métier pour demain.**
13 h 50 **Vitamines.**
16 h 40 **Jouer le jeu de la santé.**
16 h 45 *Temps X : le Prisonnier.*
17 h 40 **Info-jeunes.**
17 h 55 **Jack spot.**
18 h 15 **Le village dans les nuages.**
18 h 40 **Variétoscope.**
18 h 55 **7 h moins 5.**
19 h **Météorologie.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Jeu : Les petits drôles.**

19 h 53 **Tirage de la Loterie.**
20 h *Journal.*
20 h 30 **Tirage du loto.**
20 h 35 **Politiques.**
De J. Lanzi et L. Barrère.
La nouvelle émission-débat de TF 1 met face à face MM. Jean-Pierre Chevènement, responsable du CERES, ancien ministre, et Alain Peyrefitte député (R.P.R.) de Seine-et-Marne, ancien ministre, sur le thème : quelle société pour la France ? Avec archives filmées, sondage, droits de suite et questions des journalistes.

21 h 55 **Le monde est un théâtre.**
Ce premier numéro d'un nouveau magazine, qui se propose de replacer le théâtre dans son contexte sociologique, géographique et humain, s'intéresse aujourd'hui à l'Allemagne. Sur fond d'images de manifestations, de scènes de rues montrant différents aspects de la jeunesse, s'incruste le portrait de l'expérience allemande, commenté par quelques-uns des plus grands metteurs en scène (Claus Peymann, Peter Stein, Heiner Mullet, entre autres) et complété par des extraits de pièces. Une émission claire et intelligente.

22 h 55 **Histoires naturelles.**
La main au collet.
23 h 25 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 50 **Les carnets de l'aventure.**
« La Luire, cavernes et siphons », de J.-P. Janssen.
14 h 25 **Dessins animés**
15 h **Récré A 2.**
17 h 10 **Platine 45.**
Avec Y. Simon, British Colony, Daniel Glikmans, Tracey Ullman.
17 h 45 *Terre des bêtes.*
Les chevaux.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 *Le théâtre de Bouvard.*
19 h 30 **Journal.**
20 h **Sport : football.**
Coupe U.E.F.A. : Anderlecht-Lens.
21 h 55 **Cinéma-cinémas.**
Magazine de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
Une journée avec l'acteur américain Eddie Murphy ; interview de Liv Ullman ; Rouben Mamoulian, l'un des derniers « grands » d'Hollywood ; la conférence de presse de Sean Connery ; le Voleur de bicyclette, *de Vittorio De Sica, quarante ans après ; Maurice Pialat,* A nos amours.
22 h 55 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h **En direct de l'Assemblée nationale.**
Questions au gouvernement.
17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 **Dessin animé : L'inspecteur Gadget.**
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Variétés : Cadence 3.**
Emission de Guy Lux et Lela Milcic.
Avec Pierre Perret, Nana Mouskouri...
21 h 50 **Journal.**
22 h 10 **Téléfilm : Génération frontière.**
Réal. M.-H. Rebois. Avec J. Dasté, M. Marie...
Des retrouvailles d'amis français et allemands dans une auberge des Vosges tournent au psychodrame et se terminent par un assassinat...
23 h 5 **Prélude à la nuit.**
Concerto brandebourgeois n° 6 de Bach interprété par les solistes de l'Opéra (B. Pasquier, S. Collot, solistes altos ; Ph. Cherond, R. Benedetti, J.-M. Gamard, violoncelles ; J.-M. Rollez, contrebasse ; T. Rochet, clavecin).

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 6 **Mon ami Guignol.**
17 h 19 **Les Indiens d'Amérique du Nord** (la mort du bison.
17 h 32 **La Haute Touche** (une réserve d'animaux dans le Berry).
17 h 52 **Saturnin et compagnie.**
17 h 57 **Belle et Sébastien.**
18 h 24 **Eveil à la guitare.**
18 h 30 **Vie régionale.**
18 h 56 **Dessin animé : Ulysse 31.**
19 h **Informations.**
19 h 15 **Info régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Un homme... une ville.**

FRANCE-CULTURE

14 h 5, **Un livre, des voix** : « les Armes de la mère », de M. Cazenave.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : les filles à l'école, meilleures que les garçons.
15 h 2, *Les après-midi de France-Culture* : à 15 h 35, Cosmologies (la Grèce archaïque) ; à 16 h 10, Science ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30, **Bonnes nouvelles, grands comédiens** : « Histoire de Lune », d'A. Carpentier, lue par J. Topart.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Perspectives scientifiques** : portrait d'Emile Benveniste.
20 h, **Musique** : Rameau théoricien (Orphée-Euclide, ou l'artiste philosophe).
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4, **Microcosmos.**
17 h 5, **Histoire de la musique.**
18 h, **L'imprévu** : Jazz.
19 h 5, **Studio-Concert** : œuvres de Moscheles, Bartok/Arma, Prokofiev, Döppler par A. Adorjan, (flûte), N. Lee (piano).
20 h, **Les chants de la terre.**
20 h 30, **Concert** : *Jardin baroque*, de Rollin ; *Dans le tumulte des flots...*, de Lenot ; *Symphonie de chambre n° 1*, de Schoenberg, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Eötvos, sol. J. Ghestem (violon).
22 h, **Fréquence de nuit** : vers 22 h 30, La musique à Monsieur Bertolt ; œuvres de K. Weill, Bach, Beethoven ; 23 h 10, Exils : Weimar en Amérique : œuvres de Schoenberg, Eisler, Weill.

● *Le Groupement des rédacteurs en chef de la presse quotidienne de province et le projet de loi sur la presse.* — Le Groupement des rédacteurs en chef de la presse quotidienne de province, réuni les 3 et 4 décembre pour étudier le projet de loi sur la presse, a adopté un texte rappelant que le Groupement a *« toujours demandé aux pouvoirs publics de veiller à protéger le pluralisme de la presse et le droit à l'information des citoyens »*. La motion estime *« normal que le gouvernement de la République remplisse sa mission dans ce domaine et qu'il veille à la transparence des entreprises de presse, notamment vis-à-vis des lecteurs »*. Cependant, le Groupement *« regrette que le gouvernement ait déposé, sans aucune concertation préalable, un projet de loi de circonstance prêtant à controverse juridique et trop incomplet pour prétendre à une réelle défense du pluralisme »*. Il conviendrait pour y parvenir, selon le Groupement, *« que chaque quotidien puisse conserver en toutes circonstances sa personnalité, même si des raisons économiques imposent des concentrations »*, d'où l'intérêt, selon le Groupement, de son projet de *« charte rédactionnelle »* propre à chaque journal.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 6 DÉCEMBRE

— *Mme Véronique Neiertz*, député P.S. de Seine-Saint-Denis, est invitée sur le Poste parisien, 101 MHz, à 18 h 45.

— *M. Jacques Brunhes*, député des Hauts-de-Seine, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, est reçu sur Génération 2 000, 88,50 MHz Paris, à 19 heures.

— *M. Edgard Pisani*, commissaire européen au développement, participe à l'émission « Le téléphone sonne », sur le thème : l'Europe est-elle malade ?, sur France-Inter, à 19 h 20.

MERCREDI 17 DÉCEMBRE

— *M. Henri Amouroux*, co-directeur du *Journal quotidien Rhône-Alpes*, est l'invité de l'émission « Music and News », sur Radio ABC, 100,6 MHz et 94,8 MHz Paris, à 8 heures.

— *M. Pierre Lescure*, responsable d'antenne à Canal Plus, est l'invité de l'émission « Europe Plus », sur Europe 1, à 19 h 30.

— *M. Raymond Marcellin*, ancien ministre, président du conseil régional de Bretagne, député U.D.F. du Morbihan et Jean-Michel Belorgey, député P.S. de l'Allier, participent à un débat sur la police, sur A 2, au journal de 23 heures.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



6 décembre

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

FRANCE-CULTURE

FRANCE-MUSIQUE

di 7 décembre

TROISIÈME CHAINE : FR 3

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

FRANCE-CULTURE

FRANCE-MUSIQUE

COURSES

VINCENNES

)U LIBRAIRE

Monnaies et joyaux

Martin Jessop Price a répertorié, avec un soin de collectionneur, les monnaies du monde entier, de 650 avant J.-C. à nos jours. Ces pièces constituent, un peu, les archives de plus de 2 500 ans d'histoire du monde. Elles portent les marques des conquêtes, des guerres et des massacres. Les conquérants ayant toujours aimé faire battre monnaie à leur effigie. En tout cas, la beauté de certaines pièces présentées et la rareté de certaines autres combleront et feront rêver les numismates.

Dans un chapitre passionnant sur le papier-monnaie, l'auteur nous apprend que, dès le huitième siècle, des lettres de change furent émises en Chine et qu'à la fin du douzième siècle des billets circulaient déjà dans ce pays. Le papier-monnaie gagna rapidement d'autres pays d'Orient et fut introduit en Europe, en 1661, par Johann Palmstruck, un commerçant livonien qui, deux ans auparavant, avait fondé la Banque de Stockholm. La France, un peu en retard, dut attendre le début du siècle suivant et le savoir-faire du fameux John Law. Les ambitions guerrières de certains pays et le papier-monnaie devinrent vite inséparables. L'Angleterre finança ainsi, en 1694, une guerre contre la France, et le billet de banque fut autorisé, en 1775, par le Congrès continental américain pour mener à bien la guerre d'indépendance contre la Grande-Bretagne. Depuis...

Michel de Grèce célèbre, lui, les couronnes, les sceptres, globes, joyaux et autres emblèmes des familles royales d'Europe. Il nous inflige un historique lénifiant de ces attributs du pouvoir et nous sert sur canapé la légende dorée des monarchies européennes.

Michel de Grèce a une approche toute aristocratique de l'histoire. Evoquant la Révolution française, il n'hésite pas à écrire que *« le choc de la Révolution fut tel que la France n'a pas encore, de nos jours, recouvré entièrement son équilibre, consommant en un siècle et demi quatre monarchies, cinq républiques agrémentées de trois révolutions »*.

P. D.

★ MONNAIES DU MONDE ENTIER, de Martin Jessop Price, traduit de l'anglais par Marc Rolland, 320 pages, relié sous jaquette, 24,5 × 34,5 cm, plus de deux mille photos, dont quatre-vingts en couleurs, Bordas, 250 F.

★ JOYAUX DES COURONNES D'EUROPE, de Michel de Grèce, 144 pages, relié sous jaquette, 22 × 28 cm, illustrations en couleurs et en noir, Olivier Orban, 195 F.

Le « textile-propagande »

Entre 1917 et 1931, en U.R.S.S., tous les arts devaient servir la Révolution. Comme les affiches, les tracts ou les trains, les tissus se couvrirent de faucilles et de marteaux, d'étoiles rouges, de charrues, de tracteurs et de soldats.

E. Yassinskaïa présente les dessins pour tissus d'Alexandre Exter, Varvara Stepanova et Lyubov Popova. Contemporains du suprématisme de Malevitch et du constructivisme de Tatlin, ils sont le témoignage d'une époque fervente où l'on pouvait croire encore que la culture artistique se ferait *« dans les usines et dans les entreprises »*.

Mais *la Mécanisation de l'armée rouge* sur satin, ou l'indienne des *Coopératives agricoles*, annoncent un reflux. On entre dans la thématique de *l'Octobre rouge*. Solennel et monumental, le « textile-propagande » perd sa jeunesse et son ardeur.

R. S.

★ TEXTILES RÉVOLUTIONNAIRES SOVIÉTIQUES, d'E. Yassinskaïa, format 23×29 cm, 124 illustrations, dont 100 en couleurs, 106 pages, Arts et métiers graphiques, diffusion Flammarion, 200 pages.

DANSE

L'envol des stars

En 1947, Serge Lido présentait son premier livre de photos, *Danse*. Bon an mal an il a publié, depuis, une suite d'albums préfacés par sa *femme, la critique Irène Lidova*, véritables archives en images.

Art éphémère, la danse ne laisse guère plus de traces que le vol des papillons. En trente-cinq ans, Serge Lido en a capturé les reflets chatoyants avec une prédilection pour les stars à la gloire fugitive. Stars d'aujourd'hui au zénith de leur carrière, espoirs de demain, charmants garçons, adolescentes au profil perdu, tous saisis en pleine trajectoire, tous beaux. Il semble qu'avec les années Lido confère à ses portraits plus d'intériorité et de mystère. Voici Baryschnikov pensif, Noureev sauvage et hilare, l'œil sombre de Makarova-Carmen, le long cou de cygne de Shonach Mirk, la prunelle veloutée de Bujones, un Godounov sorti du *Casanova* de Fellini, une sorte de Vassiliev cow-boy...

Dans ce survol panoramique à l'usage des balletomanes, les danseurs modernes comptent peu. Comme le fait remarquer Lidova, dans les créations contemporaines, c'est le chorégraphe qui est la star. Lido en présente quelques spécimens à travers leurs compagnies : Neumeier, Pina Bausch, Murray Louis, Nikolaïs, Maguy Marin, Oscar Araïz... Jorge Lefevre (!), on lui laisse la responsabilité du choix. Enfin, en dernière page, la superstar du ballet, photographiée à Venise à l'aube de la célébrité, George Balanchine.

Pour la première fois, la couleur intervient dans les albums de Lido, mais il reste un champion du noir et blanc.

M. M.

★ LES STARS DE LA DANSE, par Serge Lido, Vilo, 120 pages, dont 16 en couleurs, format 22 × 26 cm, 160 francs.

Dansons maintenant !

« Quel bouleversement depuis 1880 ! Les jeunes filles ont renoncé aux lourdes robes, aux chapeaux embarrassants, aux bottines et aux gants. En jeans ou en short, elles courent, chaussées de tennis... La pratique du sport s'est répandue. Les foules se pressent sur les plages. Le costume de bain est réduit au minimum. On n'a plus honte de son corps, on en est fier. Cette évolution favorise le développement d'un spectacle où le corps occupe une grande place. Et si la danse est l'art du vingtième siècle, c'est aussi parce qu'elle contribue à changer notre image du corps. »

Ainsi commence une histoire du ballet, préparée par notre confrère Pierre Lartigue et destinée aux jeunes. *Plaisirs de la danse* est aussi un plaisir de lire avec de beaux caractères, une mise en pages modulée, des références, une iconographie, des photos en couleurs, des croquis. Placé sous le double parrainage de Merce Cunningham et de Serge Lifar, l'ouvrage analyse l'esprit, la naissance et le développement du ballet classique rattaché à l'histoire de la société et des arts, et aussi l'avènement de la danse moderne, d'Isadora Duncan, à l'avant-garde américaine. Une petite visite enfin à trois écoles réputées, l'Ecole de danse de l'Opéra de Paris, celle du Kirov de Leningrad et le studio de Merce Cunningham à New-York. Un livre intelligent, plein de couleurs, de vie, de beauté et que l'on devrait même programmer dans l'enseignement tout court.

M. M.

★ *PLAISIRS DE LA DANSE*, de Pierre Lartigue, Ed. Messidor, La Farandole, 98 F.

MUSIQUE

Art lyrique et musique

Augmenté de quelques opéras du dix-huitième siècle, ce livre est une nouvelle présentation (reliée) des deux volumes brochés parus en 1978 chez le même éditeur. On y trouve de bons résumés et de brèves analyses de deux cent cinquante opéras classés dans l'ordre chronologique, un lexique et une discographie. Les illustrations et quelques exemples musicaux ajoutent un supplément d'intérêt à ce *vade mecum* de l'amateur d'art lyrique.

Comme son titre l'indique, *le Nouveau Dictionnaire de la musique*, de Roland de Candé, n'est pas une simple réédition des précédents; ajouts, corrections, mises à jour ont remédié à certains défauts; il n'en reste pas moins – si l'on compare ce dictionnaire au Larousse de la musique – que donner si peu d'informations en tant de pages constitue une sorte de prouesse.

G. C.

★ L'OPERA, de François-René Tranchefort. Editions du Seuil, *635 pages, 220 F.*

★ LE NOUVEAU DICTIONNAIRE DE LA MUSIQUE, de Roland de Candé. Editions du Seuil, 670 pages, 250 F.

DÉCORATION

L'extraordinaire Ruhlmann

Socle-rouleau en ébène de Macassar, coffre gainé de maroquin, intérieur en sycomore, ce bar (1930) est de Ruhlmann, le meublier qui eut pour clients Doucet, Madame Paquin, André Tardieu ou Colette. Un album somptueux reproduit certaines de ses plus belles créations. Il raconte aussi l'histoire de « l'empire Ruhlmann », touché par la récession économique mondiale, en 1932.

Travaillant pour l'élite, Ruhlmann chercha à créer un « style ». *« L'objet de grand luxe devient l'étalon de la production courante »*, disait-il. Il fut imité, plagié. Décorateur, il réunit les meilleurs architectes, des sculpteurs (Bourdelle, Pompon), des peintres et des créateurs de céramiques et de tapis. Sous sa direction, l'« Hôtel du collectionneur » devint le symbole du style arts déco. – R. S.

★ RUHLMANN, de Florence Camard, format 22 × 30, nombreuses illustrations en noir et en couleurs, 312 pages, Editions du Regard diffusion, 450 F.

Entretien avec Massin

(Suite de la page 19.)

» J'aimerais également avoir un curieux petit livre, l'Apprentif administrateur, *écrit et imprimé par un certain Nicolas Cirier vers 1830. C'est un pamphlet contre son chef de service. Queneau en avait un exemplaire, mais il n'a jamais voulu me le prêter !*

» Il n'y a aucune raison qu'un livre de poche soit laid. C'est ce que j'ai voulu prouver en faisant la maquette de « Folio » *: j'ai choisi un caractère plus raffiné que celui qu'on utilisait dans ce genre d'édition, un meilleur papier, j'ai laissé le fond de la couverture blanc, non seulement pour donner une unité à la collection et la différencier de ses rivales, mais aussi pour mettre en valeur l'illustration. Je n'ai publié que des couvertures dessinées. Cent cinquante dessinateurs, connus ou débutants, ont réalisé les cinq cents premières couvertures. Il me semble que* « Folio » *a contribué à relancer la mode du dessin dans la publicité, au début des années 70. Actuellement, j'ai l'impression qu'on revient de plus en plus à la photo. On m'a parfois reproché d'être « élitiste ». Je cherche en réalité à faire de l'élitisme pour tous.*

Les difficultés du livre illustré

» Je suis un dessinateur refoulé, un dessinateur qui n'a jamais travaillé le dessin, qui ne sait pas dessiner. Mon travail consiste à prendre un carton de dessins de Bretécher, où il y a un peu de tout, et à faire un livre (1). Il ne suffit pas d'avoir un beau texte, de belles illustrations, du papier fait à la main et un beau caractère typographique pour obtenir un beau livre. La réussite dépend aussi de la façon d'agencer tout cela, de l'esprit qui préside à la création du livre. Les Allemands ont d'excellents produits, mais pas de bonne cuisine. »

Il définit son style graphique comme un mélange d'éléments classiques et baroques, de sobriété – il a fait supprimer les lettrines chez Gallimard – et d'invention. Il parle vite, comme un homme pressé ou, plus simplement, comme quelqu'un qui connaît bien son sujet. Sa vivacité lui donne un air juvénile. Il se laisse emporter par son sujet, la plupart du temps il répond aux questions avant qu'on ait eu le temps de les lui poser.

« Grâce aux progrès techniques, le livre illustré s'est sensiblement amélioré, dit-il. *On pourrait faire encore mieux, mais les impératifs financiers ne l'autorisent pas toujours. C'est un livre qui s'adresse à des clientèles spécifiques : il en existe une pour l'album de photos sur le Népal, une autre pour le recueil de photos en noir et blanc, une troisième pour le dessin, une quatrième pour le livre de prestige. L'âge d'or du beau livre est derrière lui. Comme il se vendait très bien, tous les éditeurs ont voulu en profiter et ont lancé brusquement trop d'ouvrages sur le marché. On a pu voir paraître simultanément quatre ou cinq livres sur le même sujet. Je pense que les éditeurs de livres illustrés auraient tout intérêt à se communiquer leurs projets. Les effets de cette surproduction ont été aggravés par la baisse du pouvoir d'achat.*

» Jusqu'à l'année dernière, j'étais persuadé qu'un livre original et de grande qualité trouverait des acheteurs même s'il était vendu plus de 400 F. Le livre sur Paul Iribe, que nous avons sorti il y a un an, a eu une presse excellente, mais la vente n'a pas suivi. Cette année, j'ai dû changer complètement de politique et je n'ai publié que des livres à prix moyen. Si eux non plus ne marchent pas, il n'y aura plus qu'à tirer l'échelle. Mais je crois à la qualité, je crois qu'à long terme la qualité est payante. »

VASSILIS ALEXAKIS.

(1) Claire Bretécher, *Portraits*, Denoël, 148 F.

ARTS

L'école d'Avignon

(Suite de la page 19.)

Clément VI pendant les dix années de son règne, de 1342 à 1352 met fin à l'austérité de Benoît XII, qui avait développé le côté forteresse du palais des papes. Il donne à la cour un faste sans pareil, et des artistes venus des régions de France, d'Espagne, d'Angleterre, des Flandres et, naturellement, des Italiens y laissent une suite impressionnante de fresques et de tableaux. Beaucoup ont disparu. Trop de fragments, dit Michel Laclotte, manquent pour reconstituer le puzzle de l'image d'ensemble de l'école d'Avignon au quatorzième siècle. Mais on peut, à partir de ce qui subsiste en œuvres et en documents, supposer que la cité papale fut de 1330 à 1365 l'un des centres les plus vivants de la peinture européenne.

L'influence néerlandaise

Un renouveau y apparaît avec le triptyque de *l'Annonciation* peint à Aix-en-Provence pour la cathédrale Saint-Sauveur entre 1444 et 1445. On y trouve l'influence néerlandaise de Jan Van Eyck et du maître de Flémalle. Les historiens attribuent ce chef-d'œuvre au maître dit du roi René auquel est associée une des plus grandes figures, française celle-là, de l'école d'Avignon. On ne sait pas grand-chose sur Enguerrand Quarton, peintre et enlumineur, sinon qu'il est français et qu'il est l'auteur notamment de deux chefs-d'œuvre, *la Miséricorde* (musée de Chantilly) et *le Couronnement de la Vierge*. Son existence est connue par des documents de 1444 à 1446 à Aix-en-Provence au moment où est mise en place *l'Annonciation*. Puis, à partir de 1447, à Avignon, Quarton est, en ces années, un maître en pleine maturité, sûr de ses moyens, bien que marqué par les techniques des Jan Van Eyck, Rogier Van der Weyden, le maître de Flémalle. Ses couleurs ont la souplesse de celles des enlumineurs parisiens, et son art reflète un sens aigu du réel.

Ce n'est que récemment qu'une étude pénétrante de Charles Sterling lui a attribué la paternité de la *Pietà de Villeneuve-lès-Avignon*, le chef-d'œuvre aujourd'hui au Louvre. Ce très beau livre, aussi sérieux dans le fond que spectaculaire dans sa présentation illustrée, est publié par la Réunion des musées nationaux. Il procède avec minutie à l'anatomie de ce tableau d'une plasticité saisissante, qui fait d'Enguerrand Quarton un des créateurs les plus inspirés du quinzième siècle européen.

J. M.

★ **L'ECOLE D'AVIGNON, de Michel Laclotte. Chronologie de Dominique Thiébaut et Jean-Pierre Cuzin, 302 pages, 400 illustrations en noir et 417 en couleurs, Flammarion. Prix de lancement jusqu'au 31 décembre 1983, 480 F.**

★ **ENGUERRAND QUARTON, de Charles Sterling, documentation vérifiée par Nicole Reynaud et Michel Hayez, 221 pages, illustrations en noir et couleurs. Edition de la Réunion des musées nationaux, diffusion M.D.L.-Plon, 380 F.**

Le tumulte expressionniste

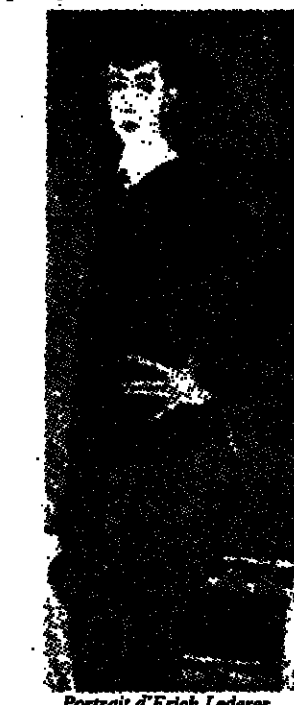
Le *Journal de l'expressionnisme* a les qualités et les défauts du genre : une abondante illustration, mais une vision elliptique sur le sujet, particulièrement centré dans le cas présent sur l'Allemagne, où, il est vrai, ce phénomène artistique a eu des répercussions plus profondes et plus durables, avant et après la première guerre mondiale.

De Munich à Berlin

Ses signes avant-coureurs se sont manifestés à travers l'œuvre de trois tempéraments du Nord : Van Gogh en Hollande, Ensor en Belgique, Munch en Norvège. Ils ont eu un écho récupérateur, en 1905 à Dresde, où quatre jeunes artistes en quête d'eux-mêmes, Kirchner, Nolde, Heckel, Schmidt-Rottluff, avaient fondé le groupe *Die Brucke* (le Pont), qui se référait au *Zarathoustra* de Nietzsche, où il est question du pont qui relie la bête au surhomme.

L'idée de laisser les émotions dicter les couleurs et infléchir les formes pour se libérer des règles de l'académisme était dans l'air un peu partout. Cette même année 1905 ne fut-elle pas celle du Salon d'automne des fauves, où cette fois des peintres mûrs comme Matisse, Derain, Braque, Van Dongen, Vlaminck apportaient leurs couleurs rugissantes? Le fauvisme, et ses facilités, se calma assez vite en France, bien que certains peintres, dont cette manière servait le tempérament, continuèrent dans cette voie comme Rouault et Auguste Chabaud, artiste quelque peu oublié dont le Cercle d'art sort le catalogue raisonné.

Munich est le second centre historique de l'expressionnisme allemand. Deux Russes qui s'y étaient réfugiés, Kandinsky et Jawlensky, avaient fondé, avec Macke et Klee, le groupe du *Blaue Reiter* (le Cavalier bleu), aux résonances romantiques qui en est la version abstraite.



Portrait d'Erich Lederer par Egon Schiele (1912). Extrait de « Egon Schiele », de Gianfranco Malafrina, (Flammarion).

Mais Berlin donna à ce mouvement son terreau le plus actif, notamment grâce à la galerie Herwath Walden, qui publiait la revue *Der Sturm* (la Tempête) et exposait les artistes internationaux d'avant-garde : Delaunay, Léger, Picasso, Chagall... Les gouaches de feu de ce dernier rapportées de la Ruche et montrées comme des feuilles libres, étalées sur des tables, ne manquèrent pas d'activer le foyer expressionniste berlinois, où le tonitruant Autrichien Kokoschka ne devait pas tarder à intervenir.

La variante viennoise, particulièrement intéressante, est évoquée par Schorske, qui en donne un substantiel arrière-plan politique et culturel dans son livre *Vienne, fin de siècle*. Il parle de Kokoschka et de Klimt, mais pas d'Egon Schiele, dont Flammarion publie *« tout l'œuvre peint »*, marqué par l'aliénation et une intense libération du moi.

J. M.

★ **LE JOURNAL DE L'EXPRESSIONNISME, de Woy-Dieter Dube, directeur général du Staaliche Museum Preubistiez Kulturbesitz à Berlin. Un volume, format 30,5 × 35, 90 reproductions en couleurs, 180 en noir et blanc, 176 pages sous jaquette en couleurs. Skira, diffusion Flammarion, 440 F.**

★ **EGON SCHIELE, *Tout l'œuvre peint*, de Gianfranco Malafrina, 48 illustrations en couleurs et 430 en noir et blanc, 128 pages, Flammarion, 82 F.**

★ **AUGUSTE CHABAUD, de Max-Philippe Delavouet, 32 × 29, 53 reproductions en couleurs, 55 dessins en noir et blanc, relié pleine toile, jaquette couleur. Le Cercle d'art, diffusion Inter Forum, 350 F.**

★ **VIENNE, FIN DE SIÈCLE, de Carl E. Schoske, 380 pages illustrées en noir et blanc. Le Seuil, 150 F.**

Francis Bacon vu par Michel Leiris

Cet album de reproductions (excellentes, toutes en couleurs) des peintures de Francis Bacon depuis 1944 et jusqu'aux plus récentes, choisies par l'artiste lui-même, peut passer pour la rétrospective idéale de son œuvre. Mais c'est aussi, par le texte de Michel Leiris qui y introduit, quelque chose d'autre, un lieu où se scelle comme il faut la rencontre de l'écrivain et du peintre.

Le premier essai de Michel Leiris sur la peinture de Bacon qu'il nous a été donné de lire préfaçait l'exposition de 1966 à la galerie Maeght ; le second, celle du Grand Palais en 1971-1972. Les deux textes ont été réunis en un petit livre, *Francis Bacon ou la vérité criante*, en 1974 (Fata Morgana), curieusement oublié dans l'imposant travail de Gilles Deleuze – *Francis Bacon. Logique de la sensation* (« La vue, le texte », éditions de la Différence ; 1981), – qui pourtant évoque nombre d'analyses de moindre importance sur le peintre.

Le troisième, *Bacon* par Leiris, n'est pas tellement plus long que les autres, mais il va plus loin dans la mise à nu de la quête du peintre, révélant du même coup sa correspondance profonde avec celle de l'auteur de l'*Afrique fantôme* et de *la Règle du jeu* par cet acharnement à vouloir connaître l'homme, à scruter la vie dans sa réalité la plus profonde.

Leiris – dont le commerce par affinités électives avec les peintres remonte aux années 20, à son amitié, avant même la naissance du surréalisme, avec André Masson ou avec Picasso, cet autre explorateur qui, par le jeu de la distorsion du réel, fait voir le dessous des cartes – analyse l'impressionnante succession baconienne de visages et de corps écorchés, sur le vif, qui sur le divan, le lit, la table, qui sur la chaise ou le lavabo, ramassis de chair, de sang, de muscles, isolé dans la boîte scénique et ses plans, avec juste ce qu'il faut d'accessoires du quotidien pour ancrer la vie et son double, l'ombre épaisse de la mort, dans le présent, *« ici et maintenant »*.

Tout se passe *« dans la crudité de midi, sommet du jour et heure de vérité, sous une lumière fixe d'électricité »*, dans un espace qui inclut le spectateur promu au rang de voyeur. Un espace dans lequel Bacon – le peintre – opère sans mettre de distance, surtout sans ce travail de la pensée qui pourrait faire écran.

Bacon, pour Leiris, qui coupe là à bien des dérapages sur la lecture de son œuvre, est un *« réaliste authentique, qui n'a d'autre visée que d'exprimer la vie (celle que nous vivons, ce que nous sentons, l'être mouvant que nous sommes) et de produire une œuvre douée de cette présence qui est le rayonnement de sa vie elle-même »*. Un réaliste et un laïc : *« Les tableaux, qui, lieux de pures présences vivantes, ne débouchant sur rien, sont placés sous le signe de l'absence de sens, dans l'éclatante nudité de l'instant même »*, [qui] *expriment ce qui est au vrai notre condition propre (expressément celle du dépossédé de tout paradis durable qu'est l'homme d'aujourd'hui, qui, yeux ouverts, sait se pencher sur lui-même.* » L'affirmation vaut aussi tout entière pour l'écrivain dont la peinture de Bacon, déployée ici, éclaire le verbe.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ **FRANCIS BACON, de Michel Leiris. Albin Michel, 241 illustrations en couleurs, dont 12 triptyques sur dépliants. 550 F.**

Chardin le révolutionnaire

Il y a pour Pierre Rosenberg, auteur d'une précise monographie de Chardin, un malentendu sur le dix-huitième siècle. On le croit le siècle de Boucher et de Fragonard avec leurs lumières, leurs dentelles, leur faste. Il est plutôt celui de Chardin, le peintre d'un temps où les masses paysannes connaissent la pauvreté, sinon la misère, qui a éclaté en 1789.

Ce silencieux et subtil peintre d'un monde tranquille, dont l'ordre merveilleux est prêt à basculer dans l'instabilité, est le reflet de son temps. Né en 1699, dans un Paris qu'il ne quitte jamais, Chardin n'a pas été, comme Boucher ou Natoire, à l'Académie royale ou en Italie. Il n'a pas la culture de l'élite et il n'est donc pas question pour lui d'aborder le « grand genre » de la peinture d'histoire, sommet de la hiérarchie des artistes.

Aujourd'hui, Chardin est peut-être un des plus aimés et admirés du dix-huitième siècle, l'expression typique du génie français pour sa suprême qualité picturale qui enveloppe de magie poétique les représentations les plus simples : *la Mère laborieuse, la Raie, le Panier de fraises des bois*, les portraits d'enfants et ceux des objets sous les lueurs prenantes de petits intérieurs où règnent la sérénité, le bonheur dans la pauvreté.

Des prémices révolutionnaires, on ne trouvera aucun écho dans son œuvre. Cet art intimiste de la scène de genre est proche des Hollandais. Mais s'il ne peint que ce qu'il voit, la réalité qu'il a devant les yeux, c'est, selon Pierre Rosenberg, en précurseur de longue date des cubistes, de Cézanne, de Matisse, de Braque, de Morandi, qu'il soumet l'objet au tableau. L'oblique *Pourvoyeuse* est, pour Malraux, *« un Braque génial mais tout juste assez habile pour tromper le spectateur »*. A sa manière, Chardin est un révolutionnaire.

J. M.

★ **CHARDIN, TOUT L'ŒUVRE PEINT, de Pierre Rosenberg, 128 pages, format 24 × 31,5, 48 planches en couleurs et 405 illustrations en noir et blanc. Relié sous jaquette illustrée en couleurs. Collection « Les classiques de l'art », Flammarion. 82 F.**

Les lieux de la peinture moderne

Au milieu du siècle dernier, des peintres quittent leur atelier et prennent le bâton de pèlerin pour aller à travers les paysages, convaincus, selon le mot de Courbet, que la beauté de la nature dépasse toutes les conventions de l'art.

Cette « révolution picturale » qui intervient aux alentours de la révolution de juillet, c'est l'entrée en scène du modernisme. Ne pouvant se réaliser dans les salons, tenus par les académiciens en place, ce changement s'accomplit par un mouvement périphérique. Les peintres en France (Courbet, Corot, Théodore Rousseau, Diaz, Huet, Nanteuil...) semblent saisis par une formidable bougeotte, allant telles des abeilles butiner d'un site à l'autre : les sous-bois de Fontainebleau, les vallons de Normandie, les bords de mer du côté de Honfleur, les bords de Seine autour d'Argenteuil...

Ces sites sont exploités comme le filon d'une mine : lorsqu'ils donnent le meilleur, on va plus loin renouveler l'air pictural. L'idée de Yann Le Pichon, auteur de ces *Peintres du bonheur*, est simple : pourquoi ne pas montrer la liaison de la peinture avec ses lieux ? Donner à voir *les Baigneuses* de Renoir et son *Déjeuner des canotiers* avec le café flottant du père Tellier ? *Le Déjeuner sur l'herbe* de Monet et la lisière de forêt où un certain jour le soleil avait brillé avec tant de délicatesse à travers le feuillage ?

Les musées et les livres d'art qui se calquent sur leur manière chronologique nous montrent des tableaux en suivant l'évolution des styles. Ici l'auteur nous les fait voir près de leurs lieux de naissance, les paysages et les auberges où le soir les peintres venaient se réchauffer à la chaleur de l'amitié. L'auberge de la mère Anthony, à Marlotte, la Grenouillère du bord de Seine, la Ferme Saint-Siméon à Honfleur... D'un endroit à l'autre, on retrouve presque toujours les mêmes peintres, auxquels d'autres se sont joints.

L'auteur du livre voyage et nous fait voyager. Il nous mène à Chatou, où Vlaminck a allumé un incendie de couleurs fauve, puis revient à Paris, où, comme le marin en quête de bouges, il va retrouver les pensionnaires des maisons closes de Lautrec à Montmartre. Et de l'autre côté de la Butte, au Bateau-Lavoir, *les Demoiselles d'Avignon* de Picasso. Il traverse Paris vers Montparnasse et explore la caverne d'Ali Baba de la Ruche avec ses trésors de peinture illuminée de poésie de Modigliani, Léger, Chagall, Soutine, Kikoïne... Il repart pour finir, vers Pont-Aven où de nouveaux peintres (Gauguin, Sérusier, Denis, Bernard) sont attirés par les sortilèges de la Bretagne.

Avec de bonnes illustrations, ce livre permet aux amateurs de tourisme culturel de voyager à travers les sites des peintres en ayant en tête un chef-d'œuvre. La géographie de la peinture mêlée au tourisme est une idée dans l'air. L'ouvrage de Charles-Guy Le Paul explore de son côté les sites de l'impressionnisme dans l'école de Pont-Aven. Et le recueil de quarante-cinq lettres de Gauguin aux Van Gogh, présentées et annotées par Douglas Cooper, nous fait entrer dans l'intimité de deux grands solitaires de la peinture.

J. M.

★ **LES PEINTRES DU BONHEUR, par Yann Le Pichon, format 26 cm × 33 cm, 288 pages, dont 250 pages en couleurs, relié pleine toile sous jaquette couleur. Laffont, 380 F.**

★ **L'IMPRESSIONNISME DANS L'ÉCOLE DE PONT-AVEN, par Charles-Guy Le Paul, format 33 cm × 27 cm, 284 pages, 332 illustrations en noir et en couleurs. La Bibliothèque des arts, 585 F.**

★ **QUARANTE-CINQ LETTRES DE GAUGUIN A VINCENT ET THÉO VAN GOGH, de Douglas Cooper un volume relié pleine toile, format 28 cm × 21 cm, 372 pages, La Bibliothèque des arts, 480 F.**

L'aventure de la lithographie

Elle méritait d'être contée, et justifiée, l'extraordinaire aventure de la lithographie, qui n'a pas encore deux cents ans d'âge : presque deux siècles de progrès techniques associés à la création d'authentiques chefs-d'œuvre. Elle l'est. Mieux qu'un livre de très belles images, qui abondent, c'est une somme. Y ont collaboré les meilleurs spécialistes, à commencer par Jean Adhémar, décernant ses lettres de noblesse à cet art de peintre, de peintre-graveur : *« Rembrandt a « inventé » l'eau-forte, Goya a « inventé » la lithographie. »* Le Goya des *Taureaux de Bordeaux*...

Il s'agit de s'entendre. Les procédés utilisés par Rembrandt ou Goya préexistaient. En fait l'impression de dessins tracés au crayon gras sur une pierre lisse a été inventée par Aloys Senefelder à Munich en 1798. Domenico Porzio fait l'historique de cette découverte née du hasard – ce que Senefelder confirme avec un grand luxe de détails dans les pages les plus passionnantes de son *Art de la lithographie* reprises en fin de l'ouvrage – ainsi que de sa rapide expansion et de son évolution technique. De son côté, le maître lithographe Fernand Mourlot parlera de son métier, de son célèbre atelier, de la collaboration permanente de l'artiste et du pressier. Puis D. Porzio passe longuement en revue les peintres qui nous ont séduits avec *« la profondeur spatiale d'une lithographie, le velouté de ses reliefs et de ses couleurs, la lumière qu'elle reçoit et renvoie, l'harmonie essentielle de sa composition »*, au gré des hauts et des bas que la vogue du nouveau mode d'expression a connus au cours des ans. Voici, entre des centaines d'autres, Delacroix, Daumier, Bresdin, Manet, Odilon Redon, Ensor, Toulouse-Lautrec, Munch, Rouault, les expressionnistes allemands, les fauves, les contemporains de tous pays, de toutes tendances.

N'oublions pas que la grande raison de l'essor de la litho, ce fut d'abord sa possibilité de tirages illimités. *« Symbole de l'art à bas prix »*, écrit Michel Melot, qui souligne son rôle social dans la diffusion de la caricature au dix-neuvième siècle. Daumier, le grand Daumier, n'est pas le seul à avoir employé cette arme de combat. En outre, grâce à la litho, l'art descend dans la rue, littéralement et, preuves à l'appui, Alain Weill démontre que, traitée par les Chéret, Toulouse-Lautrec, Cappiello, etc., l'affiche n'est plus un art mineur. Art de masse ? Sans doute. Mais en contrepartie il s'adresse, par le livre, aux bibliophiles, et Jacqueline Armingeat n'a pas de peine à retrouver les plus grands noms de la peinture qui ont ainsi donné l'*« équivalent graphique »* des plus grands textes.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ **LA LITHOGRAPHIE, de J. Adhémar, J. Armingeat, M. Melot, F. Mourlot, D. Porzio, A. Weill. Nathan. Un volume relié toile, 240 p., 31,5 × 24,5, 284 reproductions noir et couleurs. Préface de Maurice Rheims. Prix : 340 F. Edition Nathan.**

Pour les amateurs de musique

Convaincus que *« plus on aime, plus on a envie de connaître, car on devine que, mieux on connaîtra, plus profondément encore on aimera »*, Jean et Brigitte Massin ont choisi de prendre par la main ceux qu'ils appellent les piétons de la musique ou, plus exactement, de les mettre entre les mains d'une équipe de collaborateurs dont certains, excellents, entraînent dans leur sillage ceux qui ne les valent pas tout à fait. Le titre complet : *Histoire de la musique occidentale et de ses musiciens* résume assez bien le propos des auteurs, qui ont choisi de ne pas parler des musiques des autres civilisations plutôt que de le faire trop superficiellement, et de laisser une large place à ceux qui ont fait l'histoire, aux compositeurs. Un souci de clarté semble avoir présidé à la rédaction des textes, un lexique liminaire explique les termes techniques, les illustrations sont bien choisies, quoique l'ensemble soit passablement austère et impersonnel.

Avec les défauts inhérents à l'impossibilité pour un seul auteur de tout connaître, l'*Histoire universelle de la musique* de Roland de Candé, parue aux éditions du Seuil en 1978, est, de par la qualité de la mise en page, à la fois plus attrayante et plus immédiatement parlante ; quant aux avantages offerts par la réunion d'une équipe de spécialistes, cette nouvelle histoire ne saurait se comparer à celle publiée en 1963 par l'Encyclopédie de la Pléiade sous la direction de Roland-Manuel, qui reste, par excellence, la meilleure de nos histoires de la musique et ne se situe pas pour autant hors de la portée des amateurs auxquels elle est destinée, elle aussi.

GÉRARD CONDÉ.

★ **HISTOIRE DE LA MUSIQUE OCCIDENTALE, sous la direction de Brigitte et Jean Massin, 2 tomes (parution du deuxième en janvier 1984). Editions Messidor-Temps actuels. Prix de lancement : 600 F les deux volumes.**

Francis Bacon vu par Michel Leiris

a peinture moderne

les amateurs de musique

ARTS ET CIVILISATIONS

Les bronzes grecs par Claude Rolley

Depuis trente ans des milliers d'œuvres en bronze appartenant au monde grec, objets ou sculptures, ont été découvertes grâce principalement au développement des fouilles sous-marines : protégées par la mer, elles ont échappé au sort courant des pièces en bronze, celui d'être refondu pour en faire des munitions, des armes.

Ces découvertes, qui doublent à peu près le nombre de bronzes grecs que l'on connaissait jusque-là, sont parfois capitales, qu'il s'agisse de prises spectaculaires comme en 1972 les deux statues d'hommes – guerriers, dieux ou athlètes – pêchées au large de Riace en Calabre, dûment restaurées et aujourd'hui exposées au musée de Reggio ; ou de trouvailles plus modestes comme les nombreuses statuettes et témoignages de la vie quotidienne inventées notamment dans le sol d'Olympie. Leur étude remet parfois en cause des données anciennes, soulève de nouveaux problèmes, bouscule parfois quelque peu les chronologies établies des styles, voire les réseaux connus d'influences.

On peut citer l'exemple de cette belle tête barbue trouvée dans une épave, à Porticello, et qui se trouve aujourd'hui dans la même salle du musée de Reggio que nos deux héros musclés : si elle était effectivement antérieure à 400 (avant J.-C.), date à laquelle on croit pouvoir situer le naufrage du navire qui la transportait, il faudrait avancer au moins d'une génération le moment où on admet généralement l'apparition du portrait individuel en Grèce propre.

Il fallait bien qu'un premier bilan de toutes ces découvertes récentes soit fait. C'est ce à quoi s'emploie Claude Rolley, dans ce livre abondamment illustré, à la fois sérieux – Claude Rolley professeur à l'université de Dijon, est spécialiste en la matière – et attrayant. L'auteur, qui ouvre son étude par un chapitre consacré à la grande statuaire, où l'on verra que le célèbre jeune jockey du musée national d'Athènes a retrouvé son cheval, est très soucieux de présenter les petites pièces qui permettent d'éclairer tel ou tel aspect d'une production locale et originale.

Rappelons enfin que les bronzes, grands et petits, sont le plus souvent des originaux, alors que les marbres et les terres cuites ne sont, dans la plupart des cas, que des copies romaines ou des produits de série.

G. B.

★ **LES BRONZES GRECS. Deux cents illustrations (dont quarante en couleurs) plus cent deux dans le catalogue qui ferme le livre, trois cartes, Vilo office du livre, Fribourg – 585 F.**

Subtiles céramiques et porcelaines

La céramique, c'est à la fois l'humble poterie, les porcelaines fines et les faïences. A travers trois cent quatorze pièces, reproduites en couleurs, Henri-Pierre Fourest, conservateur honoraire du Musée national de céramique, révèle les secrets de cet art subtil.

Son livre *la Céramique européenne* passe en revue la faïence hispano-mauresque, la porcelaine tendre, en Italie, en France, en Espagne, etc., ou la porcelaine dure, celle de Meissen, de Strasbourg. Des aiguières, cruches, pichets, figurines, nobles ou humbles, illustrent la maîtrise et l'invention des émailleurs et des peintres verriers.

La Porcelaine européenne au XIXe siècle complète l'ouvrage de Fourest. On entre alors dans l'ère de la production massive de porcelaine d'usage. La porcelaine, dans les manufactures de Sèvres, de Naples ou de Derby, produit encore des chefs-d'œuvre. Vases inspirés de l'Antiquité, pendules de Limoges, d'autres merveilles peintes, dorées, tournent parfois au « tour de force ».

Un « catalogue des marques », de Bayeux à Swinton, sera utile aux collectionneurs et aux marchands.

Quelques « trucs » pour reconnaître les faux et les copies les aideront à identifier les « faux Vienne » et les « faux Sèvres » marqués (1). Les « pâtes tendres » sont apparues au XVIe siècle, à Florence. Un ouvrage, dirigé par Gilbert-Jean Malgras, présente les porcelaines tendres françaises, de Rouen, de Vincennes, etc. La manufacture de Sèvres domine encore cette production.

Au XXe siècle, les potiers et céramistes français restent souvent méconnus. Anne Lajoix, avec *la Céramique en France, 1925-1947*, étudie une période confuse, complexe, où les traditions et la nouveauté se chevauchent : entre l'Exposition des Arts décoratifs de 1925 et les débuts de Picasso à Vallauris.

Paul Beyer, Paul Bonifas, Louis Delachenal, Pierre Fouquet, Emile Lenoble, etc., chaque créateur répertorié a plusieurs de ses œuvres reproduites. On voit alors la diversité des tendances. En annexe, une « note sur le problème du vocabulaire en céramique » fait le point sur les dernières évolutions d'un art millénaire.

RAPHAEL SORIN.

(1) Les éditions Tardy-Lengellé publient en deux volumes *les Poteries-faïences porcelaines européennes, Caractéristiques marques.*

Pichet en faïence, fin du XIVe siècle. Illustration tirée de « la Céramique européenne ». (F. Nathan.)

★ **LA CERAMIQUE EUROPEENNE, de H.-P. Fourest, format 21 × 25, 400 pages, 314 illustrations couleurs, Ed. Fernand Nathan, 395 F.**

★ **LA PORCELAINE EUROPEENNE AU XIXe SIECLE, d'Antoinette Fay-Hallé et Barbara Mundt, format 25 × 31, nombreuses illustrations couleurs et noir, 302 pages, Office du livre, Fribourg, Ed. Vilo, 540 F.**

★ **PORCELAINES TENDRES FRANÇAISES, de Gilbert-Jean Malgras, format 25 × 31, nombreuses illustrations couleurs, 272 pages, Ed. A.B.C., diffusion Ed. de l'Amateur, 320 F.**

★ **LA CERAMIQUE EN FRANCE, 1925-1947, d'Anne Lajoix, format 25 × 33, illustrations couleurs et noir, 196 pages, Ed. Sous le vent, diffusion Weber, 348 F.**

Un festival d'architecture

Rien de plus complet, de plus efficace et, malgré sa densité, de plus pédagogique que *le Grand Atlas de l'architecture mondiale,* grand volume de plus de quatre cents pages, récompensé par le prix du premier Festival du livre d'art et d'architecture, au mois de septembre dernier, à Enghien. L'édition originale publiée en anglais sous la direction de Sir J.-J. Norwich et avec les signatures d'une série de renommées du genre, a été très largement remaniée, étoffée et pour tout dire améliorée par Christiane Flon et l'équipe d'*Encyclopedia Universalis* qui a, en fait, substitué aux célébrités du premier ouvrage les textes de spécialistes français. Des textes précis, sans jargon, dont l'organisation affine l'agencement traditionnel des encyclopédies d'architecture. Ainsi, les notions de baroque et de classique, font-elles l'objet d'une vigoureuse remise en place, parfaitement expliquée. Ce qui n'empêche pas, au demeurant, chacun a ses faiblesses, le terme de baroque d'être utilisé plus loin dans le sens précisément contesté. Ce petit péché mis à part, *le Grand Atlas de l'architecture,* rend le grand service de classer astucieusement l'inclassable dans le fuyant magma d'époques, de styles, d'influences que forme l'art de construire. L'illustration photographique est excellente, en gros et à quelques couleurs près. Elle est étayée d'inestimables dessins, plans et coupes, et de cartes qui, pays par pays, région par région, indiquent les emplacements, les caractéristiques historiques ou formelles des principales villes et édifices.

Un festival de colonnes

Dans le même domaine, et dans le genre encyclopédique aussi, on peut aller plus avant grâce à la collection « L'histoire mondiale de l'architecture », que publient avec courage et obstination les Editions Berger-Levrault depuis quelques années. Deux nouveaux volumes viennent de paraître : l'*Architecture moderne* et l'*Architecture romaine*. Ce dernier ouvrage a été établi par John B. Ward-Perkins, historien et archéologue britannique qui a dirigé longtemps l'Ecole anglaise de Rome. Sa formation, son travail d'archéologue lui permettent ici de bien associer l'évolution des techniques de construction et celle de la morphologie des édifices romains.

Pour l'autre ouvrage, le terme de « moderne » prend, si l'on peut dire, son sens le plus classique, puisqu'il désigne l'architecture occidentale de 1750 à 1870 environ. Le sous-titre en est d'ailleurs *Du néo-classicisme au néo-gothique.* Rédigé par Robin Middleton, qui dirige la bibliothèque de la faculté d'architecture et d'histoire de l'art de Cambridge, et par David Watkin, professeur de l'histoire de l'art et membre de la Peterhouse à la même université, ce bel ouvrage est, plus que le précédent encore, un festival de colonnes de pilastres, de frontons. Pieusement ordonnés, commentés par les deux auteurs, ces éléments décidément éternels se dispersent dans la dernière partie du volume, pour laisser la place à la magnifique et surprenante confrontation du gothique résurgent et des nouvelles techniques du fer qui sont une des marques du dix-neuvième siècle. Ces deux volumes sont abondamment illustrés, en noir et blanc, et qui sied à l'architecture. Ils ne doivent pas faire oublier la belle série de « L'architecture universelle », de plus petit format, de moindre prix, mais de précision au moins égale, plus claire peut-être, et mieux dotée de dessins explicatifs. Celle-ci était publiée, ou plutôt rééditée, par les éditions l'Equerre sous une belle couverture qui laissait, elle, la place à la couleur.

La spirale encyclopédique

De la spirale encyclopédique qui se développe depuis quelques années, il ne faut pas omettre, même si son propos est plus régional et si ses planches ne sont pas accompagnées de textes, le livre de croquis d'Albert Laprade, publié lui aussi par Berger-Levrault. Yvan Christ avait déjà présenté les dessins que l'architecte a glané dans les rues de Paris. Voici maintenant *Architectures de la Méditerranée.* Le trait en reste toujours un peu sec, mais les croquis d'Albert Laprade montrent là encore combien le dessin reste le plus précieux outil de l'architecte, non seulement lorsqu'il s'agit de la projeter, mais lorsqu'on veut la lire et en retenir les traits essentiels.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ **LE GRAND ATLAS DE L'ARCHITECTURE MONDIALE version française, conçue par Christiane Flon, 416 pages, nombreuses illustrations, Encyclopaedia Universalis-France, 475 F.**

★ **ARCHITECTURE MODERNE, de Robin Middleton et David Watkin, format 25 × 28, 450 pages, 400 illustrations, sous jaquette, 450 pages, Berger-Levrault (coll. « Histoire mondiale de l'architecture ») 420 F.**

★ **ARCHITECTURE ROMAINE, de John B. Ward-Perkins, directeur de l'École anglaise de Rome de 1946 à 1974, traduit de l'anglais format 25 × 28, 416 illustrations 368 pages (Coll. « Histoire mondiale de l'architecture ») Berger-Levrault 420 F.**

★ **ARCHITECTURE DE LA MÉDITERRANÉE à travers les croquis d'Albert Lapadre, présentation de Roger Bezombes, 200 planches contenant plusieurs milliers de croquis, format 24,5 × 31, 230 pages, relié toile sous jaquette, Berger-Levrault (Coll. « Les croquis d'architecture d'Albert Lapadre »), 295 F.**

Trait

Cher Léonard

Ralph Steadman est obsédé par Léonard de Vinci. Il a redessiné ses inventions, de la vis sans fin au scaphandrier, et a fini par se prendre pour son idole. De grands personnages sortent aussi du papier; Machiavel, Savonarole, Mona Lisa. On entre dans les visions de Léonard. C'est un livre époustouflant.

R. S.

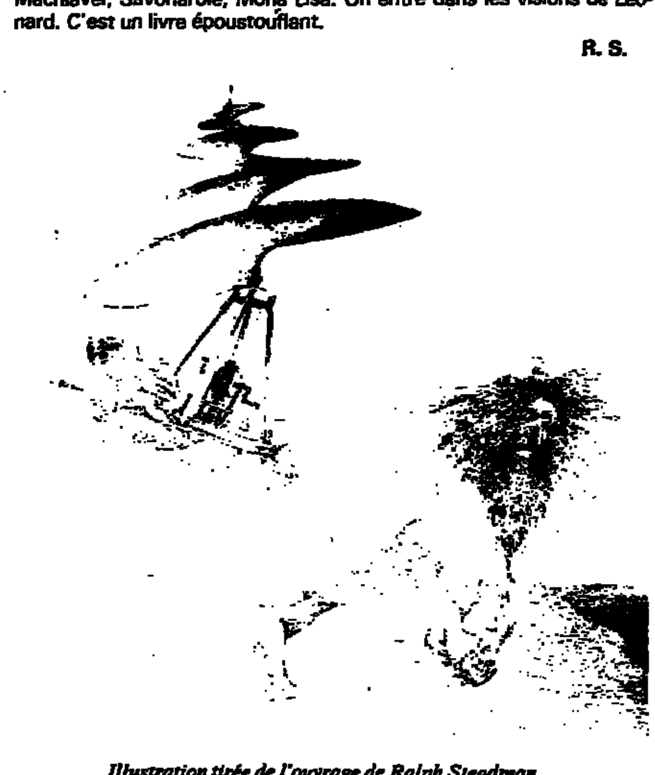


Illustration tirée de l'ouvrage de Ralph Steadman, « Moi, Léonard de Vinci ». (Aubier).

★ **MOI, LEONARD DE VINCI, de Ralph Steadman, nombreuses illustrations en couleurs, format 30 × 27, éditions Aubier, 170 francs.**

Merveilles des terroirs

Militaire, il y a de cela des temps et des temps, Henri Vincenot avait fait amitié avec dix-huit camarades, tous « soldats bien français », en fait marqués, dès leur patronyme, du sceau de leur province. Des années plus tard, il pérégrine, pour des retrouvailles, à travers toute la France, dont on prétend qu'elle s'est tellement uniformisée qu'il reste peu de chose des terroirs originels.

Et voilà la divine surprise. Notre pèlerin découvre que le singulier est partout dans notre pays, façon de monter un mur de maison, de percer des fenêtres, de couvrir son toit, de se nourrir, la morphologie des gens entrant dans la danse, les femmes à l'encolure avantageuse ici, bien jambées là, potelées ou à taille fine, selon l'endroit. On a eu beau arracher les haies, assécher les marais, remembrer avec ardeur, il reste, en notre siècle de « fulgurante laideur », de la beauté partout, si l'on sort des grands axes et si l'on sait regarder la végétation, le profil d'un mont, la nature d'un roc et les gestes mêmes, appropriés au travail spécifique. Le maïs n'a pas encore tout recouvert, ni les cimetières de ferrailles, ce voyage immobile le prouve, à travers *La France du Terroir*.

Dans le même esprit, *Pays et gens de France* nous transporte dans l'Est et le Centre-Est, terres jadis possession des ducs de Bourgogne. Un effort est fait pour montrer non seulement les gens et les paysages où ils vivent, mais aussi leurs instruments de travail, conservés par la tradition – doloire du tonnelier, moules à kouglof en terre cuite peinte, gouges à sabots, etc. Des exemples sont également donnés des mobiliers typiques, des plantes et des animaux sauvages les plus communs dans telle ou telle région. Des kilomètres de bretzels s'alignent, des montagnes de choux, des tonnes de raisins, des quintaux d'ail s'entassent, les brodeuses-perleuses de Lunéville et les batteurs d'or de Sens continuent leurs métiers de patience et de luxe, tandis que les maquignons du Brionnais traitent, comme autrefois, leurs affaires en plein air, et seul change le chiffre du marché.

La promenade continue à travers l'espace et le temps, dans *Pays et gens de Picardie, de Flandre et d'Artois*, d'inspiration identique, cinq départements passés au peigne fin du pittoresque quotidien. On comprend, après cela, l'attrait mondial d'un pays dont nous cessons trop souvent de « regarder » les merveilles à force de les « voir ».

Encore un voyage, mais vers l'Ouest, et uniquement axé sur les *Pierres sacrées de Bretagne*. Elles prolifèrent (3 135 pour le seul département du Finistère !), croix et sanctuaires au bord des chemins, au cœur des paroisses, dans un cadre presque toujours magnifique, grandiose jusqu'à l'angoisse, souvent. Menhirs, croix grecques imitant peut-être l'orfèvrerie irlandaise, pierres lisses, tavelées de mousse ou couvertes d'infimes cicatrices causées par les intempéries, tous disent l'union des religions celtique et chrétienne, parfois, comme la croix de Saint-Laurent-du-Pouldou, dans le Trégorrois, parlent une langue si archaïque qu'elle est indéchiffrable.

Avec *Bretagne espaces et solitude*, nous entrons au royaume du silence. Rien pour distraire l'œil de ce qu'on veut montrer : la beauté à l'état pur. Le noir et blanc souligne le contour net d'une bâtisse isolée sur l'île de Batz, le jeu des nuages dans une flaque d'eau, la coque retournée d'un canot, l'épave désossée d'un bateau, les blancs d'œuf de l'écume, un petit enfant qui court sur la grève. Aucune phrase. Un nom de lieu, une date, et la poésie saute au visage, poésie mélancolique, austère et digne, celle même du pays breton.

Qui dit « pays » dit paysan. Mais qu'est-ce qu'un paysan ? A cette question très vaste, deux Américains spécialistes ne trouvent pas meilleure réponse que celle-ci : « Ceux qui vivent à la campagne et font de l'agriculture le travail de leur vie ». Définition encore trop ample si l'on se situe, comme ils l'ont fait, dans le XIXe siècle européen, quand nombre de familles paysannes venaient presque quotidiennement à la ville et que les citadins fortunés possédaient une maison de campagne. Mis à part, peut-être, quelques individus à l'écart du temps par leur situation géographique, le développement industriel et les changements prodigieux du monde moderne ont rendue caduque l'image « romantique » de la paysannerie.

Quels témoins meilleurs que les peintres, d'une évolution qui ne cesse de s'affirmer d'un bout du siècle à l'autre ? Poétique sous le pinceau de Léopold Robert ou de W. Bougereau, l'image se fait réaliste avec Max Liebermann, Van Gogh ou Sérusier. Enregistreurs du folklore, le peintre, parfois, se transforme en juge. Qu'il admire ou fustige, il est là, captant l'émotion au départ du conscrit, la franche sexualité ou la tendresse à son aube, l'attente de la paie, chez les moissonneurs, les diverses attitudes pendant le sermon du dimanche. Rien ne lui échappe, embelli ou noirci.

Une tentative pour nous introduire dans la réalité de nos ancêtres directs, ainsi se présente *les Peintres et le Paysan au XIXe siècle*, un ouvrage superbement illustré.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ **LA FRANCE DU TERROIR, préface d'Henri Vincenot. Un volume relié, 215 p., 32 × 27 cm, album relié de photographies en couleurs. Chêne. 390 F.**

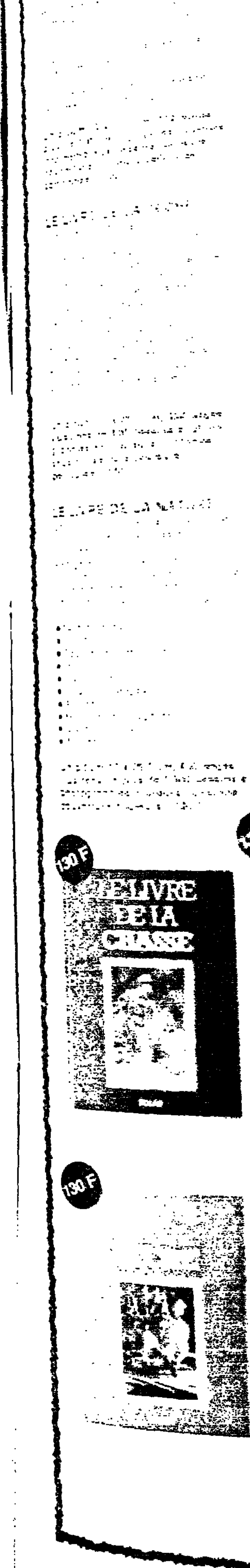
★ **PAYS ET GENS DE FRANCE (Bourgogne, Lorraine, Alsace, Ardennes, Champagne et Franche-Comté), ouvrage collectif. Un volume relié 30×24 cm abondamment illustré en couleurs avec cartes des quatorze départements étudiés. Larousse-Sélection du Reader's Digest. 259 F.**

★ **PAYS ET GENS DE PICARDIE, FLANDRE ET ARTOIS, ouvrage collectif relié 29,5×23,5 cm, illustré en couleurs et noir et blanc avec cartes des cinq départements étudiés. Larousse-Sélection du Reader's Digest. 78,50 F.**

★ **PIERRES SACRÉES DE BRETAGNE, texte de Gwenc'hlan Le Scouëzec, photographies de Jean-Robert Masson. Un volume relié, 275 p. 31,5×24,5 cm, illustrations en noir et blanc. Le Seuil. 350 F.**

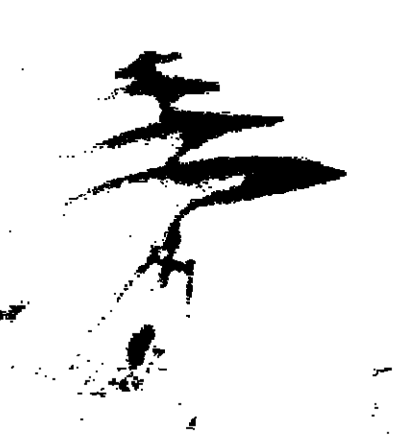
★ **BRETAGNE, ESPACES ET SOLITUDE, préface de Pierre-Jakez Hélias, introduction de Bernard Louëdin, cinquante photographies en noir et blanc de Jean Hervoche. 50 pages 29,5×23,5 cm. Jean Picollec. 150 F.**

★ **LES PEINTRES ET LE PAYSAN AU XIXe SIÈCLE, texte et recherches iconographiques de Richard R. Brettel et Caroline B. Brettel. Un volume relié, 167 p. 28×24 cm, très nombreuses illustrations en couleurs et en noir et blanc. Skira diffusion Flammarion. 350 F.**



ival d'architecture

Cher Léonard



terroirs



ARTS ET CIVILISATIONS

— Trait —

Des «misérables» somptueux

On croit avoir lu *les Misérables* parce qu'on est allé de la première à la dernière ligne sans en sauter une. Mais cet univers ne se laisse pas conquérir aussi aisément et d'une haleine, fût-elle imposante. *Les Misérables* ne sont pas l'objet d'une lecture, mais de lectures successives au loisir des heures et au plaisir des chapitres.

Il va de soi que ce plaisir ne suffit pas à justifier l'achat des *Misérables* dans la magnifique édition qu'en propose André Sauret. Ces quatre volumes sont avant tout un de ces luxes d'amoureux des livres, qu'on se passe tous les dix ans et qu'on ne regrette jamais.

Papier et typographie irréprochables, beau format ; et surtout, surtout, les illustrations en pleine page de Bénérice Cleeve. C'est peu de dire que ses quatre-vingts tableaux, sépias, lavis ou aquarelles, suivent le texte. Ils sont la vision même du texte, avec ses grandeurs (l'insurrection de 1832, magnifique), son pittoresque (le café Musain), sa tendresse et sa pitié (Cosette et sa poupée), sa violence et son rayonnement. De Jean Valjean, de Mgr Myriel, de Javert, et même de l'assez fadasse Marius de Hugo, B. Cleeve a tiré des portraits saisissants. Sa profonde compréhension de ce qu'il faut bien appeler « l'âme » des *Misérables* est entière et poignante.

Seule réserve à ces éloges : la couverture de plein cuir noir est « frappée » d'un plat de cuir rouge symbolique (un suppliant à genoux) qui est inutilement agressif, mais l'emboîtage marbré des volumes est parfait.

JACQUES CELLARD.

★ *Les Misérables*, de Victor Hugo. Quatre volumes dont trois parus (le quatrième en janvier), tirage limité et numéroté, quatre-vingts illustrations de Bérénice Cleeve, reliure plein cuir ; les quatre volumes. 3 600 F ; reliure pleine toile mosaïquée de cuir, 2 400 F. Éditions André Sauret, 8, quai Antoine Iᵉʳ, Monte-Carlo.

Paris sera toujours Paris

Les photographies de Robert Doisneau, pour *le Vin des rues* et *la Banlieue de Paris* (*le Monde*, du 21 octobre 1983), faisaient revivre un Paris proche, celui des années 40, pourtant évanoui. Plusieurs livres nous invitent aussi à visiter la capitale et à remonter le cours du temps.

Du règne d'Henri IV à nos jours, Fabien Sabatès, l'auteur de l'album *les Champs-Elysées*, parcourt la plus belle avenue du monde. Les rois y chassèrent le loup, leurs serfs y cultivaient de quoi nourrir les Parisiens. La Révolution va réveiller les Champs-Elysées. L'Arc de triomphe, achevé seulement en 1836, en sera le pôle.

Les notes et eaux-fortes de A.-P. Martial (1828-1883), un paysagiste urbain qui assista au siège de Paris et à la Commune, ressuscitent, au contraire, un Paris meurtri. Sans envolées lyriques, ses remarques et ses gravures, d'un réalisme laconique, rendent, mieux que les photographies, l'horreur de la guerre moderne, écrasante et démente. Trois plaquettes, introuvables, ont été réunies en volume. Ce sont des reportages d'où une certaine beauté, horrible, n'est pas absente.

Les héritiers du « Baron »

Paris n'a pas seulement souffert des incendies de la Commune. Depuis Haussmann, comme le montre une étude de Norma Evenson, professeur à l'université de Berkeley, les « héritiers » du baron ont tout bouleversé. En cent ans de travaux et d'urbanisme (1878-1978), Paris a perdu ses fortifications et ses Halles. Elle a gagné la tour Maine-Montparnasse, le Centre Pompidou, la Défense. Norma Evenson parle de projets plus absurdes auxquels on a échappé. L'avenir ? On devient aussi pessimiste que Gertrude Stein, qui écrivait en 1940 : « *On ne peut se souvenir de ce qu'était Paris autrefois, et on ne se souvient même pas de ce qu'il est maintenant.* »

Les peintres trouvent encore de la beauté dans des décors menacés ou minables. Le *Guide naïf de Paris* de Marie-Christine Hugonot, le premier du genre, devrait intéresser ceux qui, malgré tout, ont envie de déambuler. Il comprend aussi seize itinéraires commentés par Michèle Mathilde Hager. Grâce à elle, on cherchera un jardin, une grille, une enseigne, oubliés par les urbanistes. Les reproductions de toiles de Blondel, Vieillard, Duranton, Greffe, Bouchon, Vivin chantent un Paris toujours pimpant.

R.S.

★ LES CHAMPS-ELYSÉES, de Fabien Sabatès, format 30 × 20, illustrations en noir, 126 pages, Ed. Olivier Orban, 230 F.

★ PARIS PENDANT LE SIÈGE, PARIS SOUS LA COMMUNE, PARIS INCENDIÉ, de A.-P. Martial, format 16 × 24, trois plaquettes réunies, en fac-similé, Editions Entente, 12, rue Honoré-Chevalier, 75006 Paris, 150 F.

★ PARIS, LES HÉRITIERS D'HAUSSMANN, de Norma Evenson, format 16 × 24, illustrations en noir, 386 pages, Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, Presses universitaires et Grenoble, 240 F.

★ GUIDE NAIF DE PARIS, de Marie-Christine Hugonot, format 22 × 18, illustrations en couleur, 144 pages, Editions Hervas, diffusion Weler, 96 F.

La mode, un grand art

Publié en 1965, *Histoire du costume*, de François Boucher, est réédité, augmenté d'un chapitre par Yvonne Deslandres. C'est une somme dont l'auteur définit « *les caractères essentiels des formes du costume de l'Occident* », de la préhistoire à nos jours. Les divisions de l'ouvrage correspondent à des ensembles géographiques et chronologiques.

Le « costume civil français » sert de référence. Pour l'iconographie, des peintures, sculptures, fresques et tapisseries sont utilisées. Un portrait par François Clouet, une scène du Caravage ou une estampe de Moreau le Jeune, reproduits ici, deviennent des documents précieux.

L'évolution de la mode chemine aussi à travers des textes dont on savoure une poésie qui, finalement, débouche presque sur l'abstraction : une « *jupe et coureur couleur de nankin, toque en forme de couronne avec plume de héron* ». Aujourd'hui, l'industrie exige, chaque saison, une mode nouvelle. Avec Chanel, Courrèges, Cardin, Issey Miyake, nous en sommes à l'ère des « griffes ».

∴

Georges Lepape, qu'un très bel album fait revivre, après Paul Iribe (Denoël), fut l'une des gloires des années 20. Né en 1887, il devint l'ami de Braque, de Marie Laurencin et de Picabia. Il rencontra Paul Poiret ; ensemble, ils devaient révolutionner la mode.

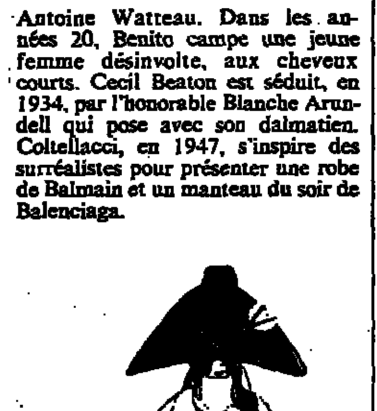
Engagé par Lucien Vogel pour *la Gazette du bon ton*, par Condé Nast ensuite, à *Vogue*, il travailla aussi comme affichiste et décorateur de théâtre. Il illustra les livres de Sacha Guitry, de Pierre Louys et de Colette. Son œuvre, d'une élégance originale, a l'invention et le charme d'une époque joyeuse.

Les auteurs de l'album — son fils, Claude Lepape, et Thierry Defert — évoquent en passant les fêtes de Poiret, les ballets russes, *le Crapouillot*. La « ligne claire » de Lepape, ses cadrages inédits, ses couleurs flamboyantes, son trait sensible, séduisent encore, comme le souvenir de ces moments disparus. Raffiné et moderne, Lepape méritait ce monument.

∴

Avec les *Dessins de mode*, William Packer a écrit une histoire de *Vogue*, de 1923 à 1983. On y retrouve Lepape et des dessinateurs comme Willaumez ou Bouché. Chirico, Dali, Botero et Hockney ont collaboré à la plus élégante des revues de mode.

John Ward, en 1949, s'inspire d'un maître de l'âge d'or du rococo, Antoine Watteau. Dans les années 20, Benito campe une jeune femme désinvolte, aux cheveux courts. Cecil Beaton est séduit, en 1934, par l'honorable Blanche Arundell qui pose avec son dalmatien. Coltellacci, en 1947, s'inspire des surréalistes pour présenter une robe de Balmain et un manteau du soir de Balenciaga.





Polichinelle « blanc et noir », un modèle de Georges Lepape.

Ainsi la mode, sous la férule des animateurs de *Vogue*, ne cesse-t-elle d'emprunter à l'art de quoi faire rêver les clientes des grands couturiers. Avec des Mondrian de coton, des foulards qui ressemblent à des Pollock, les créateurs des années 80 suivent une pente où d'autres, avec chic, les ont précédés.

R. S.

★ HISTOIRE DU COSTUME, de François Boucher, format 23 × 29, nombreuses illustrations en couleurs et noir, 462 pages, Flammarion, 350 F.

GEORGES LEPAPE OU L'ÉLÉGANCE ILLUSTRÉE, de Claude Lepape et Thierry Defert, format 28 × 36, 150 planches en couleurs, 174 pages, Editions Herscher, 390 F.

DESSINS DE MODE, « VOGUE », 1923-1983, de William Packer, format 27 × 31, 280 illustrations dont 93 en couleurs, 240 pages, Editions Herscher, 350 F.

Robida sur le vaisseau de Lutèce

Albert Robida (1848-1926) fut l'homme-orchestre de la conjecture. Les amateurs de science-fiction le placent auprès des grands ancêtres. Ses *Voyages très extraordinaires de Saturnin Farandoul*, une mise en boîte amusante de Jules Verne, n'épargnaient aucun des tabous de la société de son temps. Dessinateur, écrivain, il bouscula aussi la nôtre : *le Vingtième Siècle*, paru en 1882, annonce les années 50. Avions, avocates, « concours de barricades » et mariages par téléphone, il a tout prévu !

Le Cœur de Paris, que Tallandier reprend en respectant la splendeur de l'édition originale (1896), est, dans son abondante production, l'un des sommets. Robida se promène dans les rues du « vaisseau de Lutèce », il évoque l'apparition des Normands, les désastres et les misères de la Commune de 1358, ou les Massacres de septembre. Précis, érudit, il écrit comme il dessine, d'un trait vif et charmant, qui n'appuie jamais.

Le chapitre sur les ponts, incendiés, écroulés, reconstruits au cours des siècles, est une merveille. Quand il parle de l'île Saint-Louis, un ancien pré, « *herbage tranquille avec un cabaret peut-être sous les arbres* », Robida croque au passage la statue de la Femme-sans-tête, dans sa niche au coin de la rue Le Regrattier. Tout un Paris démoli, reconstitué d'après des tableaux et des estampes, a l'air de fourmiller encore. Réjouissances, sacres, épidémies, invasions, une fresque bariolée s'anime. Ce « point minuscule » du monde prend des dimensions incroyables. Robida, en visionnaire, est monté sur la nef de Paris.

R. S.

★ LE CŒUR DE PARIS, SPLENDEURS ET SOUVENIRS, d'Albert Robida, format 22×33, relié pleine toile au décor polychrome, 432 pages, 24 planches hors texte, 250 illustrations noir, tirage limité à 2500 exemplaires numérotés. Editions Tallandier, 650 F.

Aux amants de la Flandre

En Europe occidentale, il est peu de pays aussi mal connus, aussi souvent réduits à leur caricature. L'histoire de la Flandre que présentent ici cinq spécialistes des universités belges et néerlandaises est un excellent outil de vulgarisation pour mieux comprendre le problème majeur du voisin belge, ces « divergences actuelles » dont parlent les auteurs portés sur la litote.

La recherche d'une « originalité flamande » passe certes par le récit des origines mais surtout par des chapitres éclairants sur le développement du capitalisme commercial aux temps modernes et sur la crise du dix-neuvième siècle. C'est en 1966 que le produit national brut par habitant a dépassé, pour la première fois, celui du sud du pays, et il y a dix ans seulement que la Flandre s'est constituée au sein de l'Etat belge en véritable entité culturelle. Ce livre explique sans la moindre agressivité revancharde comment a émergé une « technostructure » néerlandophone, servie par l'afflux des multinationales que séduisaient des salaires aujourd'hui moins attrayants. D'où un reflux et une crise que celle, infiniment plus grave, de la Wallonie occulte quelque peu.

De Van Eyck à Mondrian

Aux amants de la Flandre qui ne se satisfont pas de ces rigoureuses analyses — si intéressantes scientifiques elles, — on peut conseiller de retrouver les paysages d'un album consacré à la Belgique et où figurent tous ses aspects, et, plus encore, de s'offrir un très bel ouvrage d'art. Pierre Courthion, expert renommé en la matière, y fait un voyage de Van Eyck à Mondrian, en érudit sachant citer sans pédanterie et surtout expliquer simplement les chefs-d'œuvre flamands et hollandais admirablement reproduits. On y retrouve ces « régions nourricières » qu'évoquent les historiens précités, avec le faste, la volupté et la fantaisie qui les accompagnent dans nos rêves.

P.-J. FRANCESCHINI.

★ HISTOIRE DE FLANDRE DES ORIGINES A NOS JOURS, sous la direction scientifique de Mme Els Witte, 360 pages illustrées, « La Renaissance du livre », Bruxelles, diffusion Nizet, 280 F.

★ LA BELGIQUE, d'Alain Davesnes, un album 24 × 32,5, 96 pages, sous jaquette couleurs, 200 photos couleurs, Solar, 65 F.

★ LA PEINTURE HOLLANDAISE ET FLAMANDE, de Pierre Courthion, format 24,5 × 33,5, 193 reproductions en couleurs, relié sous jaquette en couleurs, Nathan, 189 F.

Cultures africaines

Une cinquantaine de spécialistes — anglo-saxons et africains — ont collaboré à cet *Atlas des civilisations africaines*, dont les cartes, générales et par États, sont illustrées par des textes et des clichés qui font vivre le continent noir. Les auteurs ont, en effet, choisi, après avoir situé le cadre physique, de consacrer la partie centrale de l'ouvrage à l'environnement culturel, soulignant ainsi la diversité d'une Afrique présente et passée et justifiant pleinement le titre de l'atlas. La troisième partie est consacrée aux régions africaines, selon leurs découpages politiques, offrant un ensemble de références solides.

Mais cet ouvrage vaut également par sa finition, souvent remarquable. Des encadrés, seize en tout, le rendent beaucoup plus lisible. Deux index — l'un général, l'autre géographique — en facilitent l'utilisation. La bibliographie générale — elle aussi bienvenue — aurait peut-être mérité, pour la traduction française, de faire davantage de place à des ouvrages à la disposition du public francophone — par exemple, en mentionnant un classique comme *Afrique ambiguë*, de Georges Balandier (Plon, 1957) — ou, dans le cadre des monographies, l'indispensable ouvrage de Jean-François Bayart, *l'État au Cameroun* (F.N.S.P., 1980). Cette réserve n'enlève rien à la qualité de la présentation de l'Afrique que constitue cet atlas.

J.-C. POMONTI.

★ ATLAS DES CIVILISATIONS AFRICAINES ; sous la direction de Jocelyn Murray, préface de Léopold Sedar Senghor, édit. Nathan, 333 illustrations, dont 248 en couleur — 96 cartes sur les 55 États africains, un index détaillé, format 23,5 × 30, 240 pages, relié avec jaquette, 220 francs.

aris sera toujours Paris

Robida sur le vaisseau de Lutèce

x amants de la Flandre

Le Monde

régions

FERMES, CHATEAUX, OBJETS, FORÊTS...

Les Périgourdins sauvent leur mémoire

Les idées cheminent lentement. Trois ans après la célébration de l'Année du patrimoine, certains élus se réveillent. Ceux de la Dordogne, par exemple, se sont aperçus que la décentralisation allait leur conférer bientôt de nouvelles et redoutables responsabilités, notamment celle de signer eux-mêmes les permis de construire. Assistera-t-on au mitage des campagnes, à la destruction des paysages, au gaspillage des bonnes terres ? Entre le terrain de camping et le château Renaissance, entre la micro centrale et la rivière à truites, que faudra-t-il choisir ?

Un certain nombre d'édiles jettent un œil neuf sur leur patrimoine communal et se demandent comment le bien gérer. Résultat : l'union des maires du département a décidé d'organiser en 1984, pour ses adhérents, des sessions de « sensibilisation au patrimoine » (1). La première d'entre elles se déroulera en février au centre permanent d'initiation à l'environnement (C.P.I.E.) de Sireuil. On y étudiera entre autres le cas de M. Germinal Peiro, maire de Castelnaud, commune riveraine de la Dordogne et nantie – excusez du peu – de quatre châteaux.

La Dordogne est l'un des premiers départements à se lancer ainsi dans une réflexion collective et concrète sur la notion de patrimoine, sa sauvegarde et sa gestion.

Car, après tout, le terme ressemble fort à une auberge espagnole : on y trouve ce qu'on y apporte. Le conseiller d'État Max Querrien, chargé par le ministre de la culture d'un rapport sur le sujet (2), voit dans le patrimoine tous les dépôts des civilisations qui nous ont précédés : archives, bâtisses significatives, objets d'art, fabrications utilitaires. D'autres ajoutent à cette énumération la langue locale, la terre, les cours d'eau, les forêts et même ce qui reste de faune sauvage.

Il est temps d'y voir clair. On l'a constaté lors des journées organisées récemment par le C.P.I.E. de Sireuil (3) qui avaient précisément pour but de préparer les sessions destinées aux maires périgourdins. Les élus présents et les représentants des dix services publics concernés par le patrimoine n'ont pu que dresser un constat de carence : nulle définition satisfaisante, aucun inventaire global, malgré des initiatives foisonnantes, pas de coordination entre les actions des uns et des autres.

Il y a *pourtant soixante-dix ans* (depuis la loi de 1913 sur les monuments historiques) que l'on fait de la protection du patrimoine dans ce pays. L'administration a classé ou inscrit sept cent quatre-vingts monuments en Dordogne, qui est ainsi le département champion. Les quartiers anciens de Périgueux et de Sarlat sont depuis longtemps des « secteurs sauvegardés ». Le quart des communes périgourdines (cent trente sur cinq cent cinquante) disposent déjà ou vont se doter d'un document d'urbanisme délimitant des zones non constructibles. Le département élabore un plan de restauration de ses rivières, et certains services locaux ont dessiné une carte des richesses naturelles.

Mais tout cela, bien que fort utile, est un peu « parachuté ». A long terme, les richesses locales ne seront préservées que si les gens du cru les reconnaissent comme telles et décident de les gérer « en bon pères de famille ». Or il suffit de parcourir la Dordogne pour dénicher de bons exemples de cette prise de conscience doublée d'une mise en valeur.

Primé trois fois

Voyez à Montagnac-la-Crempse, cette demeure du dix-huitième siècle, entourée de métairies, de granges et de murets de pierre sèche. Dans son décor de bosquets et de pâtures soulignées de clôtures en châtaigniers, on croirait un écomusée. L'ensemble, il est vrai, a été primé trois fois par des jurys et tout dernièrement par celui du concours « chefs-d'œuvre en péril ».

Le Comité français des maisons de pays le classe parmi les cinquante meilleurs exemples d'architecture locale. Eh bien, sa restauration est l'œuvre de Michel Senaud qui y travaille de ses mains depuis douze ans. Pas seulement pour le plaisir : pour y vivre, y exercer son métier de maître d'œuvre et y élever un troupeau de brebis sur les 30 hectares du domaine. Ce garçon propose à présent d'y créer une sorte d'école d'architecture paysanne où artisans et architectes échangeraient leurs *connaissances* (4).

Voyez encore juste derrière la célèbre église romane de Saint-Privat, cette grange bourrée de trois mille objets quotidiens. L'épicerie d'antan, le salon de coiffure, le pupitre de l'écolier, les échoppes des artisans, tout le passé d'un terroir est là, formidablement vivant. Olivier et Jeanine Labbé, lui technicien de l'industrie alimentaire, elle secrétaire d'association, pourraient vous en parler pendant des heures.

Ces collectionneurs passionnés d'ethnologie périgourdine auraient pu conserver pour leur plaisir les trésors qu'ils ont amassés depuis des années ou même en faire commerce. Ils les ont confiés à la commune qui, en rassemblant 145 000 F de subventions et en y ajoutant une modeste obole de 10 000 F, a restauré une méchante bâtisse municipale pour en faire le Musée d'art et de tradition populaires de la Dronne et de la Double (5). Les personnes âgées du village qui le gèrent ont enregistré quatre mille entrées dès la première année. Pour les sept cents habitants de Saint-Privat, le musée est devenu un motif de fierté et un pôle d'animation.

Patrimoine tout différent que celui qui est géré à Liorac par la Fédération des chasseurs de Dordogne (6). Imaginez deux vastes domaines couvrant au total 430 hectares sur lesquels les propriétaires ont renoncé à chasser. Or ils sont essentiellement constitués de futaies de chênes et de taillis de châtaigniers sous lesquels le gibier pullule. Chevreuils, sangliers, lapins, lièvres, palombes, bécasses, mais aussi tout le bestiaire sauvage qui les escorte d'ordinaire en ces régions. Ce morceau de nature est depuis quatre ans une réserve intégrale. La seule du *département*. Pour André Goustat, président de la Fédération des chasseurs de Dordogne, il s'agit de laisser évoluer plantes et bêtes pour savoir combien de chevreuils pourraient abriter sans dommage les forêts périgourdines. Sans doute quatre fois plus qu'aujourd'hui. C'est du patrimoine vivant qu'il est ici question et de sa gestion intelligente faite d'observation et de prélèvements mesurés.

Mais le meilleur exemple d'appropriation et de valorisation d'un patrimoine historique est fourni sans aucun doute par les quatre cent quatre-vingts citoyens du bourg de Varaignes. Planté au centre du village, un château médiéval remanié à la Renaissance tombait en ruine dans les années 60. On ignorait même le nom de son propriétaire. Groupés en association, les habitants le firent rechercher, et acquérirent pour une somme modeste l'énorme et branlant édifice. Puis, retroussant leurs manches, ils se mirent à l'ouvrage. Toiture du donjon, courtine, cour intérieure, salles d'armes et communs furent réparés, consolidés et sommairement aménagés.

Un petit musée (7) fut ouvert, où les anciens déposèrent les reliques poussiéreuses de leur grenier. Puis vinrent les métiers des tisserands qui, jadis, avaient fait vivre le canton. L'idée naquit d'organiser des stages de tissage et d'autres activités artisanales. Aujourd'hui, Varaignes accueille, tant bien que mal, trois cents stagiaires par saison.

Comme il fallait trouver de l'argent pour payer la restauration du castel, on ressuscita les festivités d'autrefois : la foire aux dindons, la *fête des tisserands, les veillées* au cours desquelles on cassait les noix. A *ces kermesses, on accourt à présent* en foule et de fort loin. Mais, *tourisme oblige : on s'est payé* le tout-à-l'égout, une station d'épura*tion et la mise sous terre des fils* électriques. Rajeuni, assaini, embelli, *Varaignes vit et vibre autour* de son château devenu maison commune. *Cette belle histoire* méritait bien le prix 1981 du concours des « *chefs-d'œuvre en péril* ».

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Centre départemental de formation des élus, 18, rue Saint-Front, 24000 Périgueux.

(2) « Une nouvelle politique du patrimoine », par Max Querrien. Editions de la Caisse nationale des monuments historiques, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

(3) C.P.I.E., Sireuil, 24620 Les Eyzies.

(4) Michel Senaud, La Grange, Montagnac-la-Crempse, 24140 Villamblard.

(5) Musée d'art et de tradition populaires, Saint-Privat, 24140 Saint-Aulaye.

(6) Fédération des chasseurs de la Dordogne, 4, rue Arago, 24000 Périgueux.

(7) Musée-château de Varaignes, 24360 Piegut-Pluviers.

EN BRETAGNE

Les éoliennes de la discorde

Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement, a signé samedi 26 novembre avec le président du conseil général des Côtes-du-Nord, M. Charles Josselin (P.S.), un « contrat de rivière » visant à refaire du Trieux un fleuve propre. Le secrétaire d'État a ensuite présidé une assemblée de l'Union régionale bretonne pour l'environnement (URBE) au cours de laquelle elle a souligné le rôle prépondérant des associations.

De notre correspondant

Saint-Brieuc. – L'association « Bevan e Trebeurden » (Vivre à Trébeurden) a profité de la visite de Mme Bouchardeau pour repartir en campagne contre un projet controversé : l'implantation d'une station en dur au centre national d'essais éoliens de Lannion (CNEEL). Au départ, pourtant, une expérience d'energies nouvelles n'a rien pour déplaire à des écologistes. Les six éoliennes montées, ou en cours de montage, au lieudit « Milin ar Lan » (le Moulin de la lande), font partie d'un projet parfaitement accepté.

La seule réticence était venue du *Conservatoire* du littoral, qui négocie actuellement l'achat du terrain : 100 hectares de « *l'un des systèmes de landes les plus intéressants de la Bretagne nord* », selon le directeur régional, M. Bernard Gérard. S'agissant d'énergies nouvelles, cependant, le Conservatoire a accepté de soustraire 5 hectares à son opération de rachat, terrains qui seront acquis par le département après déclaration d'utilité publique (qui interdit toute construction en dur).

Mais un bruit court aujourd'hui : une construction en dur de 300 mètres carrés au sol serait réalisée grâce à un « détournement » du plan d'occupation des sols et hors des limites des terrains protégés. « *Nous n'avons pas de secret*, dit *M. Jacques Wolf, directeur du* CNEEL, qui regrette le manque de dialogue avec l'association. *Il n'a jamais été question de construire en dur sur les terrains du département.* » Mais il est vrai que, à côté du site, un terrain de 8 000 mètres carrés vient d'être acheté, un certificat d'urbanisme demandé et accordé. S'agissant d'une zone « N.C. » où seuls les bâtiments d'intérêt général (ce que pense être le CNEEL) sont autorisés, il n'y a pas besoin de dérogation. Un concours d'architectes a été lancé pour rechercher la meilleure intégration avec des « modules transférables ». « *Travaillant dans des conditions météorologiques difficiles dix à douze heures d'affilée, il faut aux chercheurs et aux matériels scientifiques des structures suffisamment confortables et sûres que ne peuvent offrir des abris légers* », explique M. Wolf.

JEAN VIDEAU.

La DATAR en couleurs

Le rapport annuel de la DATAR qui vient d'être distribué aux parlementaires est présenté cette année d'une manière attrayante et aérée, en faisant une place, à côté des textes, à de nombreuses illustrations et photos en couleurs.

Le rapport insiste particulièrement sur ce que l'on nomme « les nouvelles infrastructures du développement », c'est-à-dire la formation (avec le schéma directeur des I.U.T.), la recherche et la diffusion technologique (plan de décentralisation du C.N.R.S.), les nouvelles techniques de communication (vidéo transmission dans le Massif Central et projet URBA 2000) et le développement culturel (centres régionaux de culture scientifique).

Le congrès des comités d'expansion

« Micro-initiative » et parfums de fédéralisme

De notre envoyé spécial

Strasbourg. – Peut-on, lorsque l'on est sur le terrain animateur d'un comité d'expansion ou responsable d'une région, échapper à cette double contradiction : favoriser au maximum les initiatives locales et en même temps inscrire son action dans la politique économique nationale et, deuxièmement, s'ouvrir sur l'Europe et le monde, sans pour autant se substituer à la souveraineté de l'Etat, et verser dans le fédéralisme ?

On comprend que ces interrogations aient abondamment nourri les débats du trente et unième congrès du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), réuni les 1er et 2 décembre à Strasbourg, à une époque où tout le monde se demande à quoi sert encore l'Europe et quelles « retombées » les régions peuvent attendre de la décentralisation.

Si l'Europe continue à n'être qu'un échafaudage compliqué et peu efficace de transferts financiers des pays riches vers les contrées les plus pauvres, et si les fonds européens, notamment le Fonds régional, ne sont que des caisses de péréquation, les écarts de niveaux de vie à l'intérieur de la C.E.E. s'accentueront, surtout si l'Espagne et le Portugal rejoignent les Dix. « *Le produit intérieur brut de l'Irlande du Nord, de la Corse, du Mezzogiorno italien ou des régions grecques est de 50 % inférieur à la moyenne nationale. Mais celui des zones les plus riches. – Copenhague, Hambourg, Paris, Stuttgart – est de 50 % supérieur à la moyenne* », a fait savoir M. Antonio Giolitti, commissaire européen. Quant aux taux de chômage par rapport à la population active, les écarts, là aussi, se creusent puisqu'ils oscillent selon les régions de 5 % à 20 % et risquent, d'ici à dix ans si la croissance ne reprend pas, d'aller jusqu'à 30 %.

« *Il est temps de mettre fin à de trop nombreuses dérives dans l'utilisation des fonds européens et de décider des correctifs*, a plaidé M. André Chandernagor, ministre délégué chargé des affaires européennes. *Le Fonds européen de développement régional doit permettre de combler le retard des régions les plus mal loties et d'aider à la reconversion des zones, agricoles ou industrielles, naguère prospères et aujourd'hui en déclin.* »

Mais les autorités françaises, M. Mauroy en tête, en ont profité pour lancer une mise en garde aux régions qui seraient tentées d'ignorer le gouvernement pour négocier « *en fil direct* » avec le Commission européenne. « *C'est avec les Etats et eux seuls que la Communauté doit conduire les négociations et la concertation qui aboutiront aux décisions financières. Car ils sont seuls dépositaires de la souveraineté. La Communauté n'est pas un Etat fédéral. La France non plus et la décentralisation ne signifie pas l'anarchie* », a encore déclaré M. Chandernagor. Avertissement aussi aux instances européennes, que de Gaulle lui-même n'aurait pas désavoué : « *Que la Commission se garde de se poser jamais comme un arbitre entre les régions et l'Etat !* »

Ce qui ne veut pas dire que la coopération frontalière entre partenaires économiques ou instances politiques soit interdite. Bien au contraire. Dans une contrée comme l'Alsace, qui compte près de quarante mille frontaliers, ce serait absurde (1). « *Cette coopération est à l'évidence un atout pour les relations extérieures de la France*, a dit M. Mauroy. *Les régions peuvent contribuer à démultiplier l'action de la France en jouant le rôle à la fois de relais et de trait d'union.* »

« *Même s'il faut à tout prix éviter le repli sur soi* », selon l'expression de M. Charles Josselin, président (P.S.) du conseil général des Côtes-du-Nord et président du CNERP, les actions concrètes sur le terrain auprès des chefs d'entreprise, des artisans ou des travailleurs eux-mêmes, bref ce que l'on nomme la micro-initiative par opposition aux stratégies des firmes multinationales ou aux grandes politiques décidées par l'Etat, devraient être de plus en plus des leviers efficaces pour créer des emplois durables. On n'aide pas une entreprise en difficulté de la même manière à Manosque et à Forbach. Et on ne parvient pas selon des critères identiques à installer un atelier à Douarnenez et à Mulhouse. Selon M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire, « *la France bouge. Et trop souvent la forêt – je pense aux grands débats de caractère macro-économique qui occupent le devant de la scène – nous cache l'arbre. Le développement local n'est pas un palliatif pour temps de crise* ». Et M. Pierre Richard, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, a assuré que cet organisme « *voulait être la banque active du développement local en agissant en partenaire et non en tuteur* ».

Chacun y est allé de ses propositions et de ses remèdes miracles. A Strasbourg, des esprits savants, voire abscons, ont parlé de « *la dialectique entre le centre dominateur et la périphérie dominée, du challenge partenarial régional, du développement endogène et fertilisateur* ».

L'outil et la main

Plus clair et plus convaincant, M. Edgard Pisani, commissaire européen, a demandé que l'on porte désormais moins d'intérêt « *à l'outil qu'à la main qui l'utilise* ». D'où l'importance de la formation des hommes « *pour que l'Europe, et pas seulement les régions françaises, ait la capacité de faire face aux défis technologiques que nous lancent de manière de plus en plus pressante les Etats-Unis et le Japon* ».

Sorte de grand séminaire de recyclage économique, forum d'expériences, de théories et de comparaisons, carrefour des rêveries et de l'efficacité au cas par cas, rencontre parfois de la logomachie simplificatrice et des réalités régionales très diverses, les congrès du CNERP permettent, chaque année, de confronter les « *leçons de choses* » de l'économie. Mais la voix des chefs d'entreprise, des syndicats ouvriers, des hauts fonctionnaires régionaux, ne retentit pas suffisamment à côté de celle des élus, des universitaires et des ministres. Pour que les comités d'expansion, qui couvrent de toutes leurs mailles l'ensemble du pays, restent ces associations où la politique s'efface et où règne le pluralisme, il faut donner à ces partenaires-là une place et un rôle plus larges. M. Josselin a promis que ce serait le souci du prochain congrès en Bretagne.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) 60 % des emplois créés en Alsace depuis vingt ans sont le fait d'entreprises étrangères, souligne M. Daniel Hoeffel (U.D.F.), président du conseil général du Bas-Rhin.

36 MAIRES SUR 100 SONT DES AGRICULTEURS (*)

	1977		1983	
		%		%
Agriculteurs, salariés agricoles, marins	14 376	39,57	13 323	36,55
Chefs d'entreprise	4 628	12,74	4 270	11,71
Salariés du secteur privé	4 523	12,45	5 005	13,73
Professions libérales	1 980	5,45	1 981	5,43
Enseignants	2 490	6,85	2 799	7,78
Fonctionnaires	1 146	3,15	1 219	3,35
Salariés des entreprises publiques (S.N.C.F., etc.)	558	1,53	474	1,30
Retraités et pensionnés civils et militaires	5 569	15,33	6 288	17,25
Divers (dont sans profession déclarée)	1 064	2,93	1 090	3,00
TOTAL	36 334	100,00	36 449	100,00

(*) Source : Bulletin d'information du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,60

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Toutes les responsabilités d'un directeur des affaires sociales...

Vous souhaitez avoir vraiment la totalité de la fonction personnel dans une société à taille humaine (700 personnes). Votre position de responsable à part entière sera marquée par votre rattachement à un des 3 membres du directoire et accessoirement par une double implantation matérielle. à la fois au siège social et dans les usines. Mais c'est à Rouen que vous serez le plus souvent.

Votre prédécesseur à bien réussi à donner à la fonction le style de conseil efficace auprès de toute la hiérarchie qui, en conséquence, souhaite l'arrivée d'un responsable des affaires sociales capable de dominer tous les aspects de son métier. Le climat des différentes unités est maintenant suffisamment porteur pour que vous réalisiez les intéressantes ouvertures sociales souhaitées par la hiérarchie et le personnel.

Vous comprendrez donc que nous souhaitons un homme d'expérience, heureux de s'implanter en Normandie, intéressé à passer d'une usine à une autre, capable de nouer de bonnes relations avec l'environnement local et les instances paritaires parisiennes et pas fâché au passage de régler un problème administratif. Ce dirigeant devra donc par son action personnelle favoriser le développement d'une affaire de production et de commercialisation de produits d'hygiène et de soin et l'épanouissement des différentes catégories de personnel. A lui d'être suffisamment autonome et moteur pour concilier l'économique et le social. Voulez-vous écrire votre première lettre aux conseils de SIRCA sous référence 093 420M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

---

création de poste

La qualité et la diversité des services de notre groupe (ayant abouti à quantité de réalisations exceptionnelles) nous permettent d'envisager le développement de nos activités sur le plan international.

Nous sommes spécialisés dans le domaine de la maîtrise d'œuvre ou sous-traitance pour le levage, la manutention et la mise en place de pièces de tous volumes et tous tonnages, l'entretien et la maintenance d'usines et d'installations industrielles (travaux de tuyauterie, soudure, robinetterie, chaudronnerie, mécanique) concernant : pétrole onshore et offshore, pétrochimie, sidérurgie, centrales thermiques et nucléaires, Tx Pcs, mécanique etc..

directeur commercial
ingénieur AM, Centrale, ...

possédant une réelle personnalité de **NEGOCIATEUR** embrassant l'action commerciale dans son ensemble.

Ce collaborateur doit être prêt aux voyages et déplacements nécessaires à ce développement.

Anglais courant. 40 ans environ.

Le siège et par conséquent le lieu d'habitation se situent à TOULOUSE.

Cabinet Leconte — *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS — Réf. 83677

ENTREPRISE DE PRODUCTION AGRO-ALIMENTAIRE

située à 1 h au nord de PARIS - C.A. 350 Millions de F - 300 personnes. Société associée à l'un des tout premiers Groupes français dans sa branche (C.A. 4 milliards de F), recrute

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

En relation avec le Directeur Général actuel, il sera amené à court terme à diriger, organiser et contrôler l'ensemble des activités de gestion, ressources humaines, production, approvisionnements et finance.

De formation Ingénieur, le candidat souhaité (38 ans minimum) aura une expérience de Direction dans une PMI/PME - Ses capacités d'organisation, d'animation et de négociation seront aussi importantes que ses compétences techniques et de gestion.

Rémunération à la mesure de l'expérience - Voiture et maison de fonction.

Tous les candidats sont assurés d'une discrétion absolue - Ils pourront indiquer les entreprises auxquelles ils ne souhaitent pas communiquer leur candidature. Ils recevront une réponse rapide.

Veuillez écrire sous réf. M à notre conseil Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 37, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS et à partir du 19 Décembre au 1 bis, place de Valois - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

BANQUE recherche futur

ADJOINT DIRECTEUR FINANCIER

Il assurera les liaisons comptabilité-organisation-informatique, après formation comptable.

Env. C.V. et prétent. s/réf. 11314 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75603 PARIS CEDEX 02 qui trans.

LE CENTRE TECHNIQUE RÉGIONAL DES CAISSES D'ÉPARGNE, à Aix-en-Provence :

le directeur des études informatiques

Centre informatique de 20 Caisses d'Épargne du Midi, nous sommes un GIE (90 p.) disposant d'un tri-processeur DPS 8/70 supportant DM IV, un réseau de 750 terminaux sous DSA et via TRANSPAC, des GAB... Nous cherchons notre directeur des études.

Vous prenez en main la fonction études (30 p.), des relations avec les utilisateurs jusqu'à la réalisation des applications bancaires et de gestion. Concepteur et réalisateur, vous êtes aussi le garant de nos méthodes.

A 35 ans environ, chef de projets, de préférence dans une banque, vous visez de plus grandes responsabilités. Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 896 LM) à **"Carrières de l'informatique".**

ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Société industrielle, filiale d'un groupe ALLEMAND, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matières plastiques, région CENTRE, recherche un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

200.000 FF

Sous l'autorité du gérant et en liaison fonctionnelle avec la maison mère, il assurera le fonctionnement financier, administratif et informatique de cette filiale. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 à 35 ans et doté d'une formation supérieure (E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent).

Vous possédez une expérience de la fonction de 5 ans minimum, acquise de préférence dans une filiale d'un groupe allemand et/ou international. Les contacts permanents avec le siège nécessitent une pratique courante de l'allemand.

Veuillez nous adresser lettre de candidature, curriculum vitae et prétentions, sous référence 3.452 à R.S.V.P. Unternehmensberatung GmbH, Beethoventrasse 59, 6000 Frankfurt/Main, R.F.A.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Directeur du développement

d'un important cabinet national de **CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES.**

Il aura pour missions :
- de promouvoir l'image professionnelle du cabinet, au travers de son action commerciale personnelle, auprès de sociétés nationales et internationales,
- d'assurer des contacts de haut niveau en vue de conclure des contrats de recherche de cadres par approche directe ou par média.

L'organisation interne du cabinet lui permettra de garantir la fiabilité et la qualité des prestations qui seront proposées. A court terme, il prendra en charge la direction et l'animation des activités relationnelles parisiennes et nationales.

De formation supérieure, ingénieur avec expérience marketing ou Grandes Ecoles de Commerce, c'est un homme qui souhaite mettre à profit ses 15 à 20 ans d'expérience professionnelle afin d'assurer la réussite de la triangulation :

ENTREPRISE-HOMME-FONCTION

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à M. POUZET - 23, bd Berthier - 75017 PARIS.

MEDIA BA

Direction d'une équipe commerciale de haut niveau

250 000 F+ — **Paris — Ouest**

Encadrer et animer une équipe spécialisée dans la négociation d'installations spéciales de haute technicité.

Notre société, filiale d'un groupe international, assure la commercialisation, la fabrication, le montage et l'entretien d'équipements techniques destinés aux secteurs industriels et immobiliers. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions.

Le Directeur Commercial cherche à s'adjoindre un collaborateur capable de diriger, animer et gérer une équipe d'ingénieurs technico-commerciaux de haut niveau dans la vente de produits de grande technicité.

La réussite dans ces fonctions conduira à des responsabilités commerciales élargies.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé de 33 ans minimum, ayant une expérience de plusieurs années dans la vente sur devis de produits industriels.

La connaissance de l'Allemand, ou à défaut la possession de bonnes notions pouvant être actualisées, serait un atout précieux.



Maryse PERCHE vous remercie d'envoyer votre curriculum vitae avec photo en précisant votre rémunération actuelle sous la référence 2971 M
CORT — 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

Dessein

MEMBRE DE SYNTEC

TRÈS IMPORTANT GROUPE AUDIO-VISUEL INTERNATIONAL

recherche pour

SON UNITÉ CENTRALE DE GESTION - banlieue sud de Paris

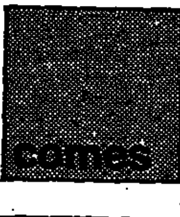
DIRECTEUR COMPTABILITÉ CLIENTS

Il devra prendre en main un très important service (60 personnes) assurant la comptabilité clients (risque clients compris) d'une dizaine de sociétés du groupe commercialisant des produits audio-visuels.

Ce poste convient tout particulièrement à un jeune et dynamique gestionnaire qui, à la tête d'une équipe, qu'il aura su rendre performante, aura la volonté de réussir face à un important enjeu débouchant sur de très belles perspectives d'avenir.

Pour cela, il faut, bien entendu, avoir une très bonne formation générale et comptable, du type E.S.C., Science-Po - Eco - Fi ou Dauphine, ainsi qu'une solide expérience concrète comportant notamment la responsabilité d'une équipe de collaborateurs.

ANGLAIS COURANT VIVEMENT SOUHAITÉ



Envoyer C.V détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au département recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (Réf. 2.534). DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Nous sommes une société de services assurant à Paris des prestations de caractère technique, à différents secteurs industriels (pétrole, nucléaire, etc). Notre C.A., filiales étrangères comprises, est de l'ordre de 200 Millions de Francs. Nous souhaitons renforcer nos structures et recherchons

DIRECTEUR FINANCIER

Membre de l'équipe de Direction, il aura la responsabilité du service comptable et du contrôle de gestion et supervisera ces activités au sein des filiales françaises et étrangères.

Nous recherchons un bon praticien de formation supérieure, ayant le DECS - Anglais courant. Il aura une expérience minimum de 5 ans dans un poste semblable dans le secteur travaux publics ou entreprise.

Veuillez adresser votre candidature sous réf. 85064 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



Président Directeur Général

Région Rhône-Alpes

Une PME en progression constante, bien implantée dans son secteur, recherche un Cadre de niveau élevé pour lui confier la gestion et le développement d'une affaire de transports en région Rhône-Alpes (flotte de 60 véhicules).

Ce dirigeant doit avoir une formation supérieure en finances-comptabilité ; âgé d'environ 40 ans, il a assumé des responsabilités importantes de gestion, de développement, de personnel dans un secteur industriel.

Nous lui demandons de poursuivre notre évolution, et notre diversification, de mettre en place notre informatique.

Si vous êtes attiré par ce challenge, qui demande force et souplesse, rigueur et créativité, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 83106 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

AFFLUENTS

LA MAIRIE DE SARCELLES (95200)

recrute pour

SON ÉCOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE

UN(E) DIRECTEUR(TRICE)

Salaire net mensuel : 7.920,40 F

Les curriculum vitae sont à adresser à M. LE MAIRE DE SARCELLES.

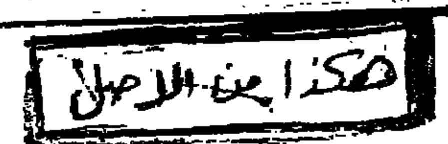
CRÉDIT AGRI

LYON 9e

INGENIEUR INFORMATICIEN SYSTE

INGENIEUR CHIMI

SGS FRANCE
16 rue du Louvre 75001 P



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



CRÉDIT AGRICOLE

LA CAISSE RÉGIONALE DU SUD-EST
ÉQUIPÉE DE IBM - 3081 MVS - IMS
(+ de 2400 employés et cadres,
240 agences bancaires sur la région Rhône-Alpes)
recherche pour son Siège Social

LYON 9e

DES CHARGÉS DE PROJETS EN ORGANISATION
Réf. 84.23

Vous avez une formation de type ingénieur avec un bon niveau de connaissances en Informatique de Gestion. Une 1re expérience professionnelle acquise de préférence en société de services ou dans le tertiaire vous incite à rechercher maintenant un poste d'organisateur où vous pourrez davantage valoriser votre esprit d'analyse et de synthèse et vos aptitudes relationnelles. Cette fonction vous permettra d'évoluer à terme vers des postes de management.

DES CHARGÉS DE PROJETS INFORMATIQUES
Réf. 84.24

Jeunes ingénieurs ou universitaires, vous désirez intégrer une entreprise performante, pour prendre en charge la conception d'applications importantes avec une grande autonomie budgétaire pour leurs réalisations en sous traitance.

L'évolution rapide de notre secteur d'activité (nouveaux moyens de paiement, informatisation des échanges inter-bancaire...) vous permettra de concrétiser vos objectifs dans un environnement technologique de pointe, offrant d'autres possibilités à terme.

Envoyer lettre, C.V., photo, prétentions,
en précisant la référence :
C.R.C.A.M. DU SUD-EST
Recrutement
B.P. 9156 - 69252 Lyon Cedex 09

CHAMBRE DE COMMERCE MASSIF VOSGIEN
recherche un

INGÉNIEUR CONSEIL A L'INDUSTRIE

E.S.C. - E.S.C.A.E. - Sciences ECO - IEP.

Il aura pour mission de conseiller les entreprises en matière de gestion, de politique commerciale et développement de nouvelles branches d'activité.

Expérience indispensable en milieu industriel ou commercial.
Anglais courant.
Région agréable au pied des pistes de ski.

Tél. au (8) 335-42-63 ou écrire as réf. 5.660
CABINET CLAUDE BLIQUE
B.P. 3097 - 54013
NANCY CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
PRODUITS CHIMIQUES
recherche

REPRÉSENTANT PLASTIQUES OU CAOUTCHOUC

pour vente matières premières et adjuvants
Régions NORD et EST de la FRANCE

- Connaissance industrielle des secteurs concernés.
- Technicité souhaitée.
- Anglais parlé apprécié.

Résidence région Nord et voiture indispensables.

Ecr. avec C.V. photo et prét. nº 83.171 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01
qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
Région NORD

recherche dans le cadre de son organisation interne

FISCALISTE

Ecrire avec C.V. manuscrit sous nº 7.218 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

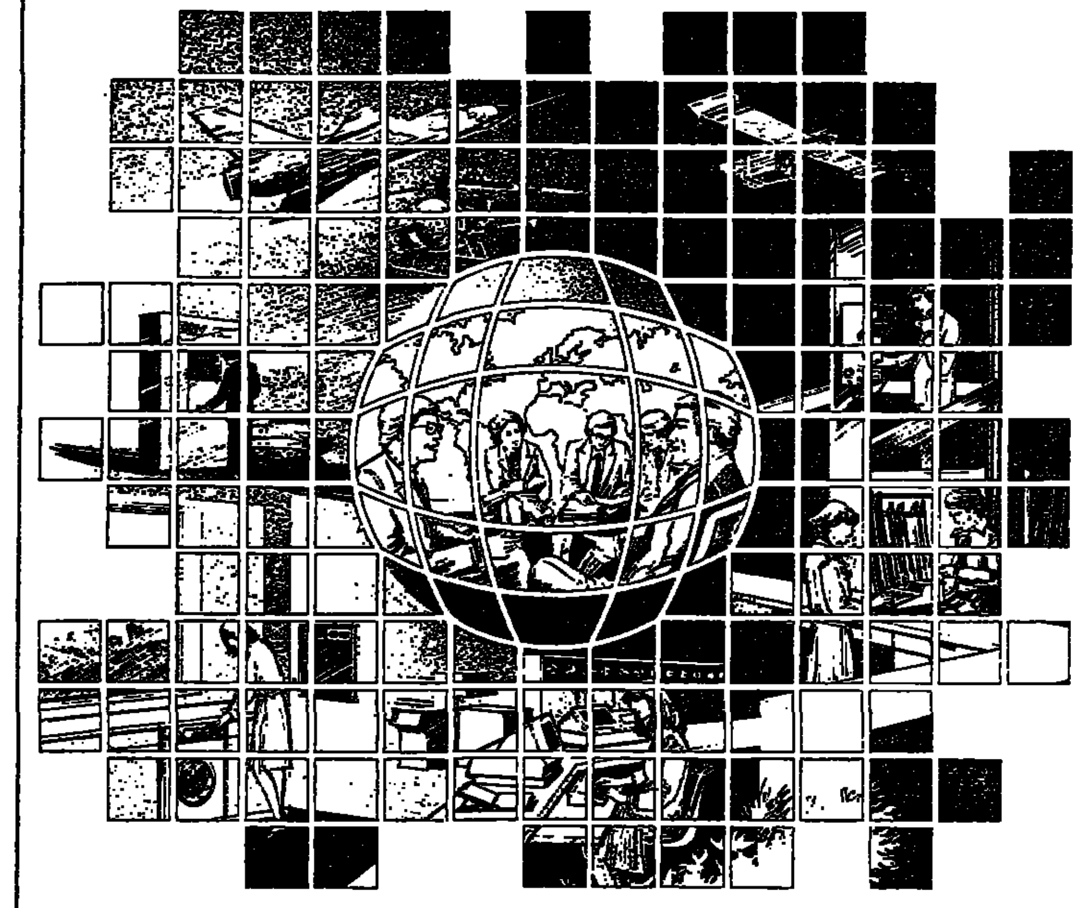
FÉDÉRATION RÉGIONALE SECTEUR ASSOCIATIF
recherche

RESPONSABLE DE FORMATION

- Pour créer, animer réseau de relations avec entreprises privées ou publiques;
- Gérer, développer son offre de formation professionnelle continue.

RENS. : CROLEP (Centre régional Œuvres Laïques d'Éducation permanente), 33, rue Saint-Denis, 86035 Poitiers Cedex. Tél (49) 88-88-28.

Vos idées d'aujourd'hui seront les techniques de demain



Prenez part au développement d'un groupe industriel français à vocation internationale et présent dans des activités de pointe telles que l'Aéronautique, l'Espace, le Paiement électronique ou les Composants d'Automatismes.

Rejoignez dès aujourd'hui nos équipes à Valence comme :
- **Ingénieurs d'études,**
- **Ingénieurs d'assurance qualité,**
- **Ingénieurs d'industrialisation,**

débutants ou ayant confirmé leur formation par une première expérience dans les technologies électroniques ou informatiques.



Adresser C.V., photo, références et prétentions à :
Crouzet SA - Direction du Personnel - 25, rue Jules Védrines - 26027 Valence cedex

---

TELIC Alcatel
Groupe C.G.E.

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). 1 MMF de CA - 2.600 personnes.

Nous développons un important projet informatique et bureautique autour d'un puissant réseau d'ordinateurs dotés des logiciels les plus performants de la 4ème génération en matière de bases de données relationnelles, de progiciels associés et d'outils d'aide à la décision.

Dans ce cadre, nous recherchons :

INGENIEUR INFORMATICIEN SYSTEME

Au sein d'une équipe de cinq ingénieurs et techniciens, il assurera le développement des différentes adaptations et évolutions du réseau d'ordinateurs VAX et des machines UNIX associées qui constituent le système d'information de l'entreprise et de ses établissements.

Il aura également pour mission d'optimiser les performances des différentes applications.

Vous êtes **INGENIEUR INFORMATICIEN** et vous possédez une première expérience professionnelle de 3/4 ans, de préférence sur VAX-VMS.

Vous souhaitez développer votre action au sein d'une entreprise leader dans le domaine de la communication, TELIC vous permettra d'acquérir la maîtrise des dernières évolutions technologiques relatives aux systèmes d'information et aux logiciels associés.

La connaissance d'UNIX et des bases de données relationnelles serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature à Bernard CAMMAS
Directeur du Personnel - TELIC-ALCATEL - 206, route de Colmas
BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Une importante société industrielle intégrée à un groupe multinational de premier plan et spécialisée dans l'étude et la fabrication de produits électro-mécaniques recherche pour son BUREAU D'ETUDES DE LYON

UN CHEF DE PROJETS
(réf. 3616)

chargé de la coordination et de la supervision du développement de nouveaux produits électro-mécaniques de grande série, comprenant des pièces moulées en plastique. Pour ce faire, il aura autorité sur une équipe de 6 personnes, ingénieurs et techniciens.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation électro-mécanique justifiant d'une expérience similaire et familiarisé avec les problèmes d'analyse de la valeur et de réduction de coût.

DES INGENIEURS DE PROJETS
(réf. 3617)

l'un se verra confier l'étude et le développement de projets jusqu'au suivi des préséries ; le second dans le cadre d'une cellule avant-projets participera à l'analyse et à l'appréciation de la faisabilité technologique de nouveaux concepts.

Ces opportunités conviennent à de jeunes ingénieurs électro-mécaniciens, éventuellement débutants, présentant une réelle motivation pour des fonctions d'études.

UN DESIGNER INDUSTRIEL
(réf. 3618)

il créera cette fonction au sein du Bureau d'études et sera amené à participer à l'ensemble des projets en cours pour y apporter son expérience en matière d'étude et de détermination de formes répondant à des critères esthétiques et ergonomiques.
Cette responsabilité s'adresse à un candidat justifiant d'une formation de type B.T.S. de design industriel (Ecole Nationale Supérieure des Arts Appliqués ou équivalent) et nécessairement d'une première expérience similaire acquise en agence ou en entreprise.

Ecrire en précisant la référence avec C.V. et prétentions à :
PIERRE LICHAU S.A., 12, rue Président Carnot 69002 LYON qui transmettra.

Notre Groupe est le leader mondial du Contrôle et de l'Inspection des matières premières et d'un certain nombre de produits à l'importation et à l'exportation. Il recrute pour son Agence du Havre, spécialisée dans le contrôle des produits pétroliers et pétrochimiques un (e) :

INGENIEUR CHIMISTE

Il assiste le directeur de notre agence du HAVRE dans la supervision des équipes de contrôleurs qui effectuent les prélèvements des produits lors du chargement ou du déchargement des navires. Il contrôle et anime l'activité du laboratoire qui fait les analyses correspondantes, il participe à l'étude et à la mise en oeuvre des produits et services nouveaux de contrôle, mesure et analyse demandée par nos clients, opérateurs internationaux. Le candidat idéal est un ingénieur chimiste qui débute après avoir effectué des stages dans le domaine pétrochimique, l'engineering ou la production, ou qui dispose d'une expérience professionnelle d'au maximum 2 ans dans ce domaine. Il a en outre de très bonnes notions d'anglais. Ce poste peut déboucher à 2 ou 3 ans sur une carrière internationale si les candidats sont intéressés par cette possibilité d'expatriation. Nous vous remercions de bien vouloir adresser CV et prétentions à Direction du Personnal

SGS FRANCE s.a.
16 rue du Louvre - 75001 PARIS



PAPETERIES NAVARRE TRANSFORMATION
LES CAHIERS HERAKLES

Nous recherchons notre

Chef Comptable

Votre formation et/ou votre expérience vous permettront d'être immédiatement opérationnel dans les domaines :
- comptabilité générale,
- situations périodiques et prévisions de trésorerie,
- bilan et compte d'exploitation,
- animation d'une petite équipe.

POSITION CADRE
Salaire x 13.

Adresser candidature, CV et photo
à l'attention du Chef du Personnel
B.P. 46 – 42308 ROANNE CEDEX.

J.R.P.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Le Groupe DEVANLAY RECOING

un des leaders de la bonneterie qui fabrique et commercialise des marques de grande notoriété souhaite engager pour une de ses divisions à **TROYES** un

débutant grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion

Dans un premier temps il se verra confier des missions d'**ORGANISATION ET DE CONTROLE DE GESTION.**
Il acquerra ainsi une expérience sur le terrain.

Selon les goûts et aptitudes qu'il aura montrés pendant cette période, il pourra évoluer vers des postes opérationnels et de responsabilités, toutes les hypothèses étant ouvertes au départ.

La dimension humaine et un bon potentiel seront déterminants dans le choix.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2259-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Centre National d'Etudes des Télécommunications

MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION

recherche

ingénieurs grandes écoles

(X, ENST, CENTRALE, MINES, ...)

ou universitaires

(DOCTEURS D'ETAT, 3ème CYCLE, DEA)

pour participer à des études et recherches sur l'optimisation et l'évaluation des performances des réseaux de télécommunications. Ces études font appel aux techniques de la recherche opérationnelle, de la théorie des graphes et de l'informatique.

cnet Adresser C.V. au CNET - Division "Architecture et Trafic dans les Réseaux" Centre PARIS A - 38/40, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

Nouveau plan de vol pour ingénieurs commerciaux



Nous sommes leaders dans la diffusion de services informatiques auprès des Cabinets d'Expertise Comptable et de leurs clients avec une croissance annuelle de 20 %.

Notre puissance est un réseau national de 35 agences, un centre de Recherche et de Développement, la maîtrise de la micro-informatique et une stratégie : l'Informatique Répartie.

Diplômés d'ESC ou d'Université, prenez votre envol en apportant avec les Experts-Comptables nos outils d'informatique et de gestion aux PME/PMI, et aidez-les à mettre en application le Nouveau Plan Comptable.

Basés à Lille, Nancy, Lyon, Paris ou Orléans, vous recevrez une formation adaptée et notre développement vous assure des perspectives d'évolution.

Prêts au décollage ? Alors envoyez votre dossier de candidature à

CCMC informatique de gestion — Service Recrutement BP 6129 - 45061 Orléans Cédex

MEMBRE DE SYNTEC



emplois régionaux emplois régionaux

Cela vous dit-il de créer la fonction

planification, budgets, contrôle de gestion ?

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique (1000 p.) dont le siège est à Lyon et connaissons une croissance soutenue depuis plusieurs années.

Notre CA de 250 MF, réalisé en France et à l'export, n'est pas à la veille de stagner. Il nous faut, pour mieux maîtriser notre développement (3 filiales à l'étranger, 12 établissements en France) consolider nos outils prévisionnels et de gestion, donner les moyens à nos dirigeants d'être patrons à part entière du centre ou de l'activité qu'ils animent.

Si vous avez 35 ans, une bonne expérience du contrôle de gestion dans une affaire industrielle, des talents d'analyste et de pédagogue, la passion d'entreprendre, prenez un premier contact en écrivant à

Notre consultant, Mme G. DILL (réf. 920 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Droit, IEP, Ingénieur,...

FONCTION PERSONNEL

Région Ouest **180 000 F +**

Division industrielle (1 400 pers., 3 usines) d'un des premiers groupes français, nous faisons une large part à *la politique sociale. Afin de respecter nos* engagements, nous renforçons nos structures en intégrant un

JEUNE ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL.

Autonome, responsable, il intervient dans tous les domaines : recrutement, formation, relations avec les partenaires sociaux, gestion administrative du personnel... Ce poste nécessite une bonne connaissance des rapports sociaux en milieu industriel (3 ans d'expérience min.) et une formation supérieure. Il offre de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo, salaire actuel sous réf. 4582 à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS qui transmettra. Secret garanti des candidatures.



Crédit Agricole de Meurthe et Moselle Nancy

recherche

UN PROGRAMMEUR SYSTÈME

HF

Mission :
Participe à la mise en place et à la maintenance des systèmes d'exploitation du *site central.*

Profil :
DUT ou équivalent, connaissances approfondies de CICS et DL 1, dans l'environnement MVS.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
CRCAM de l'Est à Nancy
Service du Personnel
10 X - 54017 NANCY CEDEX

bleu

URGENT

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (700 personnes) recherche pour MONTPELLIER

UN JEUNE CADRE PERSONNEL

Capable de prendre rapidement en charge, au sein de la direction du personnel, le secteur emploi-formation. Une formation supérieure, complétée par une expérience réussie de 4 à 7 ans, dans ces domaines, ainsi qu'une volonté de participer à un travail d'équipe, sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à Havas Montpellier, n°14.267 qui transmettra.

« Vente d'équipements aux collectivités locales (matériels pour la collecte et le traitement des déchets)

Un fabricant français connu recherche

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour des grands secteurs dans le Nord, l'Est, le Centre et la Normandie

Activité convenant à jeunes gens, parfaite éducation et solide instruction, capables d'évoluer avec aisance dans les milieux municipaux.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 908 à Strubot, 136, avenue *Charles-de-Gaulle,* 92522 NEUILLY-S/SEINE.

Collectivité Le Mans recherche URGENT

ANIMATEUR (TRICE)

Expérience
Adresser candidature avec c.v., photo (téléphone souhaité).
Ecr. s/n° 7.208 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GRENOBLE

Laboratoire de Recherche embauche pour son activité microélectronique

INGÉNIEUR PHYSICIEN

Ayant de bonnes connaissances en optique théorique et instrumentale. Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prét. sous n° 82.447 à Contesse Publicité — 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01.

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)

Importante Société en expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction,

recherche

pour une de ses unités

DIRECTEUR D'USINE

Sous l'autorité directe du Directeur Général, il exercera ses responsabilités aux niveaux

- Technique : méthodes, productivité, qualité.
- Economique : gestion de l'unité.
- Humain : animation des hommes.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur (ENSAM, INSA,...) âgé de 32 ans minimum et possédant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

RESPONSABLE COMMERCIAL A L'EXPORTATION

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de développer les marchés étrangers.

De formation supérieure, il sera avant tout homme de terrain, professionnel de l'action commerciale.

Ce poste s'adresse à un Candidat âgé de 30 ans environ, bilingue français-anglais et possédant une bonne connaissance de l'allemand.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, c.v. détaillé et prétentions) à UNIVERSAL COMMUNICATION, référence LM/342, Chée de la Hulpe, 122, 1050 Bruxelles (Belgique), *qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.*

MONSANTO - GROUPE INTERNATIONAL

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Secteur LANGUEDOC-ROUSSILLON
120 000 F + (selon expérience)

Leader sur le marché des phyto-sanitaires, notre **DIVISION AGRICULTURE FRANCE** connait une progression importante liée à la notoriété de nos produits (Roundup, Avadex, Lasso) et au dynamisme de notre équipe.

Cet **INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** (très bonne connaissance en **MARKETING**) aura la responsabilité d'un réseau de distribution qu'il animera : actions commerciales, gestion des budgets promotionnels et publicitaires régionaux, définition du plan d'action Marketing du secteur.

- Formation Ingénieur Agricole ou équivalent.
- Statut Cadre, salaire fixe, remboursement des frais réels de déplacements.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 8337 à notre Conseil :



54, avenue Félix-Faure - 69003 LYON

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

L'AIR LIQUIDE

L'AIR LIQUIDE spécialisé dans la fabrication des gaz industriels, possède une informatique performante – 1 3083, 3 HP. 3000, 40 HP 250, plus de 200 terminaux – et animé d'un souci constant d'évolution désire intégrer un :

INGENIEUR RESPONSABLE SYSTEME DB/DC

possédant une expérience de trois ans environ, il maîtrise parfaitement CICS.

Une connaissance d'IDMS serait un sérieux atout.

Il s'appuie sur deux techniciens et consacre une part importante de son temps au développement : applications nouvelles, mise en place de SNA...

Cette fonction est passionnante par son aspect technique pointu et par les échanges qui existent entre les différents services informatiques.

Le poste est situé à Paris 7e.

Merci d'adresser un CV plus photo, ainsi qu'une lettre sous la référence 23835 E à :

EGOR INFORMATIQUE,
63 rue de Ponthieu - 75008 PARIS

egor PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

International Corporate Audit

Paris **FF 180–240,000**

Notre client, une importante société Américaine, cherche pour son service d'audit interne deux personnes à fort potentiel.

Le service est considéré comme une pépinière de futurs dirigeants pour le groupe.

Les candidat(e)s retenu(e)s seront responsables de missions d'audit dans les filiales situées partout en Europe. Des voyages aux USA et autres pays du monde sont également à prévoir. Déplacements a 70% du temps.

Les personnes interéssées doivent avoir au moins 3 ans d'expérience dans un cabinet anglo-saxon ou dans un service d'audit interne d'un groupe industriel. Anglais courant exigé. Téléphoner à **Stephen Burke (1) 831-0431**, Londres, ou lui adresser un Curriculum Vitae détaillé en Anglais à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 2QH.



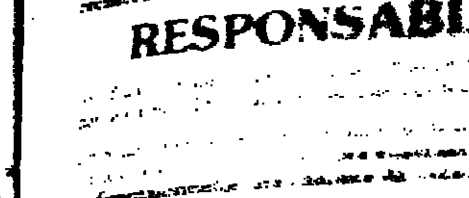
Michael Page International
Recruitment Consultants
London New York
Birmingham Manchester Leeds Glasgow

IMPORTANT GROUPE
DE TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
PROCHE BANLIEUE OUEST
recherche pour sa Direction Commerciale Centrale à son Siège Social

JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

A l'intérieur de la Direction pré-citée, ce poste recouvre plus particulièrement les fonctions ci-après :
- dans le cadre d'une répartition des tâches internes à la Direction Commerciale Centrale, suivi du marché de certains produits et de leur transport, et relations commerciales avec certains clients
- relations publiques extérieures (participation à des manifestations professionnelles et commerciales notamment)
- coordination de l'action commerciale au sein du Groupe
- actions publicitaires
- conception et réalisation de plaquettes et documents commerciaux
- élaboration, mise en place et suivi de moyens permettant la circulation de l'information commerciale à l'intérieur du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. *84118* à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur généraliste

A. & M.
débutant ou 1re expérience

Nous sommes un important groupe industriel français implanté aux Etats-Unis. **Jeune ingénieur**, nous vous proposons de réaliser vos ambitions dans l'une de nos usines.

Dans un premier temps vous suivrez un stage pour y acquérir les connaissances nécessaires pour assumer des responsabilités techniques et humaines.

Votre forte personnalité et votre mobilité, tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions, constitueront les atouts fondamentaux de votre réussite.

A moyen terme vous nous prouverez que vous avez la carrure de vos ambitions.

En France et aux Etats-Unis, nous parions sur les hommes. Vous êtes de la race des entrepreneurs... rejoignez-nous et parlons ensemble de votre avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2752/LM à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

MEDIA PA

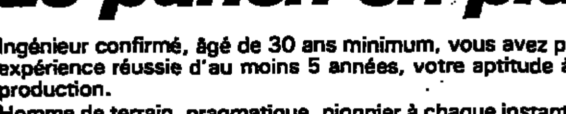


Au service des Entreprises du BTP

Premier secteur économique, le BTP compte 350 000 entreprises et réalise un CA de 400 milliards. Pour financer les investissements considérables de ce secteur, nos délégations régionales commercialisent une gamme complète de services (crédits MT, LT, Crédit-Bail, cautions etc...). Votre rôle, en tant que **cadre financier**, consistera à développer le portefeuille de clientèle, analyser ses besoins en financement, monter les dossiers, promouvoir notre image auprès de nos partenaires (entreprises, banques, organismes professionnels etc...). Si vous êtes jeune diplômé **(Ingénieur TP + IAE ou Ecole de Commerce)** et si vous justifiez d'une première expérience dans une entreprise de BTP ou dans un établissement de crédit nous souhaitons vous présenter les opportunités que nous créons à **Bordeaux - Lille - Paris - Strasbourg - Toulouse.**

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant l'affectation de votre choix sous référence 4584 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, *qui transmettra.*

Le punch en plus !



Mines, Centrale + Stanford
ou équivalent

Ingénieur confirmé, âgé de 30 ans minimum, vous avez prouvé, au cours d'une expérience réussie d'au moins 5 années, votre aptitude à diriger un service de production.

Homme de terrain, pragmatique, pionnier à chaque instant et à tous les niveaux, vous avez le profil et la « carrure » d'un entrepreneur.

Votre objectif à moyen terme : diriger une unité de production.

Nous vous proposons, au sein d'un important Groupe industriel français implanté aux Etats-Unis, des opportunités de carrière à la mesure de votre potentiel.

Rapidement, nous vous confierons la direction de la production, fortement automatisée, de l'une de nos usines.

Dans le cadre d'une structure légère, vous serez associé à toutes les décisions. Vous serez un interlocuteur privilégié de la Direction Générale et vous maintiendrez *un dialogue permanent avec les hommes que vous dirigerez.*

Votre mobilité géographique sera un atout important de votre réussite.

Vous avez du punch et de l'ambition ?

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2744/LM à



MEDIA PA



Dans ce message, le sixième de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à *l'attention des hommes et des femmes qui deviennent un jour «candidats», les règles du jeu du marché de l'emploi* et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur carrière.

La présentation au client: une rencontre entre partenaires

Vous avez franchi avec succès les premières étapes ; cela signifie que des professionnels font le pronostic de votre réussite au poste qui vous intéresse. C'est pour vous le moment opportun de dialoguer avec les dirigeants de l'entreprise à laquelle vous souhaitez vous intégrer.

l'objectif de la présentation

C'est pour vous, être choisi parmi les candidats, mais aussi choisir votre employeur. En effet, vous n'avez pas encore gagné et êtes probablement en concurrence avec deux ou trois autres candidats présentant également des caractéristiques positives par rapport au poste offert. *Préparez-vous à convaincre.*

que faire? être vous-même, avant tout

- souvenez-vous des conseils du consultant : écoutez votre nouvel interlocuteur avant de faire le point sur ce que vous apportez de façon certaine à l'entreprise. Sachez exprimer votre attirance pour son domaine d'activité, son image de marque ou son environnement humain.
- restez concret dans l'argumentation. Dites ce que vous avez fait, résultats à l'appui, de préférence à ce que vous êtes : votre interlocuteur y verra la marque d'un véritable professionnalisme,
- informez-vous de façon précise sur les points qui vous intéressent plus particulièrement, mais il y a un ordre à respecter dans la suite de vos questions. En gros : l'entreprise, son marché, ses produits, ses résultats ; la fonction proposée ; la façon de travailler qui correspond à l'esprit de l'entreprise ; les appointements et avantages divers. Ne commencez pas par demander : faites-vous les ponts ?

l'employeur essaie aussi de vous convaincre

Il sait qu'il est en *situation de concurrence. Dites-lui donc clairement si vous avez d'autres négociations et un calendrier à respecter.* Allez jusqu'à lui demander sa réponse pour telle date, à lui promettre de même la vôtre.

Evaluez la crédibilité de votre futur employeur. Y-a-t-il des raisons non exprimées qui le conduisent à pourvoir ce poste par un homme de l'extérieur? Y-a-t-il eu des échecs précédents? N'a-t-il pas tendance à estomper les problèmes, à euphoriser sur votre avenir? Le consultant est là pour vous appuyer et défendre vos intérêts.

Quelle que soit l'issue de cet entretien, vous savez maintenant que vous avez des atouts pour trouver un nouvel emploi.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie

Prochain message : "la décision d'engagement."

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement 3 rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre Tic S.A., Algoe, Aviso Conseil, Bernard Julhiet Psycom, Chantal Baudron S.A., Clées, Cog Hebert Conseil, Cort, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Eurequip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefop, Sele-Cegos, Sema Selection, Serifo, Sirca, Soderhu.

SOURCES

APPLICON

Société du Groupe Schlumberger, APPLICON, l'un des leaders mondiaux de la CAO, poursuit son expansion en France et recherche des

Ingénieurs Commerciaux

confirmés depuis 1 à 2 ans

Leur formation **(Ecole d'Ingénieurs si possible)** — au moins une formation supérieure technique — et leur expérience doivent leur permettre d'assurer, dans le cadre de la commercialisation clés en main de nos systèmes CAO, le développement de notre clientèle dans le domaine de la mécanique, de l'électronique et de l'architecture.

Des compétences prouvées dans la vente d'équipements informatiques (hors gestion) sont donc indispensables. La connaissance de l'anglais serait en outre appréciée. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICX à M.J. Villoing, APPLICON - Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

APPLICON
Schlumberger

JEUNES INGENIEURS projets techniques export Grandes Ecoles

Concevez avec nous, aujourd'hui, la communication de demain.

Après formation à nos produits, vous participerez à LANNION (22) ou à VELIZY (78) aux projets techniques export de systèmes de pointe en télécommunication.

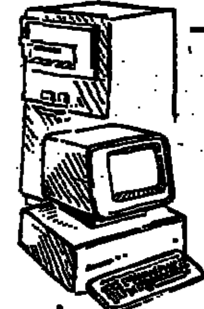
Des déplacements de courte durée sont à prévoir à l'étranger. Une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'espagnol est nécessaire.

Une expérience en téléphonie sera un atout supplémentaire.

Possibilités d'évolution ultérieure en France ou à l'étranger



Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous la réf. AS/JCH à CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation 10, rue Latécoère 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



Société filiale de Compagnies Pétrolières, nous sommes spécialisés dans le stockage souterrain d'hydrocarbures. Notre effectif est de 150 personnes dont 60 ingénieurs et cadres. Nous recherchons aujourd'hui un

Informaticien HF

de niveau *MIAGE* ayant 3 à 4 ans d'expérience sur **petits et moyens systèmes.**

Ce spécialiste viendra renforcer l'équipe chargée du développement de notre plan informatique où la gestion prédomine. Il sera également responsable de l'implantation de la bureautique.

Les candidats intéressés par ce poste, basé à La Défense, sont priés d'adresser leur C.V. avec prétentions sous référence 3481 à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

La Direction Contrôle de gestion et planification d'une société de 5.000 personnes recherche

Contrôleur de gestion

Il sera chargé de suivre la gestion des divers centres d'activité (ingénierie, entreprises générales, maintenance) sur le plan : budgets, coûts de personnel et d'activité, projections à moyen et long terme. Avec l'assistance de l'équipe qu'il sera chargé d'animer, il aura principalement un rôle de conseil et d'appui auprès des centres d'activité.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une école de commerce, *le contrôleur de gestion retenu aura* ***10 ans d'expérience*** *dans une fonction similaire et possédera de réelles capacités d'organisation et d'animation. Poste basé à La Défense.*

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, sous réf. 3240, à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System. 104 rue Réaumur 75002 Paris. qui transmettra.

média-system

CERG FINANCE

Spécialiste des logiciels financiers sur micro ordinateur, leader en France sur son marché, recherche :

RESPONSABLE DE RESEAU DE DISTRIBUTION

(homme ou femme 30 ans environ).

Fonction : support aux constructeurs de micro-ordinateurs et aux distributeurs des logiciels CERG FINANCE (formation, suivi etc...).

Zone d'activité : région parisienne et province.

Profil :
— études supérieures de gestion (maîtrise, Sciences Po, école de commerce...),
— 2 à 3 ans minimum d'expérience dans le domaine financier,
— intéressé par l'informatique,
— aptitudes commerciales.

Envoyer C.V. photo et prétentions à CERG FINANCE, Tour d'Asnières, 4, av. Laurent Cely, 92606 ASNIERES Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

Quick

responsable du recrutement HF

DEVELOPPEMENT

Secrétaire et assistante de notre Président

APPLICON

Jeunes Ingénieurs d'Application

Schlumberger

Pour un(e) jeune Au...
Comptable :

ALGOE

Quick

Leader Français de la Restauration Rapide
FILIALE DU GROUPE CASINO
recherche un

responsable du recrutement HF

Adjoint au Chef du Personnel, il sera chargé d'assurer le recrutement des cadres et de suivre la gestion et l'évolution de leurs carrières au sein de la société. Interlocuteur des Responsables opérationnels, il les assistera et les conseillera dans la constitution de leurs équipes en particulier dans le cadre d'ouverture de nouveaux restaurants "QUICK".

Ce poste actif, impliquant un goût développé pour le terrain et faisant appel à des qualités de contact et de disponibilité, conviendrait à un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN SCIENCES HUMAINES, âgé de 27 ans minimum, possédant une expérience de 2 à 3 ans de la fonction Recrutement acquise de préférence dans une entreprise à vocation commerciale. Des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2767 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

BOUSSOIS

Filiale Française du Groupe américain
PITTSBURGH – PLATE – GLASS
C.A. 1,7 milliards – 4 usines – 22 filiales en France et 6 en Europe recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE, un

chef de service comptabilité FILIALES

Rattaché au Chef des services comptables et bénéficiant d'une large délégation, il aura, auprès des filiales, une mission d'assistance et de contrôle, sur le plan des procédures comptables, de l'établissement des bilans – comptes d'exploitation – reporting mensuel, et de l'élaboration des déclarations fiscales. Il devra par ailleurs assurer la consolidation du groupe BOUSSOIS conformément aux méthodes anglo-saxonnes.

Ce poste impliquant un rôle de guide et de conseil, conviendrait à HEC, ESSEC, ESCP,... ayant complété sa formation par l'EXPERTISE COMPTABLE, et possédant une expérience de quelques années – acquise dans un Cabinet Comptable ou dans le Service Filiales d'une entreprise – lui ayant notamment permis d'acquérir une bonne connaissance de la FISCALITÉ. Il permettra à son titulaire de très bien connaître le groupe et de pouvoir évoluer vers des fonctions plus importantes.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2766 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

ARJOMARI

l'un des premiers
GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS
recherche
pour son usine de RIVES (20 kms de GRENOBLE) fabriquant une grande diversité de produits spéciaux un

chef de laboratoire qualité

Rattaché au Directeur d'Établissement, il est le GARANT et le PROMOTEUR de la qualité des produits fabriqués par l'usine. En collaboration étroite avec le réseau commercial et le Responsable de Production, et avec l'assistance éventuelle du Laboratoire Central du groupe, il élabore les cahiers des charges par produit. Responsable de la mise au point des formulations, il veille au respect des normes de qualité qu'il a lui-même définies. Il met en œuvre son sens de l'initiative et son esprit critique pour faire évoluer les procédés, les coûts de fabrication et améliorer le service à la clientèle. Il supervise une petite équipe de contrôleurs qualité.

Ce poste opérationnel – impliquant fermeté et savoir-faire dans les contacts – conviendrait à Ingénieur CHIMISTE ou PAPETIER, âgé de 35 ans au moins, ayant déjà dirigé un laboratoire inséré dans une unité de production à feu continu. Anglais apprécié. Agréable maison de fonction.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2765 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes un important Groupe américain et nous recherchons pour notre siège social basé à l'ETOILE la

Secrétaire et assistante de notre Président

Au-delà d'une parfaite (et indispensable) maîtrise des techniques de secrétariat - y compris la sténo et la dactylo - cette position stratégique au sein de l'entreprise demande une représentativité de très haut niveau, sur les plans interne comme externe.

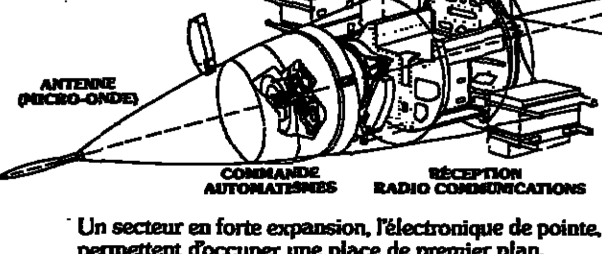
A ce rôle de relation publique, il faut ajouter un aspect capital de la mission : une assistance souple, discrète, où le domaine du confidentiel a une place prépondérante.

Il est évident que cette fonction s'adresse à une femme d'expérience, bilingue anglais bien sûr, et d'une très grande disponibilité.

La rémunération sera de haut niveau et associée à de nombreux avantages sociaux pour une personne totalement adaptée aux exigences du poste.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo récente et prétentions s/réf.84117 à CONTESSE PUBLICITE - 20 av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transm.



THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT RCM

Le Département RCM de THOMSON-CSF conçoit et réalise des RADARS et des ÉQUIPEMENTS DE CONTRE-MESURES AÉROPORTÉS

Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement nous permettent d'occuper une place de premier plan.

Après une première contribution dans des spécialités variées, RCM et plus généralement le Groupe THOMSON ouvrent des possibilités d'évolution multiples, liées aux aspirations et compétences de chacun : approfondissement technique, responsabilité de projets complexes, dans les fonctions industrielles, commerciales et de gestion de l'Entreprise.

RCM accueille chaque année une centaine d'élèves ingénieurs ou 3[e] cycle universitaire, en stage d'application (2[e] année) ou de fin d'études et recrute des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES
- Circuits et sous-ensembles de traitement du signal en laboratoires. • Micro-ondes.

ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS
- Définition et intégration de sous-systèmes harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de projets industriels.
- Études théoriques de projets, prospectives, simulations. • Définitions, réalisations d'essais au sol et en vol.

Un CV + lettre précisant les centres d'intérêts techniques faciliteront l'orientation de votre candidature à adresser sous réf. 33998 M à **THOMSON-CSF**, Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

APPLICON

Société du Groupe Schlumberger, APPLICON, l'un des leaders mondiaux de la CAO, poursuit son expansion en France et recherche des

Jeunes Ingénieurs d'Application

diplômés d'une Grande Ecole (Mécanique et/ou Electronique)

Dans nos structures, ils interviendront en support avant-vente pour la démonstration de nos systèmes et la mise en place de benchmarks. En support après-vente, ils auront un rôle de conseil pour la formation de nos clients à l'utilisation du système et, le cas échéant, pour le développement d'applications particulières. Pour ces postes la connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. IAM à M.J. Villoing, APPLICON - Tour Manhattan Cedex 21 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

APPLICON
Schlumberger



Paris

Pour un(e) jeune Audit Comptable :

Une fonction à créer au sein de la Direction Comptable Groupe.

Groupe Industriel Français (2000 personnes, CA > 2 milliards de francs, siège social Paris), nous jouissons d'une notoriété solidement établie et d'un développement régulier.

Afin de mieux répondre aux nécessités exprimées par les filiales, nous créons le poste d'Adjoint à la Direction Comptable Groupe. Audit comptable des différentes filiales, il harmonise les procédures permettant la consolidation rapide des comptes et apporte son assistance comptable et fiscale aux différentes filiales, pouvant aller jusqu'à la formation des responsables. Il peut participer, par ailleurs, à des missions de diagnostics d'entreprises menées par le Groupe.

Nous souhaitons confier ce poste à un(e) candidat(e) de 30 ans environ, de formation ESSEC, ESC, option Finances-Compta + DECS, complétée par une première expérience d'audit, acquise dans un Groupe ou en Cabinet. La pratique de la langue anglaise et ou allemande est souhaitée, ainsi qu'une bonne disponibilité pour les déplacements.

La rémunération, de l'ordre de 200 000 Frs, sera évaluée en fonction de l'expérience.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (précisant votre rémunération actuelle) à notre Conseil ALGOE qui l'examinera très confidentiellement. Veuillez écrire sous référence 817 M à Carole de Chilly



ALGOE 24, rue Bonaparte 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Desseln

Jeune ingénieur

Nous sommes un important Groupe industriel français implanté aux Etats-Unis. **Ingénieur débutant ou 1[re] expérience**, nous vous proposons de réaliser vos ambitions.

Dans un premier temps, vous suivrez un stage pour acquérir les connaissances nécessaires assumer rapidement des responsabilités.

Autonome, créatif, vous aurez à développer des applications nouvelles dans les domaines électriques et électroniques.

Votre mobilité géographique sera un atout fondamental pour réussir les différentes interventions que vous aurez à réaliser à l'intérieur de notre groupe.

Nous avons les moyens de vos ambitions. Rejoignez-nous et parlons ensemble de votre avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2751/Mà



(réponse et discrétion assurées)

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



une activité commerciale dans la presse

Rejoignez à Paris, ***le groupe TESTS, numéro un de la presse informatique*** en France. Dans une entreprise qui connaît un essor spectaculaire, vous développez la vente d'espaces publicitaires de deux revues sur le point de conquérir une large audience. Vous êtes responsable des relations avec des interlocuteurs d'un milieu professionnel réputé dynamique : agences de publicité, distributeurs et boutiques d'informatique, constructeurs, sociétés de services...

Agé de 25 ans minimum, vous bénéficiez, de préférence, d'une première expé*rience professionnelle acquise dans l'exercice de fonctions commerciales.*

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M4670, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

Assistant de direction financière 100.000F. +

Nous sommes la première Centrale d'Achat dans le secteur des sports loisirs.

Nous recherchons pour notre siège, situé en banlieue sud, un jeune collaborateur.

Rapportant au Directeur Financier, il assurera le conseil en gestion auprès de nos adhérents. La fonction implique de nombreux déplacements sur le territoire.

Ce poste conviendrait à un jeune diplomé d'une Ecole de Gestion, option finance, avec si possible une formation juridique.

Si ce message correspond à votre formation écrivez sous Réf. 318 ou prenez contact par téléphone le mercredi 7 Décembre : 727.32.36

Curriculum



94 rue Lauriston - 75116 Paris

TRANSITAIRE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

recherche

pour l'une de ses agences parisiennes

UN CHEF DE SERVICE TRAFICS ROUTIERS

Anglais apprécié.
Position cadre.

EMPLOYÉ(E) DE TRANSIT QUALIFIÉ(E)

TRAFICS ROUTIERS
Pratique de l'espagnol.

EMPLOYÉ(E) DE TRANSIT QUALIFIÉ(E)

TRAFICS MARITIMES
Bilingue anglais.

Adresser C.V., références et prétentions sous nº T 043.476 M à *REGIE-PRESSE* 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Une filiale importante du groupe Matra

recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

CHARGE :
- De l'élaboration du budget et du P.M.T. ;
- Du contrôle budgétaire ;
- Des tableaux de bord et du reporting ;
- Des analyses de gestion ;
- De l'évolution des systèmes de gestion ;

PROFIL :
- Grande École de gestion ;
- 2 à 3 années d'expérience du contrôle de gestion dans un groupe ou une société importante ;
- Salaire motivant ;
- Larges perspectives d'évolution.

C.V. + photo + lettre manuscrite à faire parvenir à : Département Planification Contrôle. Société M.H., 5, rue du Vertbois, 75003 Paris.

Groupe **DAFSA KOMPASS** spécialisé dans l'information économique et financière, 150 millions de C.A. Notre technologie de pointe et nos efforts nous conduisent à une expansion constante, 30 % par an et nous recherchons

DEUX JEUNES CADRES COMMERCIAUX

débutants
Hommes ou Femmes

DIPLOMÉS D'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

pour commercialiser une banque de données, donnant des informations sur les marchés boursiers. Nous demandons une parfaite maîtrise de l'anglais et un intérêt pour les marchés financiers. Quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir. Des perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à DAFSA, Service du Personnel 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

SERI RENAULT INGENIERIE

(Direction des Moyens de Production)

POURSUIT SON DEVELOPPEMENT DANS LA PRODUCTIQUE

et recherche pour concevoir et réaliser des systèmes automatisés et informatisés destinés à la production industrielle

INGENIEURS CONFIRMES — réf. M 1

(5 à 10 ans d'expérience).
Ayant une large expérience dans l'industrie (production discontinue) pour mener des actions de modernisation d'entreprises par l'amélioration des moyens techniques et des sytèmes de gestion. Les actions, allant de la conception à la réalisation, sont menées en équipes pluridisciplinaires dans des secteurs industriels variés. Un très bon contact, une grande rigueur dans l'analyse des problèmes, et une aptitude à rédiger et à exposer sont nécessaires. Langues étrangères et connaissance des possibilités de l'informatique et de ses applications appréciées.

INGENIEURS INFORMATIQUE « TEMPS REEL » — réf. M 2

(minimum 3 ans d'expérience).
Mission « **Chef de projet** » en informatisation et automatisation temps réel. Les candidats doivent posséder la connaissance d'un matériel et d'un système type mini-ordinateur, des automatismes industriels en processus discontinu, ainsi que celle des interfaces avec les machines et avec les hommes de ce milieu. Expérience nécessaire d'une méthode d'analyse.

INGENIEURS INFORMATIQUE SYSTEME — réf. M 3

(minimum 3 ans d'expérience).
Mission « **d'architecture technique** » pour la configuration Matériels et Logiciels de systèmes et l'assistance aux équipes de réalisation. Connaissances nécessaires d'au moins deux des systèmes suivants : mini 6, DEC, SOLAR, HP. Seront particulièrement appréciées les compétences complémentaires en gestion de fichiers, bases de données, infographie et réseaux.

JEUNE INGENIEUR — réf. M 6

Mission de modélisation, simulation et ordonnancement de systèmes de production.
Connaissances et expérience souhaitées :
— maîtrise des techniques de programmation et du FORTRAN et éventuellement d'un autre langage,
— production mécanique, recherche opérationnelle et automatique appliquees.

TOUS CES POSTES AMENERONT LES CANDIDATS A S'INTEGRER DANS DES EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES.
RIGUEUR, DYNAMISME, ESPRIT D'EQUIPE ET CREATIVITE SONT PARTICULIEREMENT NECESSAIRES.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo, et prétentions en *précisant la référence du poste choisi à :*

Séri Renault Ingénierie

Direction du Personnel
SERI RENAULT INGENIERIE
2, av. du Vieil Etang BP 19
78391 - BOIS D'ARCY Cédex.



LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS, recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Complément formation UNIVERSITAIRE Type D.E.A.

Référence 11 - OPTION PHYSIQUE DU SOLIDE : pour étude et caractérisation électrique et optique de matériaux semiconducteurs III-V et de composants opto-électroniques.

Référence 12 - OPTION MICROELECTRONIQUE : pour étude et réalisation de circuits intégrés GaAs.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel - 3, Avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL BREVANNES

Importante Société Industrielle

4.000 personnes, C.A. : 1,3 milliard

recherche pour son Siège Social Paris-8e

CADRE COMPTABLE

D.E.C.S., avec formation complémentaire fiscale et gestion

pour seconder le Directeur Financier et Comptable
Expérience minimum : 10 ans.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 72.202 à CONTESSE PUBLICITÉ 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



le Crédit Agricole de la Brie à Meaux

recrute

LE RESPONSABLE DU SERVICE ORGANISATION

- Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une 1ère expérience réussie de la banque, ou de l'organisation dans le tertiaire.
- Vous devrez mener, avec l'équipe des organisateurs des projets, au siège et en agences ; de l'analyse des besoins à la réalisation.
- Cette mission implique un sens développé de la communication, un esprit créatif, mais néanmoins réaliste.

Les candidatures et prétentions sont à adresser à Monsieur le Directeur du C.A. BP 205 - 77101 MEAUX

bleu

GAGNEZ VOTRE VIE ! NE LA PERDEZ PAS !

Vous refusez la morosité et vous ne concevez pas de vivre sans un travail passionnant.

Une société particulièrement dynamique dans le secteur informatique et leader de son marché avec des produits de haute technicité vous propose de réaliser vos ambitions en devenant :

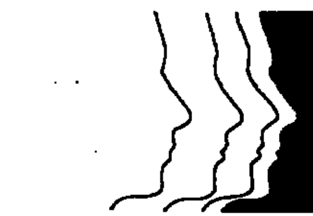
INGÉNIEUR COMMERCIAL

au sein d'une équipe motivée.

Vous voulez nous rejoindre alors adressez votre c.v. à :

SAI

6, rue Watford,
92000 NANTERRE.
Discrétion totale assurée.



juridique immobilier : un expert

Un important organisme financier très spécialisé dans le domaine immobilier, dont les activités sont réparties dans de nombreuses sociétés recherche son

RESPONSABLE JURIDIQUE expert de haut niveau

Directement rattaché à la Direction Générale de la Holding. Il en est le conseil permanent en matière juridique.
Responsable dans son domaine de la cohérence de l'ensemble des sociétés du groupe, il suit les litiges, le contentieux... et apporte en permanence une assistance à l'ensemble des directeurs du groupe.

Cette fonction exige une formation de niveau doctorat droit des affaires et une expérience d'au moins 5 ans des problèmes juridiques.
Vous êtes passionné par le droit des sociétés et vous saurez, par exemple, parfaitement débrouiller les problèmes au moment de la création d'une de nos nouvelles sociétés.
Poste basé à PARIS.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 311058 M(à mentionner sur l'enveloppe)
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF SELECTION** 115, rue du Bac - 75007 PARIS

FLOATING POINT SYSTEMS FRANCE S.A.
leader mondial dans le domaine des processeurs vectoriels

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

EXPÉRIMENTÉS

dans la vente de gros systèmes *informatiques*

- Très bonnes connaissances techniques en informatique scientifique.
- Connaissance de l'anglais souhaitée.
- Salaire fixe + système de commissions particulièrement motivant.
- Voiture de fonction fournie.

Adresser C.V. et photo à :
F.P.S.
3 bis, rue Le Corbusier
SILIC 243 - 94568 RUNGIS CEDEX

bleu

OFFRES D'EMPLOIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

ingénieur pluridisciplinaire

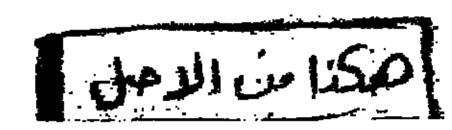
ingénieurs électroniciens

Se former a la GESTION dans une multinationale

Jean-Claude Maurice S.A.

Trésorier

JEUNES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS



LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieur pluridisciplinaire

Position II ou III - ESME, INSA, ou équivalent

Plusieurs années d'expérience concrète exigées dans la conception d'équipements, sur les aspects suivants:

- mécanique (résistance des matériaux - tenue aux vibrations)
- génie thermique
- enrobage et collage
- micro montage optique (le cas échéant)
- intégration et mise au point de prototypes
- suivi de projets

référence PRJ

ingénieurs électroniciens

Grandes Ecoles ou Universitaires 3ème cycle

Quelques années d'expérience pour études théoriques en électromagnétisme.

- modélisation de cibles radars
- antennes micro-ondes.

Très bonnes connaissances en analyse numérique et en programmation.

référence SM

Bonnes connaissances de l'anglais. Nationalité française exigée.
Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre Etat Civil (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste choisi, à **LCT** - BP 40
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

Se former à la GESTION dans une multinationale

Filiale d'un grand Groupe international, nous souhaitons intégrer plusieurs
JEUNES DIPLOMES D'ECOLE DE COMMERCE OU DE GESTION
(type **ESCAE** ou équivalent)
afin de les former à notre METIER, à nos méthodes de travail et à nos procédures de gestions.

Ces jeunes collaborateurs seront amenés après quelques années en poste de **TRAINING** à prendre des responsabilités opérationnelles au Siège ou dans les Directions régionales de la Société.

Bonne connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1216

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Département Finances et Administration

Trésorier

Responsable d'analyses financières, des relations avec les banques, du crédit, de la gestion des besoins financiers de la filiale et des liquidités, vous reportez directement au Directeur Financier.
Vous animerez une équipe dynamique et compétente.

Diplômé d'une grande école de gestion ou MBA, vous avez 10 ans d'expérience acquise de préférence en multinationales, vous parlez l'anglais.

Homme ou femme, notre entreprise vous considère d'abord comme un Professionnel.

Ecrivez-nous, sous la REF. M 76, Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

JEUNES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS

Un important Groupe Industriel Français du SECTEUR MÉCANIQUE présent sur l'ensemble des marchés mondiaux offre à de JEUNES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS de réelles opportunités de carrière.

Compte tenu de la variété et de l'importance des besoins, ils auront la possibilité de débuter dans l'une des fonctions suivantes:

- Études de conception de produits nouveaux.
- Calculs, CAO, Automatisme, Électrotechnique.
- Production, Méthodes.

Notre choix s'orientera vers de Jeunes Ingénieurs diplômés débutants (X, ECP, ESE, MINES, A et M, ENSI...) ou vers des Ingénieurs ayant une première expérience réussie en milieu industriel, capables d'accéder rapidement à des postes de responsabilités et acceptant les exigences de mobilité qui en découlent.

Merci d'adresser les lettres de candidatures avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée sous réf. 33996 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Il y a un an et demi j'ai répondu à une annonce d'IBM...

Je m'appelle Manuel de Villeneuve. Comme de nombreux jeunes diplômés, j'ai saisi l'opportunité de l'importante campagne de recrutement d'IBM France pour devenir ingénieur technico-commercial. Dans cet interview, j'explique les raisons de mon choix et ce que j'ai fait depuis mon entrée à la Compagnie.

Manuel de Villeneuve, quand et comment êtes-vous entré chez IBM ?
Je suis entré chez IBM le 1er Juillet 1982, après avoir répondu à une annonce parue dans la presse. Je venais de terminer des études commerciales à l'ESCAE de Sophia-Antipolis et, bien qu'attaché à ma Provence, je souhaitais découvrir d'autres horizons.

Pourquoi avez-vous choisi IBM ?
Pour moi c'est un triple choix : l'entreprise elle-même d'abord, mais aussi le choix d'une technologie clef de notre temps et celui d'un métier attrayant.

Qu'avez-vous fait les premiers mois ?
J'ai été affecté à l'agence commerciale de Grenoble. Pendant douze mois, je me suis partagé entre cette agence, où je faisais mes premières armes sur le terrain, et le centre de formation de Val de Fontenay pour la formation théorique.

Cette formation est longue : qu'y apprend-on exactement ?
Ce n'est pas seulement une formation informatique. On y apprend aussi les méthodes de communication et de gestion des entreprises. En effet, cette formation s'adresse aussi bien à des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce, comme moi, qu'à des ingénieurs. La diversité des profils et des formations ajoute d'ailleurs à l'intérêt de ces cours. De plus, pendant toute cette période, nous sommes rémunérés comme si nous étions opérationnels.

Quel est exactement votre travail aujourd'hui ?
Je suis actuellement ingénieur technico-commercial. Ce métier comporte deux aspects ; l'un est commercial : il s'agit d'évaluer le besoin informatique d'un client, afin de lui proposer la solution la plus appropriée ; l'autre aspect, plus technique, consiste à conseiller le client sur la meilleure utilisation possible du matériel. A ma demande, j'ai rejoint il y a quelques mois l'agence de Vincennes où plusieurs clients m'ont été confiés.

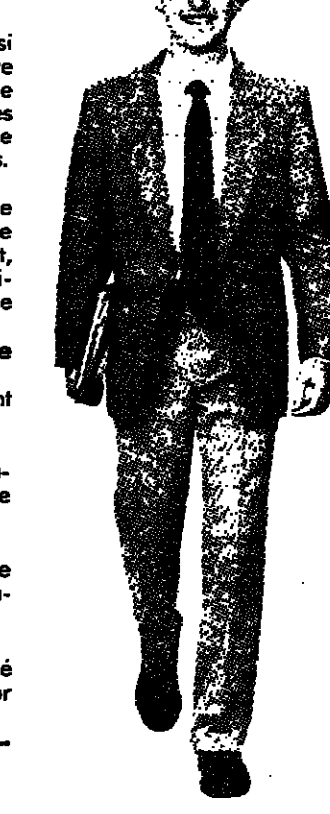
Si vous deviez résumer en un mot la caractéristique essentielle de votre métier, que diriez vous ?
Liberté - Liberté dans l'organisation du temps et du travail. Seuls comptent les résultats. Pour moi c'est un aspect très positif.

Quels sont vos rapports avec l'encadrement et vos collègues ?
Les rapports humains simples et ouverts qui existent à IBM m'ont beaucoup aidé à parfaire ma formation. Mes collègues n'ont jamais hésité à me consacrer du temps pour répondre à mes questions et je les en remercie.

Quels sont vos projets ?
Mon métier actuel ne m'a pas encore livré tous ses secrets, mais j'avoue être intéressé, à moyen terme, par une expérience à l'Etranger, et une évolution hiérarchique.

Est-ce que votre métier ne vous accapare pas trop ?
Non. Je continue même à cultiver les quelques vignes d'une propriété familiale en Provence et j'ai pris récemment quelques jours de vacances pour les vendanges... qui ne furent pas mauvaises.

Si vous aviez un conseil à donner à de jeunes diplômés qui hésitent à répondre à nos annonces, que leur diriez-vous ?
Faites comme moi.



***Alors pour vous, ce jour est peut-être aussi celui où vous répondrez à une annonce d'IBM.
Nous vous demandons de bonnes connaissances en Anglais et d'accepter le principe de la mobilité géographique.
IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils - (Référence ICM6/12)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS***

***Cette offre s'adresse aussi à de jeunes diplômés ayant une première expérience professionnelle, ainsi qu'à des ETUDIANTS qui termineront leurs études en Juin 1984.
La Compagnie IBM France garantit le caractère confidentiel des candidatures.***

IBM

Organisation et Publicité

LES PREUVES DU PROFESSIONNALISME

nos nouveaux clients 1983:

ADG CONSEIL • AEROSPATIALE (D.E.T.) • APSIDE • BRED • BURTON • C.C.M.C. COFROR • DATAID SELECTION • ECS • JOB CONSEIL • PHILIP MORRIS • PUBLIMONTRE QUAKER FRANCE • RECOR • ROCKWOOL ISOLATION • S.A.E. • S.A.T. SERIEYS CONSULT • UNIDEL SECURITE • WILLIAM SAURIN...

Pour nous mettre à l'épreuve ou recevoir simplement notre documentation-agence, contactez Loïc Serot Almeras Latour, 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, Tél. (1) 233.18.69.



BANQUE D'AFFAIRES

FILIALE BANQUE NATIONALISÉE

recrute
POUR TENIR
POSTE ATTACHÉ AU SERVICE DES TITRES

ayant connaissances opérations financières sur titres et bonnes connaissances comptabilité.
Adresser C.V. et prétentions nº 26193 PUBLIMAXY, 21, rue Feydeau (2e) qui transmettra.

S. A. Reosc

recherche

AGENT TECHNIQUE OPTICIEN

Ayant des connaissances étendues et approfondies dans les techniques du contrôle optique.
Expérience de plusieurs années et sérieuses références demandées.
Formation B.T.S.,
pour suivi de la réalisation d'instruments.

Adresser C.V. à S.A. Reosc, 10, rue des Écoles, Ballainvilliers, 91160 LONGJUMEAU.
Téléphone : (6) 448.88.75.

Important Groupe de Distribution Alimentaire

recherche
pour son unité de panification :

UN RESPONSABLE

Le candidat aura une première expérience de 2 à 3 ans.
Il aura pour missions :

- la gestion de l'entreprise (prix de revient, budget)
- l'animation du personnel
- le respect qualitatif du produit.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 8017 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Assistant de direction financière 100.000F. +

CURSUS CONSEIL

CADRE COMPTABLE

le Crédit Agricole de la Brie à Meaux

LE RESPONSABLE DU SERVICE ORGANISATION

GAGNEZ VOTRE VIE NE LA PERDEZ PAS

...ING POINT SYSTEMS FRANCE S.A.

...ENIEURS COMMERCIAUX

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MATRA RADIOCOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre de ses activités de radiotéléphonie cellulaire

Ingénieur Système en Télécommunication

pour analyse et conception de systèmes en temps réel : analyse des spécifications, définition de la structure Hardware du système, définition de la structure logiciel, définition de gammes de produits, évolution du système.

Une formation Grande Ecole et une expérience de réseau de télécommunications (commutation, transmission de données . . .) 5 à 10 ans sont nécessaires.

Réf. A.

Ingénieurs Electroniciens

pour développer des équipements complexes utilisant des technologies diverses (microprocesseur, transmission numérique, analogique . . .) 2 à 5 ans d'expérience seront appréciés. Réf. B.

pour mise au point et intégration prototypes systèmes temps réels définitions des moyens (matériel et logiciel) d'essais, mise au point d'ensembles, recettes. Une expérience de mise au point de systèmes complexes utilisant des calculateurs temps réel est nécessaire. Réf. C.



Adresser votre CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS - B.P. 66 - 78390 BOIS D'ARCY

RÉEL • SYSTÈMES GROUPE SYSTÈMES • PROGICIELS • GESTION COMMERCIALE COMPTABLE BUDGÉTAIRE • SYSTÈMES CONVERSATIONNELS • PROGICIELS DE GESTION INTERACTIFS ET TEMPS

SG2

L'une des toutes premières Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique recherche pour le Département Gestion de sa filiale

AQUITAINE SYSTÈMES

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous avez 25 à 30 ans et vous avez acquis une formation supérieure commerciale, comptable ou en gestion.

Une première expérience, même de courte durée, dans l'industrie informatique ou dans un secteur opérationnel en entreprise vous a permis de confirmer votre intérêt pour un métier actif où vous pouvez mesurer vos capacités de conseil et de négociateur à la qualité de vos objectifs et de vos résultats.

Nous vous confierons la promotion et la commercialisation de lignes de progiciels de gestion, de comptabilité générale, analytique et budgétaire fonctionnant en mode conversationnel et en temps réel sur une gamme diversifiée d'ordinateurs. Votre action sera soutenue par une assistance en avant-vente fournie par une équipe technique hautement qualifiée. Vous bénéficierez par ailleurs d'un réseau de références d'installations dans des entreprises de dimensions et de secteurs d'activités très variés, groupées en Club d'utilisateurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence IC/AS à Christian ESPINOSA - SG2 - Direction Commerciale - 64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS.

Récupération d'énergie unités de production à feu continu (uniques en Europe)
Filiale d'une Société d'Engineering de premier plan

recherche

chef d'exploitation

- 35 ans environ - ingénieur de formation (A & M, OM1, ENSI ou similaire). Expérience de la conduite d'équipes opérationnelles. Bonnes connaissances en thermique, mécanique, électricité et régulation.
- Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, il a pour mission essentielle d'assurer le fonctionnement optimum des lignes de production dans un souci d'efficacité économique et de fiabilité technique.
- Très opérationnel dans son rôle, il gère et anime les équipes de quart, il participe à la mise au point et aux études techniques avec un esprit méthodique et rigoureux contribuant ainsi à améliorer la performance de l'outil de production et les process utilisés. A ce titre, il est en relation constante et dynamique avec le Service Entretien-Travaux neufs.
- Ce poste basé Banlieue Sud Paris comporte des possibilités d'évolution internes tant en France qu'à l'Etranger.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 888-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

P.M.E. (VAL DE MARNE), 60 personnes appartenant à un groupe non ferreux important, spécialisée dans le travail des métaux en feuilles (zinc, cuivre, inox).

recherche

INGENIEUR A.M.

ou équivalent

35 / 40 ans environ pour assister le directeur d'établissement dans la perspective de lui succéder.

Le candidat aura de préférence une expérience de gestion de production de série et sur devis. (Organisation atelier, ordonnancement, coûts...)

Il devra en outre prendre en charge les problèmes de logistique et, à terme, la gestion de l'établissement.

Rémunération suivant expérience.

Adresser C.V., photo à No 28789
COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS
qui transmettra.

---

bip banque internationale de placement
recherche dans le cadre du développement important de ses activités,

3 NOUVEAUX COLLABORATEURS

FUTUR RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE
de nos produits FCP + SICAV
réf. GFSM/RB 130/160.000 frs

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
de nos OPERATIONS OBLIGATAIRES Francs
réf. GAOM/RB 120/140.000 frs

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
de notre TRESORERIE Francs
réf. GATM/RB 100/120.000 frs

L'informatisation poussée, en pleine évolution, de nos services requiert enfin un goût marqué pour l'utilisation intelligente de cet outil.

Merci d'écrire à notre Conseil R. BATIFOULIER, 39 Avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS, en précisant la référence du poste choisi - Il vous garantit une totale discrétion.

Banque Internationale au CA dépassant les 12 milliards de dollars implantée dans + de 60 pays va créer prochainement une division pétrolière à Paris.

Dépendant directement du Directeur France, le cadre bancaire sélectionné aura une bonne expérience du négoce pétrolier.

Le poste consistera d'abord à développer des relations avec les Compagnie pétrolières situées en Europe, et nécessitera des déplacements.

Le candidat sera bilingue français, anglais et aura 5 ans d'expérienc impérativement. La rémunération ne posera pas de problèmes pour candidat correspondant à nos souhaits.

Ecrire sous N° T 043470 M à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 – PARIS.

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour une des ses filiales

un cadre commercial

qui sera particulièrement chargé de :
- proposer et mettre sur pied toute action visant la promotion des produits commercialisés
- organiser et animer des réunions d'information et de formation
- suivre le bon fonctionnement des procédures administratives.

Le candidat sera de formation commerciale supérieure.
Il (ou elle) sera âgé(ée) de 25 à 30 ans et très disponible pour déplacements fréquents en province.
Poste à pourvoir a **St Quentin en Yvelines (78).**

Adresser CV, photo, salaire et pretentions sous réf. **LAM/01** à **CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune**

LÉVI TOURNAY

Important Etablissement Financier
recherche

Ingénieur Gestion Technique Centralisée

L'exploitation des differents bâtiments de cet organisme est realisee par un systeme hautement specialise et performant
Le candidat retenu aura la responsabilite de la maintenance et de l'evolution du systeme ainsi qu'un rôle de supervision, de coordination, de l'exploitation technique proprement dite : climatisation, electricite, ascenseurs, sécurité, gestion de l'énergie...
Une solide formation technique et l'experience de l'exploitation bâtiment sont nécessaires. La pratique d'applications informatiques type process et la connaissance de l'anglais sont appreciees
Poste à pourvoir à **St Quentin en Yvelines (78).**

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et pretentions sous réf. 8018 a L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

PARIS BANLIEUE EST (MARNE LA VALLEE)
SOCIETE FRANCAISE : 70 M DE CA

La filiale d'un important groupe américain commercialisant de l'équipement industriel recherche son.

ANALYSTE FINANCIER (AUDIT INTERNE)

Sous l'autorité du directeur administratif et financier, il prendra en charge le service comptable (4 personnes), le recouvrement et l'analyse financière de la société.

Une solide expérience comptable acquise dans un cabinet d'audit et d'analyse financière pratiquée dans école de gestion ou entreprise sont nécessaires. Le candidat maîtrisera l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions + photo sous réf. 9187/M à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

BANQUE DE DÉPOTS PARIS-II[e]
recrute

CHEF de PROJET DÉVELOPPEMENT

Diplôme : Sciences-Eco ou grandes écoles de gestion. Expérience Marketing de 5 à 10 ans en milieu bancaire.

Adr. C.V., photo et prét. à n° 84.124 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

BANQUE DE DÉPOT/PARIS
recherche

FONDÉ DE POUVOIR CLIENTÈLE PARTICULIÈRE
classe IV ou V

Formation bancaire approfondie (ITB ou diplômes universitaires) Aptitude à diriger une équipe EXPÉRIENCE 3 A 5 ANS DANS POSTE SIMILAIRE EXIGÉ

Merci d'adresser lettre, c.v. photo s/réf. 85.062 à CONTESSE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Sté traduction technique
recherche

RELECTEUR TECHNIQUE

de langue maternelle anglaise. références exigées. Tél. pour R.-V. 546-27-22.

Sté de TRAVAUX PUBLICS SECTEUR MARNE-LA-VALLÉE
recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DECS ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière

Envoyer C.V. et photo
Ecrire sous le n° T 043.449 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cabinet de gérances et syndic de copropriétés à Paris, recherche :
Un comptable qualifié niveau D.E.C.S. possédant 5 ans exp. minim. dans une entreprise comptable pour seconder le directeur administratif.
Cette personne devra être habituée au travail sur mini ou micro-ordinateur. Poste à pourvoir immédiatement.
Env. C.V. et prét. à SEEDA, 127, rue du Fg-Poissonnière. 75009 PARIS.

Association Régionale recherche pour étude gestion (3 mois)

PERSONNES

Ayant compétences en : gestion, compta., capacités d'analyses structurelles de gestion et de synthèses.
Capables rédiger rapport final.
Connaissance milieu associatif souhaitée.
Envoyer C.V. + lettre à : L'INITIATIVE, 21, rue Daubenton, 75005 PARIS.

Centre Social de Quartier rech. ANIMATEUR-EDUCATEUR prévention, 11/20 ans, expérience exigée. C.V. à GAMBO 6, rue des Sycomores, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.

ASSOCIATION DE TOURISME recherche pour la promotion du secteur collectivités

PERSONNE

ayant exp. dans le domaine et notions de forfait.
Env. C.V. et photo à : ARTS et VIE
39, rue des Favorites, 75738 Paris Cedex 15.

VILLE BANLIEUE SUD (+ 40 000 habitants)
recherche

1 ANIMATEUR (TRICE)

Adjoint de direction Équipement Socio-Culturel
Adres. c.v. au journal qui trans. Ecr. s/n° 7.224 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Important journal médical
cherche
pour sa rédaction médicale

Médecin à temps plein

disponible rapidement.
Bonne expérience du journalisme et solide formation clinique indispensables.
Env. c.v. manuscrit + prétentions au GENERALISTE, 11, bd de Sébastopol, 75001 PARIS.

Ville de Montesson
recrute

un attaché pour service financier

titulaire licence ou diplôme équivalent expérience et notions informatiques appréciées.
Avantages sociaux
Adresser candidature et Curriculum vitae à M. le Maire 78360 MONTESSON.

BELLESCIZE et ASSOCIÉS
Agence de R.P.
cherche

un Chef de dossiers confirmé

- bonne formation, type Sciences Po ou 3[e] Cycle Universitaire.
- expérience d'au moins 4 à 5 ans dans la communication, soit en service intégré, soit en agence de Relations Publiques.
- bonne présentation, grandes capacités d'adaptation, de synthèse, de rédaction, sens commercial.

Envoyer C.V. et prétentions à BELLESCIZE et ASSOCIÉS
23, place des Vosges
75003 PARIS. Tél. : 271-59-00

Société
EXPERTISE COMPTABLE
Paris, recherche pour missions de surveillance révision et conseil P.M.E.

ASSISTANT
D.E.C.S. plus 1 à 2 ans cabinet.

CHEF DE MISSION
Certificat supérieur et 3 à 5 ans cabinet

Ecrire avec C.V. et prét. n° 84.011 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

Un des premiers groupes français à vocation internationale (Ouest parisien)
recherche

• Responsable des études informatiques.

Ce poste implique :
• une formation de type ingénieur ou assimilé, • l'encadrement d'une quinzaine d'informaticiens, • l'expérience de la mise en place d'applications de gestion, • une certaine familiarisation avec les moniteurs temps réel et les bases de données, • la connaissance des gros systèmes et si possible celle du matériel DPS/8.

Nous offrons aux candidats à haut potentiel une large autonomie, un contexte vivant et changeant et bien sûr une rémunération motivante.
Nous vous remercions de nous transmettre votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 3270 à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média-system

CONSULTANTS

- Nous sommes : une «Jeune» société de conseils d'entrepr
- Notre métier : aider les Directions à associer le développeme de l'entreprise au développement des hommes
- Nos clients actuels : huit grandes entreprises
- Notre objectif d'expansion 84 : travailler avec 15 nouvelles sociét

Si vous avez :
— Une mentalité réelle d'entrepreneur
— Une aptitude manifeste à la vente de services
— Une parfaite maîtrise de la conduite de réunions
— Une disponibilité certaine pour des déplacements courts

Nous vous formerons à une méthode originale d'intervent

Nous vous offrons, à court terme : un intéressement aux résu à moyen terme : une association au capital.

Le recrutement sera effectué par interview de groupe entre le 2 le 31 Décembre.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 28827
COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui transmettra.

INGENIEUR A.M.

3 NOUVEAUX COLLABORA[TEURS]

FUTUR RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF

Responsable des études informatiques

[CO]NSULTANTS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE ARTISANALE
recherche pour Paris:

CHARGÉ ÉTUDES ÉCONOMIQUES

130.000-150.000 F

- Etudes économiques et commerciales ;
- Relations partenaires économiques.

Première expérience de deux à trois ans indispensable.
Licence sciences Eco, E.S.C.
Disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae avec numéro de téléphone, sous référence T 43.461 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

(Entretien de sélection le 19-12-1983 à Paris.)

Assistant Fiscal Confirmé

Vous avez une formation supérieure en finance et comptabilité (grande école de commerce, 3e cycle) et vous pratiquez la fiscalité depuis au moins 3 ans dans une société ou au sein d'un cabinet.

Vous souhaitez élargir votre expérience en vous ouvrant à l'ensemble des problèmes fiscaux d'un Groupe important. C'est l'opportunité que BSN vous propose de saisir au sein de sa Direction Générale des Affaires Financières.

En tant qu'adjoint du Directeur Fiscal du Groupe, vous interviendrez sur des questions couvrant l'ensemble du champ fiscal. Vous conseillerez les sociétés du Groupe en fonction des problèmes soulevés par l'actualité fiscale ou des demandes qui vous seront faites. Vous traiterez également de fiscalité internationale.

Votre compétence et la qualité de vos interventions vous assureront rapidement une large autonomie, et faciliteront à terme votre évolution au sein du groupe.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B13 M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Ingénieur Électronicien Débutant

La Branche Emballage du Groupe BSN – 1er producteur européen de bouteilles en verre – recherche pour sa Direction des Services Techniques, située en région lyonnaise, un jeune Ingénieur Développement Électronique.

En liaison étroite avec les usines, il contribuera à la conception et à la mise au point de systèmes à base de capteurs analogiques, de logique câblée et de micro-informatique, destinés au contrôle unitaire à très haute cadence. Il sera également responsable de leur installation dans les meilleures conditions d'exploitation industrielle. Ses interventions l'amèneront à se déplacer tant dans les usines de la branche que chez des confrères étrangers qui achètent et utilisent de plus en plus ces équipements. De ce fait une bonne pratique de l'anglais est impérative.

Ce poste permettra à un jeune Ingénieur électronicien créatif, mobile et motivé par l'originalité des applications à mettre en place, de développer ses compétences dans des techniques de pointe et de voir sur le terrain les résultats industriels de son action.

De larges perspectives d'évolution lui seront ouvertes par la suite vers des postes plus opérationnels.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. Y24 M à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Ingénieur technico-commercial

Importante Société Multinationale en INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE,
nous recherchons un Ingénieur Technico-Commercial.
Sa mission consistera à développer le chiffre d'affaires de matériels d'analyse sur les marchés dont il aura la responsabilité.
Ayant le goût des contacts, il mènera des négociations à haut niveau.
Nous évoluons dans des domaines aussi variés que l'agro-alimentaire, l'industrie chimique, pharmaceutique, ou l'environnement. Ce poste conviendrait donc à un Ingénieur ou un Docteur de 3ème cycle en Chimie, Agro-alimentaire ou équivalent.
Une expérience de vente confirmée serait un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Basé en région parisienne, le poste (à pourvoir début janvier) nécessite de nombreux déplacements sur toute la France.
La rémunération (salaire + primes) est motivante. Une voiture de société est fournie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 8719 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour son
GROUPE DE RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

Ingénieurs Grandes Écoles
(X, ECP, Mines,...)
Première expérience ou Débutants

FONCTION
- prendre en charge d'importantes études touchant à divers domaines d'activités de la Banque, au sein d'une équipes de haut niveau, directement rattachée à la Direction Générale,
- développer et promouvoir des outils de gestion et d'aide à la décision (modélisation, simulation, traitement statistique des données,...) pour les autres secteurs de l'Établissement.

APTITUDES REQUISES
- maîtrise des techniques quantitatives; formation complémentaire en gestion ou en statistique appréciée.
- en outre, des connaissances en Informatique sont indispensables.
- aptitude pour les contacts à haut niveau, goût du travail en équipe, dynamisme certain.

Très larges possibilités de carrière pour des candidats de valeur. Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé indiquant la rémunération souhaitée, sont à adresser sous référence 80564



au CRÉDIT LYONNAIS
Recrutement des Cadres
25, rue du 4-Septembre
75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

Jeune ESC, Siences Eco... pour animer des stages de formation

Un **important Centre de Formation,** spécialisé dans le domaine de la grande distribution recherche un jeune ESC, Sciences Eco...

Le cadre recruté justifiera d'une **expérience professionnelle de quelques années** et de réelles qualités de pédagogue.
Il aura en effet à **animer des stages de formation** en **Région Parisienne et en Province** (nombreux déplacements à prévoir). Poste basé à Paris-Est.

Les candidats intéressés adresseront lettre manuscrite, CV, photo en précisant leurs prétentions sous réf. 4297 M à **rscg carrières** - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

CHIMIE ORGANIQUE

La Société Fançaise Hoechst, filiale d'un des tous premiers groupes chimiques et pharmaceutiques mondiaux réalise en France et à l'Exportation un chiffre d'affaires proche de 4 Milliards. Elle emploie plus de 2000 personnes et dispose d'un Centre de Recherches et d'Applications et de 4 usines.

Sa division **CHIMIE** recherche un

RESPONSABLE PRODUITS

pour assurer la gestion et le développement des ventes et de l'exportation d'une gamme de **PRODUITS ORGANIQUES** fabriqués en France.

Ce poste, basé à Paris, requiert une **FORMATION CHIMIQUE**, une **PREMIERE EXPERIENCE** dans la **VENTE** et la connaissance courante de l'**ANGLAIS** et / ou de l'**ALLEMAND.**

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 663 à
Département des Ressources Humaines, **SOCIETE FRANCAISE HOECHST**
Tour Roussel Nobel Cédex 03 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

Mobil

recherche

adjoint au chef comptable et administratif

pour sa

RAFFINERIE DE L'HERAULT

HEC, ESSEC, Sup De Co, ...

DEBUTANT(e) ou AVEC QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Goût pour les responsabilités et l'encadrement, faculté d'adaptation rapide dans des domaines très variés (stocks, douanes, analyse des résultats, ...) : ce sont les qualités essentielles que demande ce poste ouvert sur d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière pour un jeune diplômé dynamique acceptant la mobilité géographique et maîtrisant l'anglais.
DECS apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 84114 à
MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement -
Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 9.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche
INGÉNIEUR COMMERCIAL
Lieu : PARIS
Formation : Ecole de Commerce ou équivalent.
Anglais courant.
Expérience min. trois ans, vente secteur informatique.
Rémunération F. 250.000 +.
Envoyer C.V. + photo s/réf. 3.470 à SWEERTS, 9, rue du Delta 75009 PARIS qui transmettra.

Centre Social de Quartier rech.
ANIMATEUR-ÉDUCATEUR
Prévention 11/20 ans, exp. exigée. C.V. à GAMBO, 6, rue des Sycomores, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.

FONITEL Sté Télé-Marketing
recherche
CONSULTANTE
ANIMATRICE DE FORMAT.
Expérience souhaitée
177, av. Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY
Tél. : 745-72-22.

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Responsable informatique

Proche province Nord Paris

Filiale d'un groupe français de premier plan, une société comportant deux établissements dont l'un de 1 500 personnes, recherche le responsable de son centre informatique situé dans sa principale usine. Dépendant du directeur de celle-ci et assisté d'une vingtaine de personnes, il assurera l'exploitation d'un Bull DPS 7/45. Dans le cadre d'une réorganisation des structures de la société, il sera responsable du développement des nouvelles applications (mettant en œuvre des télécommunications avec les autres centres informatiques du groupe) dans le domaine de la production, logistique, maintenance, gestion du personnel, calcul scientifique, etc. et de la maintenance des applications existantes. Agé d'au moins 30 ans, informaticien de formation, il sera rompu aux techniques informatiques et aura occupé des fonctions similaires en milieu industriel. Ecrire à Yves Blanchon à Paris. Réf. M 9372.

Discrétion totale assurée.

Jeune responsable trésorerie prévisionnelle

GROUPE D'ORGANISMES DE CONSTRUCTIONS SOCIALES renforce ses structures financières et recherche son **Responsable trésorerie prévisionnelle (H/F).**

Ce poste rattaché directement au Contrôleur de gestion du groupe sera confié à un(e) jeune diplômé(e) de gestion ou ESC, ayant acquis une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans en trésorerie et/ou gestion.

Sa mission impliquera :
- le recueil d'informations auprès des différents services ou sociétés du groupe,
- l'établissement de la trésorerie à MT et LT et le suivi des écarts en liaison avec le contrôle bugétaire.

Poste intéressant et évolutif pour candidat motivé.

Poste à Paris.

Écrire sous référ. HW 258 CM

Membre de Syntec

4 rue Massenet 75016 Paris **etap**

IMPRIMANTES

Nous sommes une société indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous avons réalisé 80 MF de C.A. en 1982 (dont 50 % à l'export), avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...).
Dans cet esprit, nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

Vous avez déjà une première expérience acquise dans les domaines de la péri-informatique, de l'informatique ou dans des secteurs touchant à l'informatique (l'instrumentation par exemple) en tant que commercial. Vous pouvez aussi après une expérience technico-commerciale en informatique être fortement motivé par une fonction très commerciale. Vous vous verrez confier sur la région parisienne un grand secteur professionnel où vous travaillerez sur objectifs sous la responsabilité du directeur des ventes, auprès des utilisateurs directs des produits et auprès des constructeurs. Vous serez également responsable d'un secteur géographique en province (25 % de votre temps).
Vous bénéficierez d'une rémunération très motivante (fixe plus intéressement).



Adresser Curric.-Vitae, photo et prétentions sous Réf. LM 6.12, au Service du Personnel
I.E.R. 12, rue Sébastopol, 92400 Courbevoie.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Pour une meilleure efficacité des hommes et des organisations

Vous êtes convaincu(e) que les problèmes de l'entreprise doivent se gérer dans la recherche d'une dynamique intégrant réalités humaines et sociales et objectifs techniques et économiques. Notre Institut agit vigoureusement sur les problèmes, à notre avis d'une grande actualité, des changements d'organisation, en particulier dans les ateliers de production.

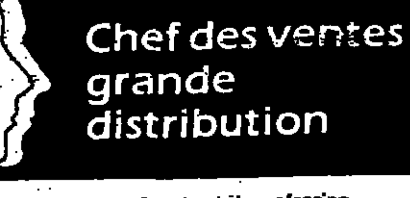
Vous avez, pour votre part, acquis maintenant une réelle expérience de l'entreprise et de ses hommes, dans des responsabilités opérationnelles ou une activité engagée de conseil. Et vous avez abordé de plain-pied ces problèmes d'organisation et de fonctionnement des unités ; vous en jaugez toute l'importance. Approchant du milieu de carrière, vous ressentez le besoin, dans une nouvelle étape, de participer à un développement réel et l'efficacité des hommes et des organisations. Dans le cadre d'un plan d'ensemble élaboré avec vous, mais avec une large autonomie, nous vous proposons d'être responsable d'un programme d'actions en entreprises, d'études et d'échanges ; vous aurez à aider et influencer des responsables importants de l'entreprise.

Votre capacité à aborder des sujets nouveaux avec méthode et créativité nous paraît essentielle. Elle s'appuiera sur la richesse de votre expérience et sur une nécessaire formation supérieure de haut niveau, avec de solides bases sur les problèmes de changements d'organisation dans l'entreprise. Ce temps fort de l'Institut doit vous bien préparer à des responsabilités plus importantes demain en entreprise. Sous référence 095 270M, faites part aux consultants de SIRCA que vous êtes au départ de cette nouvelle étape qui fera de vous un leader dans le domaine de l'efficacité des hommes et des organisations.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



Chef des ventes grande distribution

CHAUSSETTES OLYMPIA

Leader de la profession
Entreprise en pleine expansion
Chiffre d'affaires de 275 M.F.

En nous rejoignant, vous serez responsable de notre force de vente nationale, vous l'organiserez, la formerez, la stimulerez en lui apportant tout votre savoir-faire.

Rompu aux techniques modernes de la grande distribution, vous appliquez et faites appliquer actuellement ces méthodes en vendant des produits de grande consommation.

Vous avez une formation commerciale supérieure et l'expérience réussie de la direction d'une équipe importante de vendeurs. En un mot, vous êtes un professionnel. Bien entendu, vous avez le goût du challenge.

Le poste est basé à Paris et nécessite de nombreux déplacements.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 311.049 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 PARIS

MDSI

Leader mondial de la programmation automatique.

Raison du succès ? La mise au point d'un langage unique qui automatise la programmation de machines outils à commande numérique. Un très gros potentiel de clients en région parisienne et Ouest France aimerait se laisser convaincre,... par vous, si vous voulez être

Ingénieur Commercial

Vous serez en fait chargé de vendre un package soft et hard (le langage donc et les mini ordinateurs). Il vous faut donc un sérieux *background* : des études supérieures techniques si possible et, c'est évident, une première expérience de la vente (2/3 ans). Dans le meilleur des cas, vous l'avez vécue auprès des industries Mécanique et/ou en Informatique.
Vous lisez, écrivez bien l'anglais. Peut être même le parlez-vous. Sachez que nous vous offrons une formation de 2 mois sur nos produits, une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICM à M.J. Villoing - MDSI - Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

MDSI
Schlumberger

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE ARTISANALE

recherche pour Paris.

JURISTE

130.000-150.000 F

- Droit du travail ;
- Droit de la consommation.

Première expérience de deux à trois ans indispensable.
Licence en droit.
Disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae avec numéro de téléphone, sous référence T 43.460 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

(Entretien de sélection le 19-12-1983 à Paris.)

P OUR DIRIGER ET GERER LA MAINTENANCE D'UN PARC MACHINES :

UN CHEF DE SERVICE

La «face cachée» du LOTO : un important centre de traitement informatique aux matériels très variés.

Pour diriger un service de 24 techniciens et 2 cadres chargés d'entretenir le matériel de traitement, nous cherchons un chef de service d'excellent niveau (formation supérieure de préférence) qui, par son ouverture d'esprit et ses capacités techniques, saura s'adapter rapidement. L'expérience du management d'une équipe de techniciens d'entretien ou de SAV est, par ailleurs, indispensable.

Ce poste sur site fixe (près de Roissy en France) offre une bonne rémunération (185 000 +) assortie de nombreux avantages sociaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 612 M à Madame Gournay LOTO NATIONAL - Domaine des Gueules Cassées - Moussy le Vieux — 77230 DAMMARTIN EN GOELE.

LOTO

Dessein

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales, gestion des comptes clients de Société, recheche

jeune cadre commercial

chargés de la négociation de contrats, auprès de dirigeants de P.M.E.
Postes nécessitant une culture générale en gestion d'entreprise acquise dans une Ecole *de type Supérieure de Commerce*.
Importants avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous référence 2442/D à : A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui transmettra)*



BIAO
AFRIBANK

Dans le cadre du renforcement de son réseau
(8000 Collaborateurs dans 17 pays),
la BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE recherche des

Exploitants Cl.V et Cl.VI

diplômés d'Enseignement Supérieur, ayant acquis après 5 à 10 ans de carrière la maîtrise des techniques d'opérations et de crédit, possédant un bon niveau d'anglais.

Les schémas de carrière reposent sur une alternance d'affectations en Europe et Outre-Mer.

Des postes sont actuellement disponibles sur Paris, en Province et en Afrique.

Adresser C.V. sous référence 11, à la Direction du Personnel,
BANQUE INTERNATIONALE
POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE,
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

SEMI-CONDUCTEURS **PARIS**

DES ÉTUDES...
AU MARKETING PRODUIT

Nous sommes l'un des principaux fabricants européens de semi-conducteurs. Pour mieux faire face à la compétition mondiale, nous cherchons des

product marketing engineers

Ils viennent renforcer la nouvelle équipe marketing d'une de nos divisions ; ils sont responsables, pour une gamme de produits, en France et à l'export, de la pénétration de leurs produits sur le marché et de leur rentabilité.

Ils réalisent des études prospectives, définissent une stratégie commerciale, conseillent les forces de vente dans l'attaque du marché, etc.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés en électronique et électrotechnique, français ou étrangers, ayant travaillé pendant 3 à 4 ans dans un laboratoire d'études et d'applications de composants actifs. L'anglais parlé couramment est indispensable. Une bonne compréhension du français est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 328 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris

membre de syntec

HAVAS CONTACT

secrétaires

Importante Société Toulousaine du secteur aérospatial recherche pour sa Direction Générale

SECRETAIRE de DIRECTION

Principale collaboratrice du Directeur, elle a 35 ans environ, une formation BTS minimum. Est parfaitement bilingue anglais et possède une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste de secrétariat haut niveau en milieu industriel. Une grande disponibilité, de réelles qualités d'autonomie, d'aisance relationnelle, de discrétion et de rigueur sont indispensables pour assumer cette fonction. Un intérêt pour les problèmes techniques et scientifiques serait un atout.

Les conditions de rémunération sont adaptées aux exigences du poste.

Lieu de travail : TOULOUSE.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence SBB à l'attention de Tea MALLOIZEL

arc
44 rue Bayard - 31000 Toulouse
Tél. (61) 62.40.83/62.46.75.

Vous êtes dynamique, responsable, très organisée et indépendante. Vous maîtrisez l'anglais, peut-être même le hollandais.

Nous sommes la filiale française du groupe hollandais VMF STORK.

Nous offrons un poste de :

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

bilingue auprès du responsable d'un de *nos secteurs commerciaux.*

Rémunération motivante en fonction de votre compétence. Adressez-nous une lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :

STORK INTER FRANCE
Division PROTECON
2, passage de la Gare
92420 Vaucresson.

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION UNE VRAIE

le jeune patron d'un CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES, recherche une secrétaire de direction expérimentée d'environ 30 ans, de formation ou de niveau BTS. La candidate, maîtrisant bien son secrétariat classique, saura prendre des initiatives et pourra *évoluer en participant de* plus en plus étroitement à l'élaboration des principaux actes juridiques.
Poste basé à Paris dans le 15e.
Adresser votre candidature à P. CANDES — 83, rue de Tocqueville — 75017 PARIS.
Convocation par télex ou tél. pour entretien samedi 10 Décembre 1983.

INGENIEURS BUREAUTIQUE

LE CESIA : Centre d'Etudes des Systèmes d'Information des Administrations, dans le cadre de son développement, a besoin de candidats de formation supérieure, justifiant d'une expérience de quelques années en bureautique (traitement de textes, messageries, micro-informatique, réseaux locaux...).

Dans une mission d'assistance et de conseil aux Administrations sur dossiers ou sur le terrain. *Ils feront l'étude des besoins, la proposition de* solutions, les publications techniques.

Merci d'écrire (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 83819 M au :
CESIA - *Domaine de Voluceau - Rocquencourt*
BP 105 - 78153 LE CHESNAY CEDEX

AFFLUENTS

Rejoignez un important groupe bancaire !

Nous recherchons pour notre département financier :

Des jeunes collaborateurs

Vous avez le niveau BAC G2 à BTS de comptabilté ou bien, niveau BP de Banque

Des collaborateurs confirmés

Vous avez le niveau DUT de Gestion des Entreprises ou bien, niveau ITB 1ère/2ème année, renforcé de préférence, par une expérience professionnelle banque et bourse.

***

Nous vous proposerons des postes à dominante administrative et comptable impliquant des contacts commerciaux avec la clientèle.

Lieu de travail : **Paris 2ème.**
Ecrire avec C.V. en précisant sur l'enveloppe la Réf. 2750 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

Créer notre réseau informatique international

Vous avez rencontré partout nos produits et les avez appréciés. A cela deux raisons : leur qualité et notre organisation commerciale décentralisée.

Chef de projet de gestion

vous serez chargé dans un premier temps de réaliser notre nouveau plan d'informatisation France que vous connecterez par la suite à l'échelon européen.

Vous intégrerez en temps réel : gestion des commandes, facturation, système d'information et de décision, gestion comptable et financière.

Un rôle moteur, d'organisateur et de conseil des utilisateurs. Mais vous êtes aussi le spécialiste des solutions techniques dans l'environnement VAX 780, des réseaux conversationnels et de l'optimisation des progiciels.

Ecrivez au Service du Personnel, sous référence 1009M, Zone industrielle des Petites Haies 1 rue Jean Lemoine - 94015 CRETEIL.

benson

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

EVOLUER Nous sommes une société française membre d'un groupe international solide (3 000 personnes). Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

CREER Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel,...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Jeune diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme **INGENIEUR CONSULTANT** vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications. *Réf. 715M*

cegi tymshare

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme **INGENIEUR LOGICIEL** vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place. *Réf. 716M*

Ces postes peuvent aussi convenir à des débutants ayant un fort potentiel.
Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties.
Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse.
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD — Tél. 602 70 12

Publinal

INFORMATIQUE, OUVERTURE, INITIATIVE

(JEUNES INGENIEURS POUR BANQUES DE DONNEES)

Vous êtes familiers des langages classiques (Fortran, Cobol...); vous disposez d'une première expérience significative, ou vous êtes récemment diplômés d'une Ecole d'ingénieurs avec une solide option informatique.
Joignez votre dynamisme à celui d'une équipe performante et autonome spécialisée dans la **banque de données** au sein d'un groupe important du monde informatique (1.800 personnes).
Vous enrichirez votre formation au contact de nos techniques évoluées (temps partagé, micros connectés, vidéotexte) et vivrez dans un univers multilangages (APL, Fortran). Votre imagination et votre enthousiasme vous permettront de participer à l'évolution constante des techniques appliquées aux banques de données.
Lieu de travail : **Puteaux.**

Adressez votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence 900 M.

FMI Recrutement
43 rue Liancourt, 75014 PARIS. Tél. 320.69.29.

Importante Banque Privée 8ème arrdt recherche

UN SPECIALISTE CONTENTIEUX BANCAIRE

(réf. LAU 113)

Il devra être apte à traiter tous les dossiers contentieux ou pré-contentieux sur le terrain.
Sur le plan juridique, il étudiera, analysera et rédigera les garanties de toute nature, surveillera les détails de péremption, etc...
Nous souhaitons un Collaborateur de 30 ans environ, ayant une formation juridique solide et la connaissance des opérations bancaires acquise de préférence dans un service contentieux.

UN RESPONSABLE OPERATIONS BANCAIRES FRANCE

(réf. FRI 113)

Ayant une connaissance très approfondie des opérations courantes de Caisse et de Portefeuille sur Métropole, il animera un groupe de 15 à 20 personnes.
Nous souhaitons :
Age : 30 ans environ.
Formation : niveau B.P., ayant le sens commercial, des relations humaines et le goût de la formation.
Expérience : quelques années dans le domaine proposé.
Il sera Classe 4, avec la perspective d'évolution vers un poste de cadre.
Merci de nous adresser votre C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence choisie.

EGS CARRIERES
33, Bd Gouvion-Saint-Cyr. 75017 PARIS

URGENT Sté doc. (91) rech. **RÉDACTEURS** électronique - télécommunications (faisceaux hertziens) ingénieurs ou techniciens. Tél. : (6) 448-31-40.

DIRECTEUR DE PUBLICATION recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

Pour revue mensuelle sur l'énergie

Il possédera :
- Une expérience du journalisme de quelques années.
- Une formation d'ingénieur ou de bonnes connaissances techniques.
- Une connaissance approfondie du milieu industriel.
- Le sens de l'organisation et du contact.
- Le goût du travail en petite équipe.
- L'anglais lu et parlé.

Envoyer C.V. détaillé et proposition de salaire n° M. 69.519 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Organisme de Formation recrute un

FORMATEUR PERMANENT

2 ans d'expérience, exp. écrite et orale, accueil, R.H., secrétariat, communication. 100.000 F +

Plusieurs

FORMATEURS PERMANENTS

Temps partiel
Informatique, vente, gestion
Adresser c.v. s/réf. 4298 à R.S.C.G. Carrières - 48, rue Saint-Ferdinand, 75017 PARIS.

DEUX ANIMATEURS EXPÉRIMENTÉS

De langue anglaise maternelle (exp. affaires, un avantage), pour stages d'Anglais. Communication en affaires. Ecrire sous le n° T 043.494 RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Si vous savez remplir un portefeuille...

Vous êtes le conseiller de clientèle gérant de portefeuille que recherche une societe d'etude et de gestion financiere à forte croissance. leader sur son marche. Poste a pourvoir sur Paris.

Votre mission : animer l'equipe executant les decisions de gestion ● Assurer le developpement et le suivi d'une clientele existante ● Justifier aupres des clients la strategie de placement en valeurs mobilieres ● Conseiller les formules de placement correspondant a la situation personnelle de chaque client.

Cette société vous offre : un outil informatique performant ● Une integration progressive dans l'entreprise ● De larges possibilites d'evoluer ● Une remuneration motivante.

Elle vous demande : une solide connaissance de la Bourse et de l'economie ● Une experience commerciale reussie dans le secteur financier ● Un sens aigu du service et le souci de bien conseiller ● Des capacites d'animation ● Un diplome de l'enseignement superieur. *Ecrire a J.B. BOURBIN sous reference 838.*

Si vous avez de la force à revendre...

Vous êtes le responsable force de vente (region Nord) que recherche l'une des plus importantes compagnies d'assurance sur la vie du Marche commun.

Votre mission : assurer l'encadrement et l'animation des 42 agents actuels et developper le reseau ● Participer au lancement de nouveaux produits performants.

Vous beneficierez : du soutien logistique d'une compagnie puissante, d'un stage technique si vous n'etes pas professionnel ● D'une large autonomie d'action, d'une remuneration dynamique (fixe + commissions + aide au lancement), d'un vehicule de fonction et de remboursements de frais.

Vous devez justifier : de bons resultats obtenus dans l'animation d'une force de vente ● D'une solide culture financiere ● D'un diplome de l'enseignement superieur ou un niveau equivalent ● D'une residence a Roubaix, Tourcoing ou localites limitrophes.
Vous devez etre pret a vous investir a fond pour assurer votre reussite et celle de votre region commerciale. Ce poste presente de reelles perspectives d'avenir pour un candidat de valeur. *Ecrire a J.B. BOURBIN sous reference 839.*

Si vous avez la réussite au bout de la langue...

Vous êtes l'un des 4 chargés d'affaires (Lille - Lyon - Nantes - - Paris) que recherche une jeune societe a forte croissance pour commercialiser des formules nouvelles de prevoyance, d'epargne et de retraite.

Vous bénéficierez : d'une formation aux techniques de vente de produits originaux et performants ● D'un reel soutien logistique (publicite, coupons-reponse, secretariat informatique) ● D'une remuneration motivante permettant d'atteindre des chiffres eleves.

Vous devez faire état : d'une experience commerciale reussie ● D'une disponibilite totale et d'une farouche volonte de reussir. *Ecrire a J.B. LARONCOMBE sous ref. 840.*

Si vous maîtrisez la dynamique des chiffres...

Vous êtes le cadre responsable de comptabilité que recherche une societe en fort developpement pour mettre sur pied son service de comptabilite client et generale. Poste a pourvoir sur Paris.

Doue d'une grande facilite d'adaptation a un environnement en pleine evolution, vous etes capable de maitriser tous les aspects de la vie d'une societe (gestion du personnel comptabilite, paie, etc.), et vous acceptez de prendre part vous-meme a toutes les taches. Une experience de la realisation de bilans et une bonne maitrise de l'informatique sont exigees. *Ecrire a A. COTTEREAU sous référence 841.*

Les dossiers de candidature - composes d'un C.V. détaillant la formation acquise, les résultats obtenus, la remunération actuelle, et d'une lettre manuscrite decrivant les aptitudes et objectifs personnels - doivent être envoyes a :

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL
Conseil en recrutement 33, rue de Mogador 75009 PARIS

CABINET INTERNATIONAL

Membre de DELOITTE, HASKINS & SELLS INTERNATIONAL
L'un des premiers grands de l'Audit et du Conseil dans le monde.

Nous recherchons pour notre bureau à Paris

EXPERTS FISCAUX

pour faire face au développement de nos activités.

Diplômés de grandes Ecoles, Université ou équivalent, les candidats devront posséder impérativement 5 ans d'expérience en Cabinet ou en Entreprise.

Ils participeront au développement de l'activité fiscale au sein d'une équipe dynamique et bénéficieront des promotions offertes par un Cabinet International.

Ecrire à J. BERTRANDON
MULTICONSULT
83, avenue Marceau 75116 PARIS.

INGÉNIEUR SUP. AERO

Sté LERT, 7 ter, Cour des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Téléphone : 770-15-10.

Puissant Groupe pleine expansion recherche pour la Direction Internationale de l'une de ses Divisions (C.A. 2 milliards de Francs)

ADJOINT AU CONTROLE DE GESTION EXPORT

160 KF +

- Suivi budgétaire
- Consolidation des résultats/reporting mensuel
- Assistance dans l'élaboration des budgets
- Gestion de l'encours clients Export
- Développement Informatique

Grande Ecole de Gestion (HEC - ESSEC - Sup de CO) - DECS apprécié + 2 ans d'expérience si possible dans société anglo-saxonne.
Poste basé à Paris.
Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo sous réf. 85078 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

LANDIS & GYR

Société spécialisée dans la commande - la mesure et la régulation, 1700 personnes en France recherche

CHEF DE DEPARTEMENT

Responsable des ventes des produits de tarification et télécommande (CA 200 MF) auprès de l'administration, établissements publics et nationalisés.

Nous lui confierons :
— les études de marchés,
— le suivi du développement de nos produits.
— les négociations commerciales à haut niveau,
— l'animation d'une équipe.

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé (ESSEC, SUP de CO ou équivalent), âgé d'environ 35 ans, ayant :
- une réelle expérience de la commercialisation des produits techniques et si possible auprès de notre type de clientèle,
- des aptitudes d'animation et le goût des déplacements (50 % France et pays limitrophes).

La connaissance de l'allemand sera appréciée.

Adresser lettre + C.V + prétentions au Service du Personnel de **LANDIS ET GYR** - 16, boulevard du Général Leclerc - 92115 CLICHY.

Dans le cadre de l'extension des activités de sa direction financière la Banque Hervet crée une cellule

opérations financières

et recherche son

FUTUR RESPONSABLE (H/F)

Sa fonction :
- en liaison avec le réseau et l'ingénieur conseil, rechercher des sociétés en vue de :
  - procéder à leur introduction en bourse (principalement au second marché)
  - développer leurs moyens de financements, notamment par augmentations de capital et emprunts.
- assurer des activités diverses telles que la gestion des participations aux syndicats obligataires, le montage de prêts directs pour des compagnies d'assurances, le montage des contrats d'intéressement des salariés dans l'entreprise, etc.

Son profil :
de formation supérieure, ce cadre expérimenté dans le montage des opérations financières bénéficie d'une connaissance générale des secteurs économiques nationaux et de solides atouts en analyse financière, fiscalité, et droit des sociétés.

Des qualités personnelles de méthode et de synthèse complètent son goût pour les contacts et son esprit de négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :

BANQUE HERVET
Direction des Relations Sociales et du Personnel
Service Recrutement
127, av. Charles de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE



Plan Champs

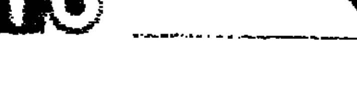
OFFRES D'EMPLOIS

Chef des ventes grande distribution

OLYMPIA

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

UN CHEF DE SERVICE

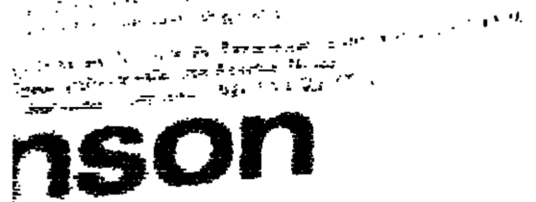


BIAO

loitants CIV et CIVI

INGENIEURS BUREAUTIQUE

notre réseau
matique international
e projet de gestion



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une importante société française fortement exportatrice, spécialisée dans l'étude, l'installation et la maintenance de réseaux de télécommunications, télétransmissions, visualisation... Dans le cadre de notre développement, nous renforçons nos structures et nous recherchons notre

RESPONSABLE RECRUTEMENT

Vous êtes si possible de formation supérieure et âgé d'au moins 30 ans, votre expérience acquise de préférence dans un contexte technique (BTP ou électromécanique) fait de vous un professionnel du recrutement. Intégré au sein de la Direction formation, recrutement et développement technique, vous prendrez en charge les recrutements cadres – non cadres – expatriés. Votre mission sera globale : de la définition des postes à pourvoir avec la hiérarchie au choix des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir dans les meilleures conditions de coût et de délais. Quelques déplacements de courte durée sont à prévoir. Une connaissance satisfaisante de l'anglais serait appréciée. Ce poste est à pourvoir en très proche banlieue-est de Paris.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6750 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TÉLÉPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTEC
Plain Champs

EMBAUCHONS : VENDEURS/SES PAR TÉLÉPHONE DE LIVRES DE LUXE

CONTRAT V.R.P.
Travail mi-temps : 9 à 12 h ou 12 à 16 h ou 16 à 20 h.
Fichier clientèle existante.
Téléphone pour rendez-vous :
634-16-16.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche pour LOGICIELS DE BASE OU D'APPLICATIONS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Ecrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Galliéni, Tour Galliéni 1, 93174 BAGNOLET CEDEX 360-13-54/55/56.

USINE PRODUITS CHIMIQUES banl. parisienne (Gonesse 95500) CHIMIE FINE (ORGANIQUE). recherche

CHIMISTE DE FABRICATION

Niveau chimiste 2e degré avec quelques années d'expérience industrielle pour diriger équipe de fabrication de MATIÈRES COLORANTES.
Horaire posté (2 × 8).
Tél. pour r.v. 988-00-55 (indicatif 3).

Nouvelle ligne PRÊT A PORTER HOMME grande griffe créateur recherche

HOMME DYNAMIQUE

ET DE MARKETING
Excellente présentation.
Références pour présentation et distribution et distribution.
Env. C.V., photo et prét. s/réf. 1.894 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

D.O.O.

78, Champs-Elysées recrute

INGÉNIEURS LOGICIEL

POUR RÉALISATIONS
Temps réel mini/micro
– PROCESSUS INDUSTRIELS.
– Téléphonie.
Tél. : 359-17-86.

BANQUE DE DÉPOTS PARIS-IIe recrute

CONTROLEUR DE GESTION

Diplôme : D.E.C.S., Sciences éco ou grandes écoles de gestion. Bonne connaissance des opérations et mécanismes bancaires. Expérience minimum 2 à 3 ans de contrôle de gestion dans une banque.

Adresser c.v. photo et prét. à nº 84.122, Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE rech. PROFESSEURS EXPÉR. sur APPLE II BASIC VISICALC, etc.

SALARIÉS ou INDÉPENDANTS
Tél. pour r.v. 331-89-60.

Pour créat. mouvement contre « aberrations graves », rech. collaborateurs (trices)
Tél. : 527-78-76 (ap.19 h 30).

formation professionnelle

Formation complète analystes-programmeurs

IBM 34 - IBM 38

à partir de janvier 84

Tél. 205-24-63/241-83-83.

- Vous êtes intéressé par le phénomène

d'INFORMATISATION DES BUREAUX

et par la

MICRO-INFORMATIQUE

- Vous avez le goût du contact et de la négociation.
- Vous êtes DEMANDEUR D'EMPLOI et vous habitez Paris.
- Vous avez au minimum le baccalauréat.

UN STAGE DE FORMATION à la VENTE DE MATÉRIEL INFORMATIQUE et BUREAUTIQUE vous est proposé : durée 10 mois. RÉMUNÉRATION. Stage début février 1984.

Envoyer C.V. à GRETA du TERTIAIRE 70, bd Bessières, 75017 Paris. Tél. 226-01-85 - 627-63-33 prochainement tests de sélection

---

I.E.T.A.

Ecole Technique Privée Formation professionnelle

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- COBOL - BASIC - GAP II
- ANALYSE (Niveau Bac. Bac + 1)

Durée : 24 semaines. 27 h. hebdomadaire.
Session : début janvier 84

Document. et renseignements 28, rue des Petites-Écuries 75010 Paris. Mº Bonne-Nouvelle.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Collaborateur vend Citroën G.S.A.-X3, avril 83, 13.000 km, bleu lagune. Prix : 44.000 F. Tél. 586-45-13, après 18 h.

R5 automatic 1300
– 7 cv gris métallisé, 1979.
– 64.000 km, 1re main.
– amort. et freins neufs.
– 2 pneus neufs.
– Radio K7, lave-glace arrière.
20.000 F. J. SANTANA. 544-48-32. 010-10-03.

divers

BMW SÉRIE 3-5-7

83 et 84, peu roulé, garantie AUTO Paris-XVe. 533-69-95. 63, rue Desnouettes Paris-15e.

capitaux propositions commerciales

UN FINANCEMENT ?

IMMOBILIER COMMERCIAL PERSONNEL
EFITRA (1) 555-79-71.

NOUVEAUTÉ
Offre pour la France droit de vente exclus. pour produit allemand breveté entrant dans les secteurs sanitaire, pharmacie et hygiène, et cherche distributeur de vente directe.
Ecrire sous le nº 278.416 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM). B.P. 291.09 PARIS.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Institut de sondage recherche FEMMES susceptibles de bien vouloir donner leurs opinions sur un programme de télévision. 738-17-08 av. le 8 déc. 83.

travail à domicile

Artisane, ts travaux traitement de texte + dactylo sur IBM 82 C. Tél. 051-44-49.

RÉÉCRITURE, dactylo par diplômé d'études supérieures. Téléphone : 887-71-88.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR

SPÉCIALISTE CAFÉ, CACAO
expérience 5 ans Afrique achat-vente.
Négoce international.
Capable faire statistique.
Recherche poste France/étranger.

Ecrire sous le nº 7.231 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE BANCAIRE 35 ANS SPÉCIALISTE EN CRÉDITS ACHETEURS ET EXPORTS.

GESTION OU GÉOGRAPHIQUE

– Relations DREE et COFACE ;
– Rédaction convention de crédit ou contrat ;
– Nombreuses relations internationales et potentialité d'affaires.

10 ans d'expérience grande banque d'affaires cherche place

Banque ou industrie

Accepterait poste ou mission à l'étranger.
Écrire sous nº T 043.446 M, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

INGÉNIEUR Ch. lic. Sc. Phys. 20 a. expér. ind. élastomètres rech. activ. sect. isolation énergies nouvelles. Ecr. HAVAS, 45200 Montargis. Nº 188.735.

Cadre banque, spécialiste immobilier démissionnaire, cherche département 83, représentation organisme crédits aux particuliers, paye commission, bonne connaissance du secteur.
Ecr. s/nº 2.473 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. inspect. aff. sanit. sociales, maître en droit, ch. pl. à respons. sect. soc., rég. Paris. Ecrire Lemarchand, 15, avenue de Cluny, 94100 Saint-Maur.

DOCT. EN DROIT DES AFFAIRES. Exp. cab. act. cadre banque rech. poste à respons. Ecr. s/nº 2.461 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION J.F. 32 ans, personnalité dynamique, secrétariat et comptabilité, recherche poste évolutif à responsabilités. Libre de suite. Téléphone : 282-95-07

Esthéticienne débutante, cherche emploi Paris, Région parisienne. Ecr. s/nº 6572 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fiscaliste E.N.I., 9 ans exp., adm. spéc., cont., ch. sit. même à temps partiel. Ecr. s/nº 2.506 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 28 ans, GÉOLOGUE, docteur 3e cycle géologie structurale, Université Paris-6. Cherche emploi entreprise d'État ou privée, France ou étranger. Expér. terrain pays tropical. Tectonique, cartographie, géochimie et technique de forage. Calmus, 44, rue Diderot, 94 Vincennes.

Cadre bancaire, 34 ans, spécialisé bourse conseils financiers. Bonne pratique commerciale. Exp. encadrement, démarcheurs, animation et constructions packages de formation, cherche à négocier pour le 1er février 1984 le contenu d'un stage pratique non rémunéré dans le Service formation d'une entreprise industrielle de préférence. Paris ou limitrophe, déplacements multiples acceptés.
Ecrire sous le nº T 043.469 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 28 ans, maîtrise de lett. mod., anglais courant, 2 ans exp. assistante export, rech. emploi similaire touchant direct. le commerce international (crédoc). Véronique Hotte, 21, rue du Chemin-Vert, 92400 Courbevoie. Tél. : 788-64-68.

Architecte D.P.L.G., libre de suite, ch. poste agence, centre de formation, bureau d'études, BRINDEL, 10, rue Mélingué, 75019 Paris. 202-43-06, soir.

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL, 3 ans expérience, achat, administ., gestion + 3 ans export. Anglais, italien courants, notions allemand, recherche poste responsabilités Paris ou étranger. Ecrire nº 85.024 Contesse, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

J. H. 30 ans, D.U.T. gestion, not. informat. + anglais, ch. empl. comptable/anal. fin. Peska, 294-08-65.

J.F. 26 ans, secrétaire-dactylo, bonne présent., expér., cherche emploi secrétariat accueil. Ecr. s/nº 6.567 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme 46 ans. 12 ans d'exp., ch. poste employée technico-commerciale. 95 ou 75. Téléphone : 036-35-59.

Photographe portraitiste 15 ans d'expérience photographie industrielle. Retouche à domicile. Recherche travail ou contrat. M. Armand Pons, 46, quai Ferdinand-Saguet 94700 Maisons-Alfort. 376-89-06.

RECHERCHE POSTE DE JURISTE

AVOCAT AMÉRICAIN, 30 ans, bilingue anglais-français, 3 ans d'expérience dans un cabinet français spécialisé en droit commercial international, rech. poste de juriste dans une entreprise traitant des affaires internationales.

Ecr. s/nº 2.514 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DE PUBLICITÉ DIRECTEUR COMMERCIAL

31 ans, D.U.T. de commercialisation, 10 ans de négociations à haut niveau. Création de revues. Etudie toutes propositions pour exercer ses compétences. Ecrire M. PASSEY, 24 bis, rue des Plantes, 75014 Paris.

MAITRISE DE DROIT

J.F. 30 ans, expér. cabinet d'avocats et entreprises, rech. poste stable à caractère juridique sur Paris ou sa banlieue. Tél. : 303-40-86.

TRÈS PRIS PAR VOS AFFAIRES vous recherchez un homme polyvalent, cinquantaine, discret., dynamique, pour lui confier une mission précise. Ecr. s/nº 6.569 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Paris, région parisienne. Médecin PSYCHIATRE ancien interne psychiatrique cherche poste plein tps ou mi-tps. Ecr. s/nº 6.568 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. maîtrise lettres modernes, B.T.S. secrétariat, diplôme sup. de documentation, anglais, espagnol, exp. 3 ans presse, édition, ch. emploi. C. Poitou, 44, rue Bayen, 75017 PARIS.

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING souhaite créer votre service études et relations client. Section grande distribution. Ass. et banque. 636-65-01.

Cadre chargé d'affaires. Etude et suivi de chantier, technicien chauffage avec spécialisation traitement d'eau piscine, cherche poste à responsabilités. Paris ou région parisienne. Tél. : 421-46-55.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LOUVRE
Bel imm. XVIIIe, 60 à 87 m² à aménager, bel escalier asc. Tél. : 272-40-19.

LOUVRE
Prestation de qualité caractère, 2 p., 497.000 F. T. : 347-57-07.

3e arrdt

MARAIS, LIVING, 1 CHAMBRE cuisine, bains, refait neuf. 480.000 F. Tél. 526-99-04.

5e arrdt

IDÉAL PIED A TERRE
dans RÉNOVATION TOTALE
STUDIO, 2 PIÈCES
calme. Faibl. charg. 321-66-56.

Rue Montgolfier calme 354-95-10
3 PIÈCES CHARME

6e arrdt

PL. ST-GERMAIN-des-PRÉS 140 m² JOLIE VUE 4e asc., réception, 2 chambres insonorisé BURON 296-58-88.

8e arrdt

TRONCHET. 135 m². Living + bureau + 3 ch., parf. état. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

VILLA WAGRAM-ST-HONORÉ ELEGANT DUPLEX, calme, soleil, 95 m², 4,70 m haut s/plafond, parf. état. 1.450.000 F. DORESSAY. 624-93-33.

9e arrdt

Près AV. TRUDAINE
bel imm. Pierre de T., asc. GRAND 3 P. TT CONFT. 580.000 F VERNEL 526-01-50.

MAGENTA-LAFAYETTE
5 p., 140 m² environ, tt conft, 4 services, imm. Pierre-de-T. 1.060.000 VERNEL 526-01-50.

PRÈS MAUBEUGE
gd dble-living + 2 chbres cuis. équipée, tt cft, balcon, ét. élevé, asc. soleil bel imm. 1.180.000 VERNEL 526-01-50.

RICHELIEU-DROUOT
GRAND STUDIO, cuisine, bains refait neuf. 280-26-23.

10e arrdt

GARE DU NORD
Imm. P. de T., 3/4 p., 72 m², 4e ét., sol., calme. 490.000 F. Tél. : 202-59-67.

11e arrdt

RICHARD LENOIR
beau 3 p., tt cft, immeuble crépi. 445.000 F.
LERMS 355-58-88.

Part. prestations soignées, 2 pces, 450.000 F. Pos. box. 584-12-80. M. MONANGE.

PRÈS RUE SAINT-MAUR
Idéal placement STUDIO 25 m² Px 125.000 F. T. 225-32-25.

12e arrdt

BOULEVARD DIDEROT
Gd 3 pces cft. pierre de t. 476.000 F. Cogéfim 347-57-07.

Limite Vincennes-Montreuil IDEAL PLACEMENT RAPPORT 40.800 F. NET D'IMPOTS. 5 ANS. 2 studios entièrement refaits loués, loyer libre. 408.000 F - Tél. : 288-71-43.

13e arrdt

TOLBIAC, coquet 2 pièces cuisine, w.-c. à rénover. 180.000 F. Tél. 526-54-61.

14e arrdt

ALÉSIA bel immeuble 3 pces 50 m². 425.000 F
Tél. : 545-34-28.

15e arrdt

15e RÉCENT, 2 PAS MÉTRO liv. 40 m² + 2 ch., cuis., bains. RARE 600.000 F. 577-74-38.

LECOURBE CONVENTION
BEAU 4/5 PIÈCES
Imm. récent tt cft (pos. park.) 950.000 F VERNEL 526-01-50.

RUE DESNOUETTES
Imm. stand. séj. + chbre cuis. équipée. Balcon sud. droits réduits. VIC 532-61-93.

VIORILLONS imm. récent 3D STUDIO AVEC BALCON, 7e étage. 435.000 F GARBI - 567-22-88.

JEANNE-D'ARC
3 pces cuis., 45 m² à rénover bel immeuble, asc. 280.000 F. GARBI. 567-22-88.

ST-LAMBERT, récent 90 m², séj. + 2-3 ch., soleil, ét. élevé. Tél. : 633-29-17 - 577-38-38.

16e arrdt

PASSY Unique
Original 6 p. + mezzanine 140 m² environ dern. étage asc. architecture originale, soleil calme trav. en cours livrais. 2 mois. 2.100.000 F PROMOTIC 563-14-14.

EXCEPTIONNEL SUR BOIS
AV. MARÉCHAL-MAUNOURY. Appt. 368 m² + balc.; 3e ét., imm. 65 + chbre serv., park.
J.M. LEVET 225-12-03.

EXELMANS
3 p. cuis., w.c., bains + service, 4e ét., asc. 795.000 F BRANCION SARL 575-73-94.

---

2 pces, dche, cuis., vue imprenable sur parc Ste-Périne, 8e ét., asc. en proj. 370.000 F 783-89-86 - 548-54-99.

17e arrdt

VILLA DES TERNES
Maison STYLE ATELIER ARTISTE 120 m² environ, park. Tél. : 727-60-28 après 10 h.

18e arrdt

EXCEPTIONNEL
Résidence standing 1977, splendide duplex 5/6 pces tt cft, 104 m², cuis. équipée, 2 s. de bains, 2 w.-c., terrasse + balc. 24 m², aménagement luxueux. plein soleil. 890.000 F. Immo Marcadet 252-01-82.

---

4 P. TT CFT 110 M2
Très bel immeuble briques 1930, calme, sol., 735.000 F. + chambre de service possible. Immo Marcadet - 252-01-82.

20e arrdt

Exceptionnel, imm. standing. asc., studio. 124.000 F.
LERMS 355-58-88.

PETITE MAISON DUPLEX 45 m² living, cuisine, chambre, bains. A termin. Charme. 544-53-90.

RUE PELLEPORT
Neuf stdg 4 p. loggia, urgent. Px 740.000 F. T. : 347-57-07.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY S/JARDIN
dble liv. 2 ch. 2 bains, park. S.A. LE CLAIR. 359-69-36.

Près PONT de SURESNES
VUE SUR BOIS
PANORAMA SUR PARIS
Etage élevé, petite résidence, superbe gd liv. + 2 chambres, gd conft. 2 bains, 2 garages, balcons + 45 m² TERRASSE. 920.000 F Vernel 526-01-50.

MEUDON BELLEVUE
gd stand., 130 m² + jard. privat. 1.580.000 F - 307-31-82, matin.

ANTONY. Sans vis-à-vis séjour + 3 chbres, 82 m². Conft. 470.000 F. 327-52-44.

BOULOGNE
PRÈS BOIS ET METRO
100 m² A RÉNOVER
LÉGÈREMENT MANSARDÉS
Imm. briques appar., dern. ét. Double exposition
RARE. PX : 578.000 F.
Mardi 6, mercredi 7 (14-17 h). 11, R. ST-DENIS. 705-06-76.

Province

INVESTISSEURS...
une affaire à saisir en plein cœur de
RENNES
des 4 pièces
finançables à 90 % sur 25 ans
à un taux exceptionnel.
Renseignez-vous à la MAISON DU G. SCIC.
Tél. : 320-15-11.

MARSEILLE RÉSIDENTIEL IMMEUBLE GD STANDING PISCINE, TENNIS 4 P. 125 m² + TERRASSE 180 m² + 2 loggias + garage PRIX 1.198.000 F - TÉL. : (91) 37-25-60, soir (91) 77-75-84.

NICE-CIMIEZ
VEND APPT RÉSIDENTIEL 2e ÉTAGE, 3 PCES CUISINE 2 BNS, 75 m², TERRASSE, 35 m². TEL. JOUR (93) 37-31-27. SOIR (93) 81-41-26.

appartements achats

GROUPE DORESSAY
recherche pour DIPLOMATES
APPTS 200 A 300 m²
ACHAT ou LOCATION
CENTRE ET OUEST PARIS
624-93-33.

FRANCE AFRIQUE ACH. urgent STUDIOS à 5 PIÈCES ou PAVILLON CFT NEUF OU ANC. bon stand., 337-88-58.

RECHERCHE
Urgent Paris 1 à 2 pièces PAIE CPT chez notaire. Bon quartier 873-23-55.

EMBASSY - SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris rech. URGENT APPART
120 A 150 m²
ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. Tél. : 562-16-40.

hôtels particuliers

AVENUE JUNOT
HOTEL PART. Cadre exceptionnel 240 m². Terrasses. petit jardin. 234-71-93.

NEUILLY
HOTEL PARTIC. Grand standing 900 m² + jard. Emplacem. 1er ordre. Px justifié. 879-86-71.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphone : 296-58-46.

MARAIS Hôtel XVIIe, 2e ét. sa asc. 50 m², gd séj. pat. chbre, cuis. équip., SOLEIL, CALME. 3.700 F + ch., 669-64-96.

203, R. ORDENER, imm. récent, studio tt cft. 1.900 F. Ch. compr., s/pl., mer. 11-13 h. ou 251-10-60.

locations non meublées demandes

Paris

Locations demandes pour personnel, importante STE INTERNATIONALE ELECTRONIQUE recherche appts 2 à 8 pces ou villas même loyer élevé. Paris et envir. 504-48-21, poste 45.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

Province

Particulier cherche à louer dans Alpes-Maritimes, Var ou Corse, maison de campagne même isolée. Tél. : (93) 85-75-71.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

EMBASSY SERVICE
8, av. Messine. 75008 PARIS. rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPARTS, HOTELS PARTIC., BUREAUX. LOCATION ou ACHAT. **562-78-99.**

immobilier information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information FNAIM de Paris - Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers. 75017 PARIS - 227-44-44.

proprietes

PÉRIGORD-Sud vds propriété caractère, 3 bâtiments pierre 12 p., tt cft, piscine 100 m³. Terrain paysagé 5.000 m². 1.000.000 F. Cab. JARGEAU, 47500 Libos (53) 71-01-26.

Vends ou échange contre pavillon banlieue sud, propriété à Sétaille (Lot), 70 m² habit. + gd garage, atelier meublé, tt cft, verger 2.900 m² avec matériel jardinage.
Ecr. s/nº 6.571 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

AUFFERVILLE (77)
45 mn de Paris, maison de caractère, entièr. rénov., tt cft, plein Sud. 140 m² habitables + dép., cuis. éq. (40 m²), salon, s. à mang., 4 ch., cheminées, 2 w-c, s. d. b., jard. 1200 m² 710 000 F - Tél. : 428-76-81.

TOURAINE (210 km Paris) site exceptionnel, Vue superbe, DEMEURE ancienne cachet, 6 p. confort, garage, gd terrain agrément ombragé. Cab. CHATET 37180 Francueil.

A vendre Thorins (environ de Lyon)
SPLENDIDE PPTE 6.000 m²
Parc arboré, tennis, site except. Très belle villa, finitions luxueuses, 280 m² habitables, 7 chbres, 4 salles de bns, séj. 90 m². — Pour tous renseignement, contacter Valse Immobilier Monsieur Torchmann 14, quai Jayr 69000 LYON Téléphone : (7) 883-89-10

---

56 KM PARIS EST magnifique pâté briarde 216 m² au sol × 2 niveaux, très gds séjours s/parc de 8.000 m² tt cft. Px : 1.100.000 F. A saisir. Lecomte Immobilier Téléphone : 025-03-00.

maisons de campagne

Particulier recherche maison de campagne 3 pièces principales. Confort + jardin. Maximum 250 km sud de Paris. 200.000 F - Tél. : 736-18-74.

pavillons

ORSAY
398 m² terrain, 6 p., 160 m², séjour 35 m², 4 chbres, s/sol complet 850.000 F. 929-66-00.

BALAINVILLIERS
Pavillon plain-pied tout confort, 7 p., ter. 400 m². 635.000 F
ETI
448-95-23. Ouvert le dimanche.

ILE SAINTE-CATHERINE
30, allée des Peupliers maison récente s/800 m², liv. 60 m², 4 chbres, 2 bains, 2 terrasses, balcon, salle billard, gar. 1.500.000 F. Vis. sam. et dimanche de 10 h à 18 heures.

immeubles

IDEAL PLACEMENT RAPPORT 120.000 NET D'IMPOTS 5 ANS dans imm. pierre de taille, 2 appts entièrement réf. nf, loués loyer libre. 650.000 F chaque. Tél. 288-71-43.

viagers

Etude LODEL, 35, Bd Voltaire. PARIS XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOETIE-8e.
Px rentes indexées garanties.
Etude gratuite discrète.

Libre de suite, petit studio, tt cft, 5e ét., asc. 80.000 cpt + 1.850. Femme 81 ans. Visites 13 à 17 h., mercredi, Me Lanarck, 38, r. des Saules. Téléphone : 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e. : 588-85-11. 54, r. Crimée. 19e : 607-62-00.

HAUSSMANN
Dans bel imm. Pierre-de-T. 370 m², luxueusem. rénovés.
SEPTIME - 766-77-77.

ÉTOILE
300 m² CLOISONNÉS.
SEPTIME - 766-77-77.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

EMBASSY-SERVICE
562-82-14
RECH. 3 AG. BUREAUX
excellentes adresses ccials.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10.

Offre Paris-8e
location bureau indépendant 25 m², très bon standing + excellent secrétariat. - Bilingue franco-anglais, à mi-temps. Téléphone : 281-22-12.

FG SAINT-HONORÉ
A LOUER BUREAUX
PRESTIGE
80 à 2.000 m²
FRANCO-SUISSE
Téléphone : 294-19-19.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e à partir de 80 F. Ts services. Constitution Sté. 763-47-14.

9e bureaux 130 m² en 5 p., loyer annuel 50 000 F, charges 8.000 F, cession 50 000 F. Tél. : 285-00-59.

locaux commerciaux

Ventes

« A CONCÉDER »
— Local de 16 m² situé dans la mezzanine de la gare de banlieue de PARIS-NORD.
— Local de 12 m² situé en gare d'ENGHIEN-les-BAINS.
Renseignements : Service du Domaine S.N.C.F. divis. des conces. commerc. 5, rue de Florence - 75008 PARIS. Tél. 285-63-54.

Locations

RUE DUHESME-18e
sur rue, dans imm. récent de stand. 320 m² r.-de-ch. (hall + bureaux) + 110 m², sous-sol + 3 parkings. Téléphone : 266-20-60.

13e, av. d'ITALIE (proxim.) avec ou sans pas-de-porte 300 m² environ, gde haut. s/plafond, accès utilitaire, léger. Direct. pptaire. 329-58-65.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

RÉUNIE EN CONFÉRENCE ORDINAIRE A GENÈVE

L'OPEP divisée attend la reprise de la consommation mondiale de pétrole

Marché mou, cours mondiaux en berne, demande incertaine, stocks importants, querelles intestines plus âpres que jamais, tout se passe comme si, pour l'OPEP, 1983 avait été une année blanche. A la veille de la conférence ordinaire de l'Organisation, qui se tiendra le 7 décembre à Genève, les pays exportateurs de pétrole se retrouvent dans une situation des plus critiques, presque identique à celle prévalant il y a exactement un an, lors de la désastreuse conférence de Vienne. Le pire a certes pu être évité.

L'accord intervenu en mars 1983 à Londres, diminuant le prix officiel de 5 dollars par baril et fixant des quotas et un plafond étroits de production, a bloqué la baisse en spirale des cours qui s'amorçait. Mais après une brève embellie, le marché s'est dégradé de nouveau depuis l'automne, les cours ayant retrouvé, *grosso modo*, leurs niveaux du début 1983 et restant inférieurs de 0,5 à 1 dollar par baril selon les qualités aux prix officiels. Et les perspectives pour 1984 restent noires. Les données de base n'ont fondamentalement guère changé depuis un an.

La consommation mondiale de produits pétroliers, dont on espérait la reprise cet automne, dans la foulée d'un redressement économique général, demeure très faible : 45,7 millions de barils par jour au quatrième trimestre, soit seulement 300 000 barils de plus que l'an dernier à la même date, 44,7 millions de barils par jour pour l'ensemble de l'année 1983 (contre 45,5 en 1982, 47,6 en 1981 et 49,9 en 1980). Pour l'an prochain, les estimations divergent de 45,1 millions de barils par jour (source : Total-C.F.P.) à 45,6 barils par jour (source : Agence internationale de l'énergie), mais il semble déjà certain que l'amélioration prévisible de la demande restera très modeste, inférieure dans tous les cas à 1 million de barils par jour.

Seule l'économie américaine continue à tirer la consommation pétrolière, la demande en Europe et au Japon restant orientée à la baisse. Encore la reprise américaine, paradoxale à bien des égards, ne provoque-t-elle qu'un sursaut extrêmement modeste de la demande, la plupart des industries lourdes, grosses consommatrices de fuel, restant relativement à l'écart du «boom».

La demande adressée à l'OPEP restera donc des plus limitées, ce d'autant que les pays producteurs non membres de l'Organisation (Grande-Bretagne, Norvège, Mexique, U.R.S.S., Etats-Unis) ont, à l'exception du Mexique, continué d'accroître leur production. De 20,5 millions de barils par jour en 1980, celle-ci a atteint cette année 22,2 millions et devrait progresser encore l'an prochain de près de 1 million de barils par jour.

Dans ces conditions, la part de l'OPEP ne devrait pas dépasser 18 à 18,5 millions de barils par jour l'an prochain, soit à peu de chose près le niveau actuel de production de l'Organisation (17,8 millions de barils par jour en novembre, 18,6 millions en octobre).

Par rapport au plafond fixé en mars (17,5 millions de barils par jour), l'OPEP peut donc espérer jouer sur un maximum d'un demi à 1 million de barils par jour supplémentaire... A condition que les compagnies pétrolières ne déstockent pas comme elles l'ont fait massivement au début de cette année.

De ce point de vue, les choses ne se sont guère arrangées non plus. La « surproduction » des pays de l'OPEP au cours du troisième trimestre de l'année – la production a atteint en moyenne 19 millions de barils par jour, soit 1,5 million de plus que le plafond), – due notamment à l'Arabie Saoudite, a permis aux groupes internationaux de reconstituer des réserves confortables.

Le total des stocks dans l'O.C.D.E s'élèverait actuellement, selon l'A.I.E., à quatre-vingt-treize jours, certes un peu moins qu'en 1982 (cent cinq jours), mais encore largement au-dessus du niveau nécessaire (ces stocks n'atteignaient que soixante-neuf jours au début de 1979). En cas de déstockage renouvelé, l'OPEP se trouverait à nouveau contrainte, pour maintenir l'équilibre du marché et éviter un effondrement des cours, d'abaisser son plafond de production.

Or elle a déjà grand-peine à respecter à peu près le niveau plafond décidé en mars. La baisse des prix et le maintien de bas niveaux de production ont, en dépit du renchérissement du dollar, considérablement aggravé la situation financière de ses membres les plus pauvres (Nigéria, Indonésie, Venezuela, etc.) et rogné les réserves des plus riches (Arabie Saoudite, Koweït, etc.). Selon la société Salomon Brothers, le déficit global des pays membres de l'OPEP est passé de 7 milliards de dollars en 1982 à 33 milliards de dollars en 1983 et devrait, si la situation actuelle se poursuit, atteindre 35 milliards l'an prochain, provoquant un épuisement total, dès le début de 1984, des réserves de change des pays les plus peuplés, qualifiés de *« maillons faibles de la chaîne de l'OPEP »*.

Tensions de plus en plus vives

Aussi les tensions sont-elles de plus en plus vives à l'intérieur de l'Organisation, où la discipline imposée depuis mars devient pour certains insupportable. De nombreux pays ont, depuis quelques semaines, fait savoir qu'ils demanderaient un relèvement de leur quota. C'est notamment le cas de l'Iran et de l'Irak, naguère pays riches mais confrontés, du fait de la guerre, à des besoins financiers pressants. D'autres, pour améliorer leurs ventes, sont soupçonnés d'être revenus, depuis peu, à la pratique des rabais par rapport aux prix officiels, laquelle, généralisée avant mars 1983, avait été largement responsable de la crise aiguë de la fin de 1982.

Quelles sont, dans cette situation, les possibilités d'action de l'OPEP? Deux thèses s'affrontent. Elles opposent, une fois de plus, les pays dits «modérés», conduits par l'Arabie Saoudite et les pays opposants au royaume wahabite, au premier rang desquels l'Iran. L'Arabie Saoudite, soucieuse avant tout de raffermir la demande – elle est, en tant que producteur résiduel, le principal bénéficiaire d'un redressement, – souhaite un gel du prix officiel à son niveau actuel, au moins jusqu'en 1985 – ce qui revient à une baisse en valeur réelle – assorti d'un maintien du plafond de production fixé en mars. L'Iran, au contraire, a beau jeu de montrer que la baisse du prix décidée en début d'année n'a en rien permis une reprise de la demande, et propose un relèvement de ce prix à son niveau antérieur (34 dollars par baril), assorti, si nécessaire, d'une diminution du plafond de production, laquelle, dans l'esprit des Iraniens, ne peut provenir que de l'Arabie Saoudite, eux-mêmes réclamant un quota plus élevé.

Or, si la première solution - gel des prix et du plafond - ne peut s'avérer efficace qu'avec l'accord et le respect de la discipline de tous les pays participants, la seconde - hausse des prix, baisse de la production - n'a de chance d'être viable qu'avec l'aval de l'Arabie Saoudite, premier producteur de l'OPEP et presque le seul à bénéficier d'une grande souplesse de production à la hausse comme à la baisse, grâce à ses réserves et au faible taux de sa population. Et le Royaume wahabite a fait savoir au secrétariat de l'OPEP qu'il abandonnerait son rôle de producteur résiduel si l'on songeait à lui imposer une baisse autoritaire de sa production.

Ce ne sont, certes, que des positions extrêmes, préparant une négociation houleuse. Mais elles témoignent de la mésentente profonde régnant au sein de l'OPEP. Or l'Organisation n'a, à l'évidence, de chance de tirer son épingle du jeu qu'en préservant le semblant de cohérence qui depuis mars a permis d'éviter le pire. De là à parier sur le maintien d'un *statu quo* provisoire au sein de l'OPEP, fragile mais permettant de préserver les apparences, il n'y a qu'un pas.

C'est ce que font la plupart des observateurs. Sur le marché libre, les ordres à un ou deux mois jouent déjà l'effritement (le « Brent » de la mer du Nord est vendu à 28,90 dollars par baril en décembre, 28,70 dollars en janvier et 28,65 dollars en février). Une incertitude, majeure, demeure toutefois : l'évolution du conflit dans le Golfe, la menace de fermeture du Détroit, brandie à maintes reprises par l'Iran, pouvant d'un jour à l'autre renverser du tout au tout la situation.

VÉRONIQUE MAURUS.

Les cinq syndicats de mineurs condamnent les nouvelles orientations de la politique charbonnière

Les fédérations de mineurs C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. se sont réunies, lundi 5 décembre à Paris, pour préparer une plate-forme revendicative commune *« remettant en cause la politique charbonnière telle qu'elle se dessine »*, laquelle aboutirait, selon les syndicats, à *« 20 000 suppressions d'emplois au minimum d'ici à 1988-1990, sans compter les emplois induits »*. Cette plate-forme devrait être mise au point définitivement lors d'une nouvelle réunion le 13 décembre.

Les syndicats ont affirmé être *« unanimes pour condamner les nouvelles orientations de la politique charbonnière »*, découlant du blocage en valeur nominale de la subvention publique destinée à C.D.F. M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat à l'énergie, a déclaré, le 5 décembre au Sénat, qu'il avait demandé aux Charbonnages de France de définir un projet d'entreprise nationale et internationale : *« Il faut développer en France ce qui peut l'être et mettre sur pied une politique permettant de développer une industrie para-charbonnière dynamique. »* Il a aussi précisé qu'il avait demandé à E.D.F. de définir les règles *« d'une action concertée avec les Charbonnages pour la gestion des personnels et des productions »*.

L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE ET LA CAISSE DES DÉPOTS PRENDRONT DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES.

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et la Caisse des dépôts et consignations ont signé, le 5 décembre, un protocole d'accord visant à renforcer leur coopération dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Déjà associés dans la gestion du Fonds spécial grands travaux, les deux organismes publics vont créer une société commune de financement, afin de pouvoir prendre des participations dans des entreprises industrielles du secteur de la maîtrise de l'énergie.

En outre, la Caisse des dépôts mettra à la disposition des collectivités locales et des organismes publics, en complément des subventions du Fonds spécial grands travaux, de nouveaux moyens de financement (prêts à taux fixes et annuités variables ou prêts à taux variables) pour la réalisation d'investissements importants en matière d'énergie. La Caisse des dépôts et l'AFME participeront également à la création de fonds de garantie sous forme mutualiste, concernant les risques géologiques des forages géothermiques, le risque commercial de certains réseaux de chaleur et les risques financiers de tout investissement communal.

LE PRIX DU SUPER NE DEVRAIT PAS AUGMENTER EN DÉCEMBRE

Le gouvernement a décidé de proposer au comité des prix, qui se réunira mercredi 7 décembre, une nouvelle modification du cours du dollar pris en compte dans le calcul de la formule de fixation automatique des prix pétroliers.

Le nouveau cours théorique sera fixé à 8 F contre 7,90 F le mois précédent et un cours réel moyen de 8,17 F. Compte tenu de cette modification, le prix de vente du super en région parisienne restera inchangé en décembre à 4,96 F par litre, celui de l'essence ordinaire diminuera de 2 centimes par litre (4,62 F contre 4,64 F), celui du gazole ne changera pas (3,17 F) et celui du fuel domestique baissera de 0,30 centimes par litre (2,589 F).

Le maintien de la valeur du dollar à son niveau antérieur aurait entraîné une baisse de 1 centime supplémentaire pour tous les produits, tandis que la prise en compte de la valeur réelle de la devise aurait provoqué une hausse générale de quelque 2 centimes supplémentaires.

AFFAIRES

UN COLLOQUE DE L'I.N.C.

Le libéralisme «à la française» et les actions de groupe de consommateurs

Deux voies de recherche se sont dégagées des travaux des cinquièmes journées des droits des consommateurs, qui ont été organisées à Paris les 2 et 3 décembre, sur le thème du «Règlement des litiges de la consommation» : un aménagement de la procédure d'instance qui permette un accès plus simple et plus rapide à la justice et l'instauration d'actions de groupe pour résoudre le problème posé par les litiges répétitifs.

Première manifestation organisée par le conseil d'administration nouvelle manière de l'Institut national de la consommation (I.N.C.) (1), ce n'est pas pour rien que ces «journées» ne s'intitulaient plus «du droit de la consommation» mais «des droits des consommateurs». Il est vrai que M. Michel Pain, président de ce conseil, affirme avec force que *«de nouveaux droits sont inséparables de nouvelles responsabilités»*.

Améliorer l'accès à la justice pour les consommateurs est un vœu qui date de l'émergence du mouvement consumériste en France, sans que jamais une solution miracle n'ait été trouvée. Il semble qu'aujourd'hui un accord se fasse jour entre organisations de consommateurs d'une part, et entre elles et le C.N.P.F. d'autre part, pour ne pas souhaiter la création de juridictions spécialisées (à l'imitation du monde du travail avec ses instances prud'homales, par exemple), mais pour que l'accès aux tribunaux d'instance soit simplifié : pouvoir saisir le juge par lettre recommandée, ou par déclaration au greffe sur un formulaire, au lieu d'avoir recours à un huissier, pouvoir se faire assister par un représentant d'organisation de consommateurs, pouvoir recourir (lorsqu'il s'agit de prouver l'existence d'un vice caché) à des consultations techniques, soit de services publics (répression des fraudes), soit privées (centres techniques professionnels), ce qui diminuerait le nombre des expertises, en limiterait le coût et la lenteur.

Cette belle unanimité se heurte évidemment à l'état actuel de l'appareil judiciaire, les quatre cent soixante tribunaux de première instance n'étant pas forcément en état de répondre à la demande. L'absence des juges de paix, plus nombreux, plus proches de la population, géographiquement et psychologiquement, se fait cruellement sentir.

L'éventualité de l'instauration d'actions de groupe suscite en revanche la franche hostilité des producteurs, des distributeurs, des prestataires de services. Il s'agit-là de litiges portant sur des séries défectueuses (dans l'automobile, dans l'électroménager, dans l'audiovisuel), soit de délits portant sur des millions d'articles semblables (une fraude sur la quantité d'un liquide ou le poids d'un produit, par exemple). Le profit illicitement réalisé est alors sans commune mesure avec l'amende qu'un tribunal infligera lors d'un procès individuel.

Une action en deux temps

Le mécanisme imaginé est en deux temps : une organisation de consommateurs agréée saisit le tribunal, qui émet un jugement de principe. C'est seulement si ce jugement reconnaît la responsabilité du professionnel qu'une publicité lui est faite pour appeler les victimes à se faire connaître pour bénéficier du jugement. Le mécanisme complet ne serait employé que pour les vices de fabrication. Dans le cas de «préjudices diffus» (où le dommage individuel est minime), le juge chiffrerait le préjudice global en s'appuyant sur le nombre d'articles produits ou commercialisés. La procédure s'arrêterait dans ce cas à la première phase (sans publicité pour rechercher les victimes du dommage causé) et l'indemnité pourrait être versée à un fonds d'aide aux consommateurs (qui pourrait aussi être alimenté par certaines amendes). Ce fonds pourrait être utilisé pour aider les consommateurs individuels.

Consommateurs et professeurs de droit ont beau arguer que la publicité n'intervient que lorsqu'un jugement de responsabilité a été rendu, le C.N.P.F. estime l'action de groupe à la française dangereuse parce qu'elle nuit à l'image de marque du produit, parce que les entreprises contracteront des assurances, qui pèseront sur les prix des produits, parce qu'une telle procédure *«porte atteinte à l'indépendance de la justice en confiant une partie des litiges aux associations de consommateurs»*.

Déjà pratiquée dans les pays anglo-saxons (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada) l'action de groupe (ou *class action*) nécessite une mise en place très affinée pour ne pas nuire injustement aux entreprises.

Il y a là, en fait, un désaccord de fond, plus politique encore qu'économique : le libéralisme «à la française» ne veut connaître que le client individuel et considère comme du collectivisme avant la lettre tout regroupement des interlocuteurs économiques. On le voit bien avec la loi Quilliot sur les rapports entre propriétaires et locataires : c'est le même débat. Il est curieux de noter que le libéralisme anglo-saxon s'accommode beaucoup mieux de ces actions collectives.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Depuis la réforme de l'I.N.C. (décret du 30 septembre 1982), le conseil d'administration de cet organisme parapublic ne comprend plus de représentants des professionnels, mais seulement ceux des organisations de consommateurs.

M. Rosenwald est chargé d'une mission sur les suppressions d'emplois dans la sidérurgie

Après de longs mois d'hésitations, *le gouvernement apparaît désormais* conscient de la nécessaire révision d'un plan acier adopté en août 1982, mais devenu inadapté et trop coûteux depuis. Bâti autour d'hypothèses de production trop optimistes (24 millions de tonnes d'acier brut à l'horizon 1986), le plan conduit à une surcapacité des usines qui accroît et prolonge les déficits d'Usinor et de Sacilor. Le réviser va forcer à réduire les objectifs industriels et, parallèlement, à supprimer plus d'emplois que prévu.

Pour éviter une effervescence des sidérurgistes dans les bassins touchés, le gouvernement souhaite adopter un cadre de protection sociale spécifique. MM. Bérégovoy, Fabius et Ralite viennent, pour ce faire, de charger M. Jean Rosenwald, premier président honoraire de la Cour des comptes, d'une mission de réflexion *«avec l'objectif d'assurer à chacun des salariés dont l'emploi est menacé une solution humainement et socialement acceptable»*. Il devra remettre ses conclusions très rapidement, d'ici à trois semaines.

Un dispositif social spécifique, la Convention générale de protection sociale de la sidérurgie (C.G.P.S.) existe déjà depuis 1979. Elle favorise les départs à cinquante ans (dispense d'activité) avec 75 % du salaire brut, et à cinquante-cinq ans (cessation d'activité) avec 70 % du salaire brut, auxquels s'ajoute une allocation d'environ 20 % du salaire *annuel versée sur* une ou plusieurs années. Mais, d'une part, la C.G.P.S. reconduite avec difficulté, l'an dernier, arrive à échéance le 31 décembre, et, d'autre part, elle ne peut suffire pour des suppressions d'emplois beaucoup plus nombreuses.

«Les mesures d'âges ne permettent plus à elles seules de faire face au problème posé», indique le gouvernement. La réflexion de M. Rosenwald sera donc plus large, en direction notamment d'efforts de formation des salariés en vue de reclassement dans d'autres secteurs, d'aide à la mobilité et de dispositions exceptionnelles en faveur des créations d'emplois dans les bassins visés.

● **M. Jacques Chirac veut davantage de bureaux dans Paris.** — Recevant, lundi 5 décembre, les congressistes de la Fédération internationale des professions immobilières (FIABCI) et ceux de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), le maire de Paris a déclaré : *«Je n'accepterai pas de laisser s'installer la pénurie de l'offre de bureaux à Paris ni que les bureaux soient entièrement affectés au secteur public»*, en fustigeant la politique gouvernementale sur le maintien de la procédure d'agrément et de la redevance. *«Mon ambition*, a-t-il affirmé, *est de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour relancer la réalisation de bureaux dans la capitale.»*

MONNAIES

Le dollar au-dessus de 8,30 F

(Suite de la première page.)

L'atmosphère créée autour de ces événements fait que des capitaux assez importants ont quitté l'Allemagne pour les Etats-Unis, jugés plus «sûrs» et plus prometteurs.

Jusqu'où montera encore le dollar ? En début de semaine, le grand quotidien japonais *Mainichi Shimbun* a fait état d'un rapport confidentiel de l'O.C.D.E. qui prévoirait, pour 1984, une baisse de 15 % du dollar vis-à-vis du yen et du mark, en raison d'un creusement du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, porté de 45 milliards de dollars en 1983 à 89 milliards de dollars en 1984. Ce même rapport, dont l'existence n'a pu être authentifiée, pronostiquerait le maintien des parités entre le dollar d'une part, la livre et le franc français de l'autre. Dans le cas du franc, cela signifierait une forte hausse du mark à Paris par rapport au cours actuel de 3,04 F, que les milieux financiers internationaux jugent trop bas, le différentiel d'inflation entre l'Allemagne et la France conduisant plutôt à un cours de 3,10 F environ.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	8,3100	8,3115	+ 160	+ 180	+ 300	+ 330	+ 800	+ 910
$ can.	6,6775	6,6880	+ 120	+ 170	+ 250	+ 310	+ 740	+ 870
Yen (100)	3,5467	3,5489	+ 160	+ 180	+ 320	+ 350	+ 960	+ 1020
DM	3,0376	3,0389	+ 150	+ 170	+ 290	+ 310	+ 870	+ 920
Florin	2,7121	2,7135	+ 130	+ 150	+ 260	+ 290	+ 750	+ 810
F.B. (100)	14,9743	14,9811	+ 160	+ 230	+ 210	+ 330	+ 500	+ 800
F.S.	3,8044	3,8065	+ 250	+ 280	+ 500	+ 530	+ 1400	+ 1560
L. (1 000)	5,0218	5,0227	− 180	− 150	− 380	− 330	− 1350	− 1240
£	12,0179	12,0259	+ 310	+ 360	+ 570	+ 640	+ 1560	+ 1770

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/4	9 5/8	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10	10 3/8
DM	5 9/16	5 15/16	6 1/8	6 1/2	6 1/8	6 1/2	6 1/4	6 5/8
Florin	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 5/16	6	6 3/8	6 5/16	6 11/16
F.B. (100)	9 3/8	10 1/8	10 1/4	11 1/4	11 1/4	11 3/4	11	12
F.S.	2 7/8	3 3/8	3 15/16	4 5/16	3 15/16	4 5/16	4	4 3/8
L. (1 000)	15	16 1/2	15 3/4	16 3/4	16	17	17 1/4	18 1/4
£	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 5/16	9	9 3/8	9 5/16	9 11/16
F. franç.	11 15/16	12 5/8	12	12 11/16	12 1/4	12 15/16	13 3/4	14 1/2

SOCIAL

LA POLITIQUE SALARIALE EN 1984

M. Mauroy pourrait adresser une « lettre d'orientation » aux entreprises nationalisées

Conformément à l'obligation légale de négocier, des discussions salariales se sont engagées dans de nombreuses entreprises comme dans plusieurs branches professionnelles. En visite à Lons-le-Saunier (Jura), M. Pierre Mauroy a insisté, le 5 décembre devant la presse, sur la nécessité de la « *concertation* » entre les syndicats et le patronat : « *Dans le domaine privé,* a-t-il souligné, *le gouvernement n'intervient pas, il n'a pas à intervenir, il n'interviendra pas.* »

En revanche, le premier ministre ne semble pas partager complètement l'avis de M. Jacques Delors, selon lequel une recommandation gouvernementale ne s'impose pas pour le secteur public. « *Dans les entreprises nationalisées,* a indiqué M. Mauroy, *il y aura des discussions. On connaît la grande liberté et la grande souplesse de gestion que nous laissons aux entreprises nationalisées. Pour autant, nous suivons l'évolution des discussions et je pourrais tout à fait être amené à adresser une lettre, avec des orientations, aux ministres de tutelle qui auront la charge de suivre les discussions dans les entreprises nationalisées dépendant de leurs départements ministériels.* »

Répondant justement au souhait de M. Delors de ne pas gêner le déroulement normal des négociations, M. André Bergeron a estimé, le 5 décembre à Belfort, que le ministre de l'économie « *y va un peu fort. Il sait bien que tout sera subordonné à la situation économique générale et aux orientations de la politique gouvernementale* ». Dans les banques, les syndicats se plaignent précisément de faire déjà les frais d'orientations gouvernementales non encore officialisées, tendant à faire de ce secteur l'« *exemple-type dans le domaine des salaires* ».

Ainsi, selon la C.F.D.T., plusieurs banques tentent d'appliquer des instructions venant directement du ministère de l'économie préconisant une évolution de la masse salariale de 6,10 % en 1984. Cette masse salariale engloberait toutes les augmentations, qu'elles soient collectives (augmentation de la valeur du point) ou individuelles (coefficients automatiques conventionnels, ancienneté, etc.). Pour 1984, les augmentations de salaires en niveaux ne devraient pas dépassé 1,5 % en raison d'un effet report des augmentations de 1983 de l'ordre de 3,5 % à 3,7 %.

Dans la chimie, il n'y aura pas plus d'accord de salaire au niveau de la branche qu'en 1983. Les négociations ont d'ores et déjà échoué. A la suite de cet échec, l'Union des industries chimiques (U.I.C.) « *a décidé une augmentation des salaires minima de 5 % en 1984 à raison de 2,5 % le 1er mars et de 2,5 % le 1er septembre 1984. En outre, l'U.I.C. suggère aux entreprises, auxquelles leur situation économique le permet, de procéder à des augmentations des salaires réels en deux étapes — aux mêmes dates — d'un pourcentage total de 3,5 %* », étant entendu que « *la réalité des gains observés est supérieure de 1,5 à 2,5 points aux mesures professionnelles* » par le jeu des primes et des mesures catégorielles et individuelles.

A Nancy, la direction de Pont-à-Mousson S.A., qui connaît de sérieuses difficultés, a annoncé, parallèlement à un plan de départ de mille personnes, échelonné sur deux ans, une augmentation des salaires réels de 3 % en 1984 (1 % au 1er janvier, 1 % au 1er mai et 1 % au 1er octobre). Malgré la rigueur des propositions salariales présentées ici et là par le patronat, le ministère des affaires sociales n'observe pas pour l'heure, un regain des conflits sur les salaires. — M. N.

Selon la C.F.D.T.

LES LICENCIEMENTS CHEZ TALBOT SERAIENT ACCEPTÉS PAR LES POUVOIRS PUBLICS

La C.F.D.T.-Talbot a indiqué le 5 décembre que la décision de l'administration concernant la demande de 2 905 licenciements chez Talbot-Poissy « *devrait aller dans le sens de l'autorisation* ». La C.F.D.T. appelle donc « *tous les salariés de l'usine à déterminer dès l'entrée dans les ateliers et les bureaux la forme qu'il convient de donner à la riposte plus que jamais indispensable* ».

La C.G.T., dont la section de Poissy a été reçue par l'inspecteur du travail chargé du dossier, est peu après intervenue auprès du premier ministre afin que la marque Simca-Talbot puisse continuer d'être construite en France.

La direction départementale du travail des Yvelines — saisie d'un recours gracieux de la direction des automobiles Peugeot, après le rejet dans un premier temps des licenciements chez Talbot — devrait, il est vrai, rendre sa décision dans les jours qui viennent. Et il semble acquis que celle-ci sera positive, après la présentation par Talbot d'un nouveau plan social (*le Monde* du 23 novembre).

Pourtant M. Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, ayant affirmé qu'aucun licenciement n'interviendrait avant la fin de l'année, ceux-ci pourraient être reportés à début 1984.

● **Licenciement de délégués chez Chausson.** — La direction de l'usine Chausson de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) a confirmé son intention de renouveler la procédure de licenciement entamée contre trois délégués C.G.T. après la séquestration du directeur de l'usine par un groupe de salariés, le 22 avril 1982. Le tribunal administratif lui avait donné raison contre l'avis de l'inspection du travail et du ministre (*le Monde* du 24 novembre).

ÉTRANGER

L'Algérie et la France étudient la création de sociétés mixtes

De notre correspondant

Alger. — *Première rencontre* franco-algérienne depuis la visite de M. Chadli à Paris, la commission mixte de coopération économique s'est réunie à Alger, du 3 au 5 décembre, sous la présidence de Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, et de M. Brahimi, ministre de la planification et de l'aménagement du territoire. Cette commission s'était réunie pour la première fois à Paris il y a un an.

Des accords structurels ont depuis été signés dans les domaines des transports et de l'agriculture. Une convention fiscale et une autre relative aux litiges dans l'application des accords commerciaux ont été conclues. Il s'agit maintenant de trouver de nouveaux secteurs de coopération en fonction du futur plan algérien 1985-1989, dont les grandes orientations seront débattues lors du congrès du F.L.N., à la fin du mois de décembre.

Le montant de la part française rapatriable au titre de l'exécution des grands contrats d'équipement devrait s'élever à 16 milliards de francs cette année contre 12 milliards en 1982. Le déficit de la balance commerciale au débit de la France dépassera néanmoins les 7 milliards de francs. Il était de 12 milliards en 1982. L'an prochain, l'équilibre devrait être rétabli en raison de la poursuite de l'exécution de ces contrats.

Néanmoins à moyen terme, la France pourrait être de nouveau en gros déficit. Les achats d'hydrocarbures se poursuivront, mais il n'est pas sûr que de nouveaux contrats seront signés dans les secteurs d'infrastructures. C'est pourquoi les Français voudraient ancrer la coopération dans le domaine industriel de façon durable. Répondant au désir algérien de transfert de technologies avec formation du personnel, ils se disent intéressés au niveau gouvernemental par les perspectives de sociétés mixtes.

Le gouvernement algérien a remis à Mme Cresson certains décrets d'application récents d'une loi relative à ces sociétés mixtes adoptée en 1982. Celle-ci permet une « *rémunération additionnelle* » du partenaire étranger, quelle que soit la rentabilité immédiate de l'affaire. Mais le grand saut, qui aurait consisté pour l'Algérie à permettre la création de telles sociétés mixtes avec son secteur privé, n'a pas été fait. Ces sociétés mixtes ne sont possibles qu'avec les entreprises nationales socialistes, partenaires que bien des firmes françaises intéressées pourraient trouver trop pesants.

Malgré les limites des perspectives ainsi offertes, l'essentiel des entretiens de Mme Cresson a porté sur les possibilités de créer des sociétés mixtes avec une part française minoritaire allant de 25 % à 49 % du capital. Un groupe de travail mixte va être créé pour étudier le dossier. Le ministre du commerce extérieur a demandé que les firmes françaises de bâtiment et de travaux publics qui exécutent actuellement de grands contrats en Algérie participent à ce groupe de travail pour donner un tour concret aux discussions. Peugeot et Renault sont sur les rangs pour les projets algériens d'usines d'assemblage d'automobiles sous cette forme.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS SUSPEND L'ASSURANCE DES CRÉDITS A L'EXPORTATION SUR LE BRÉSIL

Le gouvernement japonais a suspendu l'assurance des crédits à l'exportation sur le Brésil. Le *Financial Times*, qui fournit cette information, fait remarquer que cette décision coïncide avec une réduction générale de la couverture exportation par l'ensemble des organismes japonais d'assurance, qui, tous, doivent faire face à des réclamations de plus en plus nombreuses entraînées par les défaillances des pays débiteurs.

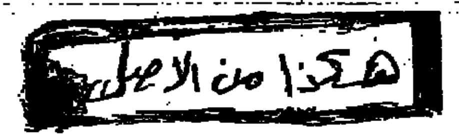
Cette décision pourrait compromettre la mise en place d'un crédit supplémentaire de 2,5 milliards de dollars à l'exportation, qui aurait fait partie des 11 milliards de dollars de secours accordés par divers bailleurs sous la houlette du F.M.I. au Brésil.

● **Six milliards de francs suisses pour un nouveau réseau de téléphone en Suisse.** — Les P.T.T. suisses ont choisi les centraux téléphoniques des sociétés I.T.T., Ericsson et Siemens pour équiper leur futur réseau intégré de télécommunications. L'investissement prévu est de 6 milliards de francs suisses (21 milliards de francs) d'ici à l'an 2000. — *(A.F.P.)*

AGRICULTURE

● **Six mille agriculteurs et viticulteurs dans les rues de Châlons-sur-Marne.** — A l'appel du Syndicat général des vignerons, du C.D.J.A. et de la F.D.S.E.A. de la Marne, six mille agriculteurs et viticulteurs ont manifesté, lundi 5 décembre après-midi, dans les rues de Châlons-sur-Marne, pour protester contre la baisse des revenus, la réforme de la fiscalité agricole et les règlements européens.

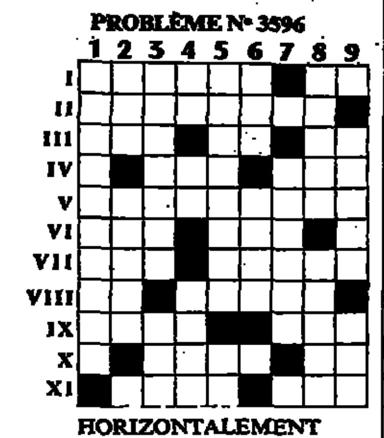
Pendant environ quatre heures, ils ont bloqué toutes les voies d'accès au centre ville avant de se rassembler devant la préfecture pour un meeting. Ils ont ensuite allumé des feux de pneus et dispersé du fumier devant les grilles de l'hôtel du département. La manifestation s'est déroulée sans incident. — *(Corresp.)*



INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3596



HORIZONTALEMENT

I. Peut détourner un mineur comme elle peut protéger un majeur. Grecque. — II. Sorte de self-service clandestin. — III. Où ceux qui marchent ont, en principe, la priorité sur ceux qui roulent. Participe passé. Démonstratif. — IV. Région seulement fertile pour un pétrographe. Grecque. — V. Quelques vers à l'adresse de celui qui en est la victime. — VI. Maître de ballets agrestes. Conteste. — VII. Laissés dans l'ombre. Conserve les gros lards comme les petits pois. — VIII. Point stratégique. Port international. — IX. Sous-affluent du Zaïre. Bas de cadran. — X. On y trouve des cols durs et des colles de même nature. Note. — XI. Prendre certaines libertés parfois libertines. Ecus chez Ceausescu.

VERTICALEMENT

1. Ecorche le Français, mais en maths il est champion. — 2. Exemple de la confusion des langues, sinon des pensées. Ne joue son rôle qu'en fin de spectacle. — 3. De tels frères portent un nom différent. Article. — 4. Son oméga est un delta. Copulative. Une scie peut la casser. — 5. La conquête des coquettes. La fin d'un trésor ou sa totalité. — 6. Est aussi nécessaire à la chasse qu'à la pêche. Peut être poussé par un majeur ou chahuté par un mineur. — 7. Ce que le généticien met en facteur. — 8. Une femme rêve d'avoir sa peau. C'est plutôt tocard pour un crack. — 9. Transalpine franco-italienne. Haut de cadran.

Solution du problème n° 3595

Horizontalement

I. Arpenteur. — II. Nouba. — III. Cure-pipes. — IV. Il. Norois. — V. Lé. Ilot. — VI. Lu. Sen. PS. — VII. Aratoire. — VIII. Censeur. — IX. Rubr. Ta. — X. Etai. Eloi. — XI. Tessère.

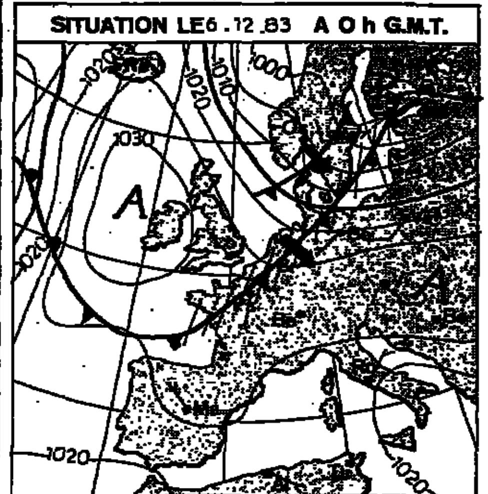
Verticalement

1. Ancillaires. — 2. Rouleur. Ut. — 3. Pur. Achat. — 4. Ebénisterie. — 5. Napoléon. — 6. Ironistes. — 7. Pot. Réale. — 8. Ei. Peu. Or. — 9. Rassis. Raie.

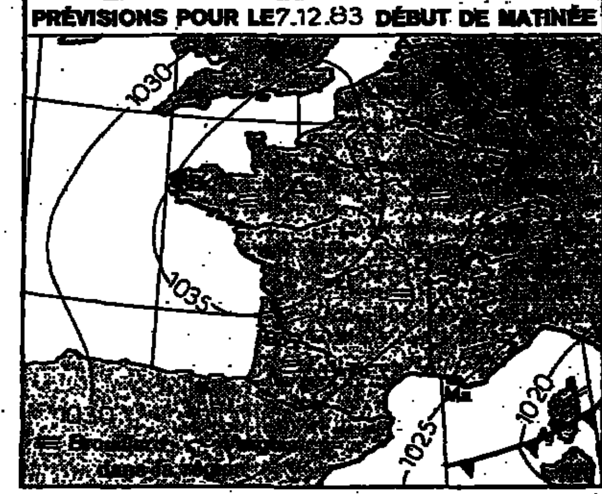
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.12.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7.12.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le mardi 6 décembre à 0 heure et le mercredi 7 décembre à minuit.

Après le passage rapide, mardi, d'une perturbation atténuée, une nouvelle cellule anticyclonique viendra se centrer sur la France et dirigera sur le pays de l'air frais, stable et humide.

Mercredi matin, les brumes, brouillards et nuages bas seront généralisés, et les brouillards seront parfois givrants et tenaces du Massif Central au Lyonnais et à la Bourgogne, où les gelées atteindront encore — 2 à — 4° C. Sur les autres régions, les températures sous abri seront légèrement positives. Au cours de la journée, de belles éclaircies vont se développer de l'Aquitaine à la Méditerranée, tandis que plus au nord, la nébulosité restera souvent forte ; les nuages deviendront très abondants en soirée près des côtes du Nord-Ouest et pourront être accompagnés de quelques bruines. Le vent du nord soufflera assez fort dans la vallée du Rhône et près de la Méditerranée, et le vent s'orientera au sud-ouest en soirée sur le nord-ouest du pays. Les températures maximales avoisineront 4 à 11° C du Nord au Sud.

Sens d'évolution de jeudi à samedi :

la cellule anticyclonique, qui s'était reconstituée sur la France, après le passage mardi et mercredi sur le Nord et le Nord-Est d'une perturbation atténuée, s'affaiblira rapidement dans la journée de jeudi en régressant vers l'Atlantique. En conséquence, cela favorisera le retour à un flux perturbé de nord-ouest sur notre pays.

Prévisions de jeudi à samedi :

Jeudi, près de la Méditerranée, un beau temps assez froid prédominera et, près de la Corse, les vents de nord-est faibliront. Sur le reste du pays, les brouillards givrants seront nombreux le matin, et les gelées pourront encore atteindre — 3 à — 5° C au lever du jour dans l'intérieur. Dans la journée, une zone pluvieuse, accompagnée de vents de sud-ouest à ouest assez forts près des côtes, atteindra les régions voisines de la Manche, et se localisera le soir de la Bretagne au Bassin Parisien et aux Vosges ; elle sera probablement précédée de neige dans l'intérieur, en particulier au nord-est de la Seine.

Vendredi, la zone pluvio-neigeuse traversera l'ensemble du pays pour se situer des Alpes à la Corse ; son activité sera plus faible près de l'Atlantique et de la Méditerranée. Après son passage, s'établira un temps instable avec des vents de nord-ouest irréguliers et des giboulées se localisant principalement sur la moitié nord-est où elles pourront tomber sous forme de neige.

Samedi, des Ardennes aux Vosges et au nord des Alpes, il faut encore s'attendre à des giboulées de neige. Près de la Méditerranée, le mistral soufflera assez fort. Sur l'Ouest, on observera une amélioration relative précédant l'arrivée d'une nouvelle perturbation par le nord-ouest en fin de journée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 6 décembre à 7 heures de 1 026,9 millibars, soit 770,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 décembre; le second, le minimum de la nuit du 5 décembre au 6 décembre) : Ajaccio, 14 et 4 degrés; Biarritz, 12 et 1; Bordeaux, 8 et — 4; Bourges, 4 et — 5; Brest, 10 et 6; Caen, 9 et 3; Cherbourg, 10 et 7; Clermont-Ferrand, 4 et — 8; Dijon, 1 et — 8; Grenoble, 1 et — 4; Lille, 5 et 0; Lyon, 1 et — 7; Marseille-Marignane, 11 et — 2; Nancy, 1 et — 7; Nantes, 8 et — 3; Nice-Côte d'Azur, 15 et 5; Paris-Le Bourget, 6 et — 1; Pau, 13 et 0; Perpignan, 12 et 1; Rennes, 7 et — 1; Strasbourg, 0 et — 8; Tours, 5 et — 3; Toulouse, 5 et — 5; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 3; Amsterdam, 4 et 1; Athènes, 13 et 8; Berlin, 5 et 1; Bonn, 6 et — 3; Bruxelles, 7 et 2; Le Caire, 25 et 11; Iles Canaries, 23 et 15; Copenhague, 6 et 3; Dakar, 29 et 24; Djerba, 16 et 11; Genève, — 1 et — 3; Jérusalem, 20 et 10; Lisbonne, 11 et 7; Londres, 11 et 0; Luxembourg, 5 et — 3; Madrid, 5 et 0; Moscou, — 2 et — 1; Nairobi, 21 et 12; New-York, 8 et 2; Palma-de-Majorque, 17 et 4; Rome, 11 et 1; Stockholm, 8 et 2; Tozeur, 16 et 6; Tunis, 14 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 5 et mardi 6 décembre :

DES DÉCRETS

- Modifiant certaines dispositions du décret du 2 avril 1980 modifié relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat.
- Portant modification de l'organisation de l'Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines de Douai et de l'Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines d'Alès.
- Modifiant le décret du 23 décembre 1982 portant attribution des autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure de différents produits dérivés du pétrole (tableau I à XI).

UNE CIRCULAIRE

- Relative au comité départemental de coordination pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre.

EN BREF

TROISIÈME AGE

« CHANT CHORAL ET MUSIQUE A TOUT AGE ». — Sur ce thème, le CLEIRPPA organise des journées d'études, les 7, 8 et 9 décembre 1983, avec des représentants de groupements de retraités, des responsables sociaux, des animateurs de chant choral, pour examiner *« l'apport de chant choral au mieux-être des retraités et dans la perspective d'un développement du chant pour tous ».*

★ CLEIRPPA, 15, rue de Chateaubriand, 75008 Paris, tél. 225-78-78.

TRANSPORTS

AIR FRANCE OUVRE UNE LIGNE PARIS-RYAD. — A partir du mercredi 7 décembre, Air France desservira Ryad, capitale de l'Arabie Saoudite, par un vol hebdomadaire, partant de Roissy-Charles-de-Gaulle, le mercredi (retour le jeudi), effectué en Airbus A-300. Ryad sera la troisième escale d'Air France en Arabie Saoudite, après Djeddah et Dhahran (desservies respectivement cinq *fois et quatre fois par semaine*).

PARIS EN VISITES

JEUDI 8 DÉCEMBRE

« La tour Montparnasse », 15 heures, pied de la tour, côté Galeries Lafayette, Mme Legrégeois.

« Hôtel de Sens », 15 heures, métro Pont-Marie, Mme Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Garde républicaine », 14 heures, 18, boulevard Henri-IV (L'art pour tous).

« Baccarat », 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Sorbonne », 15 h 30, 46, rue Saint-Jacques, Mme Ferrand.

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru, Mme Hauller.

« La Cour des miracles », 14 h 30, métro Bonne-Nouvelle, M. Jaslet.

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame, « La grande mosquée de Damas » (Arcus).

17 h 30, 33, rue du Faubourg Saint-Honoré, M. Fleurent : « Vingt-cinq siècles d'histoire des jardins » (Union interalliée).

18 heures, 47 bis, avenue Bosquet, J. Estrada : « Musique mexicaine de l'époque préhispanique à la fin du XIXe siècle (disques) (Centre culturel du Mexique).

18 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité, E. de Rubercy, D. Le Buhan : « Stefan George ».

18 h 30, 9, rue Mahler, A. Rossinto : « Le radicalisme et le pouvoir local » (Société d'histoire du radicalisme).

EXPOSITIONS

L'année Vauban

Vincennes. — Dans la superbe salle des Gardes du château de Vincennes sont exposés, jusqu'au 17 décembre, et visibles chaque après-midi, de 14 heures à 17 h 30, les plans dessinés par Vauban pour la reconstruction de la citadelle de Blaye, en Gironde. Photos, documents et maquettes racontent aussi l'histoire de la place sauvée *in extremis* de la dynamite des démolisseurs, restaurée et devenue un centre d'animation culturel.

Palais de Chaillot. — Au Musée des monuments français se tiendra, du 15 décembre 1983 au 27 février *1984, une grande exposition clôturant* l'année Vauban. Thème : « Vauban, réformateur », vingt-quatre plans de ville, une maquette pédagogique démontable, cinquante panneaux et deux audiovisuels illustreront les multiples facettes de l'un des plus curieux personnages du siècle de Louis XIV. Ouvert tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Informations : Association Vauban, Hôtel des Invalides. Tél. : 705-11-07.

Institut français d'architecture. — Du 6 au 15 décembre, l'exposition « Murailles et jardins » montre comment les villes fortifiées du Nord - Pas-de-Calais ont tiré parti des fossés, bastions et casernements dont Vauban les avait équipées voici trois siècles. Un colloque sur la sauvegarde et la réhabilitation du patrimoine laissé par Vauban aura lieu à l'Institut, mardi 13 décembre, de *9 h 30 à 18 heures.* Dix communications sont programmées. I.F.A., 6, rue de Tournon, 75006 Paris. Tél. : 633-90-36.

Musée Guimet. — Pour clore en fanfare l'Année Vauban, les 15, 16 et 17 décembre, trente-cinq historiens et spécialistes plancheront sur le thème « Vauban réformateur ». Sera évaluée point par point l'influence du maréchal de France sur l'aménagement du territoire, l'architecture, l'urbanisme, l'économie, la fiscalité, la religion, les colonies, etc. Musée Guimet, 1, place d'Iéna, salle des conférences, de 9 heures à 18 heures. Inscription, 50 francs : Association Vauban, Hôtel des Invalides, 75007. Tél. : 705-11-07.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOVABAIL

Le conseil d'administration de Sovabail s'est réuni le 1er décembre 1983 sous la présidence de M. André Wormser.

Au cours de cette réunion, la première depuis la ratification de la fusion-absorption de Mutuabail, le conseil a nommé vice-présidents, aux côtés du Crédit Foncier de France représenté par Mlle Andrée Marlin, la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED), représentée par M. Raymond Bodard, et le Crédit d'équipement des P.M.E. (C.E.P.M.E.), *représenté par M. Pierre* Sarrazin.

Le conseil a ensuite pris connaissance de la situation provisoire de la société au 31 octobre 1983. Celle-ci fait ressortir un montant brut d'immobilisations de 1 192 millions, en progression de 89 millions, soit 8 % par rapport au montant cumulé des engagements de Sovabail et Mutuabail au *31 décembre 1982.*

Ce montant se répartit entre le crédit-bail immobilier (1 075 millions) et la location simple (117 millions).

Après amortissements et provisions, le montant net des immobilisations s'élève à 855 millions.

Comparé aux chiffres cumulés de Sovabail et Mutuabail sur la période correspondante de l'exercice précédent, le montant hors taxes des produits bancaires afférents aux immobilisations données en crédit-bail ou louées s'établit, pour les dix premiers mois de l'exercice 1983, à 166,7 millions de francs, en progression de 11,4 %.

Le résultat brut d'exploitation au 31 octobre 1983 s'élève à 63,2 millions de francs, dont 3,4 millions de francs de plus-values, en augmentation de 18 % par rapport à la même référence de l'exercice précédent.

Après amortissements, dont certains, exceptionnels, sont liés à l'opération de fusion, et après impôts, le résultat net comptable provisoire au 31 octobre 1983 ressort à 59,5 millions de francs, contre 51,7 millions de francs au 31 octobre 1982, en hausse de 15 %.

HAUSSMANN OBLIGATIONS

Haussmann Obligations informe que la note d'information trimestrielle, arrêtée au 30 septembre 1983, est à la disposition de ses actionnaires et du public au siège de la société et aux guichets des établissements suivants :

- Banque Worms ;
- Banque de gestion privée ;
- Banque de la Mutuelle industrielle ;
- Banque de l'Union occidentale française et canadienne ;
- Worms Gestion.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

L'assemblée générale ordinaire de la Compagnie générale d'électricité, réunie le 28 novembre, a décidé de compléter la réserve pour versement de la redevance à la Caisse nationale de l'industrie constituée par l'assemblée générale ordinaire du 16 juin en portant cette réserve à 60 809 337 francs par prélèvement sur le poste report à nouveau ainsi réduit à *55 493 775,04 francs.*

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire réunie le même jour a décidé d'augmenter le capital social de 21 millions de francs en le portant à 858 923 500 francs par émission à 500 francs, soit 100 francs pour le nominal et 400 francs pour la prime, de *210 000 actions nouvelles dont la souscription* sera intégralement réservée à l'État.

Damart serviposte

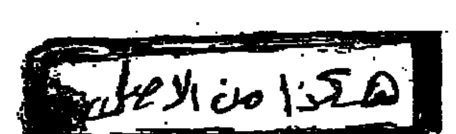
Le chiffre d'affaires H.T. du groupe Damart, au 31 octobre 1983, s'élève pour les dix premiers mois de l'exercice à 656,5 millions de francs contre 605,6 pour la même période de 1982, en progression de 8,40 % (contre une progression de 17,41 % à fin septembre 1983).

Le démarrage de la saison automne-hiver a été sérieusement perturbé par les grèves postales qui ont entraîné une chute importante des ventes par correspondance pendant le mois d'octobre, traditionnellement l'un des plus forts de l'année (— 25 % par rapport à octobre 1982). Dans le même temps, l'activité des centres-conseil a été satisfaisante (+ 11 %) mais n'a pas été suffisante pour compenser la diminution du chiffre d'affaires de la V.P.C.

Si une reprise s'est manifestée depuis le début du mois de novembre, il faut toutefois considérer que les ventes non réalisées ne seront pas rattrapées sur les deux derniers mois de l'année.

Sur le plan des résultats, tout ayant été remis en cause par la diminution des ventes du mois d'octobre, il n'est pas certain que le résultat d'exploitation de l'exercice en cours puisse atteindre celui de 1982.

En ce qui concerne le réseau de distribution, le centre-conseil de Mulhouse a été agrandi et un nouveau point de vente sera prochainement créé à Limoges.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 décembre

Amélioration

Après un début de semaine maussade, la tendance s'est très légèrement raffermie mardi à la Bourse de Paris. L'amélioration, toutefois, malgré la progression d'Amrep, n'a pas été immédiatement perceptible, l'irrégularité étant de règle dans tous les compartiments. Au bout d'une demi-heure de cotation, cependant, le fléau de balance devait pencher côté hausse et, à la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,15 % au-dessous de son niveau précédent.

A dire vrai, ce ne fut pas l'emballement. « Mouvement de consolidation », assurait un professionnel. « Paris se met au diapason de Wall Street », disait un autre.

De toute évidence, l'un et l'autre avait raison. Après être monté à son plus haut niveau de l'année, le marché, désormais navigue au plus près à vitesse un peu réduite. Mais les machines demeurent sous pression et la moindre occasion est bonne pour reprendre le large. Avec la raréfaction du papier, quelques achats suffisent à pousser les cours.

La décision gouvernementale de rajuster le dollar pour la fixation des prix des carburants n'a eu aucun effet sur les valeurs concernées. La Française des pétroles a même baissé de 1,1 %.

La devise-titre n'a guère été influencée par les cabrioles du dollar et s'est échangée entre 10,60 F et 10,65 F contre 10,58-10,69 F.

L'or à Londres a été tout juste soutenu : 398 dollars l'once contre 397,25 dollars.

A Paris, le lingot a même perdu du terrain pour coter 106 000 F (– 1 100 F). Le napoléon aussi à 657 F (– 1 F).

Le volume des transactions a diminué : 14,01 millions de francs contre 16,48 millions.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Très handicapée par un nouvel accès de faiblesse initial, Wall Street est parvenue, lundi, à remonter le courant. Un moment tombé à 1 256,40, l'indice des industrielles a progressivement regagné le terrain perdu au départ, et, à la clôture, il s'établissait à 1 270,52 (+ 5,28 points).

Le bilan de la journée, toutefois, est demeuré négatif. Sur 2 007 valeurs traitées, 875 ont baissé, tandis que 711 montaient et 421 reproduisaient leur cours précédent.

La reprise a été conduite par I.B.M. et General Motors.

Elle était largement attribuée à la déclaration de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, faite au cours du Conseil national des organismes d'épargne américains. En bref, M. Volcker s'est employé à calmer les esprits sur l'évolution des taux d'intérêt et a donné l'assurance que le FED, contrairement à ce que d'aucuns prétendaient, n'avait pas modifié sa politique monétaire. Une satisfaction donc pour Wall Street, où la controverse sur ce sujet empoisonnait l'atmosphère.

Ce redressement en fin de parcours s'est néanmoins fait avec des courants d'affaires modérés : 88,37 millions de titres échangés entre 94 millions précédemment.

VALEURS	Cours du 2 déc.	Cours du 5 déc.
Alcoa	44 1/2	44 1/2
A.T.T.	64 5/8	64 7/8
Boeing	44 3/4	45 1/4
Chase Manhattan Bank	46 1/8	46 3/4
Du Pont de Nemours	53	52 1/4
Eastman Kodak	72 3/4	73 1/8
Exxon	38 3/8	38 3/4
Ford	41 3/8	42
General Electric	57	57 3/8
General Foods	52 5/8	52 3/4
General Motors	73	74 1/4
Goodyear	32 3/4	32 1/2
I.B.M.	117 7/8	118 5/8
I.T.T.	44	44 1/4
Mobil Oil	28 1/8	28 1/4
Pfizer	35 1/2	36
Schlumberger	47	48 1/8
Texaco	35 5/8	35 7/8
U.A.L. Inc.	34 1/2	35 3/8
Union Carbide	67 1/8	67 3/8
U.S. Steel	29 3/8	29 7/8
Westinghouse	53 3/8	53 3/4
Xerox Corp.	48 1/4	48

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM-ATLANTIQUE. – La société avait proposé à ses actionnaires, conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier dernier sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, de recevoir leurs dividendes sous forme d'actions Alsthom-Atlantique. A l'issue de cette opération, un total de 895 648 actions nouvelles ont été souscrites, ce qui équivaut à 82,5 % de la quotité attribuable. Tout en se félicitant du succès de cette opération, la société précise que son capital a ainsi pu être porté de 532,3 à 577,1 millions de francs sous la forme de 11,54 millions d'actions Alsthom-Atlantique de 50 F nominal.

B.U.E. – La Banque de l'union européenne annonce le lancement d'un Fonds commun de placement à risques ouvert aux personnes physiques et morales conformément à la réglementation. Baptisé Euro-Développement, ce F.C.P. à risques aura pour objet d'investir en fonds propres dans des entreprises moyennes à bon potentiel de développement et susceptibles d'accéder à moyen terme au marché financier. Sa gestion sera assurée par Finepar, société de gestion des fonds communs de placement ouverte par la Banque de l'union européenne et, elle s'appuiera sur les services spécialisés de la banque *« qui ont réalisé depuis plusieurs années de nombreuses opérations de restructuration tant industrielles que patrimoniales, plus particulièrement dans les secteurs de l'électronique, des services, de la distribution, de la pharmacie et des industries alimentaires ».*

COMPAGNIE FRANÇAISE B.A.S.F. – M. Pierre Delabare a été nommé directeur général adjoint.

GOLDFIELDS OF SOUTH AFRICA. – Les actions du groupe et de deux de ses filiales, Driefontein Consolidated et Kloof, vont être inscrites à la cote des bourses de valeurs de Zurich, de Bâle et de Genève.

Aucune date n'a été donnée. En attendant Driefontein devait être inscrite à la cote de la Bourse de Bruxelles à compter de ce mardi, mais sous la forme de récépissé international de dépôt (I.D.R.).

Le responsable de la division « or » a précisé que les deux filiales n'ont pas l'intention de faire appel à leurs actionnaires pour financer leurs projets d'investissement au cours des deux décennies à venir.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	2 déc.	5 déc.
Valeurs françaises	155,1	155,1
Valeurs étrangères	149,2	149

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	2 déc.	5 déc.
Indice général	149,6	149,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 6 déc. .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5 déc.	6 déc.
1 dollar (en yens)	233,90	234,15

BOURSE DE PARIS Comptant 6 DECEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	28 60	0 548	Dalmas-Vieljeux	515	515	Porcher	170	176	Finextremer	241	232	Thorn EMI	98 90	....
5 %	39	4 233	Dév. Rég. P.d.C (Li)	110 30	113	Profils Tubes Est	5 45	5 20 o	Finsider	0 45	0 28 o	Thyssen c. 1 000	280	....
3 % amort. 45-54	....	1 049	Didot-Bottin	335	322	Prouvost et Lain.R.	35 10	36 40	Gén. Belgique	318	323 50	Toray indust. inc	18 85	18 60
Emp. 7 % 1973	9910	..	Dist. Indochine	300	301	Providence S.A.	425	425	Gevaert	460	530	Vieille Montagne	575	559
Emp. 8,80 % 77	112 90	4 761	Drag. Trav. Pub.	205	206	Publicis	1137	1137	Glaxo	116	120	Wagons-Lits	336 50	336
9,80 % 78/93	88 80	3 963	Duc-Lamothe	206	....	Raff. Souf. R.	155	153	Goodyear	357	....	West Rand	79	76 10
8,80 % 78/86	90 50	8 679	Dunlop	5 70	4 40 o	Ressorts Indust.	90	88	Grace and Co	485	478 50			
10,80 % 79/94	91 20	2 774	Eaux Bass. Vichy	980	990	Révillon	430	430	Grand Metropolitan	53	52 90			
13,25 % 80/90	99 90	6 770	Eaux Vittel	900	900	Ricqlès-Zan	131 90	139	Gulf Oil Canada	146	141 30			
13,80 % 80/87	101 80	1 961	Ecco	2540	2505	Ripolin	44 70	....	Hartebeest	750	744			
13,80 % 81/99	101 20	12 326	Economats Centre	409	419	Rochefortaise S.A.	61 20	63	Honeywell Inc.	1510	1402			
16,75 % 81/87	110 60	4 027	Electro-Banque	240	244	Rochette-Cenpa	14 50	15	Hoogovens	124	....			
16,20 % 82/90	110 70	14 558	Electro-Financ.	496	495				I. C. Industries	485	475			
16 % juin 82	110 50	7 913	Elf-Antargaz	150	150	Rosario (Fin.)	109	110	Int. Min. Chem	500	495			
[illegible]														

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1010	990
Dafsa	385	391
Dauphin O.T.A.	1225	1229
Far East Hotels	1	1
Merlin Immobilier	1880	1880
Métallurg. Minière	132 80	133
[illegible]		

Hors-cote

[illegible]

SICAV 5/12

[illegible]

Étrangères

[illegible]

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1858	4,5 % 1973	1885	1872	1871	– 0 74	700	Euromarché	698	698	698	....
3070	C.N.E. 3 %	3085	3105	3105	+ 0 64	640	Europe n° 1	622	628	629	+ 1 12
220	Accor	207	207 60	206	– 0 48	770	Facom	810	820	820	+ 1 23
830	Agence Havas	835	839	839	+ 0 47	710	Fichet-Bauche	701	695	695	– 0 85
500	Air Liquide	513	519	519	+ 1 16	163	Finextel	178 50	178 50	178 50	....
400	Als. Superm.	415	410	410	– 1 20	173	Fives-Lille	184 30	190	190	+ 3 09
[illegible]											

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]											
37	Hitachi	37 85	37 85	37 85	....	970	Vaal Reefs	1150	1130	1130	– 1 73
710	Hoechst Akt.	709	702	705	– 0 56	460	West Deep	545	530	535	– 1 83
92	Imp. Chemical	98 60	99	99	+ 0 40	425	West Hold.	473 50	477	477 50	+ 0 84
139	Inco. Limited	155 70	158	158	+ 1 47	495	Xerox Corp.	517	513	513	– 0 77
1310	IBM	1274	1279	1279	+ 0 39	2 19	Zambia Corp.	2 49	2 46	2 44	– 2

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/12	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 300	8 317	8 020	8 420
Allemagne (100 DM)	303 900	303 720	292	312
Belgique (100 F)	14 979	14 980	14 200	15 300
Pays Bas (100 fl.)	271 520	271 200	258	278
Danemark (100 krd)	84 100	84 050	79	87
Norvège (100 k)	109 750	109 500	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 065	12 017	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 452	8 467	7 250	9 500
Italie (1 000 lires)	5 026	5 020	0 450	5 200
Suisse (100 fr.)	380 340	380 220	367	389
Suède (100 krs)	103 690	103 570	99	106
Autriche (100 sch)	43 145	43 110	42 100	44 100
Espagne (100 pes.)	5 287	5 285	4 850	5 450
Portugal (100 esc.)	6 385	6 390	6 300	6 600
Canada ($ can 1)	6 666	6 686	6 460	6 790
Japon (100 yens)	3 544	3 549	3 390	3 640

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/12
Or fin (kilo en barre)	107000	106500
Or fin (en lingot)	107100	106000
Pièce française (20 fr)	658	657
Pièce française (10 fr)	435	.....
Pièce suisse (20 fr)	675	661
Pièce latine (20 fr)	630	624
Souverain	792	788
Pièce de 20 dollars	4005	4005
Pièce de 10 dollars	1900	1980
Pièce de 5 dollars	1050	.....
Pièce de 50 pesos	4200	4200
Pièce de 10 florins	647	647

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LES PRIX LITTÉRAIRES

Interallié : Jacques Duquesne (« Maria Vandamme »)

Le prix Interallié a été décerné à Jacques Duquesne pour *Maria Vandamme* (Grasset) par six voix contre quatre à Guy Lagorce pour *le Train du soir* (Grasset).

Avec *Maria Vandamme,* Jacques Duquesne nous emmène dans une ville du nord de la France, au temps des crinolines : ville où naissent les empires industriels, mais où l'on parle encore flamand dans les bas quartiers. L'auteur fait le portrait d'une femme du peuple, belle et indomptable, employée comme servante dans une famille bourgeoise en ascension, et apprenant à lire afin de comprendre le monde.

A la suite de Maria Vandamme et de ses admirateurs – Alois, le cocher belge arrêté pour s'être livré à la contrebande du tabac, Blaise Riboullet, l'agitateur socialiste venu de la Creuse pour ranimer l'ardeur des ouvriers du Nord ; le docteur Dehaynin qui, lui, rêve de les ramener à la foi catholique en améliorant leur sort, – l'auteur nous entraîne, tambour battant, dans un tourbillon d'aventures. Il brosse également la fresque d'une époque dont la fascination tient peut-être au fait qu'elle croyait, dur comme fer, préparer l'avènement d'un monde meilleur (par la révolution, par l'industrialisation, par l'instruction ou encore par le progrès scientifique).

Jacques Duquesne ne nous fait grâce d'aucun détail historique, de la répercussion de la guerre de sécession sur l'industrie textile du Nord aux statistiques des décès d'enfants à Lens, sans oublier les recettes gastronomiques à la mode. Ce souci de précision documentaire fait penser beaucoup moins à Zola qu'aux tableaux, si séduisants, de ces petits maîtres flamands, où il ne manque pas une fourmi sur un brin d'herbe, pas une goutte de rosée sur un pétale de tulipe.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

[Né le 18 mars 1930 à Dunkerque, Jacques Duquesne, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques, a commencé sa carrière de journaliste à *la Croix*, où il fut grand reporter à partir de 1956. Après avoir été directeur de *Panorama chrétien*, il collabora à *l'Express*, dont il devint le rédacteur en chef adjoint. De 1972 à 1974, il fut rédacteur en chef adjoint au *Point*. Il est désormais le directeur adjoint de la rédaction de cet hebdomadaire. Jacques Duquesne est l'auteur de nombreux ouvrages. Parmi eux, des essais : *les Prêtres* (1965), *les Catholiques sous l'occupation* (1966), *Demain une église sans prêtres ?* (1968), *Dieu pour l'homme d'aujourd'hui* (1970), *la Gauche du Christ* (1972), *les Treize-Seize Ans* (1973), et des romans : *la Grande Triche* (1977), *Une voix dans la nuit* (1979). Tous les ouvrages de Jacques Duquesne ont été publiés chez Grasset.]

Chateaubriand : Henri Amouroux

Le prix Chateaubriand, doté d'une somme de 50 000 F, a été attribué à Henri Amouroux pour *l'Impitoyable Guerre civile* (Robert Laffont), sixième tome de sa *Grande Histoire des Français sous l'occupation.*

L'empereur des Yvelines

Hardricourt (Yvelines). – Si ce n'étaient les C.R.S. qui battent la semelle sur le gravier de l'allée, on croirait regarder une gentilhommière, une grosse maison bourgeoise, retrouver vie, dans la brume du val de Seine, pour un week-end familial ou des vacances d'hiver.

Des fenêtres ont été ouvertes à l'étage pour aérer les chambres au papier peint fleuri. Des rires d'enfants s'échappent de la buanderie. Derrière les grilles, à cinquante mètres à peine de la bâtisse rectiligne surmontée d'un clocheton, il y a comme une gêne à troubler cette paisible installation, ces préparatifs de repas dans la salle à manger ; à guetter la silhouette impériale, un peu voûtée, qui se détache dans la lumière douce d'un lampadaire.

Oui, sans l'agitation de la rue, sans les voitures de police, on pourrait douter de la réalité de la *luxueuse garde à vue de Jean-*Bedel Bokassa. Officiellement, les C.R.S. et les inspecteurs en civil sont là pour empêcher l'ex-empereur de Berengo de quitter sa résidence d'Hardricourt. Cet hôte embarrassant qu'on souhaite toujours éloigner a été placé sous surveillance.

Mais ce gentleman-farmer d'un jour jouit apparemment dans son château d'une certaine liberté de manœuvre. Il reçoit encore. Son conseiller spécial, M. Roger Delpey, fait le tri des bons et des mauvais journaux français. Un inspecteur très déférent vient à la grille introduire les invités, *V.S.D., Paris-Match, Libération,* des photographes ayant participé à la tentative de retour à Bangui, le 28 novembre, de Jean-Bedel Bokassa. Pour les autres, pour le petit peuple sans recommandation, *« sa Majesté n'est pas visible ». « M. Delpey ne nous a pas autorisés à vous faire entrer. »*

M. Delpey, grand chambellan du minuscule empire d'Hardricourt, fait ensuite répondre que l'illustrissime reclus n'a pas été autorisé par le gouvernement *français à s'exprimer durant son* séjour en France. Pourtant, quelques heures plus tôt, *« sa Majesté »* avait confié par téléphone à Antenne 2 son désir de rester en France, pour mettre ses terres *« en exploitation »,* jouir de ses biens, *« rester tranquille et rester calme ».*

Me Geouffre de la Pradelle, l'avocat de l'ex-empereur, confirme ensuite, à la grille du château, que son client a bien demandé *« l'autorisation de rester en France »,* et qu'il décline *« toute offre d'asile à l'étranger ne relevant pas de sa patrie centrafricaine ou de la France ».*

A la nuit tombée, un émissaire du ministère des relations extérieures, dernier visiteur introduit, quitte le domaine. Les C.R.S., dehors, s'attendent à une nuit froide. On ferme les volets du château. Jean-Bedel Bokassa a réussi à vivre une journée dans son manoir des bords de Seine.

PHILIPPE BOGGIO.

M. DOUMENG AURAIT FAIT L'OBJET DE NOUVEAUX REDRESSEMENTS FISCAUX

M. Jean-Baptiste Doumeng est de nouveau l'objet de redressements fiscaux (1). Cette fois, ce sont les comptes des sociétés qu'il dirige qui ont été vérifiés sur la période 1977-1980 par les agents de la D.V.N.I. (direction des vérifications nationales et internationales). Ces vérifications ont porté sur la comptabilité du groupe. Elles auraient donné lieu, selon notre confrère *le Matin,* à un redressement de 70 millions de francs.

Parallèlement, les agents de la D.N.E.F. (Direction nationale des enquêtes fiscales), rabaptisée depuis direction nationale des vérifications de situations fiscales, avaient entrepris en 1981 ce qu'il est convenu d'appeler une *« vérification approfondie de situation fiscale d'ensemble »* (VASFE). Celle-ci a porté sur les revenus personnels de M. Doumeng au cours de la période 1977-1981. Notre confrère *le Matin* croit également savoir qu'à ce titre un redressement d'environ 18 millions de francs aurait été notifié à M. Doumeng.

(1) Après vérification des revenus personnels de M. Doumeng pour la période 1973-1976, le fisc avait notifié en 1980 à l'intéressé un redressement d'environ 18,8 millions de francs. Sur cette somme, M. Doumeng avait bénéficié de dégrèvements très importants, de l'ordre de 16 millions de francs, selon *le Canard enchaîné.*

DÉCÈS DU PRINCIPAL INCULPÉ DE L'AFFAIRE ORSONI

Jean Alfonsi, dit Jeannot le Long, âgé de soixante-trois ans, principal inculpé dans l'affaire de l'enlèvement de Guy Orsoni, en Corse, est décédé, lundi 5 décembre, des suites d'une longue maladie, à l'hôpital de la Timone à Marseille. Arrêté en juin, il avait bénéficié, ces dernières semaines, d'une mesure de libération conditionnelle en raison d'un cancer, mais son état s'était sensiblement aggravé ces derniers jours.

« Caïd » du milieu de Propriano (Corse-du-Sud), il *était* suspecté d'avoir dirigé les opérations d'enlèvement du militant nationaliste et avait été arrêté avec l'un de ses fils, Jean-Simon, et six complices.

Son décès survient trois jours après l'agression dont a été victime, le 2 décembre, un autre de ses fils, Jean-Charles, pris pour cible par des tireurs sur la route d'Ajaccio (*le Monde* du 6 décembre). Malgré la présence de plusieurs voitures au moment de cette tentative d'homicide, les policiers n'ont pas pu recueillir de témoignages. Ils se déclarent persuadés que certains des acteurs de l'« affaire Orsoni » sont engagés dans des règlements de comptes.

● *La rançon de M. Heineken est récupérée.* – La police néerlandaise a retrouvé dans un bois près d'Utrecht, mardi 6 décembre, la quasi-totalité des 11 millions de dollars de rançon versés pour la libération du magnat de la bière, Freddie Heineken, et de son chauffeur. Deux millions de dollars avaient déjà été retrouvés la semaine dernière après la libération des deux hommes et l'arrestation de vingt-cinq personnes *(Reuter).*

● *Une tonne de cannabis saisie.* – Les douaniers du poste frontière du tunnel du Mont-Blanc ont saisi, le 6 décembre au matin, 1 tonne de cannabis en plaquettes. Ils ont découvert la drogue à bord d'un camion milanais qui se rendait en Grande-Bretagne via la France.

Sur le vif

Le pot au chanvre

Douze kilos de cocaïne découverts lundi par les douaniers maritimes du Havre dans un cargo colombien, cent huit kilos de haschisch flairés par un chien policier sous le plancher d'un camping-car à la frontière de Hendaye... Bonne prise ! Bravo ! C'est toujours ça que les cent mille héroïnomanes recensés en France où l'on compte, chiffre officiel, un million d'amateurs de marijuana, n'auront pas. Cela dit, je ne me fais pas trop de souci pour eux. La came, ça coûte cher, très cher. Pour s'en procurer régulièrement, il faut beaucoup d'argent. De l'argent, ils en ont. De la poudre, ils en trouveront.

On nous parle toujours – on n'y manquera pas ce mardi encore aux « Dossiers de l'écran » – des petits dealers minables, des mômes paumés qui vont se shooter dans les toilettes infectes de bars sordides du côté de la République ou de Belleville. Ce qu'on ne nous dit pas – l'autre soir sur FR 3, le professeur Olievenstein le reconnaissait sans trop oser insister, – c'est que la drogue est en train de faire des ravages dans les milieux les plus aisés, les plus huppés, les plus exposés au regard du public.

Rappelez-vous le mystère qui a d'abord entouré avec la complicité, bien compréhensible au demeurant, de ses amis, la mort de Patrick Dewaere. Jusqu'au jour où la presse a révélé le pot aux roses ou plutôt le pot au chanvre. A la stupeur des populations.

Que l'usage des stupéfiants, des excitants, soit très répandu dans le monde du spectacle et dans le monde des sports, notez, ça on s'en doute, on le sait. Ce qu'on ignore, c'est qu'il touche les gens du monde tout court. Qu'il atteint les plus hautes sphères de la politique et du journalisme. Et pas seulement ici. Ailleurs aussi. Ce n'est pas pour rien que le conseiller de Carter, Hamilton Jordan, a été surpris à Washington avec un sachet compromettant. Pas aux yeux de ses copains, vous pensez bien. Aux yeux du gros du troupeau, des bonnes bêtes que nous sommes, trop bêtes pour être mises au parfum.

CLAUDE SARRAUTE.

ATTENTAT A JÉRUSALEM : QUATRE MORTS

Jérusalem *(Reuter, A.F.P., A.P.).* – Quatre personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées par l'explosion d'une bombe, ce mardi matin 6 décembre, dans un autobus de Jérusalem. Plusieurs des blessés seraient dans un état grave. Des suspects ont été appréhendés.

● *Aucune annulation d'élections sénatoriales.* – Le Conseil constitutionnel a terminé, mercredi 30 novembre, l'examen du contentieux des élections sénatoriales du 25 septembre dernier. Aucune des dix-neuf requêtes portant sur les résultats dans sept départements n'a abouti à une annulation. Dans la Marne, les dix requérants qui contestaient le deuxième tour de scrutin se sont désistés.

Dans les Pyrénées-Orientales, où le second tour avait été marqué par des incidents (*le Monde* du 27 septembre), le Conseil a annulé les opérations de vote dans la troisième section. Bien que 84 suffrages aient été ainsi soustraits des 463 voix de M. Paul Alouy (*U.D.F.-P.S.D.*), ce dernier conserve une avance de 121 voix sur son adversaire socialiste, M. Jean Marti, dont le résultat a été ramené de 314 à 258 voix.



MORT DE LA CHANTEUSE LUCIENNE BOYER

Lucienne Boyer, de son vrai nom Émilienne-Henriette Boyer, est morte, à Paris, mardi 6 décembre. Elle était âgée de quatre-vingts ans. Chanteuse intimiste, avec une grande sensualité dans la voix, elle avait une manière de faire vibrer son auditoire, transmise ensuite par des interprètes comme Juliette Gréco ou Barbara.

« Parlez-moi d'amour »

Lucienne Boyer aura été l'interprète d'une chanson, *Parlez-moi d'amour*, une romance sentimentale écrite par Jean Lenoir, créée en 1930 et qui fit le tour du monde, chuchotée par une voix chaude et grave.

Elle était née à Paris en 1903 et elle avait débuté dans la chanson dès l'âge de seize ans en se produisant dans des cabarets, puis dans des revues – notamment au Concert Mayol. Son premier disque, réalisé en 1928, contient une chanson de Vincent Scotto *(Tu me demandes si je t'aime)*, qui annonce déjà le répertoire sentimental et intimiste qu'elle allait défendre durant sa carrière et qu'illustra *Parlez-moi d'amour.* A côté de cette chanson fétiche, il y eut quelques autres succès : *Un amour comme le nôtre,* de Borel-Clerc et Farel, *les Prénoms effacés,* de Jean Tranchant, et *Mon P'tit Kaki,* chanson mélodramatique chantée à l'époque de la « drôle de guerre », en 1939.

Lucienne Boyer anima elle aussi de nombreux cabarets, à Montparnasse comme à Montmartre : elle fut successivement ainsi à la tête des cabarets *les Borgia, Chez les clochards, Chez elle, Chez Lucienne.*

CLAUDE FLÉOUTER.

Le numéro du « Monde » *daté 6 décembre 1983* a été tiré à 534 073 exemplaires







A B C D F G H

